

# **PREMIÈRE LECTURE**

**RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE  
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC**

**RECUEIL DES PUBLICATIONS  
- 2023 -**



**/// BIBLIOTHÈQUE**  
ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



**Bibliothèque de l'Assemblée nationale**

Édifice Pamphile-Le May  
1035, rue des Parlementaires  
Québec (Québec) G1A 1A3

Tél. : 418 643-4408  
Courriel : [bibliotheque@assnat.qc.ca](mailto:bibliotheque@assnat.qc.ca)  
[www.bibliotheque.assnat.qc.ca/fr/](http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/fr/)

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2025  
Bibliothèque et Archives Canada  
ISSN 2819-2303

# PREMIÈRE LECTURE

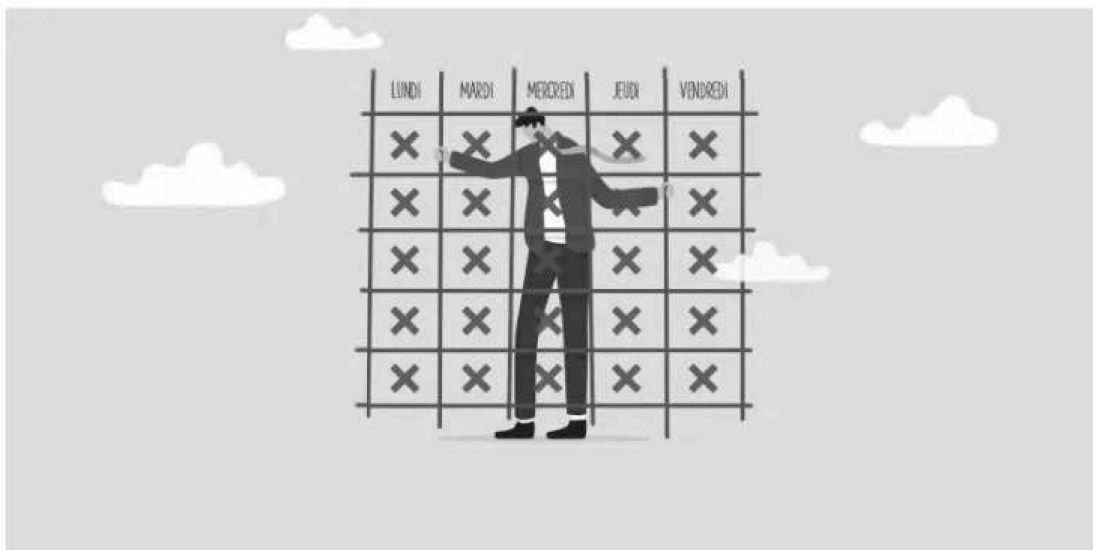
RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## Matière à réflexion : l'accès aux soins de psychothérapie au Québec

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 16 JANVIER 2023

*Attentif aux sujets qui pourraient interpeller les parlementaires dans leur travail, le Service de la recherche de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale propose des notes de recherche et d'information sur des thèmes d'actualité et des enjeux émergents. C'est le cas de la série Matière à réflexion, qui rassemble l'essentiel de ce qu'il faut savoir sur certaines questions d'intérêt public.*



*L'accès aux soins de psychothérapie au Québec est actuellement affecté, comme on l'observe dans plusieurs secteurs, par une pénurie de travailleuses et de travailleurs. Depuis plusieurs années, on remarque également un exode important des psychologues du réseau public vers la*

*pratique privée. Jumelé à la pandémie de COVID-19 qui a exacerbé les problèmes de santé mentale, on assiste depuis quelque temps à ce qui semble être une tempête parfaite.*

*Cette note Matière à réflexion définit d'abord ce qu'est la psychothérapie et décrit les professionnels à qui le Code des professions en réserve la pratique. Par ailleurs, elle donne quelques chiffres sur les listes d'attente, les délais pour obtenir un service ainsi que la proportion des visites en médecine familiale et en milieu hospitalier pour des problèmes liés à la santé mentale. Enfin, il est question de récents plans d'action québécois en la matière et de programmes instaurés au Royaume-Uni et en Australie pour accroître l'accessibilité des soins de psychothérapie. Ce document est également disponible sur le site Web de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, tout comme d'autres notes produites par le Service de la recherche.*

**Catherine Lanouette**  
*Service de la recherche*

### **En quelques mots**

- La pandémie de COVID-19 a exacerbé les problèmes d'accès aux soins de psychothérapie et de santé mentale. Comme souligné dans le Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026, les mesures de distanciation, l'isolement, les pertes d'emploi ou de revenus et les tensions familiales, conjugales et sociales ont pu contribuer à la détérioration de la santé mentale. Certains groupes de la population ont été particulièrement affectés, notamment les personnes présentant déjà un trouble mental, les étudiants et étudiantes, les personnes sans emploi ou en arrêt de travail, les travailleurs de la santé, les immigrants et les personnes âgées.
- Le *Code des professions* (art. 187.1) définit la psychothérapie comme « un traitement psychologique pour un trouble mental, pour des perturbations comportementales ou pour tout autre problème entraînant une souffrance ou une détresse psychologique qui a pour but de favoriser chez le client des changements significatifs dans son fonctionnement cognitif,

émotionnel ou comportemental, dans son système interpersonnel, dans sa personnalité ou dans son état de santé ».

- Le Code réserve la pratique de la psychothérapie aux médecins et aux psychologues, qui n'ont pas à obtenir de permis. Toutefois, selon le *Règlement sur le permis de psychothérapeute*, les membres des ordres professionnels des conseillers et conseillères d'orientation, des ergothérapeutes, des infirmiers et infirmières, des psychoéducateurs et psychoéducatrices, des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux peuvent obtenir un permis de psychothérapeute délivré par l'Ordre des psychologues du Québec, sous certaines conditions. Les sexologues peuvent également être psychothérapeutes s'ils en ont fait la demande avant 2015.
- En 2018, le gouvernement a adopté une nouvelle réglementation régissant la pratique des infirmières praticiennes spécialisées (IPS) et créant de nouvelles spécialités, soit les soins aux adultes, la santé mentale et les soins pédiatriques. Les infirmiers et infirmières spécialisés en santé mentale accompagnent notamment les individus dans la prise en charge de troubles mentaux.
- Tel que noté par l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (INESSS) dans son avis sur l'accès équitable aux services de psychothérapie au Québec (2018), il existe dans la littérature deux principaux types d'interventions psychologiques : celles de basse intensité et celles de haute intensité. Les premières, souvent prodiguées par des intervenants qui détiennent un permis de psychothérapeute, comprennent notamment le soutien à l'autogestion, l'éducation psychologique, la résolution de problèmes et le développement de saines habitudes de vie. Les interventions de haute intensité « impliquent, quant à elles, des rencontres hebdomadaires en présence d'un professionnel dûment formé selon les standards établis dans chaque juridiction ».

- Au Québec, il est possible d'avoir accès à des services gratuits de psychothérapie dans le réseau public de santé ou grâce à une assurance collective ou privée. Des programmes sont également accessibles aux victimes d'accidents de la route, de lésions professionnelles ou d'actes criminels.
- Selon Christine Grou, présidente de l'Ordre des psychologues, le Québec comptait, en 2021, 8800 psychologues, soit autant que dans tout le reste du pays. Il s'agit de la plus forte proportion par habitant en Amérique. Plus de la moitié des psychologues québécois travailleraient en pratique privée. Les principales motivations incitant à la pratique privée sont la rémunération et l'autonomie professionnelle.
- Selon l'INESSS, les troubles mentaux représentaient, en 2018, environ le tiers des hospitalisations et des causes d'invalidité. L'Institut mentionne que, pour chaque dollar investi dans les services psychologiques, le retour sur l'investissement serait de deux dollars. Un meilleur accès à la psychothérapie contribuerait à la réduction de l'utilisation de certains médicaments et à une diminution des consultations d'omnipraticiens.

### En quelques chiffres

**18 %**

Des consultations de médecins de famille ont trait à des problèmes de santé mentale en 2021-2022, selon un sondage du Collège des médecins. Ce taux grimpe à 39 % pour les personnes âgées de 18 à 24 ans.

**19 800**

Nombre de personnes en attente de services de santé mentale dans le système public, en décembre 2022, selon le tableau de bord sur la performance du réseau de la santé et des services sociaux du gouvernement du Québec.

**180 jours**

Délai d'attente pour un service de deuxième ligne en santé

**69 %**

Hausse des visites pour des raisons de santé mentale à

mentale, chez les adultes, en date du 27 août 2022, selon le MSSS. Ce délai est de 295 jours pour les jeunes.

l'urgence de l'hôpital pour enfants Sainte-Justine pendant les 20 premiers mois de la pandémie de COVID-19.

### **Travaux récents et initiatives québécoises sur le sujet**

- Le Programme québécois pour les troubles mentaux : des autosoins à la psychothérapie repose sur un modèle de soins par étapes. Il vise à accroître l'accès aux services publics en santé mentale. Les groupes de médecine familiale et les CLSC sont les principales portes d'entrée pour obtenir un tel service. Les étapes proposées vont de la surveillance active et des autosoins jusqu'à des interventions psychologiques dites de haute intensité.
- En 2020, au terme de consultations à l'Assemblée nationale, la Commission de la santé et des services sociaux a déposé un rapport sur l'augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec TDAH. Au-delà des enjeux relatifs au TDAH, certaines des 17 recommandations de ce rapport ont trait à la détresse psychologique des jeunes et aux difficultés d'accès aux services psychosociaux.
- Le Plan d'action sur la santé mentale étudiante en enseignement supérieur 2021-2026 « vise à doter les réseaux de l'enseignement supérieur de balises communes en matière de santé mentale étudiante et à soutenir l'élargissement et la diversification de l'offre de services de promotion, de prévention et de soutien psychosocial dans les collèges et universités ». Un de ses objectifs est notamment d'accroître l'accessibilité aux services en santé mentale pour les membres de la communauté étudiante et de réduire les délais d'accès aux services. Le Plan vise également à optimiser les collaborations entre le réseau de la santé et les organismes communautaires et à « favoriser la création de corridors de services entre les réseaux de l'enseignement supérieur et leurs partenaires offrant des services spécialisés de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> lignes ».

- Le Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026« vise à favoriser la santé mentale optimale de la population, ainsi qu'à faciliter l'accès à des soins et services de qualité pour les personnes présentant des troubles mentaux ou des symptômes associés, et leurs proches ». Le Plan prévoit notamment l'intégration d'interventions numériques dans les services en santé mentale et le déploiement d'infirmières praticiennes spécialisées en santé mentale dans les services de proximité et certaines urgences.

## **Ailleurs au Canada et dans le monde**

- En 2017, le gouvernement de la Colombie-Britannique a créé le ministère de la Santé mentale et des Dépendances afin de coordonner le réseau d'intervenants et offrir un système cohérent, accessible et inclusif à tous les citoyens et citoyennes.
- Le Programme québécois pour les troubles mentaux s'inspire du programme Improving Access to Psychological Therapies (IAPT) du Royaume-Uni. Instauré afin de rendre les soins de psychothérapie mieux adaptés et plus accessibles aux patients et patientes, ce programme a marqué un profond changement dans le traitement des troubles anxieux et dépressifs au Royaume-Uni, notamment en valorisant le recours aux soins de psychothérapie – gradués selon la sévérité du cas – plutôt qu'aux seuls psychotropes, en réduisant à 19 jours le temps d'attente pour l'obtention d'un service et en mesurant l'efficacité des traitements. De 2009 à 2018, le programme a permis de quintupler le nombre de personnes prises en charge, le faisant passer de 200 000 à plus d'un million.
- Au début du millénaire, le gouvernement australien a mis sur pied les programmes Better Outcomes in Mental Health Care(2003) et Better Access to Psychiatrists, Psychologists and General Practitioners (2006) afin d'élargir l'accès à des soins de psychothérapie de courte durée en soins primaires, pour les personnes souffrant de troubles mentaux courants (troubles dépressifs et anxieux) et de diminuer l'usage de psychotropes. Majoritairement financés par le gouvernement, ces

programmes permettent aux médecins généralistes de diriger les patients atteints de troubles mentaux vers les services appropriés. Ceux-ci sont majoritairement offerts par des psychologues (90 %), mais aussi des travailleurs sociaux, du personnel infirmier et des ergothérapeutes.

### **Pour aller plus loin**

- Desmarais, Sylvie (dir.), *Avis sur l'accès équitable aux services de psychothérapie*, Québec, Institut national d'excellence en santé et en services sociaux, 2018, 124 p.
- Institut national d'excellence en santé et services sociaux, « Efficacité des interventions psychosociales pour prévenir et traiter les symptômes et troubles mentaux courants », *Bulletin Repères*, juillet 2022, 14 p.
- Ordre des psychologues du Québec, *Mémoire présenté au ministère de la Santé et des services sociaux dans le cadre des consultations concernant les effets de la pandémie sur la santé mentale*, février 2021, 24 p.
- Vasiliadis, Helen-Maria et Anne Dezetter, « Les programmes de prise en charge financière des psychothérapies en Australie et en Angleterre », *Santé mentale au Québec*, vol. 40, n° 4, hiver 2015, p. 101-118.

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## Le travail des jeunes au Québec

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 25 JANVIER 2023

*Depuis quelques années, le Québec subit les effets d'une pénurie de main-d'œuvre qui affecte de nombreux secteurs de l'économie. Pour remédier à cette situation, des entreprises se tournent vers des travailleuses et des travailleurs de plus en plus jeunes afin de pourvoir leurs besoins en main-d'œuvre. Divers articles et reportages récents font d'ailleurs état d'enfants qui commencent à travailler dès l'âge de 11 ou 12 ans. Il n'y a en effet pas d'âge minimal pour travailler au Québec.*

*Afin de faire un état de la situation des jeunes au travail, Première lecture propose une étude détaillée sur le sujet. Cette note de recherche présente le cadre légal québécois du travail des jeunes et un portrait statistique pour mieux saisir l'ampleur du phénomène. Enfin, la note aborde différentes conséquences que peut entraîner la conciliation études-travail en bas âge : les risques de décrochage scolaire, les accidents de travail et les problèmes de santé mentale.*

Ce document est également disponible sur le site Web de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, tout comme d'autres notes produites par le Service de la recherche.

**Analyse et rédaction**

Félix Bélanger

*Service de la recherche*

**Recherche documentaire**



## INTRODUCTION

**D**epuis quelques années, le Québec subit les effets d'une pénurie de main-d'œuvre qui affecte de nombreux secteurs de l'économie. Plusieurs employeurs peinent à recruter et à retenir suffisamment de travailleuses et de travailleurs pour répondre à leurs besoins. Le Québec rapportait d'ailleurs plus de 200 000 postes vacants au quatrième trimestre de 2022<sup>[1]</sup>. Cette situation de pénurie de main-d'œuvre se reflète également dans le taux de chômage qui a atteint des creux historiques au cours des derniers mois. Les plus récentes données indiquent qu'il se situait à 4 % au Québec au mois de février 2023. Le taux de chômage est même sous la barre de 3 % dans certaines régions, dont la Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches et les Laurentides<sup>[2]</sup>.

Dans ce contexte de rareté de la main-d'œuvre, certaines entreprises se tournent vers des travailleuses et des travailleurs de plus en plus jeunes pour pourvoir leurs besoins. Divers articles et reportages récents ont d'ailleurs fait état de ce phénomène qui semble prendre de l'ampleur au Québec<sup>[3]</sup>. Plusieurs médias d'information rapportent en effet que des enfants commencent à travailler dès l'âge de 11 ou 12 ans dans des secteurs tels la

restauration et le commerce de détail. La perspective d'occuper un emploi peut évidemment être attrayante pour de nombreux jeunes. Le contexte de rareté de main-d'œuvre fait notamment en sorte qu'ils peuvent se voir offrir des salaires relativement avantageux, même sans détenir d'expérience de travail.

Les statistiques consultées sur le travail d'enfants et d'adolescents, bien qu'incomplètes, tendent à confirmer qu'un nombre croissant de jeunes entrent sur le marché du travail, et ce, à des âges de plus en plus bas. Cette note de recherche brosse un portrait de la situation actuelle au Québec. La première section présente le cadre légal québécois régissant le travail des jeunes. Un aperçu de la législation des autres provinces canadiennes en la matière est aussi présenté. Puis, une section de la note dresse un portrait statistique permettant de mieux saisir l'ampleur du phénomène du travail des jeunes.

Enfin, considérant que le recours à une main-d'œuvre de bas âge suscite de nombreuses interrogations sur le développement des jeunes, une section est consacrée à cette question. Quels sont ses effets sur le rendement scolaire des élèves? La conciliation études-travail peut-elle augmenter les risques de décrochage scolaire? Quels sont les risques en matière d'accidents de travail? Quels sont les effets potentiels sur la santé mentale des jeunes? Cette note de recherche tente de répondre à ces questions en s'appuyant sur la littérature au Québec et sur des études menées ailleurs dans le monde.

## **L'ENCADREMENT LÉGAL DU TRAVAIL DES JEUNES**

### **L'encadrement légal et réglementaire au Québec**

Au Québec, le travail des jeunes est encadré par la *Loi sur les normes du travail*. Une section de la Loi est consacrée au travail des enfants et aux obligations qui incombent aux employeurs en la matière. Une première chose à noter est que la Loi ne prévoit pas d'âge minimal pour travailler. Cependant, l'employeur a certaines obligations en fonction de l'âge des jeunes qu'il embauche. Pour

un enfant de moins de 14 ans, l'employeur doit obtenir le consentement écrit d'un parent ou d'un tuteur<sup>[4]</sup>. Sans ce consentement, l'employeur ne peut engager un enfant âgé de moins de 14 ans. Aucun consentement parental n'est requis au-delà de cet âge.

La Loi prévoit aussi certaines mesures que l'employeur doit respecter lorsqu'il embauche des jeunes. Il doit notamment s'assurer que les heures de travail ne coïncident pas avec les heures de classe<sup>[5]</sup>. En effet, l'horaire de travail des jeunes qui sont assujettis à l'obligation de fréquentation scolaire doit être compatible avec leurs cours. De plus, un employeur ne peut faire travailler de nuit les jeunes qui ont l'obligation d'aller à l'école. Il est interdit à un employeur de faire travailler ces jeunes entre 23 h et 6 h le lendemain matin<sup>[6]</sup>. L'employeur doit aussi faire en sorte que l'horaire de travail des jeunes qu'il emploie ne les empêche pas d'être à leur résidence à ces mêmes heures<sup>[7]</sup>. Certaines exceptions peuvent toutefois s'appliquer concernant le travail de nuit, notamment pour le travail effectué à titre d'interprète ou de créateur dans le domaine artistique et pour la livraison de journaux.

## **L'obligation de fréquentation scolaire**

Au Québec, c'est la *Loi sur l'instruction publique* qui établit les obligations en matière de fréquentation scolaire. La Loi prévoit que tout enfant qui réside au Québec doit aller à l'école dès le premier jour de l'année scolaire où il a atteint l'âge de six ans. Cette obligation de fréquentation scolaire se poursuit jusqu'au dernier jour de l'année scolaire où il atteint l'âge de 16 ans ou au terme de l'année scolaire lors de laquelle il obtient un diplôme décerné par le ministre<sup>[8]</sup>.

La *Loi sur les normes du travail* contient une autre disposition permettant d'encadrer de façon plus générale le travail effectué

par les jeunes. L'article 84.2 prévoit que l'employeur ne peut pas faire effectuer un travail qui serait jugé disproportionné par rapport aux capacités de l'enfant. De même, il est interdit à l'employeur d'attribuer à un enfant des tâches susceptibles de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé et à son développement physique ou moral<sup>[9]</sup>. Il faut aussi rappeler les obligations de l'employeur prévues par la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* qui s'appliquent à l'ensemble des travailleuses et travailleurs. La Loi mentionne que « [l']employeur doit prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé et assurer la sécurité et l'intégrité physique et psychique du travailleur<sup>[10]</sup> ».

Les principales dispositions légales entourant l'encadrement du travail des enfants remontent à la fin des années 1990. En 1997, l'adoption du projet de loi n° 172, *Loi modifiant de nouveau la Loi sur les normes du travail* a pour effet d'encadrer le travail de nuit des jeunes. Puis, l'adoption en 1999 du projet de loi n° 50, *Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives concernant le travail des enfants* a renforcé les dispositions en exigeant notamment le consentement parental pour les enfants de moins de 14 ans.

Enfin, certaines dispositions ayant trait au travail des jeunes sont prévues par réglementation. Ces dispositions sont généralement propres à des secteurs précis ou à des milieux de travail ayant des particularités en matière de santé et de sécurité du travail. Par exemple, le *Règlement sur la santé et la sécurité du travail* prévoit que toute personne conduisant un chariot élévateur doit avoir au moins 16 ans. Dans le même ordre d'idées, ce règlement indique que les travailleuses ou travailleurs qui doivent exécuter des travaux nécessitant l'usage d'explosifs doivent avoir au moins 18 ans. Il y est aussi prévu que l'âge minimal pour faire partie d'une équipe de plongée est de 18 ans. Pour sa part, le *Règlement sur la santé et la sécurité du travail dans les mines* établit des âges minimaux, allant de 16 à 20 ans, pour effectuer différents types de travail dans le domaine minier.

## Les recommandations du Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre

Le cadre légal québécois entourant le travail des jeunes a fait l'objet de nombreuses discussions au cours des dernières années. De nombreuses voix se sont élevées pour mettre à jour la *Loi sur les normes du travail*. Dans cette perspective, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Jean Boulet, a demandé le 1<sup>er</sup> juin 2022 un avis sur le sujet au Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM). Un sous-comité sur le travail des enfants a conséquemment été mis sur pied. Quatre représentants syndicaux et quatre représentants patronaux en faisaient partie.

L'Avis du CCTM concernant le travail des enfants au Québec a été adopté à l'unanimité par les membres du Comité consultatif le 8 décembre 2022 et rendu public le 14 décembre 2022. L'avis contient six recommandations dont certaines soulignent la nécessité de modifications législatives et réglementaires. Le Comité consultatif recommande notamment d'établir à 14 ans l'âge général d'admission à l'emploi. Certaines exceptions pourraient être prévues par règlement.

Il est aussi recommandé d'interdire aux employeurs de faire travailler les jeunes assujettis à l'obligation de fréquentation scolaire plus de 17 heures par semaine durant l'année scolaire. De façon similaire, le Comité recommande qu'il soit interdit de faire travailler ces jeunes plus de 10 heures du lundi au vendredi. Le Comité propose aussi qu'un préambule soit ajouté à la section Travail des enfants de la *Loi sur les normes du travail*. Il aurait pour objectif de préciser que l'ensemble des règles relatives au travail des enfants doit toujours s'interpréter dans leur intérêt fondamental.

Les autres recommandations du Comité sont de nature plus générale. Elles touchent notamment à la mise en place de campagnes de sensibilisation ainsi que la préparation d'un portrait statistique complet et à jour sur le phénomène du travail des jeunes au Québec.

## L'encadrement légal du travail des enfants ailleurs au Canada

Les dispositions légales en matière de travail des jeunes dans les provinces canadiennes sont généralement très différentes les unes des autres. Dans l'ensemble, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse évalue néanmoins que l'encadrement légal du travail des enfants y est plus complet que celui en place au Québec<sup>[11]</sup>. De façon générale, on trouve différents types de contraintes en fonction de l'âge des jeunes employés embauchés et des secteurs d'activités. Cette section présente un aperçu de mesures d'encadrement du travail des jeunes ailleurs au Canada.

### L'âge minimal pour travailler

Parmi les restrictions les plus contraignantes, on trouve l'interdiction d'embaucher des enfants. Certaines provinces ont adopté cette avenue. Par exemple, au Manitoba, la Section 14 du *Code des normes d'emploi* interdit aux employeurs d'embaucher des enfants âgés de moins de 13 ans<sup>[12]</sup>. De même, aucun parent ne peut permettre à son enfant de moins de 13 ans d'être employé<sup>[13]</sup>. L'Alberta a une approche similaire. La partie 5 de l'*Employment Standards Regulation* prévoit qu'il n'est pas permis d'employer des enfants de 12 ans et moins dans des secteurs autres que celui des arts<sup>[14]</sup>.

Il faut aussi ajouter que certaines provinces imposent un âge minimal pour travailler dans certains secteurs d'activité. Par exemple, la réglementation en Ontario prévoit qu'il faut avoir au moins 15 ans pour travailler dans les cuisines de restaurants, les garages d'entretien et de réparation d'automobiles ou dans les buanderies. De même, il faut avoir 16 ans pour travailler dans une installation minière ou une exploitation forestière<sup>[15]</sup>.

### Les systèmes de permis

D'autres provinces ont notamment mis en place un système de permis destiné aux entreprises qui désirent embaucher des jeunes. Par exemple, en Colombie-Britannique, un employeur qui prévoit engager une personne de moins de 14 ans doit détenir un permis. Des permis sont également nécessaires pour embaucher des jeunes de 14 et 15 ans si ces derniers doivent effectuer du travail qui n'est pas qualifié de « léger ». À partir de l'âge de 16 ans, aucun permis n'est nécessaire<sup>[16]</sup>. D'autres provinces, dont l'Alberta, la Saskatchewan et le Nouveau-Brunswick, ont mis en place des systèmes de permis similaires qui permettent aux employeurs d'embaucher des enfants dans différents secteurs d'activité et à différents âges. Ces permis sont accordés par les autorités gouvernementales compétentes.

## Le nombre maximal d'heures de travail

Plusieurs provinces ont aussi décidé de limiter le nombre d'heures que peuvent travailler les jeunes les semaines d'école. Par exemple, en Saskatchewan, les jeunes de 14 et 15 ans ne doivent pas travailler plus de 16 heures pendant une semaine d'école<sup>[17]</sup>. Pour sa part, le cadre réglementaire de la Colombie-Britannique ne permet pas aux enfants de moins de 15 ans de travailler plus de quatre heures les journées d'école. De même, ces jeunes ne peuvent pas travailler plus de 20 heures une semaine qui compte cinq jours d'école. Il est également prévu qu'ils ne peuvent pas travailler plus de 35 heures par semaine lorsqu'il n'y a pas d'école<sup>[18]</sup>. Quant à elle, la Nouvelle-Écosse interdit aux employeurs de faire travailler des enfants de moins de 14 ans pendant plus de trois heures les jours d'école. Aucune limite hebdomadaire d'heures travaillées n'est toutefois précisée<sup>[19]</sup>.

## Le certificat d'employabilité

Parmi les mesures qui encadrent le travail des jeunes au Canada, on trouve aussi le certificat d'employabilité. Une telle mesure existe notamment en Saskatchewan et au Manitoba. Dans cette dernière province, il est interdit à un employeur d'embaucher un jeune âgé de moins de 16 ans sans certificat d'employabilité. Ce

document contient le consentement parental du jeune et atteste que ce dernier a suivi un cours en matière de préparation à l'entrée sur le marché du travail<sup>[20]</sup>. Ce cours destiné aux jeunes travailleuses et travailleurs a pour objectif de les renseigner sur leurs droits et leurs responsabilités dans une relation d'emploi. Le cours enseigne également aux jeunes les exigences en matière de sécurité et d'hygiène au travail<sup>[21]</sup>. Le cours du Certificat de préparation de jeunes travailleurs en Saskatchewan a lui aussi pour objectif de renseigner les jeunes sur les normes d'emploi ainsi que les mesures de santé et de sécurité au travail.

## Le travail de nuit

À l'instar du Québec, plusieurs provinces ont décidé d'encadrer le travail pouvant être effectué de nuit par les jeunes. Certaines ont choisi de restreindre le travail de nuit uniquement lorsqu'il y a de l'école le lendemain. À titre d'exemple, la Saskatchewan interdit aux employeurs de faire travailler des jeunes de moins de 16 ans après 22 heures s'il y a des cours le lendemain<sup>[22]</sup>. D'autres provinces ont plutôt décidé d'interdire le travail de nuit des jeunes dans toutes les circonstances. C'est notamment le cas au Manitoba où il est interdit de faire travailler les jeunes de moins de 16 ans entre 23 heures et 6 heures<sup>[23]</sup>.

## PORTRAIT STATISTIQUE DE L'EMPLOI CHEZ LES JEUNES

Le travail des jeunes est une réalité encore relativement peu documentée. Les données permettant de comprendre l'ampleur actuelle du phénomène au Québec sont partielles et ne tracent pas un portrait complet de la situation. Les renseignements les plus récents et les plus à jour sur le sujet sont tirés de l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada. Au Québec, en 2021-2022, 39 % des jeunes de 15 à 19 ans fréquentant l'école primaire ou secondaire conciliaient travail et études au cours de l'année scolaire. Dix ans plus tôt, soit en 2011-2012, cette proportion était de 26 %<sup>[24]</sup>. À l'échelle canadienne, la proportion de jeunes de 15 à 19 ans fréquentant l'école primaire ou secondaire qui conciliaient

travail et études est plus faible qu'au Québec. Elle était de 33 % en 2021-2022. Ces données sur le travail des jeunes sont toutefois partielles puisqu'elles ne tiennent pas compte des enfants de moins de 15 ans.

Pour obtenir un portrait plus complet de la situation de l'emploi chez les jeunes, il faut se tourner vers l'*Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire*. La plus récente édition de cette enquête présente toutefois des données qui remontent à 2016-2017<sup>[25]</sup>. La moitié (53 %) des élèves du secondaire ont travaillé au cours de cette année scolaire<sup>[26]</sup>. Cette proportion augmente en fonction du niveau scolaire. Ainsi, le pourcentage d'élèves de 1<sup>re</sup> secondaire occupant un emploi durant l'année scolaire était de 46 % alors qu'il atteignait 63 % chez les élèves de 5<sup>e</sup> secondaire. Toutes proportions gardées, plus de filles (56 %) que de garçons (49 %) ont occupé un emploi au cours de l'année scolaire<sup>[27]</sup>.

Parmi les élèves qui travaillaient pendant l'année scolaire, 12 % l'ont fait à raison de 16 heures et plus par semaine. Le nombre d'heures travaillées par semaine semble également augmenter en fonction du niveau scolaire. Chez les élèves de 1<sup>re</sup> secondaire occupant un emploi, seulement 4 % ont consacré plus de 16 heures par semaine au travail. Chez les élèves de 5<sup>e</sup> secondaire, cette proportion atteignait 23 %<sup>[28]</sup>.

Pour conclure ce bref portrait statistique, il est utile de se pencher sur les raisons qui motivent les élèves à entrer sur le marché du travail. Une étude québécoise réalisée auprès de jeunes de 15 ans rapporte que 81 % d'entre eux travaillent pour pouvoir se « payer des choses<sup>[29]</sup> ». Il s'agit de la principale raison invoquée. Les autres raisons les plus souvent mentionnées sont la volonté d'acquérir de l'expérience de travail (56 %), de faire des économies (54 %), de développer son sens des responsabilités (48 %) et d'accroître son autonomie pour dépendre moins de ses parents (44 %)<sup>[30]</sup>.

## LES EFFETS DU TRAVAIL DES JEUNES

Le travail en bas âge peut avoir des répercussions sur de nombreuses facettes de la vie des jeunes ainsi que sur leur développement. Cette section a pour objectif de présenter certains de ces effets. Pour ce faire, trois grandes catégories de répercussions sont évaluées à la lumière d'études et de rapports produits dans les dernières années : les effets sur la performance scolaire, les risques d'accidents de travail et les effets sur la santé mentale de ces jeunes.

## **La motivation envers les études et le décrochage scolaire**

Au Québec, il est obligatoire de fréquenter l'école jusqu'à 16 ans ou jusqu'à l'obtention d'un diplôme. Il est interdit aux employeurs de faire travailler un élève pendant les heures de cours. Malgré ces mesures, des préoccupations demeurent en ce qui a trait à la conciliation études-travail. En effet, occuper un emploi au cours de l'année scolaire peut amener son lot de défis en matière de gestion du temps. L'un des risques fréquemment évoqués est que les jeunes en emploi en viennent à réduire leur niveau d'implication dans leurs études. À ce sujet, une recherche révèle que les élèves qui occupent un emploi présentent davantage de manifestations de désengagement scolaire<sup>[31]</sup>. Parmi celles-ci, on trouve notamment la faible participation en classe et l'absentéisme aux cours. L'étude rapporte aussi que les élèves en emploi et les élèves sans emploi se distinguent en ce qui concerne leur niveau de motivation. Les élèves en emploi sont proportionnellement plus nombreux à présenter un niveau de motivation faible (36,5 %) que les élèves qui n'ont pas d'emploi (30,5 %)<sup>[32]</sup>.

Néanmoins, d'autres études semblent indiquer qu'occuper un emploi n'engendre pas nécessairement un désengagement de l'élève envers ses obligations scolaires. À titre d'exemple, une étude de 2008 menée auprès de jeunes de 17 et 18 ans montre que le nombre d'heures consacrées aux cours ainsi qu'aux études et aux devoirs ne semble pas varier en fonction du nombre d'heures passées au travail. Chez les élèves visés par l'étude, celles et ceux qui travaillaient plus de 20 heures par semaine ne semblaient pas réduire le temps consacré à leurs obligations scolaires dans leur

horaire<sup>[33]</sup>. La somme des heures consacrées à l'école et des heures travaillées constitue néanmoins une charge importante pour les jeunes qui peut entraîner d'autres effets néfastes, notamment sur la santé mentale.

En ce qui concerne la performance scolaire, les études tendent à montrer que le nombre d'heures travaillées peut entraîner des répercussions importantes. Une étude rapporte que le pourcentage d'élèves qui redoublent une année scolaire augmente en fonction du nombre d'heures travaillées. Par exemple, chez les élèves consacrant cinq heures ou moins par semaine à un emploi, la proportion d'entre eux ayant redoublé leur année scolaire était de 8,7 %. Cette proportion augmente en fonction du nombre d'heures travaillées pour atteindre 34,7 % chez les élèves qui travaillent plus de 16 heures par semaine. La proportion d'élèves sans emploi ayant redoublé une année scolaire était de 16,1 %, soit environ la moitié moins<sup>[34]</sup>.

Les diverses recherches faites au Québec ne sont pas les seules à avoir étudié les conséquences du travail des jeunes sur la performance scolaire. D'autres travaux arrivent à des conclusions semblables. À titre d'exemple, une étude effectuée auprès d'élèves américains rapporte que le fait de travailler plus de 20 heures par semaine est associé à une moyenne scolaire significativement plus faible que celle des autres élèves. Toutefois, selon cette même étude, le fait de consacrer un nombre d'heures modéré à un emploi (d'une à vingt heures par semaine) ne semble pas avoir d'effet sur les résultats scolaires lorsque l'on compare aux élèves qui n'occupent pas d'emploi<sup>[35]</sup>.

## Les risques de décrochage scolaire

Le travail des jeunes du secondaire peut aussi être un facteur de risque en matière de décrochage scolaire. C'est du moins ce qu'indiquent les données présentées dans *l'Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire*. Si le simple fait d'occuper un emploi n'augmente pas nécessairement les risques de décrochage, le nombre d'heures travaillées par semaine semble avoir un effet. La

proportion de jeunes du secondaire à risque de décrocher est de 14 % quand ils travaillent moins de 11 heures par semaine. Cette proportion monte à 20,4 % chez les élèves travaillant de 11 à 15 heures par semaine. Enfin, près du tiers (30,7 %) des élèves qui travaillent 16 heures et plus par semaine sont à risque de décrochage scolaire. Cette association entre le risque de décrochage scolaire et le nombre d'heures travaillées est observée autant chez les garçons que chez les filles<sup>[36]</sup>.

Le même constat semble être fait ailleurs dans le monde. Une étude américaine rapporte qu'un plus grand nombre d'heures travaillées en période scolaire tend à augmenter les risques de décrochage scolaire. Les probabilités de décrocher seraient 55 % plus élevées chez les élèves qui travaillent plus de 20 heures par semaine que chez les élèves qui ne travaillent pas. Lorsque les élèves travaillant plus de 20 heures sont comparés aux élèves qui travaillent plus modérément (de 1 à 20 heures par semaine), le portrait est sensiblement le même. Ce sont les élèves qui travaillent le plus qui ont les plus grandes probabilités de décrocher<sup>[37]</sup>.

En somme, les études semblent démontrer que le travail des jeunes peut entraîner certaines répercussions négatives sur la motivation scolaire et dans certains cas sur le rendement scolaire. Cependant, le plus grand facteur de risque en matière de performance scolaire et de décrochage est le fait de travailler un très grand nombre d'heures par semaine. Les principales études québécoises semblent s'accorder sur le fait que travailler plus de 15 heures par semaine a des effets négatifs sur le parcours scolaire des élèves<sup>[38]</sup>.

## **La santé et la sécurité du travail**

Le fait de travailler en bas âge peut entraîner des conséquences directes sur l'état de santé des jeunes. À cet égard, l'une des principales préoccupations relevées au cours des derniers mois dans les médias porte sur les risques d'accident. Des articles parus dans les médias ont en effet soulevé différents cas d'accidents en

milieu de travail impliquant des enfants. L'un de ces cas est celui d'un employé de 14 ans décédé en 2020 alors qu'il utilisait un chariot élévateur dans son lieu de travail<sup>[39]</sup>. C'est en effectuant une manœuvre que le jeune travailleur est resté coincé sous le chariot élévateur. Dans son rapport d'enquête sur l'accident, la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) évoque différentes causes, dont le manque de formation du travailleur, et le fait qu'il ne portait pas sa ceinture de sécurité. Le rapport souligne aussi que le jeune travailleur n'avait pas l'âge requis pour conduire un tel véhicule.

Cet exemple récent illustre les conséquences potentiellement fatales que peuvent engendrer les accidents de travail. Certes, les accidents menant à un décès sont l'exception plutôt que la règle, mais il est nécessaire de rappeler que les accidents de travail demeurent fréquents. Ils n'épargnent d'ailleurs pas les jeunes travailleuses et travailleurs. En 2021, la CNESST a rapporté 203 accidents de travail de personnes de moins de 16 ans au Québec. Il s'agit d'une augmentation de 36 % par rapport à l'année 2020 alors que 149 accidents avaient été recensés<sup>[40]</sup>. Mentionnons que, en 2020, les plus jeunes victimes d'accidents de travail étaient âgées d'à peine 13 ans<sup>[41]</sup>.

Lorsque l'on observe les données sur une plus longue période, le constat est le même. Les accidents de travail impliquant des jeunes sont en forte augmentation. De 2012 à 2021, la CNESST a constaté une hausse de 392 % des accidents de travail chez les jeunes de 14 ans et moins. Pour les jeunes de 15 ans, l'augmentation du nombre d'accidents est de 221 % sur dix ans. Ces données reflètent probablement le fait que de plus en plus de jeunes commencent à travailler en bas âge. Chez les jeunes de 16 ans, la hausse des accidents de travail a été beaucoup plus faible, de l'ordre de 17 % depuis 2012<sup>[42]</sup>.

Il faut par ailleurs signaler que ces données incluent uniquement les accidents ayant été portés à l'attention de la CNESST. Il est donc probable que le nombre réel d'accidents impliquant des adolescentes et adolescents soit plus élevé. À ce sujet, une étude de

2008 sur des étudiantes et étudiants occupant un emploi évaluait que pour chaque accident déclaré, 2,5 accidents ne font l'objet d'aucune déclaration<sup>[43]</sup>.

*L'Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire 2016-2017* rapporte pour sa part que près d'un élève sur cinq (19 %) qui travaille pour l'entreprise familiale ou pour un employeur a déjà subi une blessure au travail. La proportion de garçons ayant déclaré avoir subi une blessure au travail est de 22 % alors qu'elle est de 16 % chez les filles. Ces blessures ne sont pas sans conséquence. Les deux tiers (67 %) des jeunes ayant rapporté une blessure en milieu de travail ont dû recevoir des soins, consulter un professionnel de la santé ou s'absenter de l'école. Cette proportion est encore plus grande chez les élèves des 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> secondaires où elle atteint 75 % et 74 % respectivement<sup>[44]</sup>.

La CNESST rappelle que les jeunes constituent une classe de travailleuses et de travailleurs particulièrement à risque d'accident. Cela s'explique entre autres par le fait qu'ils changent d'emploi plus fréquemment que la moyenne des autres salariés. Or, les semaines qui suivent l'embauche sont celles où les employés, tous âges confondus, sont les plus à risque de se blesser puisqu'ils en sont encore à se familiariser avec leurs tâches. Avec leur forte mobilité en emploi, les jeunes se retrouvent plus souvent dans un nouvel environnement de travail et sont donc plus à risque de subir une blessure<sup>[45]</sup>.

Leurs conditions de travail constituent un autre facteur de risque. Dans un milieu de travail, les jeunes sont souvent exposés à différentes contraintes physiques : maniement de charges lourdes sans aide, gestes répétitifs, mouvements contraignants, etc. Une étude québécoise révèle que ce sont près de 70 % des jeunes de 15 ans qui sont exposés à au moins une de ces contraintes dans le cadre de leur emploi. Cette même étude indique qu'un lien existe entre une forte exposition à ces contraintes et la probabilité d'avoir été blessé au travail ou d'avoir failli l'être<sup>[46]</sup>.

Le nombre élevé d'accidents chez les jeunes du secondaire peut également s'expliquer par certaines failles en matière de prévention. À ce sujet, plus du quart (28 %) des jeunes du secondaire occupant un emploi ont rapporté ne pas avoir reçu de consignes de sécurité au travail<sup>[47]</sup>.

## **La santé mentale**

Un troisième élément qu'il convient d'aborder lorsqu'il est question des conséquences du travail des jeunes est celui de la santé mentale. L'adolescence est une période charnière sur le plan du bien-être mental et du développement d'habitudes sociales et émotionnelles saines. Or, le cumul travail-études peut, dans certaines circonstances, entraîner des conséquences négatives sur la santé psychologique des jeunes.

D'emblée, mentionnons qu'une enquête menée auprès d'élèves du secondaire rapporte qu'occuper un emploi semble avoir un effet négatif sur la perception qu'ont les jeunes de leur santé générale. Celles et ceux qui occupaient un emploi le mois précédant l'enquête étaient plus nombreux que leurs collègues de classe sans emploi à percevoir leur santé mentale comme moyenne ou mauvaise (33,3 % contre 27,2 %). Cette enquête montre aussi que les élèves qui concilient études et travail rémunéré sont plus nombreux à déclarer un niveau élevé de détresse psychologique et à présenter cinq signes de fatigue ou plus. D'ailleurs, à ce sujet, un peu plus du tiers (36,2 %) des élèves en emploi affirment ressentir plus de fatigue depuis qu'ils ont commencé à travailler<sup>[48]</sup>.

Les données de l'Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire tendent aussi à montrer que la conciliation travail-études peut avoir des effets sur la santé mentale. Par exemple, la proportion d'élèves sans emploi présentant un trouble anxieux est de 15,6 % alors que chez les élèves en emploi, cette proportion grimpe à 18,7 %. De même, 5,4 % des élèves sans emploi déclarent avoir un diagnostic de dépression confirmé par un médecin ou un spécialiste de la santé alors que cette proportion est légèrement plus élevée à 6,2 % chez les élèves en emploi<sup>[49]</sup>.

De légers écarts peuvent donc être constatés entre les élèves en emploi et sans emploi lorsque l'on observe certains indicateurs de santé mentale. C'est toutefois lorsque l'on porte attention au nombre d'heures travaillées que les écarts sont les plus grands. Les jeunes qui travaillent de nombreuses heures sont plus susceptibles d'avoir un diagnostic de trouble de santé mentale. Ainsi, les élèves qui travaillent 16 heures et plus par semaine ont déclaré avoir des troubles anxieux à hauteur de 22,6 %. Cette proportion diminue à 19,5 % chez celles et ceux qui travaillent 11 à 15 heures par semaine et à 18,0 % lorsque moins de 11 heures sont travaillées par semaine.

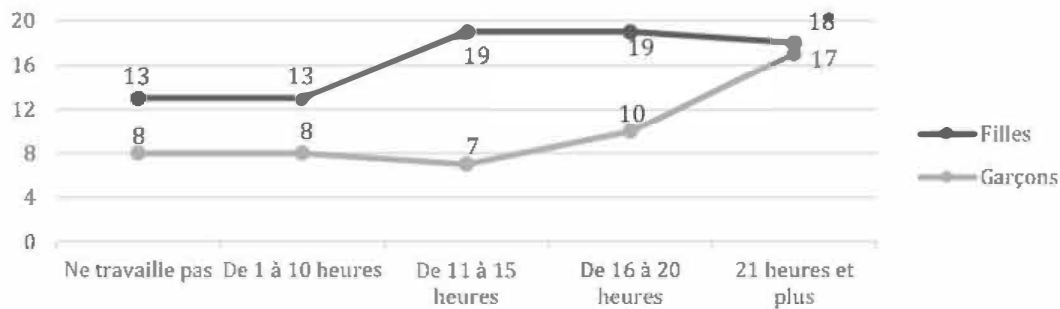
Une situation similaire est observée pour les élèves qui déclarent avoir un diagnostic de dépression. Près d'un jeune sur dix (9,6 %) qui travaille 16 heures et plus par semaine souffre de dépression. Chez les élèves qui travaillent moins de 11 heures, cette proportion est plutôt de 5,6 %.

### Les troubles de santé mentale chez les filles et les garçons

Une différence notable semble être constatée en matière de troubles de santé mentale entre les filles et les garçons. Une étude s'appuyant sur des données de 2010-2011 rapporte que les filles, pour tout nombre d'heures travaillées hebdomadairement, sont proportionnellement plus nombreuses que les garçons à avoir reçu un diagnostic d'anxiété ou de dépression<sup>[50]</sup>.

On constate aussi que la proportion d'élèves ayant un diagnostic d'anxiété ou de dépression ne varie pas en fonction du même nombre d'heures travaillées par semaine pour les filles et les garçons. La proportion de filles ayant reçu un diagnostic est plus élevée chez celles qui travaillent 11 heures ou plus. Pour les garçons, c'est à partir de 21 heures de travail par semaine qu'un écart significatif est observé dans la proportion de jeunes souffrant d'anxiété ou de dépression<sup>[51]</sup>.

**Proportion d'élèves du secondaire ayant reçu au moins un diagnostic médical d'anxiété ou de dépression - selon le sexe et le nombre d'heures de travail hebdomadaire**



Source : Amélie Funès, *Le travail chez les jeunes du secondaire*, ministère de la Santé et des Services sociaux, 2017.

\*\*\*

La question du travail des jeunes est un enjeu complexe aux ramifications multiples. Certaines facettes de la question n'ont pu être abordées dans cette note d'information. Par exemple, les effets du travail en bas âge sur la diplomation aux études supérieures, le développement d'aptitudes et de compétences et la consommation de drogues sont autant d'aspects qui auraient mérité une attention particulière. Bien que cette note n'ait pas abordé ces questions, elle présente un portrait de la situation actuelle au Québec afin de mieux comprendre le phénomène et son ampleur. Même si les données disponibles sur le travail des jeunes au Québec sont partielles, une augmentation du nombre de jeunes travailleuses et travailleurs au cours des dernières années peut être constatée. C'est en raison de cette situation que plusieurs ont commencé à se questionner sur les effets potentiels de la conciliation études-travail chez les élèves. Les données présentées dans cette note d'information ne permettent pas de conclure si le travail des jeunes est bon ou mauvais; cette façon de situer le débat est d'ailleurs généralement jugée plutôt simpliste<sup>[52]</sup>. Le travail des jeunes peut produire à la fois des effets positifs et négatifs. Une constante semble toutefois se dessiner dans ce champ d'études : travailler de nombreuses heures par semaine entraîne généralement des effets néfastes sur le développement des jeunes. Le nombre d'heures travaillées paraît à cet égard constituer une variable déterminante tant en matière de réussite scolaire que de santé mentale.

- 
1. Statistique Canada, Postes vacants, employés salariés, taux de postes vacants et moyenne du salaire offert selon les provinces et territoires, données trimestrielles non désaisonnalisées, mars 2023. [retour]
  2. Institut de la statistique du Québec, Indicateurs mensuels : emploi et taux de chômage par région administrative, mars 2023. [retour]
  3. Alexis Gacon, « Pénurie de main-d'œuvre oblige, des enfants de 11 ans sont déjà au travail au Québec », *Radio-Canada*, 29 mai 2022; Hélène Schaff, « Le travail des jeunes ados, très loin d'être sans risque pour eux », *Le Journal de Montréal*, 27 août 2022. [retour]
  4. *Loi sur les normes du travail*, RLRQ, c. N-1.1, art. 84.3. [retour]
  5. *Ibid.*, art. 84.4. [retour]
  6. *Ibid.*, art. 84.6. [retour]
  7. *Ibid.*, art. 84.7. [retour]
  8. *Loi sur l'instruction publique*, RLRQ, c. I-13.3, art. 14. [retour]
  9. *Loi sur les normes du travail*, RLRQ, c. N-1.1, art. 84.2. [retour]
  10. *Loi sur la santé et la sécurité du travail*, RLRQ, c. S-2.1, art. 51. [retour]
  11. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Notes de présentation devant le Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre, 13 octobre 2022. [retour]
  12. *Code des normes d'emploi*, c. E110 de la C.P.L.M., art. 84(1). [retour]
  13. *Ibid.*, art. 84(2). [retour]
  14. *Employment Standards Regulation*, Alberta Regulation 14/1997, art. 51.3. [retour]
  15. Gouvernement de l'Ontario, *Âge minimum pour travailler*, 11 février 2022. [retour]
  16. *Employment Standards Act*, RSBC 1996, c. 113, art. 9. [retour]
  17. *The Conditions of Employment Regulations*, c. L-1 Reg 8, art. 9.2(b). [retour]
  18. *Employment Standards Regulation*, B.C. Reg. 396/95, art. 45.3. [retour]
  19. *Labour Standards Code*, RSNS 1989, c. 246, art. 68.3. [retour]
  20. *Code des normes d'emploi*, c. E110 de la C.P.L.M., art. 84(1). [retour]
  21. Direction des normes d'emploi, gouvernement du Manitoba, Jeunes employés, 31 août 2022. [retour]
  22. *The Conditions of Employment Regulations*, c. L-1 Reg 8, art. 9.2(b). [retour]
  23. *Code des normes d'emploi*, c. E110 de la C.P.L.M., art. 84.2. [retour]

24. Statistique Canada, Tableau 37-10-0106-01 : Proportion des étudiants âgés de 15 à 29 ans qui allient travail et études, selon le groupe d'âge et le type d'institution fréquentée, octobre 2022. [retour]
25. Pour obtenir des données plus récentes, il faudra attendre les résultats de la troisième édition de l'Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire. La collecte de données se déroule au cours de l'année scolaire 2022-2023. [retour]
26. Cette proportion tient compte de différents types d'emploi : emploi rémunéré ou non au sein de l'entreprise familiale, travail rémunéré chez un employeur et petits travaux rémunérés (ex. : garder des enfants, tondre la pelouse de voisins, etc.). [retour]
27. Issouf Traoré et autres, *Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire 2016-2017 – Tome 3*, Institut de la statistique du Québec, décembre 2018, p. 67. [retour]
28. *Ibid.*, p. 73. [retour]
29. Élise Ledoux et autres, *Portrait du travail et de la santé et de la sécurité du travail chez les jeunes de 15 ans au Québec*, Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail, 2016, p. 21. [retour]
30. *Ibid.*, p. 21. [retour]
31. Marco Gaudreault et autres, « La conciliation études-travail chez les élèves francophones montréalais de 4<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup> années du secondaire », *ÉCOBES – Recherche et transfert*, novembre 2015, p. 27. [retour]
32. *Ibid.*, p. 25. [retour]
33. Élise Ledoux et autres, « Étudier et travailler en région à 18 ans. Quels sont les risques de SST? », *Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail*, 2008, p. 28. [retour]
34. Marco Gaudreault et autres, *op. cit.*, p. 62. [retour]
35. Jeremy Staff et autres, « Is Adolescent Employment Still a Risk Factor for High School Dropout? », *Journal of Research on Adolescence*, vol. 30, n° 2, 2019. [retour]
36. Issouf Traoré et autres, « Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire 2016-2017 – Tome 2 », *Institut de la statistique du Québec*, décembre 2018, p. 175-176. [retour]
37. Jeremy Staff et autres, *op. cit.* [retour]
38. À noter que dans un rapport sur la persévérance scolaire et le décrochage déposé en septembre 2011, la Commission de la culture et de l'éducation de l'Assemblée nationale exprimait déjà une préoccupation concernant les risques de décrochage scolaire et recommandait au gouvernement « de mieux encadrer le travail des jeunes et des étudiants afin que le nombre d'heures travaillées et le type d'emploi ne compromettent pas le parcours scolaire » (recommandation 7). [retour]

39. Diane Tremblay, « Décès d'un travailleur de 14 ans à Saint-Martin : le port de la ceinture aurait pu lui sauver la vie », *Le Journal de Québec*, 16 juin 2021. [retour]
40. Michel Arseneault, « Le nombre d'enfants impliqués bondit », *La Presse*, 2 juin 2022. [retour]
41. *Id.*, « Victimes d'un accident de travail à 13 ans », *La Presse*, 28 avril 2022. [retour]
42. CNESST, « Présentation de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail », dans Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre, *Avis du CCTM concernant le travail des enfants au Québec*, décembre 2022, annexe 10, p. 82-94. [retour]
43. Élise Ledoux et autres, *op. cit.*, p. 50. [retour]
44. Issouf Traoré et autres, *op. cit.*, Tome 3, p. 78-81. [retour]
45. CNESST, « Travail chez les jeunes : La CNESST lance une offensive de sensibilisation », 23 juin 2022. [retour]
46. Élise Ledoux et Pascale Prud'homme, « Portrait du travail et de la santé et de la sécurité du travail chez les jeunes de 15 ans du Québec », *Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail*, 2016, p. 25-29. [retour]
47. Issouf Traoré et autres, *loc. cit.* [retour]
48. Luc Laberge et autres, « Jeunes du secondaire et du collégial qui cumulent études et travail : une enquête sur les conditions d'exercice du travail et la SST », *Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail*, 2014, p. 25. [retour]
49. Issouf Traoré et autres, *op. cit.*, Tome 2, p. 148. [retour]
50. Amélie Funès, *Le travail chez les jeunes du secondaire au Québec*, ministère de la Santé et des Services sociaux, 2017, p. 13. [retour]
51. *Ibid.* [retour]
52. Jeylan T. Mortimer, « The Benefits and Risks of Adolescent Employment », *Prevention Researcher*, vol. 17 n° 2, 2010. [retour]

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## Connaissez-vous la Bibliothèque de l'Assemblée nationale? Découvrez deux capsules promotionnelles pour tout savoir!

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 2 FÉVRIER 2023

*Joyau méconnu de la colline Parlementaire, la Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec joue un rôle de premier plan au cœur de la vie politique québécoise. En tant que bibliothèque parlementaire, une partie importante de sa mission consiste à répondre aux demandes d'information et de recherche de ses clientèles parlementaires, notamment les député(e)s, les services de recherche des partis politiques, le personnel des bureaux de circonscription, les personnes désignées par l'Assemblée nationale<sup>[1]</sup> et le personnel administratif de l'Assemblée nationale. En plus de cette clientèle interne, la Bibliothèque aide aussi des usagers externes tels que les professionnel(le)s de recherche, étudiant(e)s, les professionnel(le)s du droit et les citoyen(ne)s dans leur quête d'information.*

Carolyne Ménard  
Service de l'information

V

éritable témoin du temps et lieu de conservation de nombreux livres rares et objets patrimoniaux, cet endroit magnifique vous séduira assurément.

Découvrez le rôle de cette institution essentielle au bon fonctionnement de l'Assemblée nationale :

## La Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec



Vidéo sur les services offerts et les collections.

Derrière ces collections patrimoniales, une équipe de 70 spécialistes de l'information hautement qualifiés soutiennent les clientèles parlementaires en répondant à tous leurs besoins en information, de la donnée brute à l'analyse plus poussée.

Faites connaissance avec cette équipe dévouée, polyvalente et compétente :

## Bibliothèque de l'Assemblée nationale : une institution viv...



Du personnel dévoué et compétent !

La Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec : des experts et des collections à votre service!

- 
1. Les personnes désignées par l'Assemblée nationale sont le Commissaire à l'éthique et à la déontologie, le Commissaire au lobbying, le Directeur général des élections, le Protecteur du citoyen et le Vérificateur général.  
[retour]

# PREMIÈRE LECTURE

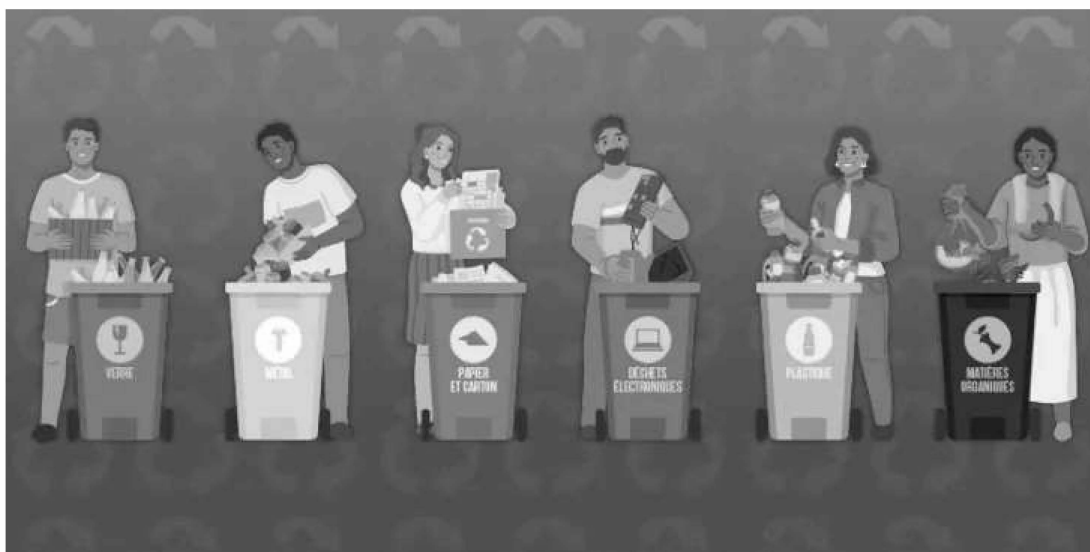
RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## Matière à réflexion : La gestion des matières résiduelles au Québec

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 16 FÉVRIER 2023

*Attentif aux sujets qui pourraient interpeller les parlementaires dans leur travail, le Service de la recherche de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale propose des notes de recherche et d'information sur des thèmes d'actualité et des enjeux émergents. C'est le cas de la série Matière à réflexion, qui rassemble l'essentiel de ce qu'il faut savoir sur certaines questions d'intérêt public.*



*Dans le rapport qu'il présentait en 2007, Harvey Mead, premier commissaire au développement durable, décédé le 14 janvier dernier, évaluait pour la première fois l'empreinte écologique du Québec. Si toute l'humanité partageait les habitudes de consommation de la population*

*québécoise, estimait-il, il faudrait trois planètes Terre pour soutenir un tel mode de vie. Bien que plus de quinze années se soient écoulées depuis ce constat, il demeure d'actualité, d'après le Rapport sur l'indice de circularité de l'économie du Québec (2021).*

*En outre, selon le Bilan 2021 de la gestion des matières résiduelles de RECYC-QUÉBEC, la quantité de matières résiduelles éliminées sur le territoire québécois correspondait annuellement à 716 kg par habitant. Le Québec est encore loin de l'objectif de 525 kg ou moins par habitant d'ici la fin de l'année 2023, fixé dans le cadre du plan d'action 2019-2024 de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles.*

*Cette fiche Matière à réflexion aborde les concepts de recyclage et de récupération, de modes d'élimination et d'économie circulaire, en plus de donner quelques chiffres sur la composition des déchets éliminés, le coût de la gestion des matières résiduelles et l'offre de collecte de matière organique. Enfin, il est question de récents plans d'action québécois et d'initiatives à l'extérieur du Québec. La fiche d'information est également accessible sur le site Web de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, tout comme d'autres notes produites par le Service de la recherche.*

**Catherine Lanouette**  
*Service de la recherche*

## **En quelques mots**

- Au Québec, la gestion des matières résiduelles est fondée sur la hiérarchie des 3RV-E. Comme l'indique l'article 53.4.1 de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, la priorité va à la réduction à la source (le premier des « 3R »). La Loi établit ensuite, dans le traitement des matières, l'ordre de priorité suivant : le réemploi et le recyclage, suivis de la valorisation (« V ») et, en dernier recours, de l'élimination (« E »).
- On distingue le recyclage (matières transformées pour être réintroduites dans l'économie) de la récupération (matières collectées, sans être nécessairement valorisées). Les matières acceptées dans le bac de recyclage diffèrent d'un organisme

municipal à l'autre. Par exemple, seules certaines municipalités acceptent le polystyrène (plastique numéro 6), la styromousse et les sacs de plastique. Cela dépend des installations des centres de tri et des acheteurs présents ou non sur le marché.

- Adoptée en 2011, la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles a comme objectif fondamental que la seule matière résiduelle éliminée au Québec soit le résidu ultime. Le Plan d'action 2011-2015 a défini cette matière comme celle qui, résultant du tri, du conditionnement et de la mise en valeur, « n'est plus susceptible d'être traitée dans les conditions techniques et économiques disponibles pour en extraire la part valorisable ou en réduire le caractère polluant ou dangereux ».
- Selon une étude de caractérisation de RECYC-QUÉBEC, en 2019-2020, les déchets éliminés au Québec étaient constitués principalement de 30 % de matières organiques, de 28 % de résidus de construction, de rénovation et de démolition (CRD) et de 25,5 % de papier, de carton, de plastique, de verre et de métal.
- Au Québec, l'enfouissement est le mode d'élimination le plus utilisé. Dans son rapport *L'état des lieux et la gestion des résidus ultimes* (2022), le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) souligne que, en 2019, 96 % des matières résiduelles éliminées étaient destinées à l'enfouissement, alors que 4 % étaient incinérées. La majorité des matières enfouies le sont dans les 38 lieux d'enfouissement techniques du Québec. Selon le BAPE, 22 de ces espaces atteindront leur capacité maximale d'ici 2041. Au rythme actuel, de nouveaux lieux d'enfouissement ou des agrandissements des sites actuels devront être autorisés au cours des vingt prochaines années.
- Selon le *Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination de matières résiduelles*, les exploitants d'installations d'élimination

doivent payer une redevance pour chaque tonne de matières résiduelles reçue. Une partie de ces revenus est ensuite redistribuée aux municipalités en vertu du Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles.

- Le modèle de collecte du recyclage au Québec est de type « pêle-mêle », c'est-à-dire que les citoyennes et citoyens n'ont pas à trier le verre, le plastique, le papier et le métal lorsqu'ils déposent ces matières dans le bac de recyclage. Ce système a pour avantage d'être simple et est associé à de grands volumes de récupération. Toutefois, des contaminations entre produits sont possibles. Selon une étude sur différents types de collectes en Ontario, un système pêle-mêle entraînerait une qualité moindre des matières destinées à la revente.
- Le concept d'économie circulaire est intimement lié à la gestion des matières résiduelles. Il s'agit de l'alternative au modèle linéaire basé sur l'extraction, la production, la consommation et l'élimination. Le Pôle québécois de concertation sur l'économie circulaire définit le concept comme un « système de production, d'échange et de consommation visant à optimiser l'utilisation des ressources à toutes les étapes du cycle de vie d'un bien ou d'un service, dans une logique circulaire, tout en réduisant l'empreinte environnementale et en contribuant au bien-être des individus et des collectivités ». Selon une étude de RECYC-QUÉBEC et de Circle Economy, l'indice de circularité du Québec était de 3,5 % en 2020. Cela signifie que « sur 271,1 millions de tonnes consommées, 96,5 % ne sont pas remises dans l'économie ». Une note sur le sujet est accessible sur *Première lecture*.

### En quelques chiffres

---

**1 milliard \$**

Coût total brut de la gestion  
des matières résiduelles en

**52 %**

Des répondants à une étude de  
RECYC-QUÉBEC de 2021

2019 par les organismes municipaux au Québec, selon le rapport du BAPE.

disent douter que les matières mises au bac bleu soient systématiquement recyclées.

## 716 kg / habitant

Quantité de matières résiduelles éliminées au Québec en 2021 selon le Bilan 2021 de la gestion des matières résiduelles au Québec de RECYC-QUÉBEC. C'est une augmentation de 3 % par rapport à 2018.

## 660

Nombre de municipalités offrant la collecte des matières organiques en 2021, selon le Bilan de RECYC-QUÉBEC. Cela représente 60 % des municipalités du Québec. Ce nombre était d'environ 500 en 2018.

### Récents travaux sur le sujet

- En 2019, la Commission des transports et de l'environnement a réalisé un mandat d'initiative sur les enjeux de recyclage et de valorisation locale du verre. Dans son rapport, la Commission recommande notamment d'interdire l'enfouissement du verre dans les lieux d'enfouissement techniques, d'élargir le système de consigne et de renforcer la responsabilité élargie des producteurs.
- À la suite des travaux de la Commission, l'Assemblée nationale a adopté la *Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collecte sélective*. Le gouvernement du Québec travaille actuellement sur la modernisation du système de consigne et de collecte sélective. À compter du printemps 2023, tous les contenants de boissons de 100 ml à 2 l, de verre, de plastique ou d'aluminium seront acceptés.
- Le gouvernement du Québec a aussi édicté, en juin 2022, le *Règlement modifiant le Règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises*. Par cette législation, le principe de responsabilité élargie du producteur sera étendu à

plusieurs produits entre 2023 et 2025, provenant notamment des milieux agricoles et pharmaceutiques. Selon ce concept, les entreprises productrices sont responsables des produits qu'elles mettent en marché, de leur fabrication jusqu'à leur fin de vie.

- Le Plan d'action 2019-2024, deuxième plan d'action de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles, s'articule autour de cinq thèmes : la modernisation des systèmes de gestion des matières recyclables; la réduction des plastiques et des produits à usage unique; la valorisation des matières organiques; le développement des différentes filières de récupération et autres actions structurantes ainsi que l'aide aux communautés.
  - Une des actions rattachées à la réduction des plastiques et des produits à usage unique consiste à élaborer une stratégie gouvernementale visant à en réduire l'utilisation. Selon le rapport du BAPE, « cette stratégie, dont la mise en œuvre devrait se déployer de 2022 à 2027, est en voie d'élaboration par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et RECYC-QUÉBEC ».
  - Le plan d'action fixe quatre objectifs pour 2023 : réduire à 525 kg ou moins la quantité de matières éliminées par personne; recycler 75 % du papier, du carton, du verre, du plastique et du métal; recycler 60 % des matières organiques ainsi que recycler et valoriser 70 % des résidus de CRD. Cependant, le BAPE juge, dans son rapport, que l'atteinte de l'objectif de 525 kg/habitant est improbable et « le Ministère estime que cet objectif ne serait toujours pas atteint en 2041 selon un de ses scénarios qu'il qualifie de réaliste ».
- Dans le cadre de la Stratégie de valorisation de la matière organique (2020), Québec vise cinq cibles : instaurer la gestion de la matière organique sur 100 % du territoire municipal d'ici 2025; gérer la matière organique dans 100 % des industries,

commerces et institutions d'ici 2025; recycler ou valoriser 70 % de la matière organique visée en 2030; et réduire de 270 000 de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> les émissions de GES en 2030. De plus, la stratégie hausse le taux de redevance à l'élimination à 30 \$/tonne avec une indexation de 2 \$/tonne.

### **Ailleurs au Canada et dans le monde**

- En juin 2022, le gouvernement du Canada a publié le *Règlement interdisant les plastiques à usage unique* qui proscrit la fabrication et l'importation de six catégories d'article en plastique à usage unique : anneaux en plastique pour emballage de boissons, bâtonnets, pailles, récipients alimentaires, sacs et ustensiles.
- La ville d'Halifax et l'Île-du-Prince-Édouard utilisent deux bacs de recyclage. L'un est destiné aux articles en papier et en carton et l'autre reçoit le métal, le plastique et le verre. En Colombie-Britannique, le verre est séparé du métal et du plastique, un troisième bac lui est assigné.
- Dans son rapport à l'Assemblée nationale du Québec pour l'année 2020-2021, le commissaire au développement durable note que le Danemark, la Suède et la Suisse ont interdit l'enfouissement des déchets combustibles, dont les matières organiques. Au Royaume-Uni, la taxe à l'enfouissement est d'environ 170 \$/tonne.

### **Pour aller plus loin**

- Commission européenne, Un nouveau plan d'action pour une économie circulaire, 2020.
- Gouvernement du Canada, Programme zéro déchet de plastique du Canada, 2022.

# PREMIÈRE LECTURE

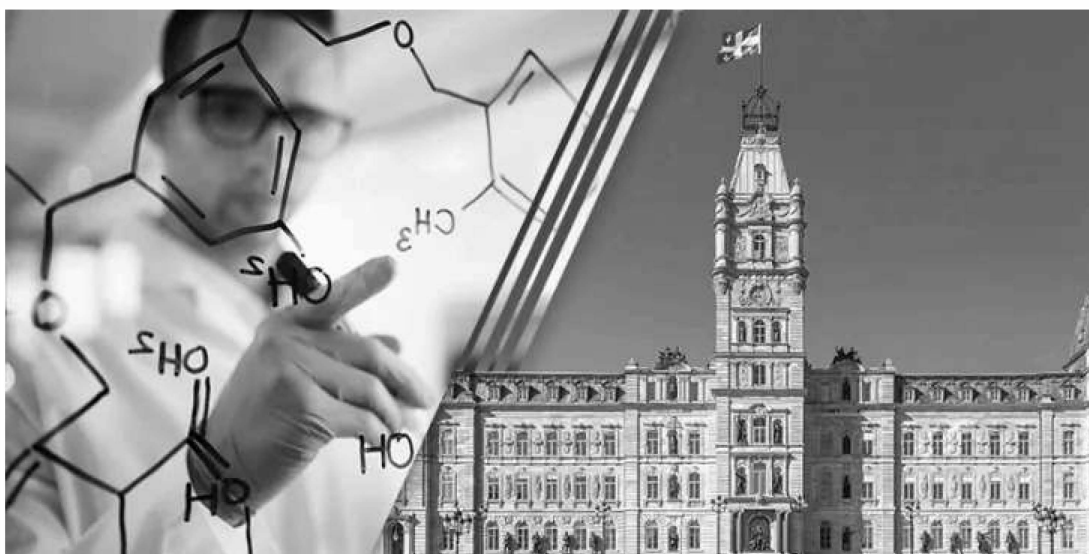
RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## La science, un prérequis essentiel à l'exercice démocratique

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 1 MARS 2023

*Le 13 septembre 2022, à l'invitation de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, Rémi Quirion<sup>[1]</sup>, scientifique en chef du Québec, prononçait la conférence d'honneur au Congrès de l'Association des bibliothèques parlementaires du Canada<sup>[2]</sup>. Son allocution portait sur la nécessaire médiation entre la sphère scientifique et les responsables politiques. Aussi, il présentait quelques-unes des initiatives mises en place par le scientifique en chef et les Fonds de recherche du Québec afin de faciliter le dialogue entre science et politique.*



*Dans le texte qui suit, M. Quirion revient sur les réflexions esquissées à cette occasion et propose quelques principes et pistes d'action à suivre pour*

*que les décisions du pouvoir législatif soient davantage fondées sur les données de la science, avec tout ce que cela peut comporter de nuances et d'incertitudes.*

**Rémi Quirion**

*Scientifique en chef du Québec*

**Julie Dirwimmer**

*Conseillère principale, relations sciences et société*

*Bureau du scientifique en chef du Québec*

**L**es parlementaires manquent de temps pour prendre connaissance des articles scientifiques que mes collègues du milieu de la recherche leur font parvenir. Cependant, cela ne veut pas nécessairement dire que les élues et les élus ne prennent pas en compte les informations scientifiques dans leur travail, car ils bénéficient du soutien des bibliothèques parlementaires et des équipes de recherche des cabinets ministériels et des partis. Cette démarche de mobilisation et de synthèse des informations constitue, en réalité, un prérequis essentiel à l'exercice démocratique : on ne peut pas avoir de débat public constructif sans baser nos échanges sur les données factuelles et scientifiques. Renforcer l'accès à une information de haute qualité, c'est renforcer les démocraties, qui sont plus que jamais soumises à des pressions polarisantes.

Les parlements sont des lieux de mobilisation des connaissances tout à fait singuliers. Les personnes élues qui y siègent disposent de peu de temps et s'efforcent de concilier des positions issues de plusieurs parties prenantes dans une forme de rationalité limitée<sup>[3]</sup>. Elles font un usage principalement symbolique de l'information scientifique, c'est-à-dire pour légitimer une position qui a déjà été déterminée par d'autres facteurs (politiques, sociaux, économiques). Plus rarement, l'information scientifique est utilisée de manière instrumentale (pour éclairer une décision qui n'est pas encore prise) ou conceptuelle (pour explorer un enjeu). Dans ce contexte, les parlementaires désirent recevoir les informations qui

ont une valeur hautement stratégique dans leur contexte, pertinente pour les dossiers inscrits sur leur liste de priorités et issues d'une source considérée comme crédible<sup>[4]</sup>.

Les membres de l'Assemblée nationale bénéficient de bonnes infrastructures parlementaires pour accéder aux informations scientifiques. Nous nous apprêtons même à leur proposer des formations scientifiques spécifiques sur les changements climatiques<sup>[5]</sup>. Cependant, la tâche demeure colossale alors que nous sommes de plus en plus vulnérables face à l'abondance d'information. Cet article souligne quelques pistes pour aller plus loin dans la coopération entre les scientifiques et les parlementaires afin de renforcer notre démocratie.



Rémi Quirion



Julie Dirwimmer

## **Mieux communiquer la valeur et les limites de l'information scientifique**

« Ce n'est pas moi qui le dis, c'est la science » : cette phrase politique, qui peut sonner comme de la musique aux oreilles de certains scientifiques, cache parfois une méconnaissance de la démarche de recherche. Chaque connaissance scientifique est le fruit d'un processus long et rigoureux. Certains faits démontrés par la science donnent lieu à un consensus si fort qu'on ne pourrait les remettre en question : la Terre est ronde, et elle se réchauffe. Cependant, il ne faut pas oublier que toute information publiée dans une revue scientifique n'est pas immuable tant qu'elle ne fait

pas l'objet d'un consensus dans la communauté scientifique. La démarche scientifique est un processus itératif qui implique plusieurs publications et des échanges (parfois houleux) entre chercheuses et chercheurs ayant des points de vue différents. De ce fait, chaque connaissance scientifique est associée à des limites qui devraient être mieux connues des parlementaires lorsqu'ils les intègrent dans leurs argumentaires politiques. Les scientifiques et le personnel parlementaire ont un rôle à jouer en ce sens, en réservant une place de choix dans leurs notes de breffage pour communiquer l'incertitude et réduire les ambiguïtés<sup>[6]</sup>.

## **Créer des interfaces durables entre scientifiques et politiques**

Apprendre à se connaître et à collaborer efficacement prend du temps et cette relation de confiance établie entre scientifiques et politiques devrait être considérée comme un acquis à préserver. Les institutions parlementaires dans le monde ont testé différentes formules que Chris Tyler, ex-directeur du Parliamentary Office of Science and Technology à Londres, et son équipe résument très bien dans plusieurs publications<sup>[7]</sup>. J'en retiens que, pour avoir une réelle incidence, ces interfaces doivent être conçues pour résister aux changements de législature et interpeller directement les parlementaires. En ce sens, les caucus ou commissions permanentes à vocation scientifique et technique, déjà adoptés en Finlande<sup>[8]</sup> ou dans d'autres pays, sont propices à l'émergence d'une vision prospective, et parfois transpartisane, sur la base de connaissances scientifiques. La mise en place d'un caucus parlementaire sur les changements climatiques serait, par exemple, un excellent apport à la vie démocratique québécoise.

## **Faire place à la diversité des expertises**

Nous le savons maintenant, un enjeu de santé publique n'est jamais seulement un enjeu de santé publique. Tous les problèmes sur lesquels les élues et les élus sont amenés à intervenir sont multidimensionnels et nécessitent des éclairages scientifiques issus

de divers domaines. Il y a matière à amélioration à cet égard, tant dans la communauté scientifique qu'au sein des parlements, pour mobiliser dans des délais rapides des équipes multidisciplinaires en sciences humaines et sociales, en sciences de la santé et en génie. Dans le milieu québécois de la recherche, l'approche intersectorielle est de plus en plus encouragée, via des programmes spécifiques (Audace<sup>[9]</sup>), en particulier pour aborder de grands enjeux de société comme le vieillissement de la population ou les changements climatiques. Nous devrions cependant sensibiliser davantage de chercheuses et de chercheurs d'une grande variété de disciplines au processus parlementaire afin de favoriser leur contribution aux travaux des commissions.

## **Soutenir les parlementaires face à la désinformation**

Comme la majorité des citoyennes et citoyens du Québec, les membres de l'Assemblée nationale sont de plus en plus vulnérables à la désinformation, du fait de l'abondance de l'information disponible et des algorithmes qui exacerbent la polarisation des opinions<sup>[10]</sup>. Par leur contact avec la population, les députées et députés sont en première ligne du dialogue démocratique, qui est en pleine mutation. Comment dialoguer avec des personnes qui rejettent l'évidence des changements climatiques ou des effets de la Covid-19? Dans quelle mesure nos parlementaires sont-ils outillés pour évaluer la qualité de l'information qui leur est transmise et pour gérer les polarités dans leurs interactions avec la population? De nouvelles formes de soutien, telles que des formations, des guides et de l'accompagnement personnalisé, peuvent être développées.

## **Trouver la saine distance**

Quelle serait la saine distance à établir entre les scientifiques et les parlementaires afin que chacun puisse conserver sa crédibilité dans l'exercice de sa fonction? J'aimerais pouvoir apporter une réponse aussi claire et précise que la valeur des mètres, mais je ne saurais le faire, cette distance étant circonstancielle. Cependant, le rapport de la Commission de l'éthique en sciences et en

technologie<sup>[11]</sup> (CEST) contribue à la réflexion qui doit être menée dans le contexte québécois. Ce document pose quelques balises pour bâtir une coopération profitable entre scientifiques, décisionnaires et société civile. Pensons, entre autres, à la communication de l'incertitude liée aux connaissances scientifiques, à la transparence des processus afin de favoriser la confiance dans les institutions, aux critères de sélection des experts ou encore aux risques d'instrumentalisation de la science au profit de différents intérêts.

## **Renforcer la science en français**

Combien de parlementaires et combien de membres du personnel politique seraient à l'aise de lire un article scientifique en anglais ? Les notes de breffage et autres travaux réalisés par le Service de la recherche de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale contribuent de façon remarquable à lever ces barrières. Cependant, un fait demeure : la vie scientifique se déroule généralement en anglais. Le système de publication scientifique privilégie largement les chercheuses et chercheurs communiquant leurs résultats en anglais, les travaux publiés en français étant par le fait même moins « découvrables » par les services de recherche et les parlementaires partout dans le monde. En ce sens, il est capital que le Québec joue un rôle de leader, sur notre territoire comme dans toute la francophonie, pour soutenir la publication scientifique en français et dans toutes les langues. Aux Fonds de recherche du Québec, nous y travaillons ardemment, que ce soit par le soutien à des revues scientifiques en français<sup>[12]</sup>, via la plateforme *Érudit*<sup>[13]</sup> ou par l'établissement tout récent du Réseau francophone international en conseil scientifique<sup>[14]</sup> (RFICS). Nos collègues francophones rencontrent les mêmes défis que nous, et nous avons la chance de pouvoir les relever ensemble, en collaboration avec l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, par exemple. À ce sujet, ce printemps, nous préparons la tenue de plusieurs rencontres internationales sur la science en français<sup>[15]</sup> avec des partenaires de tout l'espace francophone. Nous souhaitons que les parlementaires québécois et leur personnel en bénéficient.

- 
1. Rémi Quirion est le scientifique en chef du Québec depuis 2011. À ce titre, il préside les conseils d'administration des trois Fonds de recherche du Québec. Professeur titulaire en psychiatrie à l'Université McGill, M. Quirion était, jusqu'à sa nomination en 2011, vice-doyen aux sciences de la vie et aux initiatives stratégiques de la Faculté de médecine de cette université, directeur scientifique au Centre de recherche de l'Institut Douglas, conseiller principal de l'Université (recherche en sciences de la santé), ainsi que directeur général de la Stratégie internationale de recherche concertée sur la maladie d'Alzheimer des Instituts de recherche en santé du Canada. En outre, depuis 2021, il est président de l'International Network for Governmental Science Advice (INGSA).  
[retour]
  2. Fondée en 1975, l'Association des bibliothèques parlementaires du Canada (ABPAC/APLIC) regroupe les 13 bibliothèques législatives du Canada, dans l'objectif, notamment, de favoriser la communication entre les membres sur des questions d'intérêt commun, d'identifier les questions nécessitant des recherches et d'encourager la coopération avec les fonctionnaires et les organisations parlementaires concernés. [retour]
  3. David Mair et autres, *Comprendre notre nature politique: comment placer les connaissances et la raison au cœur de nos décisions politiques*, Luxembourg, Office des publications de l'Union européenne, 2019. [retour]
  4. Mathieu Ouimet et autres, Use of research evidence in legislatures: a systematic review, *Evidence & Policy*, 5 January 2023, p. 1-18. [retour]
  5. À ce sujet, voir : François Carabin, Une formation sur l'urgence climatique à l'Assemblée nationale, *Le Devoir*, 3 décembre 2022. [retour]
  6. Paul Cairney, *Favoriser l'élaboration de politiques publiques fondées sur des données probantes : incertitude versus ambiguïté*, Montréal, Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé, 2019.  
[retour]
  7. À ce sujet, voir notamment: Chris Tyler, Legislative Science Advice in Europe and the United Kingdom: Lessons for the United States, dans Adam Keiper et Elizabeth Foz (dir.), *Proceedings of the Symposium on Technology Assessment*, Lincoln Network, Washington, 2020; Caroline Kenny et autres, Legislative science advice in Europe: the case for international comparative research, *Palgrave Commun* 3, 17030, 2017.  
[retour]
  8. Chris Tyler, *Ibid.* [retour]
  9. Pour en savoir plus sur le programme *Audace*, consultez la page suivante : <https://frq.gouv.qc.ca/intersectorielle/> [retour]
  10. Note de la rédaction de *Première lecture* : à ce sujet, voir entre autres Catherine Lanouette, Matière à réflexion – La désinformation : risques

pour la démocratie et pistes de solution, *Première lecture*, 31 octobre 2022.  
[retour]

11. *L'utilisation de l'information scientifique par les décideurs publics au sein d'une société démocratique: enjeux éthiques*, Montréal, CEST, 2022. [retour]
12. Pour en savoir plus sur cette initiative, consultez la page suivante :  
<https://frq.gouv.qc.ca/revues-scientifiques/> [retour]
13. Pour en savoir plus sur cette plateforme, consultez la page suivante :  
<https://www.erudit.org/fr/> [retour]
14. Pour en savoir plus sur le RFICS, consultez la page suivante :  
<https://www.scientifique-en-chef.gouv.qc.ca/dossiers/conseil-scientifique-aux-gouvernements/reseau-francophone-international-en-conseil-scientifique/> [retour]
15. Voir notamment : Forum – La science en français au Québec et dans le monde – Entre richesse et rayonnement. [retour]

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## En bref : la situation financière des personnes âgées

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 5 AVRIL 2023

*En 2021, les personnes âgées de 65 ans et plus représentaient 20,3 % de la population québécoise, selon l'Institut de la statistique du Québec<sup>[1]</sup>. La croissance rapide de ces effectifs soulève plusieurs défis, notamment du point de vue financier. En 2019, le revenu net médian des personnes de 65 ans et plus, au Québec, était de 25 524 \$<sup>[2]</sup>. Cette note d'information sur la situation financière des personnes âgées de 65 ans et plus s'intéresse principalement aux sources de revenus de ces derniers, à la retraite et à la littératie financière.*



*Cette fiche d'information est également accessible sur le site web de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, comme d'autres notes produites par*

**Catherine Lanouette**

*Service de la recherche*

*Avec la collaboration du Service de l'information*

## **SOURCES DE REVENUS ET MESURES GOUVERNEMENTALES**

Le système public, développé dans les années 1960 pour renforcer le filet de sécurité sociale, est composé, en ce qui a trait aux revenus de retraite de la population québécoise, de deux piliers. Le premier est constitué du programme fédéral de la Sécurité de la vieillesse. Celui-ci est quasi universel et n'est pas basé sur les antécédents de travail et le versement de cotisations. Son objectif est d'assurer un revenu de base aux personnes âgées de 65 ans et plus. Toutefois, pour y être admissible, il faut avoir vécu au Canada au moins dix ans. Pour les personnes arrivées au Canada depuis moins de 40 ans, les pensions ne sont que partiellement accordées.

Le programme de la Sécurité de la vieillesse comprend trois types de prestations : la pension de base, le Supplément de revenu garanti et l'Allocation au survivant. Le Supplément est un montant mensuel versé aux personnes âgées à revenu faible ou nul et l'Allocation au survivant est une somme additionnelle pour « aider les survivants qui dépendaient des prestations de leurs époux ou conjoint de fait avant son décès<sup>[3]</sup> ». En décembre 2022, les montants mensuels maximaux qu'une personne pouvait recevoir étaient de 685,50 \$ pour la pension de base, de 1023,88 \$ pour le Supplément de revenu garanti et de 1551,85 \$ pour l'Allocation au survivant<sup>[4]</sup>.

Le deuxième pilier du système public est composé du Régime de rentes du Québec (RRQ) et du Régime de pensions du Canada (RPC). Il est obligatoire pour les personnes de 18 ans et plus, qui vivent au Canada et qui gagnent plus de 3500 \$ par année, de cotiser au régime qui lui est applicable. Le Québec est la seule province qui possède son propre régime. Ailleurs au pays, c'est le

Régime de pensions du Canada qui en est vigueur. Le montant des cotisations fluctue en fonction du salaire et les prestations reçues varient selon les cotisations et le nombre d'années travaillées.

Dans le cas des deux régimes, l'âge auquel une personne commence à recevoir sa pension ou ses rentes influence le montant qu'elle recevra. Le plein montant est accordé à 65 ans. De 60 à 64 ans, le montant mensuel reçu sera moins élevé. Au contraire, après le 65<sup>e</sup> anniversaire de naissance, le montant augmente chaque mois, jusqu'à 70 ans. Les prestations du RPC et du RRQ sont versées jusqu'au décès. Au Québec, plus de la moitié des personnes admissibles décident de prendre la rente du RRQ dès l'âge de 60 ans<sup>[5]</sup>.

Enfin, outre ces régimes et programmes à la base du système public de retraite, il existe un troisième pilier, lequel comprend les régimes d'employeurs, les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) et les comptes d'épargne libre d'impôt (CELI).

L'instauration des régimes publics et de programmes gouvernementaux a permis de diminuer considérablement la pauvreté des personnes âgées<sup>[6]</sup>. Les transferts gouvernementaux représentent aujourd'hui la principale source de revenus des personnes âgées. Néanmoins, dans la dernière décennie, les revenus provenant des pensions privées et des REER ont pris de l'importance<sup>[7]</sup>.

Globalement, les femmes sont plus dépendantes des mesures gouvernementales que les hommes. Les programmes publics représentent en moyenne 47 % du revenu des femmes comparativement à 31 % pour les hommes. Les femmes reçoivent plus de la Pension de sécurité de vieillesse que les hommes et beaucoup plus du Supplément de revenu garanti. En ce qui a trait aux rentes du RRQ et du RPC, elles ne reçoivent que 75 % de ce que les hommes perçoivent, puisque ces rentes sont basées sur les revenus gagnés pendant la vie professionnelle<sup>[8]</sup>. Les femmes, s'absentant davantage du marché du travail et ayant un salaire

moyen plus faible que celui des hommes, obtiennent moins que ces derniers.

Pour ce qui est des sources privées de revenus, les femmes obtiennent aussi moins que les hommes, notamment parce qu'elles s'impliquent davantage dans le travail non rémunéré, comme les soins aux personnes et l'entretien ménager. Compte aussi la discrimination sur le marché du travail<sup>[9]</sup>. Le congé parental, une situation qui touche davantage les femmes, a aussi un effet sur la capacité d'épargner puisqu'il réduit le revenu disponible et parce que les prestations du Régime québécois d'assurance parentale ne sont pas admissibles dans le calcul des droits de cotisation au REER<sup>[10]</sup>.

Les dépenses fiscales et les crédits d'impôt sont d'autres mesures dont peuvent bénéficier les personnes âgées. Certaines visent spécifiquement les personnes âgées à faible ou moyen revenu. C'est le cas du crédit d'impôt en raison de l'âge, qui a été conçu pour alléger leur fardeau fiscal. Le montant pour revenus de retraite vise quant à lui à « mieux protéger contre l'inflation le revenu de retraite des personnes âgées à faible ou moyen revenu<sup>[11]</sup> ». Le crédit d'impôt pour soutien des aînés, introduit en 2018, s'adresse aux personnes de 70 ans ou plus. Lors du point sur la situation économique et financière du Québec de décembre 2022, le gouvernement a annoncé que le montant maximal du crédit d'impôt remboursable pour le soutien des aînés passera de 411 \$ à 2000 \$. Selon le ministère des Finances, 398 500 aînés supplémentaires pourront bénéficier du crédit d'impôt, pour un total de plus de 1,1 million de personnes âgées de 70 ans ou plus<sup>[12]</sup>.

Certains crédits d'impôt pour les personnes âgées visent aussi des objectifs précis (maintien de l'autonomie, maintien à domicile, aide-domestique, etc.). D'autres mesures s'adressent non pas à une tranche d'âge, mais à un groupe de personnes spécifique (proches aidants, personnes avec handicap, personnes vivant seules). Ces crédits d'impôt sont utiles pour les personnes âgées, qui font souvent partie de ces catégories. Par exemple, environ 30 % des personnes de 65 ans et plus vivent seules<sup>[13]</sup>.

Les crédits d'impôt pour les personnes âgées les plus utilisés en 2019 étaient les suivants<sup>[14]</sup> :

- Crédit d'impôt en raison de l'âge (702 977 bénéficiaires)
- Crédit d'impôt pour revenus de retraite (677 793 bénéficiaires)
- Crédit d'impôt remboursable pour le soutien des aînés (476 441 bénéficiaires)
- Crédit d'impôt remboursable pour maintien à domicile des aînés (393 832 bénéficiaires)

## RETRAITE ET TRAVAIL DES AÎNÉS

Le crédit d'impôt pour prolongation de carrière vise quant à lui à inciter les travailleurs expérimentés à demeurer ou à retourner sur le marché du travail. D'abord accessible pour les personnes âgées de 65 ans et plus en 2012, l'âge d'admissibilité a été abaissé plusieurs fois pour s'établir aujourd'hui à 60 ans.

Cette mesure, qui vise le prolongement de la vie professionnelle, a également pour objectif de contrer la pénurie de main-d'œuvre que connaît actuellement la société. La hausse de l'espérance de vie signifie aussi un nombre plus élevé d'années passées à la retraite, donc une plus grande pression sur les finances publiques.

Depuis une quinzaine d'années, l'âge moyen de la prise de retraite est en hausse au Québec. En 2021, celui-ci était de 63,7 ans<sup>[15]</sup>. À partir de l'Étude longitudinale canadienne sur le vieillissement, des chercheurs ont aussi observé que « les retraites hâtives sont plus fréquentes au Québec que dans les autres provinces chez les personnes de 55 à 59 ans et de 60 à 64 ans<sup>[16]</sup> ». En 2021, le taux d'activité des 60 à 64 ans était de 60 % en Ontario et de 53 % au Québec<sup>[17]</sup>.

Parmi les raisons pouvant expliquer le report de la retraite, on note, outre les crédits d'impôt, la souplesse dans les conditions de travail, les horaires flexibles, une entrée tardive sur le marché du travail et le fait d'avoir un emploi peu exigeant physiquement<sup>[18]</sup>.

La retraite est un événement important qui nécessite une préparation. Selon l'Enquête canadienne sur les capacités financières, en 2019, 69 % des Canadiens qui ne sont pas encore à la retraite « s'y préparent financièrement, que ce soit par leurs propres moyens ou par l'intermédiaire d'un régime de pension de l'employeur<sup>[19]</sup> ».

## **LITTÉRATIE FINANCIÈRE DES ÂÎNÉS**

Le Groupe de travail sur la littératie financière la définit comme « le fait de disposer des connaissances, des compétences et de la confiance en soi nécessaires pour prendre des décisions financières responsables<sup>[20]</sup> ».

Le niveau de littératie financière qu'une personne possède influence sa préparation à la retraite, mais aussi son utilisation des programmes publics et sa capacité d'épargne. En 2019, le Protecteur du citoyen notait que 40 000 prestataires d'aide de dernier recours qui ont droit au crédit d'impôt pour solidarité ne le recevaient pas faute d'avoir rempli une déclaration d'impôt<sup>[21]</sup>.

Dans un contexte où le marché financier est de plus en plus complexe et où les opérations financières sont davantage numériques, la littératie financière demeure très importante. Elle serait aussi bénéfique dans la prévention de la maltraitance matérielle ou financière des personnes âgées<sup>[22]</sup>.

## **RÉCENTES INITIATIVES EN LA MATIÈRE**

- Récemment, l'Agence de la consommation en matière financière du Canada a lancé sa Stratégie nationale pour la littératie financière 2021-2026, dans le but de « créer un écosystème de littératie financière plus accessible, inclusif et efficace pour tous les Canadiens » pour permettre aux consommateurs d'atteindre la résilience financière dans un environnement de plus en plus numérique.

- La maltraitance matérielle ou financière est l'un des sept types de maltraitance identifiés dans le Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027. Parmi les exemples de violence à caractère matérielle ou financière, on note une transaction bancaire sans consentement, l'usurpation d'identité, la pression à modifier un testament et le détournement de fonds. On souligne également que « ne pas gérer les biens dans l'intérêt de la personne ou ne pas fournir les biens nécessaires, ne pas s'interroger sur l'aptitude d'une personne, sa compréhension ou sa littératie financière » constituent de la négligence.

## EN QUELQUES MOTS

- La répartition inégale des revenus entre hommes et femmes, la discrimination sur le marché du travail, le parcours de vie, le niveau de littératie financière et les congés parentaux sont tous des éléments qui se reflètent dans le patrimoine des personnes âgées. Les différents programmes gouvernementaux offerts aux aînés atténuent ces inégalités.
- La hausse de l'espérance de vie se traduit par un plus grand nombre d'années passées à la retraite, donc une plus grande pression sur les finances publiques. Cela mène certains pays comme la France à proposer des réformes sur l'âge légal de départ à la retraite. Le Panorama des pensions 2021 de l'OCDE compare les politiques de retraite des pays membres et leurs résultats. Au Québec, à l'issue des consultations particulières et des auditions publiques sur le Régime des rentes, le gouvernement a annoncé qu'il sera désormais possible d'attendre jusqu'à 72 ans pour retirer sa rente. Les cotisations seront aussi facultatives à partir de 65 ans.
- Dans son rapport Lutter contre l'isolement social et la solitude des personnes âgées en contexte de pandémie, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) note que plusieurs facteurs de risque ont été exacerbés durant la

pandémie de COVID-19, dont une situation financière plus précaire<sup>[23]</sup>.

## EN QUELQUES CHIFFRES

---

<b>26 %</b>	<b>54 / 100</b>	<b>63,7 ans</b>	<b>32 442 \$</b>
Proportion des personnes âgées de 65 ans et plus dans la population québécoise en 2041, selon l'ISQ.	Indice de littératie financière appliquée, au Québec, en 2022, selon l'Autorité des marchés financiers	Âge moyen de la prise de retraite, au Québec, en 2021, selon l'Institut de la statistique du Québec.	Revenu net moyen des 65 ans et plus, en 2019, selon l'Institut de la statistique du Québec.

## RÉFÉRENCES

- Agence de la consommation en matière financière du Canada. *Faisons des changements qui comptent : stratégie nationale pour la littératie financière 2021-2026*, [Ottawa], 2021, 45 p.
- Agence de la consommation en matière financière du Canada. *Les Canadiens et leur argent : principales constatations de l'Enquête canadienne sur les capacités financières de 2019*, [Ottawa], s. d.
- Agence de la consommation en matière financière du Canada. *Sécurité de la vieillesse*, [Ottawa], s. d.
- Autorité des marchés financiers. *Rapport de recherche sur un nouvel indice de littératie financière appliquée*, [Québec], 2022, 65 p.
- FRÉCHET, Guy et Quynh-Van TRAN, *La pauvreté des personnes de 55 ans et plus au Québec : du travail à la retraite*, Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, 2020, 78 p.
- Groupe de travail sur la littératie financière. *Rapport de recommandations sur la littératie financière : Les Canadiens et leur*

*argent – Pour bâtir un avenir financier plus prometteur*, [Ottawa], 2010, 112 p.

- HAZEL, Myriam, *Raisons de travailler chez les 60 ans et plus*, Statistique Canada, 2018, 11 p.
- HÉBERT, Guillaume, *Les dépenses fiscales et les personnes âgées*, Institut de recherche et d'informations socioéconomiques, 2019, 60 p.
- Institut de la statistique du Québec. *Âge moyen de la prise de la retraite selon le sexe, Québec, Ontario et Canada, 1976-2021*, [Québec], s.d.
- Institut de la statistique du Québec. *Proportion et effectif des grands groupes d'âge, Québec, 1971-2066*, [Québec], s.d.
- Institut de la statistique du Québec. *Revenu après impôt des particuliers, selon l'âge et le sexe, Québec, 2012-2019*, [Québec], s.d.
- Institut de la statistique du Québec. *Taux d'activité selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, Ontario et Canada, 1976-2021*, [Québec], s.d.
- Institut national de santé publique du Québec. *Lutter contre l'isolement social et la solitude des personnes âgées en contexte de pandémie*, [Québec], 2020, 21 p.
- MICHAUD, Pierre-Carl et autres, « Hausser l'âge d'admissibilité aux prestations du Régime de rentes du Québec? », *Étude IRPP*, 2020, n°78, 44 p.
- Ministère des Finances. *Dépenses fiscales : Édition 2021*, [Québec], 2022, 464 p.
- Ministère des Finances. *Le point sur la situation économique et financière du Québec : Automne 2022*, [Québec], 2022, 198 p.
- Ministère de la Santé et des Services sociaux. *Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027*, [Québec], 2022, 128 p.
- OCDE. *Pensions at a Glance 2021 : OECD and G20 Indicators*, Paris, Éditions OCDE, 2021, 224 p. – L'OCDE a publié une traduction française partielle de cet ouvrage : *Panorama des*

*pensions 2021 (version abrégée) : Les indicateurs de l'OCDE et du G20*, 26 p.

- Protecteur du citoyen. *Des services publics aux exigences trop complexes excluent les plus démunis*, 26 septembre 2019. Communiqué de presse.
- ROSE, Ruth, « Portrait statistique des personnes âgées au Québec », Chaire de recherche sur le vieillissement et la diversité citoyenne, 2019, 51 p.
- SCHRILE, Tammy et Michael R. VEALL, « La retraite dans l'Étude longitudinale canadienne sur le vieillissement », dans RAINA, Parminder, Christina WOLFSON, Susan KIRKLAND et Lauren Griffith (éd.), *Rapport de l'Étude longitudinale canadienne sur le vieillissement (ÉLCV) sur la santé et le vieillissement au Canada : résultats de la collecte de données (2010-2015)*, 2018, p. 48-63.
- VAN DER VLUGT, Elmer et Vincent AUDET-NADEAU, « Bien vieillir au Québec : Portrait des inégalités entre générations et entre personnes âgées », Observatoire québécois des inégalités, 2020, 175 p.

- 
1. Institut de la statistique du Québec, *Proportion et effectif des grands groupes d'âge, Québec, 1971-2066*, consulté le 28 décembre 2022. [retour]
  2. *Id.*, *Revenu après impôt des particuliers, selon l'âge et le sexe, Québec, 2012-2019*, consulté le 6 janvier 2023. [retour]
  3. Agence de la consommation en matière financière du Canada, *Sécurité de la vieillesse*, consulté le 5 janvier 2023. [retour]
  4. *Ibid.* [retour]
  5. Pierre-Carl Michaud et autres, « Hausser l'âge d'admissibilité aux prestations du Régime de rentes du Québec? », *Étude IRPP*, n°78, 2020, 44 p. [retour]
  6. Guy Fréchet et Quynh-Van Tran, *La pauvreté des personnes de 55 ans et plus au Québec : du travail à la retraite*, Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, 2020, 78 p. [retour]
  7. *Ibid.* [retour]
  8. Ruth Rose, *Portrait statistique des personnes âgées au Québec*, Chaire de recherche sur le vieillissement et la diversité citoyenne, 2019. 51 p.

[retour]

9. *Ibid.* [retour]

10. Elmer Van der Vlugt et Vincent Audet-Nadeau, *Bien vieillir au Québec : Portrait des inégalités entre générations et entre personnes âgées*, 2020, Observatoire québécois des inégalités, 175 p. [retour]
11. Ministère des Finances, *Dépenses fiscales : Édition 2021*, p.C.23 [retour]
12. *Id.*, Le point sur la situation économique et financière du Québec : Automne 2022, p. A.7 [retour]
13. Guillaume Hébert, *Les dépenses fiscales et les personnes âgées*, Institut de recherche et d'informations socioéconomiques, 2019, 60 p. [retour]
14. Ministère des Finances, *Dépenses fiscales : Édition 2021*. [retour]
15. Institut de la statistique du Québec, Âge moyen de la prise de la retraite selon le sexe, Québec, Ontario et Canada, 1976-2021. [retour]
16. Tammy Schirle et Michael R. Veall, « La retraite dans l'Étude longitudinale canadienne sur le vieillissement », dans Parminder Raina, Christina Wolfson, Susan Kirkland et Lauren Griffith (éd.), *Rapport de l'Étude longitudinale canadienne sur le vieillissement (ÉLCV) sur la santé et le vieillissement au Canada : résultats de la collecte de données (2010-2015)*, 2018, p.48-63. [retour]
17. Institut de la statistique du Québec, Taux d'activité selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, Ontario et Canada, 1976-2021. [retour]
18. Myriam Hazel, *Raisons de travailler chez les 60 ans et plus*, Statistique Canada, 2018 p.7 [retour]
19. Agence de la consommation en matière financière du Canada, Les Canadiens et leur argent : principales constatations de l'Enquête canadienne sur les capacités financières de 2019. [retour]
20. Groupe de travail sur la littératie financière, Les Canadiens et leur argent : Pour bâtir un avenir financier plus prometteur, décembre 2010. [retour]
21. Protecteur du citoyen, Des services publics aux exigences trop complexes excluent les plus démunis, 26 septembre 2019. [retour]
22. Agence de la consommation en matière financière du Canada, Renforcer la littératie financière des aînés, juin 2014. [retour]
23. Sur cet enjeu de santé publique, voir aussi la note *Matière à réflexion* produite par la Bibliothèque de l'Assemblée nationale. [retour]

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## L'Index du Journal des débats, un outil à découvrir

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 19 AVRIL 2023

*Il y a tout près de 60 ans, commençait la publication régulière du Journal des débats de l'Assemblée nationale. Une équipe responsable de son indexation était mise en place. L'Index du Journal des débats<sup>[1]</sup> est alors créé et devient vite un outil essentiel au travail des parlementaires et du monde de la recherche. Ils peuvent dénicher rapidement de l'information sur les séances parlementaires, que ce soit en Chambre ou en commission.*



*L'Index du Journal des débats a beaucoup évolué depuis ses débuts dans les années 1960. Voici un bref portrait de cet outil indispensable.*

## Les composantes de l'Index et leur utilité

**L'**Index du Journal des débats est un outil de référence qui permet de trouver l'information concernant, entre autres, les déclarations de députés, l'étude des projets de loi, les questions et réponses orales, les documents déposés en Chambre et les motions.

Pour faciliter le repérage de l'information et la recherche, l'Index est composé de six facettes : les sujets, les participants, les projets de loi, les mémoires, les témoignages et les commissions.

1. L'index des **sujets** fait état de tout ce qui est mentionné durant les débats en Chambre et en commission parlementaire. Les termes se trouvant dans le thésaurus<sup>[2]</sup> sont utilisés pour représenter les propos des parlementaires.
2. L'index des **participants** présente chacune des interventions des députés et des ministres en Chambre et en commission parlementaire.
3. L'index des **projets de loi** résume le cheminement de ces derniers, qu'ils soient publics ou privés, présentés en Chambre et étudiés en commission parlementaire.
4. L'index des **mémoires** énumère les organismes ou individus ayant déposé un mémoire en commission parlementaire.
5. L'index des **témoignages** énumère toutes les personnes ayant pris la parole en commission parlementaire ou en commission plénière, autres que les députés et les ministres.
6. L'index des **commissions parlementaires** présente les différentes étapes du processus d'étude des commissions

permanentes ou spéciales<sup>[3]</sup>.

The screenshot shows the 'Index du Journal des débats' website. On the left is a sidebar with 'Travaux parlementaires' and links to 'Journal des débats', 'Travaux de l'Assemblée', 'Travaux des commissions', 'Cheminement des projets de loi', 'Projets de loi', 'Documents déposés', and 'Calendrier hebdomadaire des travaux'. The main content area has a title 'Index du Journal des débats' and a description. Below this is a 'Choisir une session' section with a dropdown menu showing 'Session en cours - 43e législature, 1re session (29 novembre 2022 - )' and a 'RECHERCHER' button. A 'Thésaurus' link is also present. The '43e législature, 1re session (29 novembre 2022 - )' section follows, with a 'Sujets' section containing an alphabetical index (A-Z) and a 'Mots clés' search bar with a 'RECHERCHER' button. Below this is a 'Participants' section with another alphabetical index (A-Z) and a 'Mots clés' search bar with a 'RECHERCHER' button. The 'Projets de loi' section has a range '1-99 100-199' and a 'Mots clés' search bar with a 'RECHERCHER' button. Finally, the 'Commissions parlementaires' section lists various commissions (CAH, CAP, CAPERH, CAT, CCE, CET, CFP, CI, CRC, CSS, CTE) and a 'Mots clés' search bar with a 'RECHERCHER' button.

L'Index du Journal des débats peut s'avérer très efficace comparativement à une recherche plein texte, qui est beaucoup moins précise. L'utilisation du thésaurus, permet non seulement une indexation uniforme, mais il facilite aussi la recherche de l'information. Prenons l'exemple d'une personne voulant recenser toutes les interventions faites en séances de la Chambre sur la conduite avec facultés affaiblies. Si la recherche se fait en plein texte, il faudra effectuer plusieurs requêtes pour trouver toutes les interventions, car certains participants utilisent « conduite en état d'ébriété », d'autres « alcool au volant » ou encore « conduite en état d'ivresse ». Cependant, si la recherche est réalisée avec l'Index, toutes les occurrences traitant du sujet seront regroupées sous « conduite avec facultés affaiblies », qui est le terme retenu dans le

thésaurus. Elles seront ainsi repérables plus facilement et plus rapidement.

### Conduite avec facultés affaiblies

**Catégorie thématique**

1901 Circulation routière

**Note d'application**

Fait de conduire un véhicule motorisé alors que ses capacités sont diminuées en raison d'une consommation d'alcool ou de drogue. Employé depuis octobre 2021, remplace « Alcool au volant », « Ivresse au volant » et « Conduite en état d'ébriété »

**Employé pour**

Alcool au volant

Conduite en état d'ébriété

Conduite en état d'ivresse

Ivresse au volant

**Termes génériques**

Conduite automobile

**Termes associés**

Alcool

Drogue

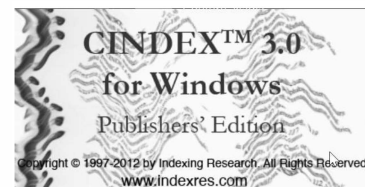
Taux d'alcoolémie

Thésaurus en ligne

## L'équipe de l'indexation et ses outils de travail

L'Index du Journal des débats est en constante évolution depuis ses débuts et un long chemin a été parcouru depuis l'indexation sur des fiches dactylographiées jusqu'à son accès sur le site Web de l'Assemblée nationale. L'utilisation des technologies pour la gestion des index est essentielle à son bon fonctionnement. Les principaux outils utilisés pour l'indexation du Journal des débats sont les suivants :

**Cindex** est un logiciel utilisé par les professionnels pour produire des index. Il permet, entre autres, la saisie de données, le tri des entrées et la gestion des renvois.



**MultiTes** est un gestionnaire de thésaurus permettant l'utilisation d'un vocabulaire contrôlé. Le thésaurus de l'index du Journal des débats contient plus de 5400 termes reliés au domaine



parlementaire et à l'actualité politique du Québec.

**IndexJD** est un logiciel développé par l'équipe informatique de l'Assemblée nationale. Il permet de faire le pont entre Cindex et le site Web de l'Assemblée nationale dans le but de rendre l'information accessible aux citoyens et citoyennes.



Trois personnes participent activement à la réalisation de l'Index du Journal des débats. Une bibliothécaire est responsable de l'indexation des séances en Chambre, des séances en commission faisant l'étude des crédits budgétaires. La bibliothécaire veille aussi à la gestion du thésaurus et des outils technologiques ainsi que de la publication de l'index cumulatif (par session parlementaire) en version électronique et imprimée. Une technicienne en documentation fait l'indexation des séances en commission parlementaire (étude des projets de loi et des crédits budgétaires) et des documents déposés en Chambre. Enfin, une agente de bureau termine le travail de l'équipe avec la saisie des données dans Cindex.

## **L'indexation et les effets de la pandémie**

La pandémie de COVID-19 a amené son lot de changements au sein de l'équipe de l'indexation du Journal des débats de l'Assemblée nationale. Les méthodes de travail traditionnelles ont été révisées. L'utilisation du papier a été abandonnée et un virage vers un environnement numérique s'est amorcé rapidement. Heureusement, la modernisation des méthodes de travail avait commencé avant la mise en place du télétravail obligatoire, ce qui a grandement facilité la transition. Les membres de l'équipe ont fait preuve d'une grande capacité d'adaptation et de résilience, ce

qui a permis à l'Index du Journal des débats de conserver son niveau d'excellence.

### Statistiques de consultation de l'Index du Journal des débats

Année	Nombres de consultations
2018-2019	60 407
2019-2020	64 000
2020-2021	58 900
2021-2022 (Pandémie)	37 675
2022-2023	46 502

### Défis et perspectives

Nos défis sont nombreux dans l'équipe de l'indexation. Le développement des outils informatiques est l'enjeu principal. À la suite de discussions avec les services d'indexation des assemblées législatives d'autres provinces canadiennes, nous avons pu constater que les enjeux sont sensiblement les mêmes d'un endroit à l'autre : les différents logiciels utilisés ne sont pas toujours récents et les mises à jour se font plutôt rares. Des outils performants mis à jour en continu sont essentiels au bon fonctionnement de l'Index, de la saisie à la mise en ligne.

L'évolution constante des technologies constitue aussi un défi auquel l'équipe devra faire face. L'intelligence artificielle se développe à une vitesse impressionnante et elle nous amènera, sans aucun doute, à modifier nos façons de travailler. Il est évident qu'au cours des prochaines années, l'Index du Journal des débats continuera d'évoluer. Il sera important de demeurer à l'affût de nouvelles méthodes d'indexation et des pratiques émergentes.

L'évolution des technologies apportera son lot de changements, mais l'équipe sera toujours au rendez-vous pour offrir aux parlementaires et aux citoyennes et citoyens un Index du Journal

des débats à la hauteur de leurs attentes. L'Index restera toujours un outil de recherche et de référence incontournable permettant de retrouver de l'information pertinente facilement et rapidement.

## Liens utiles

Index du Journal des débats – Assemblée nationale du Québec  
([assnat.qc.ca](http://assnat.qc.ca))

Recherche dans l'Index du Journal des débats

Contenu de l'Index du Journal des débats

THÉRIAULT, Yves (1984). « Vingt ans d'indexation des débats de l'Assemblée nationale (1964-1984) », *Bulletin de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale*, vol. 14, n° 4 (octobre), p. 55-72.

BUTEAU, Rénald (2015). « De l'imprimé au virtuel : L'Index du Journal des débats, 1964-2014 », *Bulletin de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale*, vol. 44, n° 1, p. 22-27.

- 
1. Liste alphabétique de sujets, participants ou autres contenus dans le Journal des débats, accompagnée d'une référence permettant de repérer l'information. [retour]
  2. Liste organisée de termes reliés entre eux par des relations sémantiques (hiérarchiques, associatives ou d'équivalence) [retour]
  3. Une commission permanente est chargée de l'examen de toute question relevant de sa compétence, alors que la commission spéciale est temporaire et constituée pour l'étude d'une question particulière. À ce sujet, voir l'entrée « Commission parlementaire » dans l'*Encyclopédie du parlementarisme québécois*. [retour]

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## « ChatGPT, qu'es-tu? » : portrait de l'intelligence artificielle au Québec

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 26 AVRIL 2023

*Depuis novembre 2022, ChatGPT bouleverse l'imaginaire collectif en repoussant les limites de l'intelligence artificielle. Avec ses 100 millions d'utilisateurs actifs mensuels, cet outil qui converse à la manière d'un être humain suscite autant la fascination que la crainte au sein de la société civile. S'il laisse ses utilisateurs sans voix par sa capacité à leur mettre les mots à la bouche, il fait aussi beaucoup parler de lui.*

*Ces avancées en matière d'apprentissage profond ravivent le débat sur l'encadrement de l'intelligence artificielle et les risques que ces nouvelles technologies posent pour les Québécoises et les Québécois.*

*Première lecture propose une étude détaillée afin de démystifier ChatGPT et nourrir la réflexion sur la place de l'intelligence artificielle au Québec.*

*Ce document est également disponible sur le site Web de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, tout comme d'autres notes produites par le Service de la recherche.*

**Analyse et rédaction**

Audrey Houle

Service de la recherche

**Recherche documentaire**



## INTRODUCTION

L'intelligence artificielle se trouve au cœur de notre quotidien et transforme le visage de plusieurs sphères de la société, que l'on en soit conscient ou non. Elle répond à nos questions grâce aux agents conversationnels, elle anticipe nos désirs et nos besoins, elle dresse notre profil de consommateur et plus encore. C'est elle aussi qui bouleverse les secteurs de la finance, des arts, des médias, de l'éducation et du service à la clientèle.

Depuis l'automne 2022, l'intelligence artificielle se présente sous un nouveau jour avec l'arrivée de ChatGPT. Cet outil d'OpenAI, une entreprise de la Silicon Valley<sup>[1]</sup>, prend la forme d'un agent conversationnel et impressionne par ses capacités à reproduire un dialogue cohérent en quelques secondes. Il peut synthétiser et vulgariser des concepts, rédiger un poème sur un thème donné ou même créer une recette. Son entrée sur le marché n'est pas sans effets. ChatGPT bouleverse plusieurs milieux et appelle les citoyens, les professionnels et le législateur à réfléchir à son usage.

Cette note de recherche s'inscrit dans la réflexion sur les usages et les effets de l'intelligence artificielle au Québec. Elle s'intéresse plus particulièrement à l'une de ses plus récentes incarnations,

ChatGPT. Cette note vise à démystifier le concept d'intelligence artificielle ainsi qu'à décrypter la nature même de ChatGPT afin d'en saisir les nuances. Elle brosse également le portrait des effets potentiels de cette technologie de pointe dans les secteurs de l'éducation et de l'emploi. Enfin, la note explore les limites de l'encadrement juridique de l'intelligence artificielle.

## LES FONDEMENTS DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, l'intelligence artificielle n'est pas un concept nouveau. L'idée d'une machine capable de penser, à l'image de l'être humain, s'est développée à la suite de la publication des travaux d'Alan Turing au début des années 1950. Ce dernier avait comme vision que les ordinateurs pouvaient fonctionner de manière autonome comme des êtres humains. Aujourd'hui, les avancées technologiques dans le domaine de l'intelligence artificielle concrétisent en quelque sorte l'idée du professeur Turing.



Gros plan sur une « machine de Turing ». En concevant en 1936 le modèle hypothétique d'une machine capable de traiter l'information de manière autonome, le mathématicien britannique Alan Turing (1912-1954) a jeté les

bases théoriques des principaux développements ultérieurs en informatique et, ultimement, en intelligence artificielle.

Le terme « intelligence artificielle » a été introduit officiellement par la conférence de Dartmouth de 1956. Le *Dartmouth Summer Research Project on Artificial Intelligence* a réuni une vingtaine de chercheurs afin de démontrer que toute caractéristique de l'intelligence humaine peut être décrite de sorte qu'une machine puisse la reproduire<sup>[2]</sup>. Malheureusement, les retombées du projet n'ont pas été celles attendues<sup>[3]</sup>. Le séminaire a néanmoins eu pour effet de consacrer l'intelligence artificielle comme domaine de recherche<sup>[4]</sup>. Aujourd'hui, on observe une croissance exponentielle des recherches en la matière. Le développement parallèle des capacités de stockages de données et la puissance de traitement des ordinateurs ont permis à l'intelligence artificielle de se déployer tel qu'on la connaît aujourd'hui.

En soi, l'intelligence artificielle recoupe différents concepts, dont l'apprentissage automatique (*machine learning*), l'apprentissage profond (*deep learning*) et les réseaux de neurones (*neural networks*). Ils sont conçus pour s'employer à des degrés d'autonomie divers. L'intelligence artificielle fonctionne à l'aide d'algorithmes qui sont conçus pour prendre des décisions automatisées et pour formuler des prédictions. Les algorithmes traitent de grandes quantités de données afin de tirer des inférences statistiques et de déterminer une projection avec un niveau de précision variable. L'inférence crée alors une nouvelle information : une prédiction. De manière simplifiée, l'apprentissage automatique peut être envisagé comme une forme d'analyse statistique propulsée par de fortes capacités de stockage et de traitement de données. Il requiert une organisation structurée des données pour faire des prédictions en fonction des récurrences observées.

De son côté, l'apprentissage profond (*deep learning*) est une méthode d'apprentissage automatique par laquelle on confie une tâche simple à un réseau de neurones chargé de reconnaître par lui-même des motifs, des séquences dans une série de données. Contrairement à l'apprentissage automatique, l'apprentissage profond fonctionne sans données structurées. Les algorithmes

identifient par eux-mêmes les données discriminantes et les classificateurs grâce à l'architecture du réseau de neurones. L'algorithme apprend à reconnaître les sons, les images, les lettres grâce aux différentes couches de neurones, programmées pour traiter une parcelle d'information et transmettre le résultat à la suivante. Il commence par les concepts les plus génériques jusqu'aux traits les plus spécifiques de l'objet analysé.

Le développement des capacités de stockage et de calculs a permis de réaliser d'importantes avancées en matière d'intelligence artificielle. Les différentes méthodes d'apprentissage profond ouvrent la voie au déploiement de technologies innovantes comme ChatGPT.

### « ChatGPT, qu'es-tu? »

Pour illustrer les capacités d'un outil, rien de tel que de le mettre à l'épreuve. Dans le cadre de nos recherches, nous avons donc questionné la version gratuite de ChatGPT sur sa propre nature. À la question « ChatGPT, qu'es-tu ? », le logiciel a répondu :

Je suis ChatGPT, un modèle de langage développé par OpenAI, une organisation de recherche en intelligence artificielle. Je suis conçu pour comprendre le langage naturel, c'est-à-dire le langage que les gens utilisent dans leur communication quotidienne, et pour générer des réponses cohérentes et pertinentes à une variété de questions et de sujets.

Je suis entraîné à partir d'un très grand corpus de textes en ligne, ce qui me permet d'avoir une compréhension générale de la langue et du monde. Je peux être utilisé pour créer des chatbots, des assistants virtuels, des réponses automatiques, des traductions automatiques, et d'autres applications de traitement du langage naturel.

Je suis un outil puissant pour aider les gens à accéder à l'information et à interagir avec les ordinateurs de manière plus intuitive et naturelle. Cependant, il est

important de noter que je ne suis pas capable de penser ou de ressentir de la même manière qu'un être humain, car je suis simplement un programme informatique conçu pour traiter le langage<sup>[5]</sup>.

Contrairement à la croyance populaire, ChatGPT est bien plus qu'un simple agent conversationnel. La technologie GPT-3 à partir de laquelle le logiciel est conçu offre un éventail de possibilités. Avant même le lancement de ChatGPT, plus de 300 applications issues de l'industrie du divertissement, de l'éducation ou des jeux vidéo utilisaient la technologie GPT-3 à différentes fins.

À première vue, le logiciel peut analyser et produire des extraits de textes qui s'apparentent aux dialogues humains. Or, il peut également traduire le langage naturel en langage de programmation, relever les émotions à partir de commentaires, traduire des textes en différentes langues ou répondre à des questions factuelles<sup>[6]</sup>. L'outil conserve en mémoire les questions précédemment posées au cours d'une même interaction afin de construire une réponse adaptée au contexte. Il est aussi en mesure de nuancer le propos d'une question dont la prémisse est incorrecte. Le logiciel est conçu pour répondre rapidement à une requête de la manière la plus véridique et complète possible. Ainsi, la technologie GPT-3 peut être exportée dans plusieurs autres domaines.

La technologie qui supporte ChatGPT repose sur des modèles linguistiques d'intelligence artificielle (*large language models*)<sup>[7]</sup>. Il s'agit d'un modèle de traitement du langage naturel qui se nourrit de données textuelles afin de prédire les mots puis les phrases dans un contexte donné afin de construire un dialogue. GPT-3 est la troisième version de la série de modèles linguistiques d'intelligence artificielle de type GPT (*Generative Pre-Trained Transformer*) créée par l'entreprise OpenAI.

Le modèle est conçu à partir d'un réseau de neurones de type *Transformer*, un réseau d'algorithmes d'apprentissage profond (*deep*

*learning*) développé pour le traitement automatique des langues. Il permet au logiciel d'apprendre et de prédire des séquences de mots sans avoir été spécifiquement programmé à cet effet<sup>[8]</sup>. Ainsi, le réseau de neurones est en mesure d'analyser individuellement l'ensemble des mots d'une question, mais aussi de les placer dans le contexte d'une phrase et d'utiliser les données d'entraînement pour générer une réponse cohérente. De cette manière, il peut construire un dialogue semblable à une interaction humaine, de manière autonome.

Ce modèle d'apprentissage automatique requiert un entraînement sur de larges bases de données textuelles ainsi qu'un paramétrage complexe afin de reproduire un dialogue cohérent en toutes circonstances. À titre d'exemple, le modèle GPT-3 comprend plus de 175 milliards de paramètres et a été entraîné sur 570 gigaoctets (Go) de données textuelles<sup>[9]</sup>. La qualité et la variété du corpus d'entraînement permettent au logiciel de fournir une réponse qui inclut autant des données factuelles, des explications, des opinions ou des suggestions en fonction de la nature de la question. Son entraînement n'est toutefois pas entièrement autonome. Il utilise une méthode appelée *Reinforcement Learning from Human Feedback* qui s'apparente à un mécanisme de renforcement positif. Ce procédé introduit une étape de validation humaine afin d'orienter les résultats vers la réponse la plus adéquate<sup>[10]</sup>.

La rapidité d'exécution de ChatGPT ainsi que son libre accès participent à sa grande popularité. Seulement deux mois après son lancement, le nombre d'utilisateurs actifs mensuellement de ChatGPT était estimé à 100 millions de personnes<sup>[11]</sup>. Il s'agit de la croissance la plus rapide jamais observée pour une application de ce genre<sup>[12]</sup>. À l'heure actuelle, ChatGPT est offert gratuitement afin de poursuivre son apprentissage dans un contexte réel. Les questions et les échanges avec les utilisateurs nourrissent l'algorithme et favorisent son apprentissage. Une version payante est également disponible afin de privilégier l'accès à ses services lors des périodes de grande demande<sup>[13]</sup>.

Après ChatGPT, GPT-4

En mars 2023, OpenAI a annoncé le lancement de GPT-4, une version améliorée du logiciel GPT-3. Il combine les capacités de langage naturel avec la reconnaissance d'images afin d'offrir une performance encore plus près du langage des êtres humains. OpenAI souligne que la distinction avec la version précédente est difficilement perceptible à l'issue d'un seul échange. Or, la qualité du contenu généré est nettement supérieure. À titre d'exemple, GPT-4 se classe parmi les 10 % des premiers dans une simulation d'un examen du Barreau<sup>[14]</sup>. Il s'agit d'une amélioration marquée par rapport à la version précédente où il se classait dans les 10 % des derniers aux mêmes tests<sup>[15]</sup>. La qualité des données factuelles générées par le logiciel est 40 % supérieure<sup>[16]</sup>.

La version GPT-4 est conçue à partir du même modèle de langage que ChatGPT. Elle utilise un large spectre de données, disponibles tant publiquement qu'acquises par licences. Néanmoins, GPT-4 tend à reproduire les mêmes erreurs que ChatGPT. Il est susceptible de générer de l'information trompeuse ou de commettre des erreurs de raisonnement. Différentes mesures ont été mises en place par OpenAI pour limiter les risques liés à l'usage de leurs technologies<sup>[17]</sup>. Une cinquantaine d'experts issus des domaines de la cybersécurité, du biorisque, de la sécurité internationale et plus encore ont été sollicités pour tester le modèle. Leur contribution a notamment permis d'intégrer des paramètres de sécurité supplémentaires à l'étape du *Reinforcement Learning from Human Feedback*<sup>[18]</sup>. Le logiciel est entraîné pour refuser de répondre aux questions qui pourraient produire une information potentiellement dangereuse.

La puissance de cette nouvelle version soulève toutefois plusieurs questions quant aux risques liés à l'usage et au développement de l'intelligence artificielle. Différents acteurs du milieu des technologies comme Yoshua Bengio, Elon Musk, Steve Wozniak et bien d'autres ont uni leurs voix dans une lettre ouverte demandant un moratoire de six mois sur le développement de technologies plus puissantes que GPT-4<sup>[19]</sup>. Les signataires appellent les chercheurs et les entreprises du domaine à la prudence. La course à la commercialisation de la technologie la plus performante peut

avoir des effets non négligeables sur la société et les générations futures. Ces avancées technologiques méritent une réflexion approfondie afin de statuer sur la place de l'intelligence artificielle au sein de nos sociétés démocratiques.

## Les limites de ChatGPT

Malgré les impressionnants résultats que génère ChatGPT, l'outil comporte son lot de failles. Les réponses générées par ChatGPT tirent leur source de données disponibles en 2021<sup>[20]</sup>. Ainsi, les résultats ne sont pas actualisés en fonction des événements récents. Cette carence informationnelle est susceptible de générer des résultats trompeurs ou incohérents. À titre d'exemple, en février dernier, une version similaire à ChatGPT intégrée au sein du moteur de recherche Bing prétendait avec conviction que nous étions en 2022<sup>[21]</sup>.

Contrairement à l'être humain, ChatGPT n'est pas en mesure de départager le vrai du faux. Le processus corrélatif qui construit le dialogue tient compte de la masse d'information, mais le traitement de l'information repose sur le paramétrage et les différentes étapes de validation. Ainsi, un concept récurrent, qu'il soit absurde ou non, est susceptible de frayer son chemin au sein du processus d'apprentissage de l'algorithme et de contribuer à divulguer des informations trompeuses. À l'opposé, un concept niché risque d'être déformé en raison du peu d'information disponible<sup>[22]</sup>. À titre d'exemple, une information fausse devenue virale et reprise par plusieurs médias serait susceptible d'être considérée comme exacte par l'algorithme en raison du grand nombre d'occurrences.

Les sources d'information utilisées n'étant pas citées, l'outil ne permet pas de garantir la véracité de l'information qu'il génère. La qualité de la construction sémantique du dialogue peut mener un lecteur crédule à croire l'information présentée<sup>[23]</sup>. Certes, les mécanismes d'apprentissage utilisés par OpenAI, notamment le *Reinforcement Learning from Human Feedback*, et les nombreux paramètres ont pour but de freiner la désinformation. Cependant,

la prudence et la validation du propos généré par l'agent conversationnel demeurent nécessaires.

ChatGPT est également sensible à la formulation des questions<sup>[24]</sup>. La même question sous une autre forme peut générer une réponse différente. En pratique, le logiciel est entraîné à refuser les requêtes auxquelles il ne peut répondre adéquatement. En cas de doute, le logiciel devrait questionner davantage le demandeur sur sa requête. Or, ChatGPT a tendance à déduire les intentions de l'utilisateur en se basant sur les échanges et à formuler une réponse en fonction de ses prédictions<sup>[25]</sup>.

L'entraînement d'un modèle d'apprentissage automatique tel que ChatGPT représente un défi de taille. Les programmeurs doivent composer avec un ensemble de risques comme la désinformation, la reproduction de biais par les algorithmes et les usages malveillants du logiciel. La multiplication des paramètres et l'augmentation des données d'entraînement tendent à améliorer les logiciels d'intelligence artificielle. Ces outils demeurent néanmoins perfectibles et leur usage doit être accompagné d'un regard critique sur les résultats générés.

## **LES ENJEUX POSÉS PAR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CHATGPT**

ChatGPT peut générer en l'espace d'un instant un itinéraire de voyage, résumer une pièce de théâtre, concevoir une offre d'emploi, expliquer les avantages des cotisations REER ou rédiger des lignes de programmation. Ses impressionnantes capacités à générer un contenu varié en inquiètent plusieurs. Son usage par des étudiants, des chercheurs et même des professionnels de différents milieux est accueilli avec des sentiments partagés entre l'enthousiasme et la méfiance.

ChatGPT n'étant qu'à ses débuts, il est encore difficile, voire impossible, de mesurer son effet avec précision. Les nombreuses innovations en intelligence artificielle qui ont vu le jour au cours des dernières années peuvent néanmoins faire école.

## Enseigner à l'ère de ChatGPT

Dans le milieu scolaire, ChatGPT se présente comme une mutation des méthodes de plagiat traditionnelles. Il se substitue habilement à l'étudiant moyen avec une prose bluffante. Pour le personnel enseignant, il pose le défi de départager la création humaine de la création assistée par l'intelligence artificielle. L'intégrité des travaux libres et des évaluations maison est d'ailleurs remise en cause. Certains professeurs ont mentionné en entrevue que ChatGPT pourrait mettre fin aux évaluations à distance<sup>[26]</sup>. L'utilisation de ChatGPT dans le milieu scolaire soulève ainsi plusieurs questions quant à ses effets potentiels sur les processus d'apprentissage et d'évaluation des étudiants.

Une étude a démontré que l'outil serait en mesure de réussir une série d'examens permettant d'accéder à la profession de médecin aux États-Unis. ChatGPT a répondu avec un taux de réussite appréciable à la plupart des questions du *United States Medical Licensing Examination*<sup>[27]</sup>. Il a également obtenu des résultats supérieurs à la moyenne à une épreuve de la maîtrise en administration des affaires (MBA) de l'Université de Wharton en Pennsylvanie. Enfin, il a mené à bien plusieurs examens de droit à l'Université du Minnesota<sup>[28]</sup>. Bien que ces exemples soient des expérimentations réalisées dans un environnement contrôlé, les résultats démontrent les capacités du logiciel dans différents domaines.

Ces expériences ont amené plusieurs établissements d'enseignement à se prononcer sur le recours à ChatGPT dans leurs classes. Les approches institutionnelles sont diamétralement opposées sur la question. Des établissements préconisent la ligne dure, soit d'interdire complètement ou de limiter l'utilisation de ChatGPT. À Sciences Po en France, l'usage de ChatGPT sans mention est assimilé à du plagiat et sanctionné suivant les règlements internes<sup>[29]</sup>. Plusieurs villes comme New York, Los Angeles et Seattle ont restreint l'accès à ChatGPT à l'ensemble du réseau scolaire public<sup>[30]</sup>. Au Québec, le collège Jean-de-Brébeuf a

adopté la même approche que les grandes villes américaines en coupant directement l'accès à ChatGPT sur son réseau<sup>[31]</sup>.

D'autres choisissent plutôt d'accueillir ChatGPT dans leurs classes. Certains établissements ont entrepris de revoir leur définition de plagiat afin de permettre l'usage de l'intelligence artificielle dans un cadre déterminé<sup>[32]</sup>. À l'Université de Namur, en Belgique, des enseignants des facultés de médecine, de droit, de philosophie et de physique ont pris la décision d'intégrer progressivement ChatGPT à leur cursus<sup>[33]</sup>. La même approche a été adoptée par un chargé d'enseignement de la Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval<sup>[34]</sup>. Leur démarche repose sur la volonté d'encourager les étudiants à développer un esprit critique ainsi qu'à mieux comprendre les forces et les faiblesses de cet outil. Des pistes de réflexion ainsi que des outils pédagogiques ont été mis à la disposition du corps professoral de l'Université Laval et de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Les deux établissements recommandent notamment aux enseignants de se familiariser avec ChatGPT et d'ouvrir la discussion avec les étudiants sur l'usage de ce type de technologie en milieu scolaire.

Plusieurs auteurs et autrices soulignent que le bouleversement occasionné par ChatGPT représente une occasion de réfléchir aux outils d'apprentissage ainsi qu'aux méthodes d'évaluation<sup>[35]</sup>. À l'heure actuelle, plusieurs évaluations et examens professionnels reposent sur la capacité de mémorisation des étudiants<sup>[36]</sup>. Ces auteurs préconisent d'intégrer l'intelligence artificielle au sein même de la formation collégiale et universitaire ainsi qu'à revoir la forme des évaluations afin de favoriser le développement de la réflexion critique.

La Chaire UNESCO sur les ressources éducatives libres et l'intelligence artificielle mentionne à cet effet que la réforme des méthodes d'évaluation ainsi que la réflexion sur les mutations des formes de plagiat sont deux débats qui se superposent et se contredisent. Former la relève à utiliser l'intelligence artificielle n'encourage pas la paresse intellectuelle. De plus, restreindre l'usage des technologies émergentes ne permet pas aux étudiants

de se familiariser avec les outils à leur disposition. La Chaire UNESCO recommande d'étudier de façon distincte les questions en lien avec le développement des compétences et les questions sur les méthodes d'évaluation.

ChatGPT ne représente pas seulement une menace dans le secteur de l'éducation. Ses capacités de synthèse et de simplification de la matière en font un outil intéressant d'aide à l'apprentissage<sup>[37]</sup>. À l'image d'un tuteur artificiel, ChatGPT peut expliquer des concepts complexes comme on les enseignerait à un enfant de six ans ou mettre en contexte ces mêmes concepts. Si la réponse donnée est insatisfaisante, il est possible de générer une nouvelle réponse en un clic ou simplement de demander des précisions au logiciel. Le soutien réel du logiciel reste cependant tributaire de la qualité de l'information divulguée.

ChatGPT pave ainsi la voie à un vaste chantier de réflexion quant à l'évolution et à la transformation numérique du secteur de l'éducation. Son arrivée est comparée aux bouleversements occasionnés à une certaine époque par des logiciels qui font aujourd'hui partie de notre quotidien tels que Wikipédia et Google.

## **L'intelligence artificielle et le marché de l'emploi**

Depuis la révolution industrielle, les développements technologiques évoquent amèrement l'idée que les « robots » remplaceront les êtres humains sur le marché de l'emploi<sup>[38]</sup>. Cette idée provient notamment de la transformation du secteur manufacturier après la Deuxième Guerre mondiale par l'automatisation des chaînes de montage<sup>[39]</sup>. Aujourd'hui, les avancées en matière de reconnaissance du langage naturel portent à croire que certains aspects cognitifs du travail humain pourront être substitués à la machine. Le propos doit toutefois être nuancé<sup>[40]</sup>.

De manière générale, l'intelligence artificielle est susceptible de modifier la nature de certains corps d'emplois. L'automatisation

des tâches récurrentes est l'une des voies d'expression de l'intelligence artificielle sur le marché du travail. En pratique, les compétences liées au traitement de données administratives ou au traitement simple d'information pourraient être affectées par un logiciel comme ChatGPT<sup>[41]</sup>. Selon l'Institut de recherche en politiques publiques, un groupe de réflexion indépendant, 10,6 % du marché canadien de l'emploi est considéré comme automatisable. Les auteurs estiment que 29,1 % des emplois au Canada pourraient être significativement modifiés par l'automatisation. Les emplois les plus à risques sont ceux dont les tâches peuvent facilement être transposées par des règles de programmation<sup>[42]</sup>. Ces emplois offrent habituellement une faible rémunération et requièrent une scolarité minimale<sup>[43]</sup>. Ils sont également exercés en majorité par des femmes<sup>[44]</sup>.

Si certaines tâches peuvent être remplacées par l'intelligence artificielle, d'autres sont bonifiées. Ces changements ont pour effet de transformer les différents milieux professionnels plutôt que de générer des coupures dans les emplois<sup>[45]</sup>. Certaines études démontrent même que l'automatisation peut engendrer une augmentation des embauches en raison du gain en efficience réalisé<sup>[46]</sup>. La croissance du secteur des technologies de l'information ainsi que les salaires lucratifs offerts témoignent des besoins grandissants de main-d'œuvre spécialisée<sup>[47]</sup>. À titre d'exemple, d'après le rapport annuel 2021-2022 de ScaleAI, l'entreprise montréalaise prévoit créer à elle seule plus de 4000 emplois au Canada d'ici 2030. Ce secteur d'activité requiert toutefois une expertise particulière notamment en ingénierie ou en informatique<sup>[48]</sup>. Les projections tendent dès lors vers une augmentation de la demande d'emplois reliés au secteur de l'information au détriment des emplois à caractère plus technique.

Or, l'intégration de l'intelligence artificielle n'est pas nécessairement accessible à l'ensemble des industries. En plus du coût que la technologie représente, elle tend à être rigide sur certains plans. Les gains en efficience espérés se réalisent principalement dans un environnement stable où les paramètres demeurent inchangés<sup>[49]</sup>. Sur une chaîne de montage, par

exemple, le changement d'une pièce ou d'un élément de la chaîne requiert un recalibrage de la machine et un nouvel entraînement pour l'intégrer au processus. S'ajoutent à cette perte d'efficacité les problèmes techniques qui peuvent survenir dans le système informatique, le recalibrage des appareils et les bris des pièces névralgiques. Ces changements requièrent un temps précieux et l'intervention d'un professionnel dans ces différentes étapes du processus. Dans un contexte où la concurrence pousse les entreprises à se diversifier et à innover, elles doivent être en mesure de faire preuve d'une grande flexibilité, et ce, rapidement.

Tesla avait entrepris en 2017 un virage vers l'automatisation afin d'optimiser sa production tout en réduisant ses effectifs. Après quelques mois, les problèmes liés aux délais de production ont poussé l'entreprise à changer de cap et à abandonner une partie des investissements en automatisation pour les consacrer à l'embauche de main-d'œuvre spécialisée<sup>[50]</sup>. Elon Musk s'était d'ailleurs prononcé publiquement sur Twitter, affirmant que « Oui, l'automatisation excessive de Tesla était une erreur. Précision, c'était mon erreur. Les êtres humains sont sous-estimés. [traduction libre]. »

La tendance actuelle de l'intégration de l'intelligence artificielle dans les processus de travail tend à prouver l'utilité de cette technologie pour optimiser les flux de travail, pour les rendre plus efficaces, davantage que pour remplacer l'être humain sur le marché de l'emploi<sup>[51]</sup>. L'ancien champion d'échec d'origine soviéto-russe Garry Kasparov, vaincu par l'ordinateur d'IBM *Deep Blue* en 1996 et en 1997, souligne à cet effet que l'intelligence artificielle doit bonifier les capacités humaines, plutôt que les remplacer<sup>[52]</sup>. Il ajoute que le succès de l'intégration de l'intelligence artificielle repose ainsi sur la qualité de l'interaction entre l'être humain et la machine plutôt que sur la force de la machine elle-même.

ChatGPT, l'employé de demain

ChatGPT représente une avancée technologique marquée dans l'univers des agents conversationnels. La qualité des résultats générés en fait un outil intéressant pour une variété de secteurs notamment celui du service à la clientèle, mais aussi des ressources humaines<sup>[53]</sup> ou même de la médecine<sup>[54]</sup>.

Les agents conversationnels offrent un service de soutien aux consommateurs à faible coût pour les entreprises. Ils sont en mesure de répondre aux questions et de fournir des informations, d'effectuer des transactions ou même d'offrir des conseils à toute heure du jour. Les agents conversationnels sont toutefois confrontés rapidement à leurs limites en situations complexes<sup>[55]</sup>. De manière générale, les meilleurs résultats sont observés pour les tâches répétitives<sup>[56]</sup>. Or, la transformation numérique du service à la clientèle est susceptible d'exacerber la fracture numérique. Ces technologies offrent aux entreprises un gain économique, mais tous les consommateurs ne sont pas prêts ou aptes à en faire l'usage.

La compréhension du langage naturel peut toutefois être utilisée pour dresser le profil de la clientèle. Par exemple, l'entreprise Yabble utilise GPT-3 pour extraire les avis des consommateurs sur les produits vendus au sein d'une seule et même plateforme. Le logiciel se nourrit de questionnaires, de formulaires de satisfaction et de commentaires en ligne afin de reconnaître les thèmes récurrents qui plaisent ou déplaisent aux consommateurs. Ce type d'application offre aux entreprises une connaissance fine de leur public cible afin d'adapter leur stratégie d'affaires en conséquence des besoins du marché. Dans ce contexte, la technologie GPT-3 se présente comme un outil d'aide à la décision.

Bien que ses capacités humanoïdes offrent différentes avenues, l'intelligence artificielle ne peut se substituer aux aptitudes liées à l'intelligence émotionnelle, aux compétences interpersonnelles qui entrent en ligne de compte dans le processus décisionnel<sup>[57]</sup>. En outre, certains corps d'emplois sont tenus à des exigences déontologiques qui ont trait à leur responsabilité professionnelle<sup>[58]</sup>.

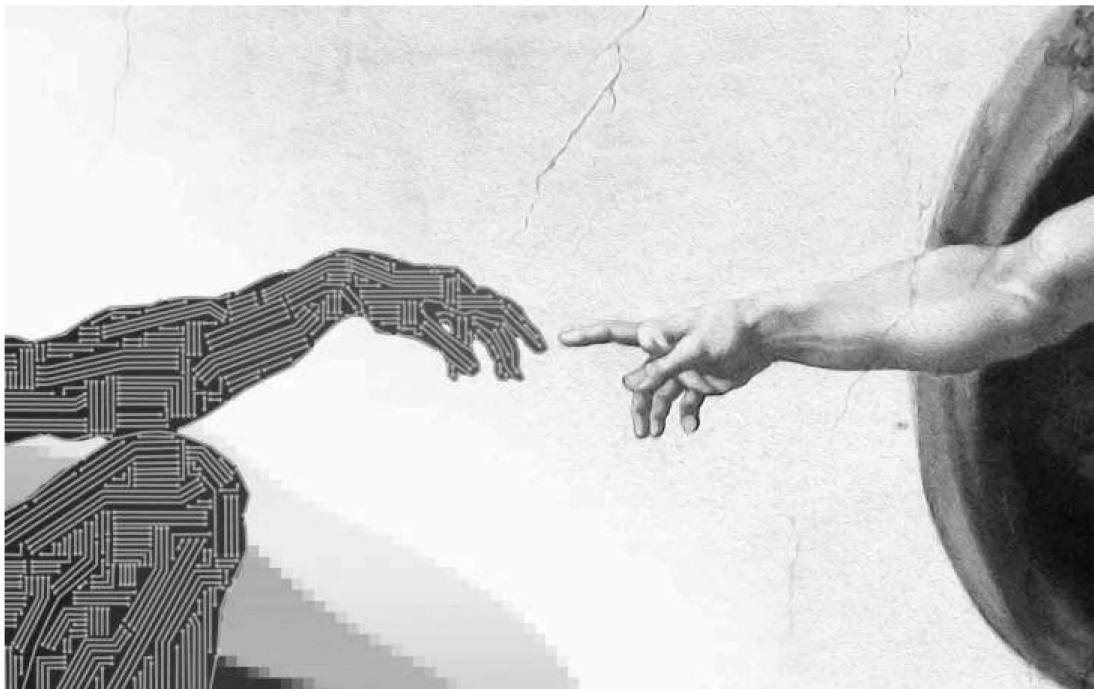
Les utilisateurs de logiciels d'intelligence artificielle ne sont pas à l'abri de résultats malveillants ou discriminatoires. Les algorithmes se nourrissent de données massives dont la forme et la provenance varient grandement. Or, l'absence ou la faiblesse d'un type de données représentant un groupe quelconque peut créer des distorsions dans le processus d'apprentissage de l'algorithme et ainsi mener à une certaine forme de discrimination. À titre d'exemple, l'entreprise Amazon a développé un algorithme capable d'analyser les différents dossiers de candidatures reçus par l'entreprise<sup>[59]</sup>. Étant basé sur des données majoritairement composées de candidatures masculines, l'algorithme a développé une prédisposition à sélectionner les candidatures masculines au détriment de celles des femmes<sup>[60]</sup>. Malgré les capacités d'aide à la décision de tels algorithmes, un processus de validation par un professionnel demeure nécessaire dans plusieurs milieux.

La prémisse selon laquelle l'intelligence artificielle est en mesure de reproduire le travail humain écarte à tort le fait que la machine n'est ni intuitive ni sensible ou simplement dotée d'un jugement critique. Cette vision adopte une posture optimiste face aux résultats techniques des technologies. Néanmoins, la popularité grandissante de l'intelligence artificielle et les dérives potentielles pouvant être envisagées soulèvent plusieurs questions qui appellent le législateur à encadrer l'usage de ces nouvelles technologies.

## **LA TECHNOLOGIE ET LE DROIT**

À sa face même, la nature dynamique des technologies est confrontée à la lenteur du processus législatif. Ce régime à deux vitesses amène d'ailleurs son lot d'incertitude auprès de la société civile. Pour le législateur, l'encadrement de l'intelligence artificielle représente un défi de taille alors qu'il doit conjuguer le caractère pérenne et neutre du droit à la polyvalence des technologies et leur développement constant.

### **ChatGPT et le droit d'auteur**



Adaptation de l'œuvre de Michel-Ange « La Création d'Adam » illustrant le développement de l'intelligence artificielle.

L'utilisation d'un logiciel comme ChatGPT à des fins commerciales représente un terrain fertile pour les recours juridiques en propriété intellectuelle. Les créations générées par l'outil sont le fruit de l'entraînement de l'algorithme à partir d'œuvres originales, de marques de commerce, de slogans et de tout autre contenu accessible en ligne. L'utilisation d'œuvres originales pour l'entraînement, mais aussi la reproduction d'œuvres dans les réponses générées par ChatGPT soulèvent plusieurs questions en matière de droit d'auteur.

En février dernier, l'artiste David Guetta publiait sur son compte TikTok un extrait de spectacle où il utilise l'intelligence artificielle pour reproduire le style musical et la voix du rappeur Eminem. La vidéo a été vue par 5,9 millions d'utilisateurs sur TikTok<sup>[61]</sup>. Le célèbre DJ souligne avec enthousiasme dans sa vidéo que « le futur de la musique se trouve en intelligence artificielle [traduction libre] ». Il a utilisé deux logiciels distincts afin d'imiter le style de composition d'Eminem et de reproduire sa voix avec l'extrait composé. Cet exemple n'est qu'un parmi tant d'autres des usages de l'intelligence artificielle qui repoussent les limites du droit d'auteur<sup>[62]</sup>.

En pratique, la protection par le régime canadien du droit d'auteur nécessite la rencontre de deux critères. D'une part, la qualité d'auteur est attachée à la personne physique qui réalise l'œuvre. D'autre part, l'œuvre doit être considérée comme originale et distinctive au sens de la *Loi sur le droit d'auteur*<sup>[63]</sup>. L'originalité d'une œuvre est établie en jurisprudence comme étant le produit du talent et du jugement de l'auteur. La Cour suprême du Canada a d'ailleurs reconnu dans l'affaire *CCH Canadienne Ltée c. Barreau du Haut-Canada* que « l'exercice du talent et du jugement que requiert la production de l'œuvre ne doit pas être négligeable au point de pouvoir être assimilé à une entreprise purement mécanique<sup>[64]</sup> ». L'originalité d'une œuvre requiert ainsi l'exercice du talent et du jugement de l'auteur<sup>[65]</sup>. Une fois ces critères rencontrés, l'auteur de l'œuvre devient le premier titulaire des droits et bénéficie des droits moraux et patrimoniaux sur l'œuvre<sup>[66]</sup>. Les droits patrimoniaux peuvent être envisagés comme des droits économiques exclusifs sur la production, reproduction, diffusion, publication ou représentation de son œuvre. De leur côté, les droits moraux protègent notamment l'intégrité de l'œuvre.

L'usage d'une ou de plusieurs œuvres originales à des fins d'entraînement des algorithmes d'intelligence artificielle se trouve à la frontière entre les droits de reproduction exclusifs et les exceptions prévues à la *Loi sur le droit d'auteur*<sup>[67]</sup>. En pratique, la titularité des droits sur le contenu généré par un outil tel que ChatGPT peut être difficile à définir. Les progrès en matière d'apprentissage automatique rendent ténu le lien entre l'œuvre et l'auteur. À ce propos, le Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie de la Chambre des communes du Canada recommande que le législateur fédéral modifie la *Loi sur le droit d'auteur* afin de clarifier la titularité d'une œuvre générée par ordinateur. Malgré une doctrine abondante en la matière et les différentes propositions normatives envisagées<sup>[68]</sup>, les questions soulevées par l'intelligence artificielle devront faire l'objet d'une réforme législative ou passer le test des tribunaux canadiens afin d'être résolues.

## Encadrer l'intelligence artificielle

Les tentatives pour encadrer l'intelligence artificielle sont multiples. Malgré l'absence au Québec d'un cadre juridique spécifique, il existe une pluralité d'instruments normatifs tels que des codes d'éthique, des cadres de gouvernance, des politiques ou des directives qui touchent de près ou de loin à l'intelligence artificielle<sup>[69]</sup>.

En novembre 2017 a eu lieu le tout premier Forum international sur le développement socialement responsable de l'intelligence artificielle. L'événement a lancé la *Déclaration de Montréal sur le développement responsable de l'intelligence artificielle*, élaborée conjointement par les acteurs du milieu et des membres de la société civile. Ce document édicte les principes fondamentaux qui devraient présider au développement de l'intelligence artificielle<sup>[70]</sup>. La Déclaration de Montréal place l'une des premières pièces du casse-tête de l'encadrement juridique de l'intelligence artificielle. Il s'agit toutefois d'un instrument normatif non contraignant.

Le gouvernement du Canada a emboîté le pas en adoptant en 2019 la *Directive sur la prise de décision automatisée* applicable aux institutions fédérales<sup>[71]</sup>. Elle s'inscrit plus largement dans la *Politique sur les services numériques* du Conseil du Trésor et les autres instruments politiques adoptés à cet égard par le gouvernement fédéral<sup>[72]</sup>. La Directive a pour objectif de réduire les risques liés à l'usage de l'intelligence artificielle et de systèmes de décisions automatisés. Pour ce faire, la Directive exige une évaluation des risques préalable à la création d'un système décisionnel automatisé. Elle établit également des normes de transparence et de qualité des résultats. Concrètement, la Directive vise à encadrer certaines pratiques comme le fait de déterminer l'admissibilité d'une personne à des prestations sociales à l'aide des technologies<sup>[73]</sup>. Malgré ces avancées normatives, plusieurs appellent le législateur à adopter la ligne dure et à établir un cadre juridique spécifique à l'intelligence artificielle<sup>[74]</sup>.

À ce propos, le projet de loi C-27, *Loi édictant la Loi sur la protection de la vie privée des consommateurs, la Loi sur le Tribunal de la protection*

*des renseignements personnels et des données et la Loi sur l'intelligence artificielle et les données et apportant des modifications corrélatives et connexes à d'autres lois* a été présenté en juin 2022 par le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie du Canada. Ce projet de loi vise à mettre en œuvre la toute première loi canadienne sur l'intelligence artificielle, la *Loi sur l'intelligence artificielle et les données*.

S'il est adopté, ce nouveau cadre prévoirait différents mécanismes afin d'encadrer la conception, le développement, l'utilisation et la commercialisation de systèmes d'intelligence artificielle pour en prohiber les usages pouvant causer un préjudice sérieux aux personnes visées<sup>[75]</sup>. Il obligerait le responsable d'un système d'intelligence artificielle à mesurer et à atténuer le risque de préjudice ou de résultats biaisés pouvant être produit<sup>[76]</sup>. Ainsi, il rendrait imputable toute personne qui conçoit, développe, rend disponible ou gère des systèmes d'intelligence artificielle<sup>[77]</sup>. Il créerait également une obligation de transparence envers le public en imposant la diffusion d'informations telles que l'utilisation visée de la technologie, les prédictions générées, les mesures d'atténuation mises en place et plus encore pour les personnes responsables<sup>[78]</sup>. La violation de l'une des dispositions serait passible de sanctions administratives pécuniaires ou d'une amende dont le montant pourrait atteindre 5 % des recettes globales brutes de la personne visée, incluant les personnes morales<sup>[79]</sup>. Ce projet de loi s'inscrit plus largement dans la réforme fédérale du droit à la protection des renseignements personnels.

Néanmoins, le projet de loi C-27 ne peut couvrir à lui seul l'ensemble des sphères du droit qui régissent l'usage de l'intelligence artificielle au Québec. La pluridisciplinarité de l'intelligence artificielle se conjugue difficilement avec le régime de partage des compétences du fédéralisme canadien. Par exemple, le droit de la concurrence et la propriété intellectuelle relèvent des compétences fédérales alors que la protection des consommateurs et le droit contractuel sont encadrés par les provinces. Ainsi, l'adoption de la *Loi sur l'intelligence artificielle et les données* ne

protège qu'en partie des risques de ces nouvelles technologies pour les Québécoises et les Québécois.

Le 12 avril 2023, le gouvernement du Québec a confié au Conseil de l'innovation du Québec la tâche de réfléchir à l'encadrement responsable de l'intelligence artificielle et à son acceptabilité sociale<sup>[80]</sup>. L'organisme a été mis en place par le gouvernement du Québec en décembre 2020. Il a pour mission de conseiller les parlementaires et les personnes du milieu des affaires afin de favoriser l'innovation au Québec<sup>[81]</sup>. Il convient de souligner que cette approche diffère du processus législatif traditionnel tel d'adopté par Ottawa alors que la réflexion se produit en marge des activités parlementaires<sup>[82]</sup>. D'autres parlements comme celui du Royaume-Uni ont mis en place des comités spéciaux et des groupes pluridisciplinaires afin de mener une réflexion de fond sur la question<sup>[83]</sup>.

## CONCLUSION

L'intelligence artificielle pose, encore aujourd'hui, plusieurs défis. Des principes phares de nos sociétés démocratiques comme l'équité et la protection de la vie privée des personnes sont ébranlés par les technologies numériques. De son côté, l'environnement, parent pauvre du secteur de l'intelligence artificielle, subit la pression de ces évolutions technologiques<sup>[84]</sup>.

Or, placer la technologie sur le banc des accusés ou même la boycotter n'est pas une fin en soi. Malgré ses défauts, l'intelligence artificielle peut être porteuse de changement pour la société. C'est d'ailleurs le pari qu'a fait le président islandais, HE Guðni Th. Jóhannesson. Il a conclu, avec l'aide du secteur privé, un partenariat avec OpenAI. Le président compte utiliser la technologie GPT-4 pour adopter des solutions innovantes propres à la préservation de la langue islandaise<sup>[85]</sup>. OpenAI, en collaboration avec Miðeind ehf, une entreprise locale, entraînent le logiciel en islandais à l'aide de la méthode du *Reinforcement Learning from Human Feedback*. Le but est de rendre le modèle le plus cohérent et congruent possible malgré la faible quantité de

données dans la langue locale<sup>[86]</sup>. Ce partenariat ouvre ainsi la voie à de nouveaux horizons tout en créant des ressources pour la sauvegarde de la langue islandaise.

La réflexion qui anime les chercheurs, les législateurs et la population doit prendre en compte autant les risques que les circonstances favorables qu'offrent ces technologies à la société civile. L'intelligence artificielle doit être envisagée comme un prolongement de la pensée humaine plutôt qu'un objet autonome. Comme le soulignait l'auteur Garry Kasparov, ce n'est qu'une fois combinée à l'intelligence humaine que l'intelligence artificielle puise réellement sa force<sup>[87]</sup>. Cette réflexion demande toutefois du temps...

- 
1. OpenAI est un laboratoire de recherche spécialisé en intelligence artificielle fondé en 2015. Il a pour mission de s'assurer que l'intelligence artificielle profite à l'humanité. OpenAI poursuit le développement sécuritaire et le partage des bénéfices [traduction libre]. Dès ses débuts, l'entreprise à but non lucratif regroupait plusieurs magnats de la Silicon Valley tels que Elon Musk et Sam Altman. En 2018, le statut juridique de l'entreprise prend une forme hybride avec la création d'OpenAI LP, une entreprise à but lucratif dont le profit des investisseurs est plafonné, gouvernée par l'entité à but non lucratif. Par ce changement, OpenAI souhaitait faciliter la levée de capitaux afin de financer le développement de ses activités. Aujourd'hui, l'entreprise bénéficie du soutien financier de plusieurs acteurs du milieu des technologies, dont Microsoft. Voir notamment : OpenAI, *OpenAI LP*, 11 mars 2019; OpenAI, *OpenAI and Microsoft extend partnership*, 23 janvier 2023. [retour]
  2. John McCarthy et autres, « A Proposal for the Dartmouth Summer Research Project on Artificial Intelligence », Dartmouth College, 31 août 1955, p. 2 : "[...] « to proceed on the basis of the conjecture that every aspect of learning or any other feature of intelligence can in principle be so precisely described that a machine can be made to simulate it ».  
[retour]
  3. Le séminaire n'a jamais eu lieu à proprement dit. Les chercheurs invités ont réalisé leurs recherches individuellement, sans jamais se rencontrer officiellement. James Moor, « The Dartmouth College Artificial Intelligence Conference: The Next Fifty Years », (2006) 27-4 *AI Magazine* 87, p. 87; Jørgen Veisdal, « The Birthplace of AI : The 1956 Dartmouth Workshop », *Cantor's Paradise*, 12 septembre 2019. [retour]

4. Stephanie Dick, « Artificial Intelligence » (2019) 1-1 *Harvard Data Science Review* 1, p. 2. [retour]
5. Réponse générée le 16 mars 2023. [retour]
6. Des auteurs ont relevé que ChatGPT reconnaît au moins 95 langues naturelles. Alexander Christensen, « How Many Languages Does ChatGPT Support? The Complete ChatGPT Language List », *SEO.ai*, 3 février 2023; OpenAI, *Examples*. [retour]
7. OpenAI, « ChatGPT: Optimizing Language Models for Dialogue », 30 novembre 2022. [retour]
8. Adam Zewe, « Solving a machine-learning mystery », MIT News, 7 février 2023. [retour]
9. Alex Tamkin et Deep Ganguli, « How Large Language Models Will Transform Science, Society, and IA », *Stanford University Human-Centered Artificial Intelligence*, 5 février 2023. [retour]
10. Ryan Lowe et Jan Leike, « Aligning Language Models to Follow Instructions », *Open AI*, 27 janvier 2022. [retour]
11. Krystal Hu, « ChatGPT sets record for fastest-growing user base », *Reuters*, 2 février 2023. [retour]
12. Robert Brandl et Cai Ellis, « ChatGPT Statistics 2023 », *Tooltester*, 6 avril 2023 [retour]
13. OpenAI, *Introducing ChatGPT Plus*, 1<sup>er</sup> février 2023. [retour]
14. OpenAI, *GPT-4*, 14 mars 2023. [retour]
15. *Ibid.* [retour]
16. *Ibid.* [retour]
17. OpenAI, *Our approach to AI safety*, 5 avril 2023. [retour]
18. OpenAI, préc., note 14. [retour]
19. Future of Life Institute, *Pause Giant AI Experiments: An Open Letter*; Karim Benessaïh, « Musk, Bengio et un millier d'experts demandent une pause de six mois », *La Presse*, 29 mars 2023. [retour]
20. OpenAI, *What is ChatGPT?*, 27 février 2023. [retour]
21. Karim Benessaïh, « Capacités étonnantes, erreurs flagrantes », *La Presse*, 11 février 2023. [retour]
22. Par exemple, les résultats de ChatGPT sur des questions liées à la culture québécoise sont souvent erronés. Voir : Cédric Bélanger, « ChatGPT connaît mal la culture québécoise : découvrez ses erreurs surprenantes sur Charlotte Cardin, Céline Dion, Xavier Dolan et Denis Villeneuve », *Le Journal de Québec*, 8 mars 2023. [retour]

23. OpenAI, « ChatGPT: Optimizing Language Models for Dialogue », 30 novembre 2022; Karen Weise, « Microsoft’s Bing chabot offers some puzzling and inaccurate responses », *The New York Times*, 15 février 2023. [retour]
24. OpenAI, « ChatGPT: Optimizing Language Models for Dialogue », 30 novembre 2022. [retour]
25. *Ibid.* [retour]
26. Alexis Gacon, « Face à ChatGPT, la riposte des profs s’organise », *Radio-Canada*, 18 janvier 2023. [retour]
27. Aidan Gibson et autres, « How Does ChatGPT Perform on the United States Medical Licensing Examination? The Implications of Large Language Models for Medical Education and Knowledge Assessment », *JMIR Publications*, 8 février 2023; Amarachi B. Mbakwe et autres, « ChatGPT passing USMLE shines a spotlight on the flaws of medical education », *PLOS Digital Health*, 2023; La Presse Canadienne, « Le robot conversationnel ChatGPT réussit de justesse un test d’une faculté de droit américaine », *Les Affaires*, 25 janvier 2023. [retour]
28. Dimitra Kessenides, « ChatGPT gets an MBA », *Bloomberg*, 4 février 2023; Christian Terwiesch, « Would Chat GPT Get a Wharton MBA? A Prediction Based on Its Performance in the Operations Management Course », *Mack Institute for Innovation Management at the Wharton School*, University of Pennsylvania, 2023. [retour]
29. Sciences Po, *Sciences Po interdit sans mention par l’étudiant l’utilisation de l’outil ChatGPT*, France, 27 janvier 2023 [retour]
30. Dan Rosenzweig-Ziff, « New York City blocks use of the ChatGPT bot in its schools », *The Washington Post*, 5 janvier 2023; Arianna Johnson, « ChatGPT In Schools: Here’s Where It’s Banned – And How It Could Potentially Help Students », *Forbes*, 18 janvier 2023. [retour]
31. Céline Galipeau, « Un robot dans la classe », *ICI Radio-Canada*, 23 janvier 2023. [retour]
32. Huang, K., « Alarmed by A.I. Chatbots, Universities Start Revamping How They Teach », *The New York Times*, 16 janvier 2023. [retour]
33. Jessica Flament, « Plusieurs professeurs de l’Unamur encouragent l’utilisation de ChatGPT dans leurs cours », *La Libre*, Belgique, 3 février 2023. [retour]
34. Louis-Philippe Arsenault, « ChatGPT autorisé dans un cours de l’Université Laval », *ICI Radio-Canada*, 6 mars 2023. [retour]
35. Maryse Beaulieu, « Évaluation, plagiat et ChatGPT », *L’éveilleur*, Université de Sherbrooke, 3 février 2023; Céline Galipeau, « Un robot dans la classe », *ICI Radio-Canada*, 23 janvier 2023. [retour]
36. *Id.* [retour]

37. JMIR Publications, *JMIR medical education launches special issue on the use of ChatGPT in medical education, after new study finds ChatGPT passes the United States Medical Licensing Examination*, 6 mars 2023; Katia Gagnon, « L'électrochoc de l'IA », *La Presse*, 26 mars 2023. [retour]
38. David De Cremer et Garry Kasparov, « AI Should Augment Human Intelligence, Not Replace It », *Harvard Business Review*, 18 mars 2021. [retour]
39. Sean Fleming, « A short history of jobs and automation », *World Economic Forum*, 3 septembre 2020; Kalev Leetaru, « Automation Reshaped The Workplace In The 1960's But Will The Deep Learning Revolution Be Different », *Forbes*, 18 juillet 2019. [retour]
40. De Cremer et Kasparov, préc., note 38. [retour]
41. Ryan McLaughlin et Trevor Quan, *L'ère de demain : La main-d'œuvre amplifiée par l'intelligence artificielle du Canada*, Conseil des technologies de l'information et des communications, 2019, Ottawa, p. 26. [retour]
42. David Rocheleau-Houle et Jocelyn Maclure, « Intelligence artificielle, automatisation et inégalités », dans *L'intelligence artificielle et les mondes du travail*, Presses de l'Université Laval, 2021, p. 52-53. [retour]
43. *Ibid.*; McLaughlin et Quan, préc., note 41, p. 28. [retour]
44. <sup>[44]</sup> McLaughlin et Quan, préc., note 41, p. 30.
45. Kalev Leetaru, « Automation Reshaped The Workplace In The 1960's But Will The Deep Learning Revolution Be Different », *Forbes*, 18 juillet 2019. [retour]
46. Ben Armstrong et Julie Shah, « A Smarter Strategy for Using Robots », *Harvard Business Review*, Mars-avril 2023, p. 38. [retour]
47. McLaughlin et Quan, préc., note 41, p. 21; Charles Cayrat, *Profil de la main-d'œuvre en intelligence artificielle, science des données et mégadonnées au Québec*, TECHNOCompétences, 2021, p. 38-39. [retour]
48. *Ibid.* [retour]
49. Ben Armstrong et Julie Shah, « A Smarter Strategy for Using Robots », *Harvard Business Review*, Mars-avril 2023, p. 40. [retour]
50. *Ibid.* [retour]
51. Jacqueline Cobett et Chris Emmanuel Tchatchouang Wanko, *Les enjeux transversaux au déploiement et à l'utilisation de l'IA au sein du système professionnel québécois*, Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'IA et du numérique, 2022, p. 13. [retour]
52. David De Cremer et Garry Kasparov, « AI Should Augment Human Intelligence, Not Replace It », *Harvard Business Review*, 18 mars 2021; Caroline Lefer-Palos, « Le jour où Deep Blue a battu Garry Kasparov aux échecs », *CScience*, 7 août 2020. [retour]

53. Jean-François Venne, « L'intelligence artificielle s'invite dans la gestion des ressources humaines », *HEC Montréal*, 26 avril 2022. [retour]
54. Matthieu Dugal et Aude Motulsky, « Le futur de la santé avec l'intelligence artificielle », *Radio-Canada Ohdio, Moteur de recherche*, 6 octobre 2022. [retour]
55. <sup>[55]</sup>Mike Seymour et autres, « AI with a Human Face », *Harvard Business Review*, Mars-avril 2023, p. 49.
56. *Ibid.* [retour]
57. De Cremer et Kasparov, préc., note 38. [retour]
58. Nathalie de Marcellis-Warin et Christophe Mondin, *Les pratiques numériques des professionnels au Québec : état des lieux et pistes de réflexion pour accompagner le virage numérique*, CIRANO, 2021, p. 46. [retour]
59. Jeffrey Dastin, « Amazon scraps secret AI recruiting tool that showed bias against women », *Reuters*, 9 octobre 2018. [retour]
60. *Ibid.* [retour]
61. Nombre de visionnement en date du 19 avril 2023. [retour]
62. Marissa Groguhé, « Quand une « fausse » chanson devient virale », *La Presse*, 18 avril 2023. [retour]
63. LRC 1985, c. C-45, art. 5. [retour]
64. *CCH Canadienne Ltée c. Barreau du Haut-Canada*, [2004] 1 RCS 339, par. 16. [retour]
65. *Ibid.*, par. 18. [retour]
66. LRC 1985, c. C-45, art. 13(1). 14.1(1). [retour]
67. Voir notamment : LRC 1985, c. C-45, art. 29 et 29.21. [retour]
68. Vincent Bergeron et Vincent Caron, « Deepfake : distinguer le vrai du faux sur les implications juridiques d'une technologie "trompeuse" », *Développements récents en droit de la propriété intellectuelle, Service de formation continue du Barreau de Québec*, 2020; Patricia Hénault et Eliane Ellbogen, « L'art, la technologie et le droit : retour sur l'année 2020 », *Revue de propriété intellectuelle*, vol. 33, n° 2, 2021; Lindsay Paquette, « Artificial life imitating art imitating life: Copyright ownership in AI-generated works », *Intellectual Property Journal*, vol. 33, 2021; Carys Craig et Ian Kerr, « The death of the AI author », *Revue de droit d'Ottawa*, vol. 52, n° 31. [retour]
69. Voir notamment : Gouvernement du Canada, *Directive sur la prise de décision automatisée*, 2020; OECD.AI, *Principes sur l'Intelligence Artificielle de l'OCDE*, 2019; Université de Montréal, *Déclaration de Montréal pour un développement responsable de l'intelligence artificielle*, 2018. [retour]
70. Selon ses signataires, l'intelligence artificielle doit ainsi être conçue de manière à favoriser le bien-être de tous les êtres sensibles. La technologie

ne doit pas conduire à déresponsabiliser les personnes, mais doit au contraire respecter leur autonomie tout en protégeant leur intimité et leur vie privée. L'intelligence artificielle doit en outre viser à maintenir la solidarité sociale en favorisant l'équité et la justice. Enfin, son développement doit être fait dans un esprit de prudence et une perspective écoresponsable, ce qui implique de le soumettre au contrôle démocratique. [retour]

71. Gouvernement du Canada, *Directive sur la prise de décisions automatisée*, 2019, art. 4, 9. [retour]
72. Gouvernement du Canada, *Politique sur les services et le numérique*, 2020; Gouvernement du Canada, *Ligne directrice sur les services et le numérique*, 2020. [retour]
73. Benoit Deshaies et Dawn Hall, « Utilisation responsable des systèmes décisionnels automatisés du gouvernement fédéral », *Statistique Canada*, 2021. [retour]
74. Alexandre Robillard, « Fitzgibbon veut éviter les dérapages de l'intelligence artificielle », *Le Devoir*, 6 avril 2023; Pierre Saint-Arnaud, « Cri d'alarme pour encadrer l'intelligence artificielle rapidement », *La Presse*, 20 mars 2023; Agence France Presse, « Les droits de la personne « gravement menacés » par l'intelligence artificielle », *La Presse*, 18 février 2023. [retour]
75. *Loi édictant la Loi sur la protection de la vie privée des consommateurs, la Loi sur le Tribunal de la protection des renseignements personnels et des données et la Loi sur l'intelligence artificielle et les données et apportant des modifications corrélatives et connexes à d'autres lois*, projet de loi C-27 (deuxième lecture, Chambre des communes – 7 mars 2023) 44<sup>e</sup> légis., 1<sup>re</sup> sess., art. 4; Maya Medeiros et Jesse Beatson, « Projet de loi C-27 : première loi sur l'intelligence artificielle au Canada », *Norton Rose Fulbright*, 23 juin 2022. [retour]
76. *Loi édictant la Loi sur la protection de la vie privée des consommateurs, la Loi sur le Tribunal de la protection des renseignements personnels et des données et la Loi sur l'intelligence artificielle et les données et apportant des modifications corrélatives et connexes à d'autres lois*, préc., note 75, art. 4, 8. [retour]
77. *Ibid.*, art. 5 (2). [retour]
78. *Ibid.*, art. 11. [retour]
79. *Ibid.*, art. 29, 30, 38 à 40. [retour]
80. Karim Benessaïeh, « Comité d'expert et subvention de 21 millions », *La Presse*, 12 avril 2023 ; Francis Halin, « Pierre Fitzgibbon veut encadrer l'intelligence artificielle : » Il va y avoir ultimement une législation » », *Le Journal de Québec*, 12 avril 2023. [retour]
81. Conseil de l'innovation du Québec, « À propos de nous » ; Gouvernement du Québec, *Québec se dote d'un Conseil de l'innovation pour accompagner les*

*entreprises*, 10 décembre 2020. [retour]

82. Francis Halin, « Pierre Fitzgibbon veut encadrer l'intelligence artificielle :  
» Il va y avoir ultimement une législation » », *Le Journal de Québec*, 12 avril 2023. [retour]
83. Lord Clement-Jones, « L'influence du Parlement de Westminster sur la stratégie du Royaume-Uni en matière d'IA », dans Benjamin Prud'homme et autres (dir.), *Angles morts de la gouvernance de l'IA*, Paris, UNESCO, 2023, p. 203 et s. [retour]
84. Une question posée à ChatGPT serait 300 fois plus énergivore qu'une requête Google. Nicolas Mougeot, « L'IA, un outil contre le réchauffement climatique? », *Le Temps*, 5 mars 2023. [retour]
85. OpenAI, *Government of Iceland: How Iceland is using GPT-4 to preserve its language*, 14 mars 2023. [retour]
86. *Ibid.* [retour]
87. De Cremer et Kasparov, préc., note 38. [retour]

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## En bref : l'insécurité alimentaire au Québec

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 10 MAI 2023

*Les résultats de la plus récente Enquête canadienne sur le revenu montrent que, en 2021, 14,7 % de la population québécoise vivait dans un ménage aux prises avec une forme d'insécurité alimentaire. Ainsi, plus d'un million de Québécoises et de Québécois ont été confrontés à cette réalité au cours de l'année. Considérant le contexte inflationniste actuel, la question de l'insécurité alimentaire mérite sans contredit qu'on s'y attarde. La hausse importante du prix des aliments constatée au cours des derniers mois peut en effet contraindre de nombreux ménages à faire de durs compromis sur leur alimentation.*

*Avec cette note d'information, Première lecture propose un portrait de l'insécurité alimentaire au Québec afin de mieux comprendre le phénomène et de montrer son ampleur. Une attention particulière est accordée au profil des ménages les plus affectés et aux politiques publiques en vigueur au Québec pour lutter contre l'insécurité alimentaire.*



*Ce document est également disponible sur le site Web de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, tout comme d'autres notes produites par le Service de la recherche.*

**Analyse et rédaction**

Félix Bélanger

*Service de la recherche*

**Recherche documentaire**

Alexandre Laflamme

*Service de l'information*

## **MISE EN CONTEXTE**

Au cours des derniers mois, le Québec a été confronté au contexte inflationniste mondial. Les prix des biens et services ont connu de fortes augmentations dans de nombreux secteurs. C'est particulièrement vrai dans le domaine de l'alimentation. Les données les plus récentes, soit celles de mars 2023, indiquent que, sur un an, les prix des aliments ont augmenté de 10,1 % au Québec. Lorsque l'on regarde plus précisément du côté des fruits et légumes frais, la situation est similaire. La hausse des prix sur un an a été de 11,7 %<sup>[1]</sup>.

Cette forte inflation n'est pas sans conséquence. Les ménages moins fortunés ont plus de difficulté à absorber la montée des prix avec leurs budgets. Ils sont contraints de faire des compromis sur

leurs dépenses en alimentation. La quantité, la qualité et la variété des aliments achetés peuvent donc être affectées par ces hausses de prix. En résulte de l'insécurité alimentaire dans plusieurs ménages. Ces situations peuvent ensuite entraîner des répercussions majeures sur la santé et le bien-être des personnes et, en corollaire, sur le système de santé<sup>[2]</sup>. C'est pourquoi il est fondamental de s'intéresser au problème de l'insécurité alimentaire, en particulier dans le contexte inflationniste actuel. Cette note de recherche a précisément pour objectif de mettre au jour cette conjoncture qui touche le Québec. Pour ce faire, le concept d'insécurité alimentaire est d'abord défini. Les données les plus récentes en la matière sont ensuite présentées de façon à montrer l'ampleur du phénomène et les catégories de personnes qui sont affectées. Enfin, cette note expose les principales politiques publiques en vigueur au Québec visant à lutter contre l'insécurité alimentaire.

## **QU'EST-CE QUE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE?**

Avant de présenter les données sur l'insécurité alimentaire au Québec, il est nécessaire de définir ce concept et d'en expliquer les déclinaisons. Il existe en effet plusieurs façons d'évaluer et de mesurer ce phénomène. Statistique Canada définit l'insécurité alimentaire comme étant « l'incapacité de se procurer ou de consommer des aliments de qualité, ou en quantité suffisante, de façon socialement acceptable, ou encore l'incertitude d'être en mesure de le faire<sup>[3]</sup> ».

Pour être en mesure d'évaluer la prévalence du phénomène et le niveau de gravité de l'insécurité alimentaire vécue, des outils ont été développés. Au Canada, la principale méthode d'évaluation utilisée est le Module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages. Il comprend une série de 18 questions permettant de mesurer l'insécurité alimentaire découlant de ressources financières limitées au cours des 12 derniers mois. Le Module est généralement incorporé à de vastes enquêtes menées par le gouvernement fédéral comme l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes et l'Enquête canadienne sur le revenu. En fonction des réponses obtenues, les ménages aux prises avec une

forme d'insécurité alimentaire sont classés dans une des trois catégories suivantes

- **Insécurité alimentaire marginale** : Inquiétude de manquer de nourriture ou de devoir restreindre les choix alimentaires en raison d'un manque de ressources financières.
- **Insécurité alimentaire modérée** : Réduction de la qualité ou de la quantité des aliments consommés en raison d'un manque de ressources financières.
- **Insécurité alimentaire grave** : Sauter des repas, apport alimentaire réduit et dans les pires cas, passer un ou plusieurs jours sans nourriture<sup>[4]</sup>.

Bien que les organismes fédéraux mesurent ces trois formes d'insécurité alimentaire, ils ne considèrent généralement que les formes modérées et graves pour mesurer la prévalence du problème. L'insécurité alimentaire marginale est jugée « distincte du concept d'insécurité alimentaire des ménages<sup>[5]</sup> ». Cette distinction ne fait cependant pas l'unanimité dans la littérature. Par exemple, dans son rapport *La faim justifie des moyens*, l'Observatoire québécois des inégalités tend à inclure les trois formes d'insécurité alimentaire dans les statistiques. Cette note présente les trois formes d'insécurité alimentaire mesurées.

## LA PRÉVALENCE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU QUÉBEC

Les données les plus complètes sur l'insécurité alimentaire sont tirées de l'Enquête canadienne sur le revenu qui comprend les 18 questions du Module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages. Les résultats de cette enquête montrent que, au cours de l'année 2021, 14,7 % de la population québécoise vivait dans un ménage aux prises avec une des trois formes d'insécurité alimentaire évoquées précédemment. Cela signifie que plus d'un million de Québécoises et de Québécois ont été confrontés à cette réalité au cours de l'année. Il s'agit d'une augmentation par rapport à 2020 alors que la proportion était de 12,7 % de la

population. De façon plus précise, on constate que la catégorie d'insécurité alimentaire qui semble avoir connu la plus forte augmentation sur un an est l'insécurité alimentaire marginale. Les données pour l'année 2020 doivent cependant être interprétées avec prudence puisque la période de référence est supérieure à un an et coïncide en bonne partie, mais pas complètement, avec le début de la pandémie de COVID-19<sup>[6]</sup>. En guise de comparaison, en 2019, c'est 11,0 % de la population québécoise qui vivait dans un ménage confronté à de l'insécurité alimentaire. Une certaine augmentation du phénomène a donc été constatée.

**Pourcentage de la population québécoise selon le niveau d'insécurité alimentaire du ménage**

	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Insécurité alimentaire marginale</b>	5,2 %	3,8 %	4,1 %	5,8%
<b>Insécurité alimentaire modérée</b>	7,0 %	5,2 %	6,4 %	6,6%
<b>Insécurité alimentaire grave</b>	2,2 %	2,0 %	2,2 %	2,3%
<b>Total</b>	<b>14,4 %</b>	<b>11,0 %</b>	<b>12,7 %</b>	<b>14,7%</b>

Source : Statistique Canada, Tableau 13-10-0835-01 : Insécurité alimentaire selon le groupe d'âge et le sexe.

Une certaine augmentation du phénomène de l'insécurité alimentaire semble donc être constatée au Québec depuis le début de la pandémie. Néanmoins, il demeure hasardeux de tirer de grandes conclusions à ce stade sur les effets directs de la pandémie. Par exemple, à l'échelle canadienne, des analyses avancent que la

prévalence de l'insécurité alimentaire des ménages était plus faible en 2020 qu'avant la pandémie. Cette situation pourrait être attribuable aux mesures mises en place par les différents ordres de gouvernement comme les aides au revenu et les subventions salariales<sup>[7]</sup>. En l'absence de données plus fines et s'échelonnant sur une plus longue période, ces résultats doivent être interprétés avec prudence.

Dans le contexte d'incertitude causé par la pandémie, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) a d'ailleurs ajouté des questions sur l'insécurité alimentaire des ménages dans ses sondages sur les attitudes et comportements des adultes québécois effectués dans le contexte de la COVID-19<sup>[8]</sup>. En s'appuyant sur la même typologie en trois niveaux d'insécurité alimentaire, l'INSPQ a tenté de suivre l'évolution du phénomène depuis mai 2020. L'insécurité alimentaire totale semble avoir atteint un sommet au tout début de la pandémie, soit lors du sondage réalisé du 26 mars au 1<sup>er</sup> avril 2020. Le taux d'insécurité alimentaire total était alors de 26 %. Puis, ce taux a progressivement diminué avant de remonter à l'automne 2021, période qui coïncide avec une plus forte inflation. Les données les plus récentes du sondage, soit celles de mars 2023 indiquent que 24 % des adultes québécois vivent dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire<sup>[9]</sup>. L'écart entre les données de l'Enquête canadienne sur le revenu et le sondage de l'INSPQ peut entre autres s'expliquer par les méthodologies distinctes employées.

### **Le Québec comparé aux provinces canadiennes**

Malgré la prévalence de l'insécurité alimentaire, le Québec fait somme toute bonne figure lorsqu'on le compare aux autres provinces canadiennes. Selon l'Enquête canadienne sur le revenu, en 2021, c'est 18,4 % de la population canadienne qui vivait dans un ménage souffrant d'une des trois formes d'insécurité alimentaire. Avec un taux d'insécurité alimentaire total de 14,7 %, c'est au Québec que ce phénomène est le moins répandu. La situation est similaire pour le taux d'insécurité

alimentaire grave. Il se situe à 4 % au Canada, contre 2,3 % au Québec<sup>[10]</sup>.

## **Les personnes les plus à risque**

Les données montrent que les taux d'insécurité alimentaire varient fortement en fonction du profil des gens. Certaines catégories de personnes sont en effet plus à risque de vivre de telles situations. Par exemple, le plus récent sondage de l'INSPQ indique que les jeunes adultes semblent davantage affectés par le phénomène que les personnes plus âgées. Chez les 18-24 ans, quatre personnes sur dix vivent dans un ménage souffrant d'insécurité alimentaire. Cette proportion est de 31 % chez les 25-44 ans. À l'autre bout du spectre, chez les personnes plus âgées, le pourcentage de la population aux prises avec de l'insécurité alimentaire est beaucoup plus faible. Il se situe à 17 % dans le groupe d'âge de 60 à 69 ans et à 15 % chez les personnes de 70 ans et plus<sup>[11]</sup>. Les données recueillies dans l'Enquête canadienne sur le revenu montrent un portrait similaire, avec un taux d'insécurité alimentaire plus faible chez les personnes âgées<sup>[12]</sup>.

Sans surprise, le statut d'emploi semble aussi avoir un effet important sur la capacité des personnes à avoir une alimentation saine et suffisante. Les personnes ayant perdu leur emploi ou étant en arrêt de travail sont particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire. Selon les données de l'INSPQ, plus de 50 % des personnes avec un de ces statuts d'emploi vivent avec une forme d'insécurité alimentaire. Les personnes qui occupent un emploi à temps complet ou partiel sont quant à elles aux prises avec ce phénomène dans des proportions beaucoup plus faibles, soit d'environ 25 %<sup>[13]</sup>.

De façon plus générale, une revue systématique de la littérature visant à analyser l'insécurité alimentaire au sein de la population canadienne depuis le début de la pandémie a permis d'identifier les catégories de personnes les plus vulnérables. Les résultats montrent que le phénomène de l'insécurité alimentaire est

particulièrement répandu dans les ménages en âge de travailler, les ménages avec enfants et les ménages dont un ou des membres ont perdu leur emploi ou sont confrontés à la précarité d'emploi. À l'inverse, l'étude rapporte que les taux d'insécurité alimentaire sont systématiquement plus faibles chez les personnes âgées, comme c'était le cas avant la pandémie aussi<sup>[14]</sup>.

De façon similaire, l'Observatoire des inégalités a établi une liste des groupes les plus affectés par le phénomène en s'appuyant sur différentes recherches menées au Canada. Ainsi, « les ménages les plus à risque de vivre en situation d'insécurité alimentaire sont :

- Les ménages à faible revenu, y compris des travailleurs et travailleuses à faible revenu, et avec des actifs financiers limités (économies personnelles, etc.)
- Les ménages ayant recours à l'aide sociale, à l'assurance-emploi ou à des indemnités pour accident du travail
- Les ménages avec des enfants, en particulier les ménages monoparentaux et ceux avec une femme à leur tête
- Les ménages locataires (plutôt que propriétaires)
- Les ménages composés de personnes autochtones, et ce, de manière fortement disproportionnée
- Les ménages composés de personnes noiresLes adultes vivant seuls âgés de 60 à 64 ans
- Certains ménages issus de l'immigration récente
- Les ménages comptant des personnes vivant avec un ou plusieurs troubles chroniques de santé physique (incapacité) ou mentale<sup>[15]</sup> ».

## LES POLITIQUES PUBLIQUES DU QUÉBEC

Dans l'objectif de lutter contre l'insécurité alimentaire, le gouvernement québécois s'est doté de politiques publiques visant à orienter ses actions en la matière. Dans un premier temps, l'Assemblée nationale a adopté en 2002 la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. Cette loi a une portée plus générale que la seule question de l'insécurité alimentaire. Elle vise notamment à orienter le gouvernement dans ses actions en matière de lutte contre la pauvreté afin d'en prévenir les causes et d'en atténuer les conséquences. L'article 9 de la Loi indique que les actions du gouvernement, et plus largement de la société dans son ensemble, doivent viser à « favoriser, pour les personnes et les familles en situation de pauvreté, l'accès, en toute dignité, à un approvisionnement alimentaire suffisant et nutritif, à un coût raisonnable, de même qu'à une information simple et fiable qui leur permette de faire des choix alimentaires éclairés<sup>[16]</sup> ».

Le Québec dispose par ailleurs d'une politique gouvernementale de prévention en santé. Elle vise à améliorer de façon globale la santé et la qualité de vie de la population. L'objectif 3.1 de la politique consiste à améliorer l'accès à une saine alimentation. Pour y parvenir, la politique propose de « favoriser l'accès physique et économique à une saine alimentation, particulièrement dans les communautés défavorisées ou isolées géographiquement<sup>[17]</sup> ». Afin de mettre en œuvre cette politique, le gouvernement a adopté le Plan d'action interministériel 2022-2025. Quatre actions en lien avec l'objectif 3.1 ont été définies

1. Diffuser les meilleures pratiques pour offrir des collations de fruits et légumes en milieu scolaire;
2. Mettre en place des initiatives structurantes liées à la saine alimentation et à l'achat local dans le réseau scolaire primaire et secondaire public, avec une priorité pour les établissements qui se situent en milieu défavorisé;
3. Offrir un accompagnement structuré aux tables intersectorielles régionales en saines habitudes de vie (TIR-SHV) pour réaliser des projets visant un système alimentaire durable et équitable;

4. Évaluer certains types de projets sur l'accès à la saine alimentation afin de documenter leur portée et de faire connaître les types d'intervention à favoriser<sup>[18]</sup>.

Par ailleurs, le gouvernement du Québec contribue à la lutte contre l'insécurité alimentaire par l'intermédiaire de l'aide financière qu'il octroie à cette fin. Par exemple, le ministère de l'Éducation du Québec a notamment mis sur pied la mesure budgétaire 15012 – Aide alimentaire. La mesure est destinée aux élèves qui sont inscrits aux programmes préscolaires et à celles et ceux qui fréquentent les écoles d'enseignement primaire et secondaire. Elle sert à offrir aux élèves qui en ont besoin des déjeuners, des dîners ou des collations durant leur présence à l'école ou au service de garde. L'objectif est de permettre à tous les élèves d'avoir une saine alimentation pour favoriser leur santé globale<sup>[19]</sup>.

Le gouvernement finance en outre les Banques alimentaires du Québec afin de les aider à répondre aux besoins des personnes qui peinent à se nourrir suffisamment dans le contexte inflationniste. Par exemple, le 11 décembre 2022, le gouvernement annonçait qu'il accordait à ce réseau une aide d'urgence de 6 millions de dollars. Ce montant portait à 14 millions de dollars le financement accordé par le gouvernement québécois aux Banques alimentaires du Québec pour l'année 2022<sup>[20]</sup>. Dans son budget 2023-2024, le gouvernement prévoit en outre un investissement de 20 millions de dollars sur quatre ans afin d'améliorer les infrastructures d'entreposage de denrées des Banques alimentaires. Une somme de 10 millions de dollars sur cinq ans est aussi prévue pour appuyer dans leur mission les organismes qui offrent de l'aide alimentaire<sup>[21]</sup>.

## **Les Banques alimentaires du Québec**

Les Banques alimentaires du Québec constituent un réseau de 32 membres qui desservent en denrées plus de 1200 organismes communautaires locaux. L'aide alimentaire offerte par ces

organismes prend entre autres la forme de paniers de provisions et de repas servis dans le cadre de cuisines collectives. Dans son Bilan-Faim 2022, le réseau des Banques alimentaires du Québec indique qu'il a répondu à un nombre record de demandes d'aide alimentaire. Les organismes communautaires ont répondu à 2,2 millions de demandes d'aide alimentaire mensuellement en 2022. Il s'agit d'une augmentation de 20 % par rapport à l'année 2021. En tout, ce sont 671 000 personnes qui reçoivent un coup de main de la part des banques alimentaires chaque mois. De ces bénéficiaires, 34 % sont des enfants<sup>[22]</sup>.

- 
1. Institut de la statistique du Québec, Indice des prix à la consommation (IPC), produits et groupes de produits, Québec, Canada, RMR de Montréal et RMR de Québec, données mensuelles non désaisonnalisées (2002=100), 21 mars 2023. [retour]
  2. PROOF, What does record inflation mean for household food insecurity in Canada?, 16 mars 2022. [retour]
  3. Santé Canada, Insécurité alimentaire des ménages au Canada : Survol, 18 février 2020. [retour]
  4. Nathalie Caron et Jacob Plunkett-Latimer, Enquête canadienne sur le revenu : insécurité alimentaire et besoins insatisfaits en matière de soins de santé, 2018 et 2019, 7 janvier 2022. [retour]
  5. Statistique Canada, L'insécurité alimentaire des ménages, 2017-2018, 24 juin 2020, p. 5. [retour]
  6. La collecte des données de l'Enquête canadienne sur le revenu s'est déroulée du 17 janvier 2021 au 4 octobre 2021. Les questions relatives à l'insécurité alimentaire visent quant à elles les douze derniers mois pour les répondantes et répondants. La période de référence est ainsi supérieure à un an et recoupe partiellement les débuts de la pandémie de Covid-19. Statistique Canada, Enquête canadienne sur le revenu – 2020 (ECR), 22 mars 2022. [retour]
  7. Valerie Tarasuk, Andrée-Anne Fafard St-Germain et Timmie Li, « Surveillance de l'insécurité alimentaire des ménages au Canada : l'heure du bilan », *Promotion de la santé et prévention des maladies chroniques au Canada*, vol. 42, n° 10, p. 502. [retour]
  8. La méthodologie pour évaluer l'insécurité alimentaire utilisée par l'INSPQ est différente de celle utilisée par Statistique Canada. L'indicateur utilisé pour déterminer le niveau d'insécurité alimentaire du ménage

s'appuie sur seulement quatre questions posées aux répondantes et répondants. [retour]

9. Institut national de santé publique du Québec, Pandémie et insécurité alimentaire – 21 mars 2023. [retour]
10. Statistique Canada, Tableau 13-10-0835-01 : Insécurité alimentaire selon le groupe d'âge et le sexe, 2 mai 2023. [retour]
11. Institut national de santé publique du Québec, Pandémie et insécurité alimentaire – 21 mars 2023. [retour]
12. Statistique Canada, Tableau 13-10-0835-01 : Insécurité alimentaire selon le groupe d'âge et le sexe, 2 mai 2023. [retour]
13. Institut national de santé publique du Québec, Pandémie et insécurité alimentaire – 24 janvier 2023. [retour]
14. Leanne Idzerda et autres, Synthèse des données probantes – État des connaissances au sujet de la prévalence de l'insécurité alimentaire des ménages canadiens durant la pandémie de COVID-19 : revue systématique, *Promotion de la santé et prévention des maladies chroniques au Canada*, vol. 42, n° 5, mai 2022, p. 209. [retour]
15. François Fournier, *La faim justifie des moyens : s'engager à réduire durablement et à prévenir l'insécurité alimentaire des ménages au Québec*, Observatoire québécois des inégalités, 2022, p. 13. [retour]
16. *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, RLRQ, c. L-7, art. 9. [retour]
17. Ministère de la Santé et des Services sociaux, Politique gouvernementale de prévention en santé, p. 46. [retour]
18. Ministère de la Santé et des Services sociaux, Plan d'action interministériel 2022-2025 de la politique gouvernementale de prévention en santé, p. 37. [retour]
19. Ministère de l'Éducation, Mesure 15012 – Aide alimentaire : Document d'information complémentaire, 2021. [retour]
20. Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Québec verse une aide d'urgence de 6 M\$ pour mieux soutenir les Banques alimentaires du Québec, 11 décembre 2022. [retour]
21. Ministère des Finances, Budget 2023-2024 – Plan budgétaire, mars 2023, p. E.43. [retour]
22. Réseau des banques alimentaires du Québec, Bilan-Faim 2022, p. 5. [retour]

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## Les personnes désignées par l'Assemblée nationale du Québec

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 24 MAI 2023

*L'Assemblée nationale du Québec nomme des titulaires de fonctions qualifiés de « personnes désignées », c'est-à-dire qu'elles relèvent de l'Assemblée et sont directement responsables devant elle. Avec la nomination du premier commissaire à la langue française, six personnes sont investies de ce titre. Les cinq autres personnes désignées sont :*

- *Le vérificateur général (créé en 1867);*
- *Le directeur général des élections (1945);*
- *Le protecteur du citoyen (1969);*
- *Le commissaire au lobbyisme (2002);*
- *Le commissaire à l'éthique et à la déontologie (2010).*



*Cette note aborde la notion de personne désignée, décrit les règles relatives à une telle fonction et brosse un bref portrait des six institutions dotées de ce statut.*

*Pierre Skilling  
Service de la recherche*

## **LA NOMINATION DES PERSONNES DÉSIGNÉES, LEUR RESPONSABILITÉ DEVANT L'ASSEMBLÉE ET LEUR AUTONOMIE**

**U**ne personne désignée est nommée par l'Assemblée nationale du Québec pour exercer une charge publique selon certaines modalités lui conférant ce statut (mode de nomination, procédure de destitution, financement, rémunération, etc.). Un tel statut contribue à préserver son indépendance et son impartialité dans l'exercice de ses fonctions. Les personnes désignées par l'Assemblée nationale lui rendent compte directement de leurs activités et, en aucune façon, par l'intermédiaire d'un ministre.

Les personnes désignées sont nommées sur proposition du premier ministre, approuvée par les deux tiers des membres de l'Assemblée. Dans le cas du Commissaire à l'éthique et à la déontologie, toutefois, la proposition doit être présentée conjointement avec le chef de l'opposition officielle après consultation des chefs des autres partis représentés à l'Assemblée.

Avant la nomination d'une personne désignée, la Commission de l'Assemblée nationale peut, sur décision de son comité directeur, entendre les candidats proposés afin de permettre aux députés de les questionner sur leurs compétences, leur motivation et leur vision<sup>[1]</sup>.

Le mandat respectif des six personnes désignées est d'une durée déterminée de cinq à dix ans, selon la fonction. Il est renouvelable, à l'exception de ceux du vérificateur général et du commissaire à la langue française.

Selon le *Règlement de l'Assemblée nationale*, trois des personnes désignées doivent être entendues annuellement par une commission parlementaire<sup>[2]</sup>. Ainsi, la Commission de l'administration publique doit entendre le Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion<sup>[3]</sup>, alors que la Commission des institutions entend le Directeur général des élections et le Protecteur du citoyen<sup>[4]</sup>. En outre, selon leur loi constitutive, le Commissaire à la langue française, le Commissaire à l'éthique et à la déontologie, le Directeur général des élections, le Protecteur du citoyen et le Vérificateur général sont assujettis à la *Loi sur l'administration publique*<sup>[5]</sup>. Quant au Commissaire au lobbying, l'étude de son rapport en commission parlementaire est prévue par l'article 45 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbying*.

Le budget de chaque personne désignée est financé par des crédits spécifiques prévus aux plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées par l'Assemblée<sup>[6]</sup>.

En règle générale, l'Assemblée détermine la rémunération et le traitement des personnes désignées, dont celui du protecteur du citoyen<sup>[7]</sup>. Toutefois, deux vice-protecteurs du citoyen, dont l'un exerce principalement les fonctions dévolues au Protecteur et prévues à la *Loi sur le Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux*, sont nommés par le gouvernement, sur recommandation du protecteur. Le gouvernement fixe leur traitement<sup>[8]</sup>. Pour ce qui est du Vérificateur général, sa loi constitutive prévoit que la personne désignée à ce poste « reçoit un traitement égal au maximum du niveau supérieur de salaire des sous-ministres autres que le secrétaire général du Conseil exécutif, et à la moyenne de toute autre rémunération des sous-ministres<sup>[9]</sup> ».

Sur le plan de la gestion contractuelle, l'Assemblée nationale et les personnes désignées ne sont assujetties à la *Loi sur les contrats des organismes publics* « que dans la mesure prévue par une loi » (art. 5). Aussi, les lois constitutives des toutes les personnes désignées par l'Assemblée précisent qu'elles peuvent déterminer par règlement les conditions des contrats qu'elles sont susceptibles de conclure, à l'exception du Commissaire au lobbying, dont la loi ne prévoit aucune disposition à ce sujet. Le commissaire au lobbying a néanmoins adopté un *Cadre de référence en gestion contractuelle*, qui détermine les conditions applicables en matière de contrats publics pour cette entité.

## **AILLEURS AU CANADA**

De telles fonctions existent au Parlement du Canada, dans les autres provinces canadiennes, à travers le Commonwealth et dans certains pays ayant gardé des traditions parlementaires britanniques. Leur nombre est variable selon les pays et les autorités compétentes.

À Ottawa, les expressions *Officers of Parliament* (« hauts fonctionnaires du Parlement ») et parfois *Agents of Parliament* (« agents du Parlement » ou « mandataires du Parlement »)

correspondent sensiblement à ce qu'on appelle au Québec les personnes désignées par l'Assemblée<sup>[10]</sup>.

Pourquoi les appelle-t-on « agents » ou « mandataires » du Parlement ? Selon la juriste Ann Chaplin,

Because what they do is what Parliament, under the Constitution, is responsible for doing – holding the executive to account. The term also refers to the fact that Parliament has a role in appointing and dismissing them and that they report directly to Parliament (not through a minister)<sup>[11]</sup>.

Ces fonctionnaires parlementaires fédéraux rendent ainsi des comptes directement au Parlement plutôt qu'au gouvernement canadien ou à un de ses ministres, ce qui les rend indépendants du gouvernement<sup>[12]</sup>. À Ottawa, neuf hauts fonctionnaires correspondent à ce profil : le vérificateur général du Canada; le directeur général des élections du Canada; le commissaire aux langues officielles; le commissaire à l'information du Canada; le commissaire à la protection de la vie privée du Canada; le commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique; le commissaire au lobbying du Canada; le commissaire à l'intégrité du secteur public du Canada; et le directeur parlementaire du budget<sup>[13]</sup>.

## **LES AUTRES PERSONNES NOMMÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

Au Québec, outre les six personnes désignées, la nomination d'autres dirigeantes et dirigeants ou membres d'organismes publics requiert l'approbation des deux tiers des membres de l'Assemblée<sup>[14]</sup>. Il s'agit :

- de la présidente ou du président et des membres de la Commission d'accès à l'information;
- de la présidente ou du président et des membres de la Commission de la fonction publique;

- des commissaires de la Commission de la représentation électorale;
- de la présidente ou du président et des membres de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse;
- de la présidente ou du président et des membres du Comité de surveillance des activités de l'Unité permanente anticorruption;
- de la présidente-directrice générale ou du président-directeur général de l'Autorité des marchés publics;
- de la ou du commissaire à la lutte contre la corruption;
- de la directrice générale ou du directeur général de la Sûreté du Québec;
- de la directrice ou du directeur des poursuites criminelles et pénales.

En quoi diffèrent ces neuf personnes nommées par l'Assemblée des personnes désignées? Cette différence « ne va pas de soi », peut-on lire dans le cahier de propositions du gouvernement du Québec dans le cadre de son projet de réforme parlementaire<sup>[15]</sup>.

Quatre des organismes de la liste dressée ci-haut déposent leur rapport annuel à l'Assemblée nationale : la Commission de la fonction publique, la Commission de la représentation électorale (dont le rapport est intégré à celui du Directeur général des élections), la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse et le Comité de surveillance des activités de l'Unité permanente anticorruption. Les cinq autres transmettent leur rapport annuel à leur ministre responsable.

Toutes ces entités, sauf une, sont financées par le gouvernement du Québec. L'exception est la Commission de la représentation électorale, dont le budget et les crédits font partie du programme « Administration du système électoral » des plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes

désignées par l'Assemblée, mais dont les allocations des commissaires sont déterminées par le gouvernement.

Passons maintenant en revue les personnes désignées par l'Assemblée nationale du Québec, en commençant par le plus ancien dans notre histoire parlementaire, le Vérificateur général, une fonction dont on peut retracer les origines aussi loin qu'au début du XIV<sup>e</sup> siècle au Royaume-Uni<sup>[16]</sup>.

## **LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC**

Par ses audits et autres travaux, le Vérificateur général du Québec contribue au contrôle parlementaire sur les fonds et autres biens publics que l'Assemblée nationale confie au gouvernement, à ses organismes et à ses entreprises. Dans le rapport qu'il soumet à l'Assemblée, il informe les parlementaires et la population sur la façon dont le gouvernement, ses organismes et ses entreprises gèrent les fonds publics. Ce rapport est déposé à l'Assemblée à différents moments de l'année, habituellement au printemps et à l'automne. Le mandat du vérificateur est d'une durée de dix ans et ne peut être renouvelé.

Pour accomplir sa mission, le Vérificateur général réalise principalement deux types de travaux : les audits financiers et les audits de performance. L'audit financier a pour but de fournir l'assurance raisonnable que les états financiers et autres informations financières sont exempts d'anomalies significatives. L'audit de performance vise à faire la lumière sur les moyens que les gestionnaires mettent en place pour administrer, de façon économique, efficiente et efficace, les ressources qui leur sont confiées<sup>[17]</sup>.

Après la Confédération, en 1867, le premier gouvernement de la nouvelle province de Québec met rapidement en place une fonction publique. Gaspard Drolet, haut fonctionnaire du Département du Trésor, est nommé auditeur général. Il devient ainsi le premier à remplir la fonction dans la province de Québec.

Il occupe ce poste pendant 23 ans (1867-1890), ce qui représente le plus long mandat de l'histoire à ce titre.

La fonction d'auditeur général a longtemps relevé du Conseil exécutif. À partir de 1970, le Bureau de l'auditeur relève de l'Assemblée nationale. L'institution prend le nom de Vérificateur général du Québec. La *Loi sur le vérificateur général* entre en vigueur en 1985. Elle a pour objet de favoriser, par la vérification, le contrôle parlementaire sur les fonds et autres biens publics.

La *Loi sur le vérificateur général* a été modifiée en 2006 afin de prévoir la nomination d'un commissaire au développement durable. Il s'agit d'un vérificateur général adjoint nommé par le vérificateur général, avec l'approbation du Bureau de l'Assemblée nationale. Il assiste le vérificateur général dans l'exercice de ses fonctions relatives à la vérification en matière de développement durable.

## LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Le Directeur général des élections est l'institution neutre et indépendante responsable de l'application des lois électorales et de l'administration des scrutins québécois : élections générales et élections partielles provinciales, élections municipales et scolaires ainsi que référendums. Il est chargé de la liste électorale permanente de même que du contrôle du financement des partis politiques et des dépenses électorales. En outre, le Directeur général des élections a le devoir d'informer les électrices et les électeurs de leurs droits électoraux. Il dispose d'un pouvoir d'enquête et de poursuite. Il est aussi président d'office de la Commission de la représentation électorale, l'entité chargée de la délimitation des circonscriptions électorales du Québec. Le mandat du directeur général des élections est d'une durée de sept ans avec possibilité de renouvellement.

En vertu de la *Loi électorale*, le Directeur général des élections et la Commission de la représentation électorale remettent chaque année à l'Assemblée nationale un rapport annuel pour l'exercice

financier précédent. Outre les résultats obtenus au regard des objectifs de leur plan stratégique, notamment, ce rapport comprend aussi des recommandations pour améliorer la législation électorale.

C'est en 1945, à l'occasion d'une refonte importante de la *Loi électorale*, qu'est créé le poste de « président général des élections ». Bien qu'il soit nommé par le gouvernement et que son budget soit associé à celui du Conseil exécutif, sa nomination à vie par le lieutenant-gouverneur et son statut, qui s'assimile à celui d'un juge en matière de révocation, lui procure une certaine indépendance et marque à ce titre un progrès important dans l'évolution de cette fonction<sup>[18]</sup>. Le titulaire de ce poste devient ainsi la première personne à s'occuper exclusivement de l'application de la législation et de l'administration électorale de façon permanente. Le juge François Drouin est le premier à occuper ce poste, pendant 33 ans, soit de 1945 à 1978.

En 1963, à l'occasion d'une autre refonte importante de la *Loi électorale*, le mode de nomination du président général des élections se fera désormais par une résolution de l'Assemblée législative, toujours pour un mandat à vie. Le président devient donc indépendant du pouvoir politique. En 1977, le titre de président général des élections est changé pour celui de directeur général des élections. La nomination de ce dernier se fait dorénavant sur proposition du premier ministre, appuyée par les deux tiers des membres de l'Assemblée. À compter de 1989, la durée du mandat est limitée à sept ans et est renouvelable. Enfin, en 2018, le Directeur général des élections adopte la nouvelle signature visuelle, Élections Québec, afin de distinguer l'institution qu'il incarne de son administrateur, le directeur général des élections<sup>[19]</sup>.

## LE PROTECTEUR DU CITOYEN

En tant qu'*ombudsman* du Québec, le Protecteur du citoyen s'emploie à faire corriger des erreurs ou des injustices commises par un ministère ou un organisme du gouvernement du Québec à

l'endroit d'une personne ou d'un groupe de personnes. Aussi, il intervient pour la prévention de tels incidents. Il veille en outre au respect des droits des citoyennes et des citoyens par les établissements et les autres instances du réseau de la santé et des services sociaux, ainsi que par les établissements de détention du Québec. Dans le cadre que fixent la *Loi sur le Protecteur du citoyen* et la *Loi sur le Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux*, le Protecteur du citoyen intervient auprès des ministères et des organismes dont le personnel est nommé suivant la *Loi sur la fonction publique*. De surcroît, depuis l'entrée en vigueur en 2017 de la *Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics*, le Protecteur du citoyen est chargé de traiter les divulgations d'actes répréhensibles à l'égard d'organismes publics qui lui sont adressées par toute personne, incluant les membres du personnel. Depuis 2018, il traite également certaines divulgations à l'égard des municipalités et des organismes municipaux<sup>[20]</sup>. Le mandat du Protecteur du citoyen est d'une durée de cinq ans avec possibilité de renouvellement.

Le Protecteur du citoyen détermine, pour chaque plainte qu'il reçoit, s'il peut enquêter ou non. S'il constate au terme d'une enquête qu'il y a eu erreur ou injustice, il adresse des recommandations aux autorités responsables. Il peut aussi décider, de sa propre initiative, de mener des enquêtes sur des enjeux majeurs. De plus, il analyse des projets de loi avant qu'ils soient votés à l'Assemblée nationale. Il transmet au président de l'Assemblée nationale, à l'intention de l'Assemblée, un rapport de ses activités pour l'année civile précédente et, enfin, il présente aux membres de la Commission des institutions son rapport annuel de gestion ainsi que différents rapports spéciaux avant leur dépôt à l'Assemblée nationale.

La mise sur pied de cette institution au Québec est annoncée dans le discours du trône de la 28<sup>e</sup> législature, prononcé le 1<sup>er</sup> décembre 1966. Le premier ministre Daniel Johnson avise ainsi les parlementaires des intentions du gouvernement:

Vous aurez encore à étudier un certain nombre de mesures visant à améliorer l'administration de la justice et à assurer un plus grand respect des libertés civiles et des droits de la personne humaine. Vous serez invités à contribuer à l'élaboration d'une charte des droits de l'homme et d'une loi instituant un protecteur du peuple (*ombudsman*)<sup>[21]</sup>.

Le 14 novembre 1968, les membres de ce qui s'appelait pour quelques semaines encore l'Assemblée législative de la province de Québec adoptent la *Loi sur le Protecteur du citoyen*<sup>[22]</sup>. Le 27 mars 1969, désigné à l'unanimité, Louis Marceau devient le premier protecteur du citoyen, fonction qu'il occupera jusqu'en 1976.

## LE COMMISSAIRE AU LOBBYISME

Le Commissaire au lobbyisme assure la surveillance et le contrôle des activités de lobbyisme exercées auprès des titulaires de charges publiques, dont les ministres, les députées et les députés ainsi que leur personnel. Il effectue les enquêtes et les inspections relatives à toute contravention aux dispositions de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* ou du *Code de déontologie des lobbyistes* qu'il a élaboré. Le Commissaire dépose annuellement à l'Assemblée nationale un rapport de ses activités pour l'année précédente. Son mandat est d'une durée de cinq ans avec possibilité de renouvellement.

À noter que la responsabilité de la tenue du registre des lobbyistes (remplacé en 2022 par la plateforme Carrefour Lobby Québec) a été transférée au Commissaire en 2019<sup>[23]</sup>. Jusque-là, l'administration du registre était sous la responsabilité d'un conservateur relevant du ministre de la Justice du Québec<sup>[24]</sup>.

L'adoption, en 2002, de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* s'inscrit dans un contexte politique et parlementaire houleux, après la révélation de certaines pratiques de rémunération des lobbyistes qui secouèrent l'opinion publique<sup>[25]</sup>. Néanmoins, la question de l'encadrement des

activités de lobbyisme était déjà engagée. Notamment, en mars 1996, le discours d'ouverture de la session mentionne l'intention du gouvernement d'encadrer la pratique du *lobbying*<sup>[26]</sup>. Ensuite, en 1998, à la faveur d'un mandat d'initiative sur l'examen de l'activité de *lobbying*, la Commission des finances publiques de l'Assemblée nationale concluait que la recherche de la transparence justifiait une action en ce domaine. De surcroît, des lois sur le lobbyisme étaient déjà en vigueur au fédéral et ailleurs au Canada<sup>[27]</sup>.

Le premier titulaire du poste de commissaire au lobbyisme, André C. Côté, a exercé cette fonction de 2002 à 2009. Notamment, c'est lui qui a mené les travaux nécessaires à l'élaboration du *Code de déontologie des lobbyistes*, lequel a été adopté en 2004. Le 17 février 2022, l'institution a adopté une nouvelle signature, Lobbyisme Québec, dans le but de marquer le renforcement de la mission du commissaire par la responsabilité qui lui a été dévolue de moderniser et d'administrer le registre des lobbyistes, et afin de distinguer l'institution et la fonction de son dirigeant, le commissaire au lobbyisme<sup>[28]</sup>.

## LE COMMISSAIRE À L'ÉTHIQUE ET À LA DÉONTOLOGIE

Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie est responsable de l'application du *Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale* ainsi que de recevoir et de traiter les plaintes concernant un manquement aux règles qui y sont prévues. Le Code a été adopté en 2010 et est entré en vigueur dans son entièreté le 1<sup>er</sup> janvier 2012. Il énonce les principales valeurs de l'Assemblée nationale auxquelles ses membres doivent adhérer, les règles déontologiques applicables aux députées et députés et aux membres du Conseil exécutif (les ministres) et les mécanismes d'application et de contrôle de ces règles. Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie est également responsable de l'application des règles visant le personnel politique<sup>[29]</sup>, entrées en vigueur en 2013. Le mandat du commissaire est d'une durée de cinq ans avec possibilité de renouvellement.

De sa propre initiative ou à la demande d'un parlementaire, le commissaire fait des vérifications ou des enquêtes pour déterminer si des manquements au Code ont été commis par un député ou un ministre et en fait rapport à l'Assemblée nationale<sup>[30]</sup>. Chaque année, il transmet au président de l'Assemblée un rapport de ses activités.

Le Commissaire, un tiers indépendant, s'est vu déléguer certaines prérogatives qui relevaient originellement de l'Assemblée nationale et qui découlent du privilège de l'institution de discipliner ses propres membres<sup>[31]</sup>. Auparavant, les règles relatives aux conflits d'intérêts ou aux incompatibilités de fonctions étaient comprises dans la *Loi sur l'Assemblée nationale*<sup>[32]</sup>.

La nomination d'une ou d'un commissaire à l'éthique était évoquée dans le plan global de réforme parlementaire annoncé dans le discours d'ouverture de la 37<sup>e</sup> législature, le 4 juin 2003<sup>[33]</sup>. La fonction est créée en 2010. Son premier titulaire, Jacques Saint-Laurent, a occupé ce poste de 2011 à 2017.

## LE COMMISSAIRE À LA LANGUE FRANÇAISE

La sanction, le 1<sup>er</sup> juin 2022, du projet de loi n° 96, *Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français*, a apporté d'importantes modifications à la *Charte de la langue française* (1977)<sup>[34]</sup>.

Notamment, la Loi crée un ministère de la Langue française, instaure Francisation Québec au sein du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration et, enfin, institue le Commissaire à la langue française.

Le commissaire à la langue française a pour fonction de

- surveiller l'évolution de la situation linguistique au Québec, notamment en faisant le suivi de la situation chez les personnes immigrantes et en identifiant les mesures prises par le gouvernement pour l'utilisation du français comme langue commune et pour la vitalité et la pérennité de la langue française;

- surveiller le respect des droits fondamentaux conférés par la *Charte*;
- surveiller l'exécution des obligations que la *Charte* impose aux personnes, aux entreprises et à l'Administration;
- surveiller la mise en œuvre des dispositions de la *Charte* par le ministre de la Langue française, par l'Office québécois de la langue française ou par Francisation Québec;
- veiller à ce que les institutions parlementaires satisfassent aux obligations auxquelles elles sont tenues en vertu de la *Charte*. À cette fin, le commissaire exerce à l'égard des institutions parlementaires, à la place du gouvernement, du ministre de la Langue française et de l'Office, les fonctions et pouvoirs que la *Charte* leur permet d'exercer à l'égard d'un organisme de l'Administration.

Le commissaire peut fournir des avis et des recommandations à l'Assemblée nationale, au gouvernement ou au ministre. Il peut d'office faire les vérifications et les enquêtes qu'il juge utiles à l'exécution de ses fonctions.

Le commissaire transmet au président de l'Assemblée les rapports qu'il produit. Outre le rapport annuel de ses activités et ses rapports de vérification ou d'enquête, le commissaire analyse le rapport de l'Office québécois de la langue française sur l'évolution de la situation linguistique au Québec et produit à son tour un rapport présentant les conclusions de son analyse et ses recommandations.

La *Charte de la langue française* édicte que la personne proposée par le premier ministre pour le poste de commissaire à la langue française « doit avoir une sensibilité ainsi qu'un intérêt marqués en matière de protection de la langue française » et que le ministre de la Langue française fait une recommandation au premier ministre à cet effet.

Le 8 février 2022, Benoit Dubreuil est devenu la première personne nommée commissaire à la langue française. Son mandat

est d'une durée de sept ans, non renouvelable.

## POUR EN SAVOIR PLUS

*Encyclopédie du parlementarisme québécois*, Assemblée nationale du Québec, 2023.

Gay, Oonagh, *Officers of Parliament – A Comparative Perspective*, House of Commons Library Research Paper, London, October 2003, 39 p.

Gay, Oonagh, *Officers of Parliament: recent developments*, House of Commons Library Research Paper, London, August 2013, 21 p.

Imbeault, Sophie. *Le Vérificateur général du Québec : une institution au cœur de l'histoire*, Québec, Vérificateur général du Québec, 2018, 207 p.

Siegfried, Peters (dir.), *La procédure parlementaire du Québec*, 4<sup>e</sup> éd. Assemblée nationale du Québec, 2021, 1335 p.

- 
1. À ce jour, toutefois, cette mesure n'a pas été utilisée (*La procédure parlementaire du Québec*, 4<sup>e</sup> éd., Assemblée nationale du Québec, 2021, p. 1002). [retour]
  2. *Ibid.* [retour]
  3. *Règlement de l'Assemblée nationale*, art. 117.6. [retour]
  4. *Ibid.*, art. 294.1. [retour]
  5. *Charte de la langue française*, art. 204.14; *Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale*, art. 76; *Loi électorale*, art. 488.2; *Loi sur le Protecteur du citoyen*, art. 35.1; *Loi sur le vérificateur général*, art. 67. [retour]
  6. « Crédits, dépenses et plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées », *Budget de dépenses 2023-2024*, vol. 4, Gouvernement du Québec, 2023. [retour]
  7. *Loi sur le Protecteur du citoyen*, art. 1. [retour]
  8. *Ibid.*, art. 4. [retour]
  9. *Loi sur le vérificateur général*, art. 14. [retour]

10. Toutefois, cette terminologie peut créer de la confusion avec d'autres statuts de titulaires de fonctions de l'administration parlementaire dont le rôle est d'ordre procédural ou administratif, tels que le secrétaire général, le sergent d'armes et le bibliothécaire en chef. Voir Oonagh Gay, *Officers of Parliament – A Comparative Perspective*, House of Commons Library Research Paper, 03/77, 20 October 2003, p. 7-8. [retour]
11. Ann Chaplin, The Constitutional Legitimacy of Officers of Parliament, *National journal of constitutional law*, 29 (1) October 17, 2011. [retour]
12. Andre Barnes, *Nomination des hauts fonctionnaires du Parlement*, Études de la Colline, Ottawa, Bibliothèque du Parlement, 2021; O. Gay, *Ibid.* [retour]
13. A. Barnes, *Ibid.* [retour]
14. *La procédure parlementaire du Québec*, op. cit., p. 703-704 et p. 1002 (note 228). [retour]
15. Le document propose d'ailleurs de remplacer l'appellation de « personnes désignées » par celle de « mandataires de l'Assemblée nationale » (Secrétariat à l'accès à l'information et à la réforme des institutions démocratique, *Réforme parlementaire – Cahier de propositions*, Gouvernement du Québec, 2020, p. 10). [retour]
16. « Our history », National Audit Office, London, page consultée le 10 mai 2023. [retour]
17. Audit législatif, Vérificateur général du Québec, page consultée le 10 mai 2023. *Crédits, dépenses et plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées*, op. cit., p. 32. [retour]
18. Jusqu'en 1887, l'organisation des scrutins sur le territoire était confiée au greffier de la couronne en chancellerie, un fonctionnaire nommé par le gouverneur, puis, jusqu'en 1945, ce rôle fut assumé par le greffier de l'Assemblée législative. Voir Directeur général des élections, dans *Encyclopédie du parlementarisme québécois*, Assemblée nationale du Québec, 31 mars 2015. [retour]
19. Directeur général des élections du Québec : une nouvelle signature visuelle, communiqué, 20 février 2018. [retour]
20. *Crédits, dépenses et plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées*, op. cit., p. 32 [retour]
21. *Journal des débats de l'Assemblée législative*, 28<sup>e</sup> législature, 1<sup>re</sup> session, 1<sup>er</sup> décembre 1966. [retour]
22. La présentation du projet de loi a lieu le 22 octobre. Voir *Journal des débats de l'Assemblée législative*, 28<sup>e</sup> législature, 3<sup>e</sup> session, 22 octobre 1968. [retour]
23. Au sujet du registre des lobbyistes et de sa nouvelle plateforme, voir notamment Hugo Joncas, Qu'est-ce que le Registre des lobbyistes?, *La Presse*, 11 mars 2023. [retour]

24. Voir la *Loi transférant au commissaire au lobbyisme la responsabilité du registre des lobbyistes et donnant suite à la recommandation de la Commission Charbonneau concernant le délai de prescription applicable à la prise d'une poursuite pénale*, sanctionnée le 19 juin 2019. [retour]
25. Pour un bref historique de cette crise politique, voir le résumé qu'en fait Bernard Descôteaux lors d'une table ronde tenue en 2007 : *Le lobbyisme à l'ère de la mondialisation, sommaire des présentations et interventions lors des tables rondes, le 12 avril 2007 à Montréal, et le 19 avril 2007 à Québec*, Commissaire au lobbyisme du Québec, 2008, p. 8-9. [retour]
26. Voir *Journal des débats de l'Assemblée nationale*, 35<sup>e</sup> législature, 2<sup>e</sup> session, 25 mars 1996. [retour]
27. *Bâtir la confiance : rapport du Commissaire au lobbyisme du Québec concernant la révision quinquennale de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, 2008, p. 17-18. En outre, les règles d'encadrement du lobbyisme auprès des institutions fédérales ont été substantiellement resserrées dans la foulée des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires présidée par le juge John H. Gomery. [retour]
28. *Crédits, dépenses et plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées*, op. cit., p. 43, note 1. [retour]
29. *Règles déontologiques applicables aux membres du personnel des députés et des cabinets de l'Assemblée nationale et Règlement concernant les règles déontologiques applicables aux membres du personnel d'un cabinet ministériel*. [retour]
30. Néanmoins, conformément aux privilèges parlementaires, le Commissaire n'est pas habilité à sanctionner directement les élus, seule l'Assemblée peut appliquer les sanctions qu'il a recommandées, le cas échéant. De fait, « si un rapport du commissaire recommande une sanction, les députés de l'Assemblée nationale doivent ensuite voter sur ce rapport. Une sanction qui y est prévue s'applique lorsque l'Assemblée adopte ce rapport aux deux tiers de ses membres. » (*La procédure parlementaire du Québec*, 2021, p. 162) [retour]
31. *Ibid.*, p. 206. [retour]
32. *Ibid.*, p. 162. [retour]
33. *Ibid.*, p. 69. [retour]
34. À ce sujet, on peut consulter notamment *La 42<sup>e</sup> en bref – Bilan des travaux parlementaires en commission sectorielle : Commission de la culture et de l'éducation*, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 2022. [retour]

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## Le profil sociodémographique des parlementaires de la 43<sup>e</sup> législature

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 7 JUIN 2023

*La 43<sup>e</sup> législature de l'Assemblée nationale s'est ouverte le 29 novembre 2022 à la suite de l'élection générale d'octobre 2022<sup>[1]</sup>. Les 125 membres qui la composent ont des parcours personnels et professionnels variés.*

*Afin de mieux les connaître, cette note de recherche propose un examen du profil sociodémographique des parlementaires de la 43<sup>e</sup> législature. Elle aborde le renouvellement de l'Assemblée, explore quelques caractéristiques démographiques de la législature, soit l'âge, le sexe, l'éducation et le profil professionnel et, enfin, traite de la question de la représentativité de l'Assemblée.*



*Ce document est également disponible sur le site Web de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, tout comme d'autres notes produites par le Service de la recherche.*

**Analyse et rédaction**

Véronique Boucher-Lafleur

*Service de la recherche*

**Recherche documentaire**

Marc Audet

*Direction de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale*

Mélanie Girard

*Service de l'information*

## **MÉTHODOLOGIE ET DONNÉES**

Les données utilisées sont extraites de la Base de données sur les parlementaires du Québec. Cette base de données, entretenue par la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, est mise à jour après chaque élection. À cette fin, en début de législature, la Direction des communications invite les députées et les députés à répondre à un questionnaire. Ce dernier est transmis aux personnes nouvellement élues et aux parlementaires réélus qui ne l'ont jamais transmis. La base de données collige les informations sociodémographiques sur les parlementaires québécois de 1763 à nos jours.

Cette méthode de collecte de données comporte deux limites méthodologiques. Premièrement, le questionnaire est facultatif. Les parlementaires choisissent d'y répondre sur une base volontaire. Au moment d'écrire ces lignes, quatorze personnes élues n'avaient pas transmis le questionnaire. Par ailleurs, les données recueillies sont partielles pour certaines variables, dont l'éducation, le profil professionnel et les fonctions électives occupées antérieurement aux conseils municipaux et scolaires.

Deuxièmement, les données reposent sur les renseignements fournis par la ou le parlementaire. Il est donc possible que des parlementaires aient omis de déclarer des informations ou de

répondre à des questions. Par exemple, sur 111 personnes répondantes, 90 ont déclaré leur lieu de naissance.

Sauf exception, les statistiques calculées dans cet article s'appuient sur les données déclarées dans les questionnaires. Ainsi, l'information sur certains aspects comme le lieu de naissance, la profession ou l'éducation demeure partielle. Toutes les statistiques ont été calculées selon les résultats de l'élection du 3 octobre 2022, afin de brosser le portrait de la nouvelle législature tel qu'elle a été originellement dessinée par l'électorat québécois.

## **LE RENOUVELLEMENT DE L'ASSEMBLÉE**

L'élection générale du 3 octobre 2022 a renouvelé la composition de l'Assemblée. Les parlementaires représentent quatre partis politiques.

**Tableau 1**  
**Répartition des parlementaires selon leur affiliation politique**

<b>Affiliation politique</b>	<b>Nombre</b>
CAQ	90
PLQ	21
QS	11
PQ	3
Total	<b>125</b>

## **LES RECRUES**

Parmi les 125 membres de l'Assemblée, se trouvent 41 nouveaux parlementaires. Ces derniers ont été élus à la suite de l'élection générale, mais ils n'étaient pas députés au moment de la dissolution de la 42<sup>e</sup> législature. De ce nombre, 39 personnes

entament leur premier mandat et deux anciens députés se sont fait élire après une interruption de leur carrière politique.

Le taux de renouvellement de l'Assemblée s'établit à 32,8 %. Cette proportion s'explique par les parlementaires qui ne se sont pas représentés et ceux qui ont été défaits. De la législature précédente, 84 parlementaires ont été réélus, 35 ne se sont pas représentés et six ont été défaits à l'élection générale<sup>[2]</sup>.

Le taux de renouvellement de la 43<sup>e</sup> législature est plus bas que celui de la 42<sup>e</sup> législature. À l'élection générale d'octobre 2018, 71 députées et députés ont fait leur entrée à l'Assemblée pour la première fois ou après une interruption de leur carrière politique. Le taux de renouvellement s'établissait à 56,8 %.

## **L'EXPÉRIENCE PARLEMENTAIRE**

En moyenne, au 3 octobre, les députées et députés cumulaient 4 ans et 10 jours d'expérience parlementaire<sup>[3]</sup>. Près des trois quarts des membres ont moins de cinq années d'expérience. Les élues et élus de la 43<sup>e</sup> législature ont une moyenne plus élevée que celle de la précédente. À titre comparatif, celle des parlementaires de la 42<sup>e</sup> législature était de 3 ans et 1 mois.

**Tableau 2**  
**Répartition des parlementaires selon leur expérience  
parlementaire**

<b>Années d'expérience</b>	<b>Nombre</b>	<b>%</b>
Moins de 5 ans	96	76,8
5 à 9 ans	19	15,2
10 à 19 ans	9	7,2
20 ans et plus	1	0,8

<b>Années d'expérience</b>	<b>Nombre</b>	<b>%</b>
Total	125	100,0

La valeur médiane est égale à la moyenne, suggérant que la majorité des parlementaires en sont au moins à leur deuxième mandat. De fait, 68,8 % des députées et des députés en sont à leur deuxième mandat ou plus à l'Assemblée.

**Tableau 3**  
**Répartition des parlementaires selon le nombre de mandats effectués**

<b>Mandats</b>	<b>Nombre</b>	<b>%</b>
1	39	31,2
2	57	45,6
3	17	13,6
4 et plus	12	9,6
Total	125	100,0

## **L'EXPÉRIENCE POLITIQUE ANTÉRIEURE**

Plusieurs députées et députés ont occupé d'autres fonctions électives antérieurement à leur élection à l'Assemblée, que ce soit au Parlement canadien, dans une municipalité ou dans une commission scolaire. Neuf parlementaires ont été maires et seize autres conseillers municipaux. On compte également deux parlementaires qui ont siégé comme commissaires scolaires.

À noter que comme le questionnaire n'aborde pas l'expérience au parlement fédéral, la base de données ne comptabilisent pas ces données. Pour recenser cette information, le moteur de recherche sur les députés du site Web de la Bibliothèque de la Chambre des

communes a été interrogé avec les noms et les prénoms de chaque parlementaire de la 43<sup>e</sup> législature<sup>[4]</sup>. D'après ces recherches, deux députés ont été élus à la Chambre des communes avant leur élection à l'Assemblée nationale.

Pour la plupart des parlementaires, l'élection à l'Assemblée nationale est leur première fonction élective. Or, la trajectoire de l'élu municipal vers celle de député demeure fréquente. Au total, 16,8 % des membres de l'Assemblée ont effectué le passage de la politique municipale à la politique provinciale.

## **LES CARACTÉRISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES DE LA 43<sup>e</sup> LÉGISLATURE**

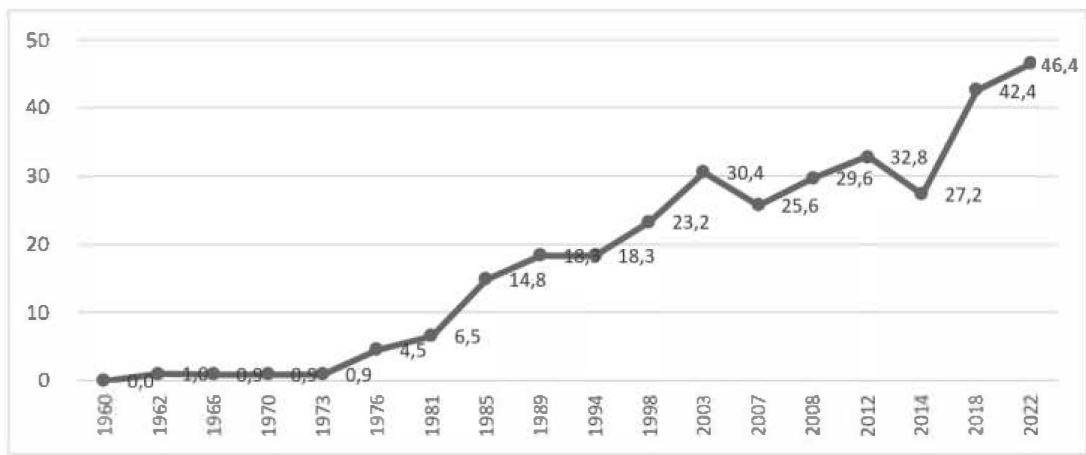
Cette section présente quelques caractéristiques sociodémographiques des parlementaires, à savoir le genre, l'âge, la scolarité, le profil professionnel et la diversité culturelle.

### **LA PLACE DES FEMMES**

La présence féminine augmente à l'Assemblée nationale depuis les trois derniers cycles électoraux. Le nombre de députées est passé de 34 en 2014 à 53 en 2018<sup>[5]</sup>. L'élection générale d'octobre 2022 aura permis à la représentation féminine d'atteindre un sommet : un nombre record de 58 députées ont été élues à cette élection. L'Assemblée se compose de 46,4 % de femmes<sup>[6]</sup>, ce qui se situe dans la zone paritaire<sup>[7]</sup>.

### **Graphique 1**

**Évolution de la représentation féminine à l'Assemblée nationale 1960 à 2022 (%)<sup>[8]</sup>**



Les femmes ont moins d'expérience parlementaire que les hommes. La moyenne d'expérience parlementaire des députées est de 2 ans et 6 mois tandis qu'elle est de 5 ans et 3 mois pour les hommes.

Cette différence s'explique par deux facteurs. Premièrement, 29 des 58 députées ont été élues pour un premier mandat à la dernière élection générale. Les femmes représentent ainsi 70,3 % des recrues de l'Assemblée, ce qui fait considérablement diminuer l'expérience parlementaire moyenne. Deuxièmement, sur les 55 députées de la législature précédente, 22 d'entre elles ne se sont pas représentées et quatre ont été défaites à l'élection d'octobre 2022. Les femmes représentent 63,4 % des députés démissionnaires ou défaits alors qu'elles constituaient 44 % de la députation à la dissolution de la 42<sup>e</sup> législature.

## L'ÂGE

Les parlementaires ont en moyenne 51 ans. Les femmes sont un peu plus jeunes que les hommes : les députées ont en moyenne 49,4 ans et les hommes, 52,3 ans. Le plus jeune député a 31 ans et le doyen a 67 ans.

Un peu plus des deux tiers des membres de l'Assemblée se situent dans les tranches d'âge intermédiaires des 40 à 49 ans et de 50 à 59 ans. La distribution ci-dessous démontre qu'il y a moins de femmes dans le groupe des 60 ans et plus et, qu'à l'inverse, elles

sont plus nombreuses dans les tranches d'âge plus jeunes, soit les 18 à 39 ans et les 40 à 49 ans.

**Tableau 4**  
**Répartition des parlementaires selon leur sexe et leur âge**

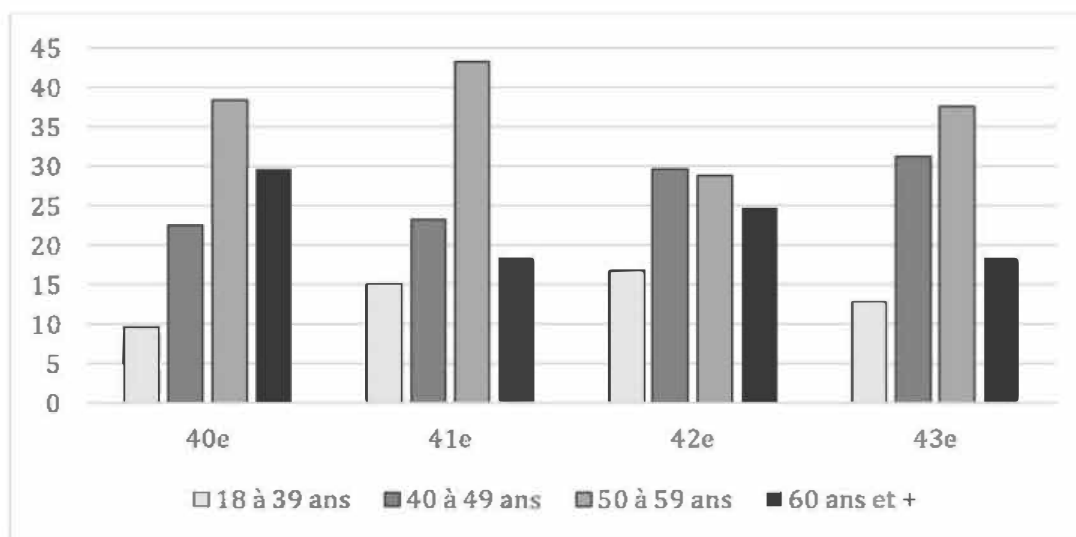
Âge	Femmes	Hommes	Total
18 à 39 ans	9 15,5 %	7 10,4 %	16 12,8 %
40 à 49 ans	21 36,2 %	18 26,9 %	39 31,2 %
50 à 59 ans	20 34,5 %	27 40,3 %	47 37,6 %
60 ans et plus	8 13,8 %	15 22,4 %	23 18,4 %
Total	58 100,0 %	67 100,0 %	125 100,0 %

Alors que la proportion de parlementaires de moins de 39 ans augmentait depuis la 40<sup>e</sup> législature<sup>[9]</sup>, celle-ci a diminué de quatre points de pourcentage par rapport au niveau de 2018. Deux phénomènes peuvent expliquer cette variation : l'expérience parlementaire et le taux de renouvellement de l'Assemblée. Le taux de renouvellement plus faible signifie que les parlementaires sont plus expérimentés, entraînant un déplacement de plusieurs parlementaires réélus vers des tranches d'âge supérieures. Ces facteurs pourraient également expliquer l'augmentation de l'âge moyen des parlementaires malgré la diminution du nombre de parlementaires appartenant au groupe des 60 ans et plus.

Le graphique 2 suggère que les 40 à 49 ans sont de plus en plus représentés au Parlement. Cette tranche d'âge représentait 22,4 % des parlementaires en 2012 tandis qu'elle est actuellement de 31,2 %. Il démontre aussi que la 42<sup>e</sup> législature comptait plus de

jeunes que les précédentes. L'âge moyen était de 53,7 ans en 2012, de 51,5 ans en 2014 et de 50,6 ans en 2018. La 43<sup>e</sup> législature est donc légèrement plus vieille que la précédente.

**Graphique 2**  
**Comparaison des parlementaires selon l'âge et la législature**  
(%)



## L'ÉDUCATION

Le niveau d'étude des députées et des députés est élevé : 78,4 % d'entre-deux ont déclaré détenir une formation universitaire. Rappelons que les données sur quatorze parlementaires ne sont pas disponibles.

**Tableau 5**  
**Répartition des parlementaires selon le plus haut niveau de formation**

Niveau d'étude	Nombre	%
Universitaire	98	78,4
Collégial	8	6,4
Formation	4	3,2

Niveau d'étude	Nombre	%
professionnelle		
Secondaire	1	0,8
Non disponible	14	11,2
Total	125	100,0

Un parlementaire peut posséder une formation dans plus d'un domaine. On compte 70 parlementaires qui déclarent une deuxième formation dans un domaine d'études similaire ou différent de son champ principal.

**Tableau 6**  
**Répartition des parlementaires selon leur domaine d'études**

Domaine d'études	Nombre
Administration, gestion et comptabilité	40
Sciences humaines et sociales	21
Sciences naturelles et génie	19
Droit	18
Communications et journalisme	18
Science politique	13
Enseignement et sciences de l'éducation	8
Médecine et sciences de la santé	7
Arts et littérature	6

Domaine d'études	Nombre
Autres	7
Non disponible/ Ne s'applique pas <sup>[10]</sup>	16

Les domaines d'étude sont variés, mais il y a une représentation plus importante de domaines d'étude tels que la gestion et la comptabilité, les sciences humaines et sociales, le droit et les communications. La prédominance des formations en administration est notable : près d'un député sur trois a étudié dans ce domaine.

Des domaines d'études moins conventionnels sont aussi représentés. Par exemple, des parlementaires ont étudié en art dramatique, en traduction, en génie forestier, en informatique, en techniques policières et en théologie. On recense également un nombre important de députés formés en sciences naturelles et génie.

## LE PROFIL PROFESSIONNEL

Les parlementaires proviennent d'horizons professionnels variés. Ils sont autant issus du secteur privé que du secteur public ou parapublic. Il y a aussi une prévalence importante de députées et de députés issus du milieu politique, que ce soit à titre de personne élue au municipal, d'attaché politique ou d'employé permanent d'un parti politique. Le secteur associatif et le milieu des affaires sont également bien représentés au sein de la députation. Toutefois, aucun parlementaire n'a déclaré appartenir au secteur manufacturier, ouvrier et artisanal.

**Tableau 7**  
**Répartition des parlementaires selon le groupe professionnel**

<b>Groupe professionnel</b>	<b>Nombre</b>	<b>%</b>
Professionnels du secteur privé	27	21,6
Personnel du secteur public et parapublic	24	19,2
Personnel politique	17	13,6
Gens d'affaires	16	12,8
Secteur associatif	13	10,4
Employés du secteur des services	10	8
Agriculteurs	2	1,6
Autres	1	0,8
Non disponible	15	12,0
<b>Total</b>	<b>125</b>	<b>100</b>

Les sous-groupes de professionnels les plus représentés sont les gestionnaires, les professionnels des communications et du journalisme, les avocats, les élus municipaux, les employés politiques et les enseignants.

La proportion de gestionnaires domine largement les autres professions : ce sont 19 parlementaires, représentant 15,2 % de l'Assemblée, qui ont déclaré cette profession dans le secteur associatif ou le milieu des affaires. Les élus municipaux et les avocats représentent respectivement 7,2 % des parlementaires.

L'Assemblée compte aussi six professionnels du secteur des communications et sept journalistes dans ses rangs.

Les principaux sous-groupes professionnels des parlementaires sont les suivants :

**Tableau 8**  
**Principaux sous-groupes professionnels des parlementaires**

<b>Sous-groupe professionnel</b>	<b>Nombre</b>
Gestionnaires	19
Communications et journalisme	13
Avocats	9
Élus municipaux	9
Employés politiques	8
Enseignants	7
Haute direction du secteur public et parapublic	6

Il est intéressant de souligner qu'on observe une baisse de la prévalence des professions libérales comme celles d'avocat, de notaire ou de médecin. Alors que les professions juridiques formaient 20,8 % de l'Assemblée 2003<sup>[11]</sup>, cette proportion est désormais de 7,2 %. Par ailleurs, la législature actuelle compte un seul médecin et aucun notaire.

## **LA DIVERSITÉ CULTURELLE**

L'Observatoire québécois de la diversité ethnoculturelle (OQDE) a compilé des données sur les personnes élues issues des minorités visibles<sup>[12]</sup>. Selon le Secrétariat du Conseil du trésor, les membres des minorités visibles sont « les personnes autres que les Autochtones, qui ne sont pas de race blanche ou qui n'ont pas la peau blanche<sup>[13]</sup> ».

Selon les données de l'OQDE, quinze personnes élues lors de la dernière élection générale sont issues des minorités visibles<sup>[14]</sup>. Ces parlementaires représentent des circonscriptions situées dans les régions de Montréal, de Laval et de la Montérégie. De ce nombre, cinq personnes appartiennent aux communautés noires<sup>[16]</sup>.

Par ailleurs, neuf députées et députés ont déclaré être nés à l'extérieur du Québec dans des pays comme le Liban, le Maroc, la Suisse et le Pérou. A priori, il peut sembler y avoir un écart entre les données de l'OQDE et celles de la base de données des parlementaires. Puisque le concept de minorité visible ne renvoie pas directement au lieu de naissance, il est difficile de comparer les données. De plus, celles détenues par l'Assemblée ne sont pas exhaustives puisque l'information est disponible pour seulement 90 parlementaires.

## **LE CONSEIL DES MINISTRES**

Le premier ministre, François Legault, a formé son Conseil des ministres le 20 octobre 2022. En incluant le premier ministre, il est composé de 31 ministres dont 14 sont des femmes. La proportion de femmes au cabinet est similaire à celle des députées : 45,2 % des ministres sont des femmes contre 46,4% des membres de l'Assemblée<sup>[16]</sup>.

Une première personne d'origine autochtone a été nommée au Conseil des ministres. Il s'agit de M<sup>me</sup> Kateri Champagne Jourdain, ministre de l'Emploi<sup>[17]</sup>. Elle est également la première femme autochtone à siéger à l'Assemblée nationale<sup>[18]</sup>.

Quant aux caractéristiques sociodémographiques des ministres, l'âge moyen est de 53,2 ans et la moyenne d'expérience parlementaire est de 5 ans et 2 mois. Les ministres sont donc plus âgés et plus expérimentés que les députés de l'Assemblée. En effet, près d'un ministre sur trois cumule plus de trois mandats d'expérience parlementaire. Cette proportion est plus élevée que celle observée au sein de la députation (23,2 %). L'âge des ministres se situe entre 34 et 67 ans.

**Tableau 8**  
**Comparaison des ministres et des parlementaires selon leur**  
**âge**

<b>Âge</b>	<b>Députés</b>	<b>Ministres</b>
30 à 39 ans	16 12,8 %	4 12,9 %
40 à 49 ans	39 31,2 %	6 19,4 %
50 à 59 ans	47 37,6 %	12 38,7 %
60 ans et plus	23 18,4%	9 29,0 %
Total	125 100,0 %	31 100,0 %

Par ailleurs, 25 ministres ont déclaré avoir une scolarité universitaire alors qu'un seul a déclaré une scolarité de niveau collégial. Les données pour les cinq ministres restants sont manquantes. Comme pour les parlementaires, les domaines des communications et du journalisme et celui de l'administration, de la gestion et de la comptabilité sont bien représentés au Cabinet. Cinq ministres ont acquis une formation dans chacun de ces domaines de formation.

Le bagage professionnel des ministres est aussi varié que celui des autres parlementaires. Un nombre similaire de ministres provient des secteurs public et parapublic, privé et du milieu des affaires, soit six ministres pour chaque secteur. Les professions des ministres sont diverses. On recense entre autres quelques gestionnaires, des avocats, des journalistes, des élus municipaux, des commerçants, un policier, un enseignant, un médecin et un chef de cabinet.

Cependant, les ministres se distinguent des autres parlementaires par leur expérience politique antérieure. Les fonctions électives antérieures à l'élection de 2022 sont le fait de beaucoup moins de ministres, comparé aux autres parlementaires. Seulement trois ministres ont déclaré avoir siégé dans un conseil municipal et aucun dans un conseil de commission scolaire. Il est à noter que cette donnée est indisponible pour cinq ministres. Bien que l'expérience politique antérieure constitue une forme de capital social, des études récentes démontrent que cela n'a pas toujours une incidence positive sur la carrière politique des députées et des députés<sup>[19]</sup>. Les données de la 43<sup>e</sup> législature tendent à confirmer cette tendance.

## **LA REPRÉSENTATIVITÉ DE LA NOUVELLE ASSEMBLÉE**

À la lumière des constats précédents sur le profil sociodémographique des parlementaires, il apparaît pertinent d'examiner la représentativité de la nouvelle législature à l'égard de la population québécoise.

Sur la question du genre, la population est composée d'un nombre égal d'hommes et de femmes<sup>[20]</sup>. Or, le nombre de députées est légèrement inférieur à la proportion de Québécoises. Quoique l'Assemblée se situe dans la zone paritaire, les femmes sont légèrement sous-représentées comme membres du Parlement.

D'autres groupes de la population sont sous-représentés. C'est le cas notamment des plus jeunes et des personnes plus âgées. En effet, aucune personne âgée entre 20 et 29 ans n'est membres de l'Assemblée nationale alors que cette cohorte représente 11,6 % de la population québécoise<sup>[21]</sup>. Quant aux 60 ans et plus, il existe une différence de dix points de pourcentage entre la proportion de cette tranche d'âge au sein de la population et celle de l'Assemblée. À l'opposé, les tranches d'âge intermédiaires sont surreprésentées à l'Assemblée.

**Tableau 9**  
**Répartition des parlementaires et de la population**  
**québécoise selon l'âge (%)**

Âge	Députés	Population
20 à 29 ans	0	11,6
30 à 39 ans	12,8	12,8
40 à 49 ans	31,2	12,8
50 à 59 ans	37,6	13,4
60 ans et plus	18,4	28
Total	100,0	100,0

Alors que les députés sont plus âgés que les députées, on observe le phénomène inverse dans la population : l'âge moyen des femmes est plus élevé que celui des hommes. Elles constituent également 53 % des 65 ans et plus<sup>[22]</sup>.

Les parlementaires sont plus éduqués que la majorité de la population québécoise. Le taux de parlementaires détenant une scolarité universitaire est de 78,4 % tandis que 33,4 % de la population de 25 à 64 ans détient un certificat ou un diplôme universitaire supérieur. Le diplôme universitaire demeure une variable clé pour accéder à l'Assemblée nationale et au Conseil des ministres<sup>[23]</sup>.

Les minorités visibles sont aussi sous-représentées à l'Assemblée nationale. Elles forment 16,1 % de la population québécoise selon les données du recensement de 2021<sup>[24]</sup>, tandis qu'elles constituent 12 % des parlementaires<sup>[25]</sup>. Les communautés noires forment 5 % de la population et 4 % des membres du Parlement<sup>[26]</sup>. À plusieurs égards, il existe des différences entre le profil sociodémographique des parlementaires et les personnes qu'ils représentent. En effet, le profil des parlementaires diffère notamment sur l'âge, la scolarité

et la diversité culturelle. Néanmoins, l'analyse des caractéristiques sociodémographiques de la 43<sup>e</sup> législature révèle que certains groupes traditionnellement marginalisés en politique, tels que les femmes et les minorités visibles, tendent à occuper davantage l'Assemblée nationale.

---

1. À la suite de la démission de la députée de Saint-Henri–Sainte-Anne, une élection partielle a été tenue le 13 mars 2023. Elle est venue compléter le portrait de cette 43<sup>e</sup> législature. Cet article ne tient pas compte du résultat de cette partielle. Pour refléter au plus près les choix de la population québécoise à l'élection générale, le portrait qui y est tracé est plutôt celui qui prévalait alors. [retour]
2. La 42<sup>e</sup> législature s'est ouverte le 27 novembre 2018 à la suite de l'élection du 4 octobre 2018. Elle s'est terminée le 28 août 2022. [retour]
3. Les données rapportées comptabilisent seulement l'expérience parlementaire des députées et des députés à l'Assemblée nationale du Québec. Les années d'expérience accumulées dans d'autres parlements, conseils municipaux ou conseils des commissaires sont exclues de ces données. [retour]
4. « Parlementaires », *Parlement du Canada*, 2023. [retour]
5. Assemblée nationale du Québec, La présence féminine [retour]
6. Un député supplémentaire a été élu suivant l'élection partielle qui s'est tenue dans la circonscription de Saint-Henri-Saint-Anne le 13 mars 2023. Ainsi, le nombre de députées est descendu à 57, soit 45,6 % de la députation. [retour]
7. La zone paritaire correspond à la proportion de femmes et d'hommes dans une organisation. Afin d'être dans la zone paritaire, une organisation doit comporter un nombre de femmes ou d'hommes représentant entre 40 % et 60 % du nombre total de personnes. [retour]
8. Bibliothèque de l'Assemblée nationale, *Pourcentage de femmes élues à l'Assemblée nationale du Québec, 1961-2022*, [Base de données], 2023. [retour]
9. La 40<sup>e</sup> législature s'est ouverte le 30 octobre 2012 à la suite de l'élection générale de septembre 2012. Elle s'est terminée le 5 mars 2014. [retour]
10. Cette catégorie inclut les données manquantes et celles pour lesquelles le domaine d'études ne s'applique pas comme pour les formations de niveau secondaire. [retour]
11. Magali Paquin, Un portrait des députés québécois élus en 2003, 2007 et 2008, *Politique et Sociétés*, 29(3), p. 21-37, 2009. [retour]

12. Le questionnaire administré aux parlementaires n'inclut pas de question sur l'origine ethnique ou culturelle des députées et députés. Ainsi, les données rapportées proviennent de l'Observatoire québécois de la diversité ethnoculturelle. Pour ce faire, l'Observatoire a utilisé des données diffusées sur Internet et validées auprès des partis politiques. [retour]
13. Programmes et mesures d'accès à l'égalité en emploi, *Secrétariat du Conseil du trésor*, 2009. [retour]
14. Observatoire québécois de la diversité ethnoculturelle, « Représentation des minorités visibles parmi les personnes élues lors des élections générales du Québec 2022 ». [retour]
15. Observatoire québécois de la diversité ethnoculturelle, « Représentation des personnes des communautés noires parmi les personnes élues des élections générales du Québec 2022 ». [retour]
16. En excluant le premier ministre, le pourcentage de femme au conseil des ministres est de 46,7 %, ce qui est plus proche de la proportion de femmes à l'Assemblée. [retour]
17. Fanny Lévesque, « Un pont entre les nations », *La Presse*, 22 octobre 2022. [retour]
18. M<sup>me</sup> Champagne Jourdain est la deuxième personne d'origine autochtone à siéger à l'Assemblée nationale. Elle succède ainsi à Alexis Wawanoloath qui a été député de 2007 à 2008. [retour]
19. Guillaume Huot et Marc André Bodet, Les conséquences parlementaires du capital politique : le cas de l'Assemblée nationale du Québec, *Recherches sociographiques*, 63(1-2), 2022, p. 231-248. [retour]
20. Institut de la statistique du Québec, Population du Québec selon l'âge et le sexe, 26 octobre 2022. [retour]
21. Statistique Canada, Profil du recensement, Recensement de la population de 2021, Tableau de profil, 1<sup>er</sup> février 2023. [retour]
22. *Ibid.* [retour]
23. Magali Paquin, Qui sont les élus de la 40<sup>e</sup> législature ? Un portrait sociodémographique, *Bulletin de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale*, vol. 42, n<sup>o</sup> 1, 2013, p. 14-19. [retour]
24. Statistique Canada, *op. cit.* [retour]
25. Observatoire québécois de la diversité ethnoculturelle, « Représentation des minorités visibles parmi les personnes élues lors des élections générales du Québec 2022 ». [retour]
26. Observatoire québécois de la diversité ethnoculturelle, « Représentation des personnes des communautés noires parmi les personnes élues des élections générales du Québec 2022 ». [retour]

# PREMIÈRE LECTURE

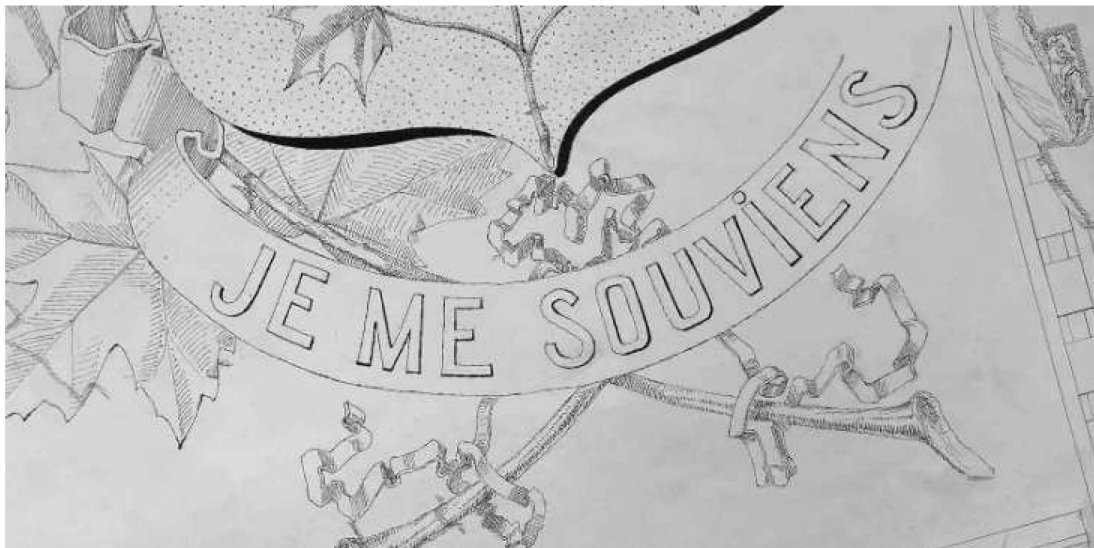
RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## Je me souviens et les devises du Nouveau Monde

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 21 JUIN 2023

*L'héritage architectural qu'Eugène-Étienne Taché (1836-1912) a laissé à la ville de Québec, et au premier chef l'hôtel du Parlement, est une pierre angulaire du paysage de la capitale québécoise et de ses institutions. En soi, c'est déjà un legs colossal, mais en signant son grand œuvre, Taché donna aussi au Québec une devise et influença la façon dont ses citoyens conçoivent leur récit collectif. On a beaucoup écrit sur cette devise nationale, sur le sens que son auteur voulait lui donner et sur la manière dont on devrait comprendre cette phrase<sup>[1]</sup>. On sait en tout cas que la première mention du Je me souviens apparaît sur les plans du Palais législatif préparés par Taché en 1883, l'architecte autodidacte ayant inscrit ces trois mots sous les armes de la province<sup>[2]</sup>.*



*Au reste, quelque interprétation qu'on en fasse, la devise du Québec se tourne vers le passé. Est-il fréquent qu'une nation ou un État se donne ainsi une devise faisant un appel à l'histoire ou à la mémoire<sup>[3]</sup>?*

*Certaines devises jettent un regard vers l'avenir, d'autres à la géographie, ou sont une prière à Dieu, à la patrie ou au peuple. Avec un florilège de devises et leur variété de thématiques, tentons de situer Je me souviens parmi les devises que se sont données, pour se présenter au monde, les pays, les États et les provinces au nord du Rio Grande<sup>[4]</sup>.*

Analyse et rédaction

Pierre Skilling

Service de la recherche

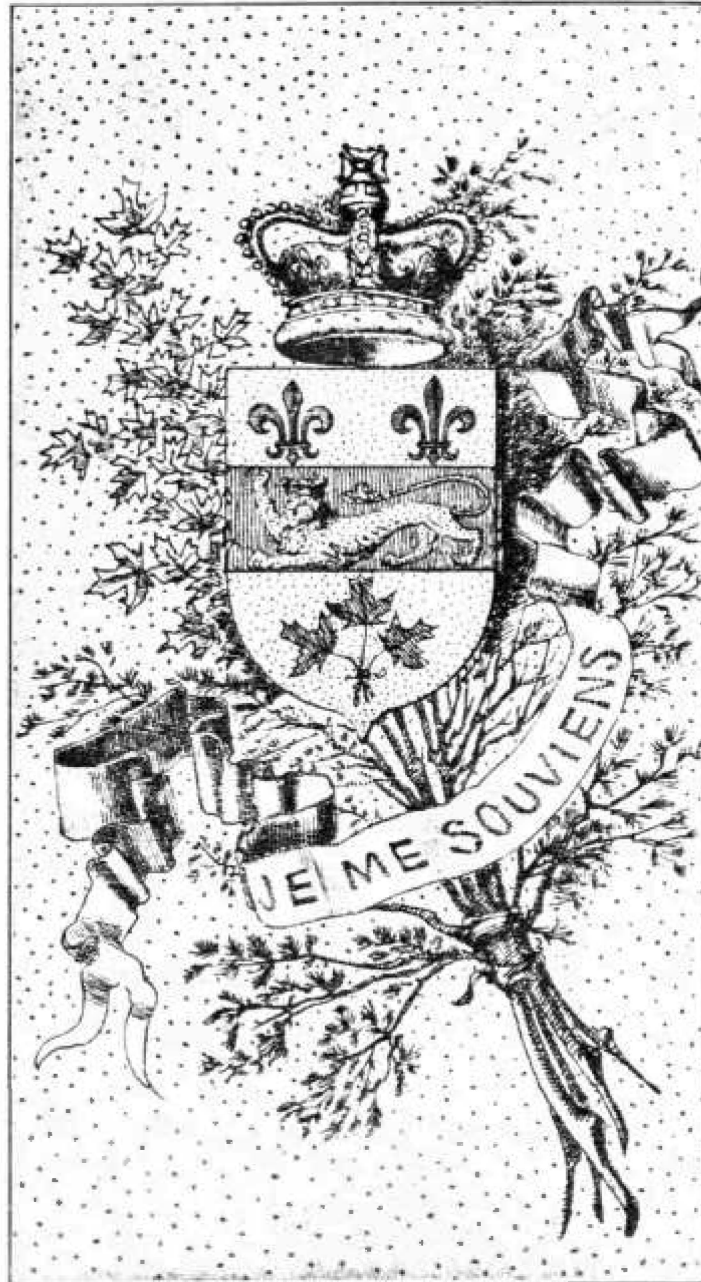
Recherche documentaire

Stéphane Wimart

Service de l'information

## QUEST-CE QU'UNE DEVISE ?

L'héraldique est la science des blasons et des armoiries, ces emblèmes qui représentent des États, des pays, des régions, des villes et des institutions, et qui ont longtemps représenté des lignées, des familles et même des personnes. L'héraldique est aussi une pratique et un art (Taché était d'ailleurs un héraldiste accompli), un système d'identification et même un élément du droit médiéval. Un droit héraldique existe d'ailleurs toujours dans certains pays, comme le Royaume-Uni, la Belgique et les Pays-Bas<sup>[5]</sup>, et il y a une Autorité héraldique du Canada, sous la responsabilité du gouverneur général. Son rôle est notamment de favoriser « de bonnes pratiques au Canada en ce qui concerne l'héraldique en appliquant les plus hautes normes de cet art ». L'Autorité héraldique a pour tâche de concéder de nouveaux emblèmes héraldiques (armoiries, drapeaux et insignes)<sup>[6]</sup>.



« Le dessin mi-classique, mi-fantaisiste [...] est dû à l'habile crayon de M. Eugène Taché, l'auteur de la devise "Je me souviens" », note Ernest Gagnon, dans son article paru avec cette illustration de Taché.

Source : Ernest Gagnon, « Armoiries et devises », *Revue canadienne*, juin 1908, p. 482

La devise (*motto* en italien, puis en anglais) est voisine des cris d'armes qui accompagnaient le blasonnement des armoiries des chefs de guerre et des chevaliers au Moyen-Âge dès le XII<sup>e</sup> siècle<sup>[7]</sup>. Elle apparaît au XIV<sup>e</sup> siècle et « révèle l'origine, le caractère, les actes, les sentiments ou les aspirations de celui qui en fait usage ». L'étude des devises pourrait être riche d'enseignements culturels

et historiques, mais elle reste à entreprendre complètement, selon Michel Pastoureau<sup>[8]</sup>, spécialiste de l'héraldique. Il n'existe en effet encore aujourd'hui que bien peu de travaux consacrés aux devises, malgré l'abondance des ouvrages sur l'héraldique<sup>[9]</sup>.

Dans les armoiries modernes, la devise est généralement inscrite sur une banderole appelée listel se trouvant sous l'écu, à l'exception, par exemple, de la Nouvelle-Écosse, où ce bandeau est placé au-dessus de l'écu, comme le veut également l'héraldique écossaise.

## LES DEVICES DU CANADA, DES ÉTATS-UNIS ET DES ÉTATS FÉDÉRÉS D'AMÉRIQUE DU NORD

### La langue de la devise

Au Canada, aucune des devises originales n'est en anglais. La devise *A mari usque ad mare* (D'un océan à l'autre), adoptée en 1921 avec les nouvelles armoiries, est en latin à l'instar de toutes les provinces, sauf le Québec. La devise canadienne est inspirée du psaume 72, verset 8 : « *Et dominabitur a mari usque ad mare, et a flumine usque ad terminos terrae.* » (Son empire [dominion en anglais] s'étendra aussi d'un océan à l'autre, du fleuve jusqu'aux confins de la terre). Ce verset de la Bible du roi James 1<sup>er</sup> aurait attiré l'attention en 1867, au moment de la signature de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, alors que le mot dominion était suggéré pour désigner l'ensemble du Canada<sup>[10]</sup>.

La devise de Terre-Neuve-et-Labrador a elle aussi une connotation religieuse puisqu'elle est inspirée de l'Évangile selon Mathieu. Celle de la Colombie-Britannique fait pour sa part référence à la situation occidentale de la province et au soleil couchant. D'autres devises provinciales citent l'adaptation anglaise du *Ô Canada* (Alberta et Manitoba), célèbrent la diversité (Saskatchewan), ou la fidélité à la couronne britannique des loyalistes américains venus s'installer au Canada durant la guerre d'Indépendance (Ontario et Nouveau-Brunswick).



Contrairement à l'usage répandu,  
la devise de la Nouvelle-Écosse est  
inscrite  
au-dessus des armoiries.

Source : Sodacan/Wikimedia Commons

Celle de l'Île-du-Prince-Édouard salue la protection du petit par le grand, en citant Virgile : *Parva sub ingenti*. Pour ce qui est de la Nouvelle-Écosse, ses armoiries et sa devise, *Munit haec et altera vincit* (L'un défend, l'autre conquiert), sont les plus anciennes parmi les provinces et territoires. Elles furent accordées en 1625 par le roi Charles 1<sup>er</sup> à la Province Royale de la Nouvelle-Écosse « pour avoir participé au premier effort de colonisation britannique dans la partie continentale de la Nouvelle-Écosse<sup>[11]</sup> ».

### Les devises des provinces et territoires canadiens

	Devise originale	Traduction anglaise	Traduction française
Alberta	<i>Fortis et Liber</i>	Strong and Free	Fort et Libre

<b>Colombie-Britannique</b>	<i>Splendor sine occasu</i>	Splendour without diminishment / Brilliance without setting	Splendeur sans déclin
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>	<i>Parva Sub Ingenti</i>	The small under the protection of the great	Les grands protègent les petits
<b>Manitoba</b>	<i>Gloriosus Et Liber</i>	Glorious and Free	Glorieux et libre
<b>Nouveau-Brunswick</b>	<i>Spem Reduxit</i>	Hope restored	L'espoir renaît
<b>Nouvelle-Écosse</b>	<i>Munit haec et altera vincit</i>	One defends and the other conquers	L'un défend, l'autre conquiert
<b>Ontario</b>	<i>Ut incepit fidelis sic permanet</i>	Loyal she began and loyal she remains	Loyal au début, loyal pour toujours
<b>Québec</b>	<i>Je me souviens</i>		
<b>Saskatchewan</b>	<i>Multis E Gentibus Vires</i>	From Many Peoples Strength	Nos peuples, notre force
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>	<i>Quaerite prime regnum Dei</i>	Seek Ye the Kingdom of God	Cherchez d'abord le royaume de Dieu
<b>Nunavut</b>	<i>Nunavut Sanginivut</i>	Nunavut, our strength	Nunavut (notre terre), notre force

<b>Territoires- du-Nord- Ouest</b>	Pas de devise	–	–
<b>Yukon</b>	Pas de devise	–	–

---

Quant aux trois territoires, seul le Nunavut a une devise. Elle est en inuktitut : *Nunavut sanginivut* (Notre terre, notre force). Le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest n'en ont pas. Toutefois, au Yukon, une réflexion s'est engagée il y a quelques années à ce sujet. En 2016, l'Assemblée législative du Yukon a même adopté une motion demandant une consultation sur une proposition de devise, soit « Remembering our Past, Embracing our Future ». L'affaire, restée sans suite, a récemment fait un retour dans l'actualité yukonnaise<sup>[12]</sup>.

Au Canada, le Nunavut et le Québec font donc exception à la règle latine. Avec *Je me souviens*, le Québec invite, en français, ses citoyens à se souvenir de leur histoire et de ses grands personnages, alors que les habitants du Nunavut célèbrent en langue inuite l'attachement à leur terre nordique.

Une seule autre contrée d'Amérique du Nord parmi celles qui nous intéressent ici s'est donné une devise originale en français, et ce n'est pas la Louisiane, qui a pour devise *Union, justice and confidence* (Union, justice et confiance). Il s'agit plutôt du Minnesota. En effet, le sceau et le drapeau officiel de cet État rendent hommage à ses racines françaises avec l'inscription *L'Étoile du Nord*. On appelle ainsi cet État le *North Star State*, mais sa devise officielle est bel et bien en français.



Le sceau officiel de l'État du Minnesota en 1889.

Source : D.L. Webster, Webster's Encyclopedia of Useful

Information and World's Atlas, Chicago, Ogilvie & Gillett Company, 1889

[http://etc.usf.edu/clipart/24000/24096/minnesota\\_24096.htm](http://etc.usf.edu/clipart/24000/24096/minnesota_24096.htm)

Lorsqu'il est devenu un État américain en 1858, le Minnesota n'avait pas de sceau d'État officiel, malgré l'exigence constitutionnelle d'en avoir un. Le gouverneur Henry Sibley accorda au premier secrétaire d'État du Minnesota, Francis Baasen, l'autorisation d'utiliser le sceau de l'ancien gouvernement territorial du Minnesota, puis travailla à des modifications et à la correction d'erreurs constatées lors de la fonte du sceau dans le métal. Il remplaça notamment une devise latine mal orthographiée, *Quo sursum velo videre* (« Je veux voir ce qui se trouve au-delà ») par la devise en français *L'Étoile du Nord*<sup>[13]</sup>. Pourquoi en français ? Sans doute en souvenir des explorateurs, des commerçants de fourrure et des missionnaires français qui furent les premiers Européens à explorer ce territoire<sup>[14]</sup>.

Dans le reste des États-Unis, les devises des États sont presque toutes en latin ou en anglais. La Californie, en référence à l'épopée de la Ruée vers l'or, s'écrit, en grec, *Eurêka* (J'ai trouvé!), alors que

le Montana célèbre ses ressources minérales en espagnol par les mots *Oro y plata* (Or et argent). Sur le grand sceau du Maryland, on peut lire en italien la devise de George Calvert, fondateur de cet État, qui fait l'éloge de stéréotypes masculins et féminins : *Fatti maschi, parole femmine* (Des gestes virils, des mots féminins). Enfin, deux États ont une devise en langue autochtone, soit Hawaï (hawaïen) et l'État de Washington (chinook).

## Dieu, l'argent et l'économie

L'histoire de la devise des États-Unis d'Amérique est fascinante. La devise initiale faisait allusion en latin à l'union des États qui composent la fédération : *E pluribus unum* (De plusieurs, un seul). Elle est toujours inscrite sur le grand sceau des États-Unis, où l'on voit les armoiries, sur la banderole que tient dans son bec l'aigle à tête blanche. Elle est intégrée dès 1776 dans la toute première proposition dessinée par l'artiste Pierre Eugène du Simitière et présentée au comité que forment Benjamin Franklin, John Adams et Thomas Jefferson. Cette composition, différente du sceau actuel, comprenait tout de même certains éléments de la version définitive adoptée par le Congrès en 1782. Ce grand sceau figure dans des documents officiels, comme les passeports, et sur le sceau du président des États-Unis.

En 1956, une phrase faisant référence à Dieu a remplacé *E pluribus unum* comme devise officielle du pays. Cette devise, *In God We Trust* (qu'on peut traduire par « En Dieu nous croyons » ou « Nous avons confiance en Dieu »), fut proposée par un pasteur de Pennsylvanie à l'époque de la guerre de Sécession et est inscrite sur les pièces de monnaie américaines depuis les années 1860. Ironique, l'écrivain Mark Twain (1835-1910) a déjà écrit à ce sujet que « Dieu a été écarté de la Constitution, mais a obtenu les premières loges sur la monnaie du pays<sup>[15]</sup>. » La formule ne devint devise nationale officielle qu'en 1956, dans le contexte de la Guerre froide, à l'initiative de Charles E. Bennett, représentant démocrate au Congrès<sup>[16]</sup>. Bennett avait parrainé l'année précédente un projet de loi imposant cette inscription sur toute la monnaie émise aux États-Unis (et plus seulement les pièces de monnaie), projet

approuvé par le Congrès et signé par le président Eisenhower, qui avait déjà en 1954 ajouté « under God » au serment d'allégeance au drapeau des États-Unis<sup>[17]</sup>.



*E Pluribus Unum*, la devise des États-Unis jusqu'en 1956.

Source : Edward S Ellis, *Ellis's History of the United States*, Minneapolis, Wester Book Syndicate, 1899

[http://etc.usf.edu/clipart/24900/24914/pluribus\\_unu\\_24914.htm](http://etc.usf.edu/clipart/24900/24914/pluribus_unu_24914.htm)

En outre, quelques États américains font référence à Dieu ou à un message religieux dans leur devise. La Floride a d'ailleurs adopté la devise *In God We Trust*. Comme cet État, surnommé aussi le *Sunshine State*, les États d'Arizona, du Dakota du Sud, du Kentucky et de l'Ohio (et, au Canada, Terre-Neuve-et-Labrador) ont un *motto* qui renvoient à Dieu. En Arizona, *Ditat Deus* (Dieu enrichit). En Ohio, *With God, All Things Are Possible* (Avec Dieu, tout est possible). Le Kentucky a deux devises, l'une en anglais, *United We Stand, Divided We Fall* (Unis nous tenons, divisés nous tombons) et, depuis 2002, une autre en latin, *Deo Gratiam Habeamus* (Rendons grâce à Dieu).



Pièce d'un cent américain, 2005.

Source : Wikimedia Commons

Par ailleurs, si Dieu est bien installé sur la monnaie et sur le dollar américains, cela témoigne peut-être du fait que ce pays incarne cette éthique protestante à la source de l'« esprit du capitalisme » qu'a exposé le sociologue allemand Max Weber au début du XX<sup>e</sup> siècle. Une éthique qui repose notamment sur le travail productif comme but même de la vie et comme signe de la grâce de Dieu. Or, sur les sceaux de plusieurs États sont inscrites des formules se rapportant à l'économie, au commerce, aux ressources du territoire, etc. Parmi ceux-ci, on a déjà vu que la Californie rappelle par sa devise la Ruée vers l'or et que le Montana a regorgé d'or et d'argent. Notons que la Géorgie et le Tennessee font tout simplement l'éloge de l'agriculture et du commerce (*Agriculture and Commerce*), que le New Jersey loue la liberté et la prospérité (*Liberty and Prosperity*). En Oklahoma, on fait l'éloge du travail avec un slogan en latin : *Labor Omnia Vincit* (Le travail vainc tout). Quant à l'Utah, sa devise tient en un seul mot : *Industry*, qu'il faut comprendre dans son sens d'effort persistant plutôt que dans celui d'activité manufacturière.

## Le patriotisme et l'avenir

Plusieurs États mettent l'accent sur le patriotisme, se réclamant du peuple, de la patrie ou de la nation. L'Illinois, bien que de façon laconique, favorise l'unité avec son *State Sovereignty, Nation Union* (Souveraineté de l'État, unité de la nation), alors que le Nevada s'exclame *All For Our Country* (Tout pour notre pays). En Arkansas, *Le peuple règne* (en latin original : *Regnat Populus*). Au Dakota du Sud, le peuple gouverne sous le regard de Dieu (*Under God the People Rule*). Sur le sceau du Missouri, on peut lire l'expression latine *Salus Populi Suprema Lex Esto* (Que le bien-être du peuple soit la loi suprême).

Au Canada, les provinces d'Alberta et du Manitoba ont tout simplement emprunté des passages de l'adaptation anglaise de l'hymne *Ô Canada* en les traduisant en latin : *Fortis et liber* en Alberta (strong and free – fort et libre), *Gloriosus et liber* au Manitoba (glorious and free – glorieux et libre).

Alors que le Québec est invité à se souvenir, la devise de certains États américains se rapporte plutôt à l'avenir, au progrès, au mouvement. Pour l'État de New York, il faut viser plus haut et plus loin, et la devise, en latin, s'écrit *Excelsior*. Le mot traduit bien, encore aujourd'hui, les ambitions qu'on prête à cet État et à ses habitants et, même s'il a été adopté dès 1778, il évoque l'image des gratte-ciel de Manhattan. L'Alaska se présente comme un territoire d'avenir, avec le slogan *North to the Future* (Au nord, vers l'avenir). La devise de l'État de Washington, *Al-ki* (ou *Alki*), veut dire *Bientôt* en langue chinook, au sens d'un espoir pour le futur. Quant au Nouveau-Mexique, il « croît en avançant » (*Crescit Eundo*), alors que le Wisconsin « va en avant » (*Forward*).

## **La justice, la liberté et la révolution**

Les États-Unis sont nés de la lutte des colonies britanniques pour obtenir leur indépendance, reconnue par la Grande-Bretagne lors du traité de Versailles en 1783. Plusieurs États ont une devise aux accents révolutionnaires ou qui témoigne de la défense de la liberté et de la justice. D'autres évoquent la morale ou la vertu.

Voici quelques devises adoptant un ton révolutionnaire ou faisant l'éloge de la justice ou de la liberté :

- Alabama : *Audemus Jura Nostra Defendere* (Nous osons défendre nos droits)
- Iowa : *Our Liberties We Prize and Our Rights We Will Maintain* (Nous estimons nos libertés et nous maintiendrons nos droits)
- Massachusetts : *Ense petit placidam sub libertate quietem* (À force d'armes, elle cherche la paix dans la liberté)
- Mississippi : *Virtute et Armis* (Par la vertu et par les armes)
- Pennsylvanie : *Virtue, Liberty and Independence* (Vertu, liberté et indépendance)
- Virginie : *Sic Semoer Tyrannis* (Face aux tyrans toujours)

Une des plus percutantes reste tout de même celle du New Hampshire, *Live Free or Die* (Vivre libre ou mourir), que l'on voit sur les plaques d'immatriculation de cet État. Le New Hampshire n'est pas le seul à avoir adopté cette devise, qui peut même être considérée comme la devise initiale de la Révolution française<sup>[18]</sup>. La Grèce et l'Uruguay ont des devises semblables.

## La géographie

Alors que le Québec a une devise à teneur historique, le Canada, avec *A mari usque ad mare*, en a une de nature géographique. À l'ouest du pays, la Colombie-Britannique avec *Splendor sine occasu* (Splendeur sans déclin, ou sans crépuscule) rappelle qu'elle a déjà été aux confins de l'Empire britannique, mais la devise se confond aussi avec les armoiries et le drapeau de la province, où l'on peut voir un soleil couchant devant les vagues bleues du Pacifique<sup>[19]</sup>. À l'est, la plus petite province, l'Île-du-Prince-Édouard, avec ses 5 660 km<sup>2</sup> et un peu moins de 171 000 habitants (données de 2022), se réjouit d'être sous la protection d'un pays immense (*Parva Sub Ingenti*).

Aux États-Unis, le Minnesota et l'Alaska mentionnent leur appartenance au Nord. L'Indiana se présente comme le carrefour de l'Amérique (*The Crossroads of America*). Cette appellation serait, à l'origine, celle de la ville d'Indianapolis, qui est à la croisée de plusieurs grandes autoroutes interétats qui sillonnent l'Indiana. Quant au Michigan, sa devise est : *Si Quaeris Peninsulam Amoenam, Circumspice* (Si vous cherchez une belle péninsule, regardez autour de vous).

## L'histoire, la mémoire, le passé

Le regard vers l'histoire et le passé semble plus rare parmi les devises recensées. Aux États-Unis, l'Idaho, avec *Esto Perpetua* (Que cela soit perpétuel) sous-tend peut-être l'idée de faire durer un passé (ou un présent), mais d'autres interprétations sont possibles. La devise de cet État fut choisie peu de temps après son admission dans l'Union en 1890 et est attribuée au théologien et mathématicien vénitien Pietro Sarpi (1552-1623), qui l'avait conçue pour la République de Venise en 1623.

Les devises dont l'esprit se rapproche le plus de celle du Québec semblent provenir de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick. La devise ontarienne, *Ut incepit Fidelis sic permanet* (Loyal au début, loyal pour toujours), comme celle du Nouveau-Brunswick, *Spem Reduxit* (L'espoir renaît), font référence aux colons restés loyaux à la couronne britannique qui ont fui la Révolution américaine. Il y a ici le souvenir d'un événement historique fondateur et le vœu de rester fidèle à un « passé ». La devise québécoise, en revanche, ne renvoie pas à un événement en particulier et rappelle le souvenir de nombreux héros et personnages de différentes époques, époques d'ailleurs illustrées sur les armes.

Les chercheurs ayant exploré la question et épluché les archives existantes n'ont trouvé aucun document expliquant directement les intentions d'Eugène-Étienne Taché derrière la formule *Je me souviens*. Toutefois, comme l'explique l'historien Gaston Deschênes, auteur des travaux les plus complets et probants sur le sujet, c'est la façade de l'hôtel du Parlement québécois, que Taché

concevait comme un Panthéon et sur lequel elle est gravée, qui éclaire le sens de cette devise. Taché décrit d'ailleurs dans une lettre de 1883 « ce que cette façade dans son développement complet doit contenir », détaillant un projet de décoration architecturale qui correspond à « l'ensemble des souvenirs que je veux évoquer<sup>[20]</sup> ».

## Controverses et contestations

Au Québec, l'inscription en 1978 du *Je me souviens* sur les plaques d'immatriculation, en remplacement du slogan touristique *La belle province*, a relancé des débats sur la signification de la devise et même généré des rumeurs à son sujet<sup>[21]</sup>.



Plaque d'immatriculation  
du Québec, 1978.  
Collection privée



Plaque d'immatriculation de  
l'État du New Hampshire, 2000.  
Source : Wikimedia Commons

Quelques années plus tôt, le New Hampshire avait également remplacé le slogan touristique (*Scenic*) sur ses plaques d'immatriculation par sa devise officielle. En 1974, un citoyen s'est attaqué à la devise inscrite sur sa plaque en l'amputant de moitié, contrevenant ainsi à la loi du New Hampshire. Témoin de Jéhovah, cet automobiliste avait caché les mots « or die » pour ne conserver que « live free » sur sa plaque, considérant qu'il n'avait de comptes à rendre qu'à son dieu (qui lui offrait la vie éternelle) et que sa liberté d'expression et de conscience lui permettait d'altérer ainsi sa plaque. Cette histoire s'est poursuivie au tribunal et s'est terminée à la Cour suprême des États-Unis, qui a statué en 1977 que le New Hampshire, en vertu du premier amendement de la Constitution américaine, ne pouvait interdire à un citoyen

d'altérer la plaque de son véhicule si celle-ci contenait un message offensant pour ses convictions morales.

Plus récemment, l'enjeu de la foi religieuse sur les plaques d'immatriculation a fait un retour avec l'inscription (*de facto* ou optionnelle) de la devise *In God We Trust* sur les plaques émises dans plusieurs États américains, dont l'Arizona, la Floride, la Caroline du Nord, le Tennessee et le Wisconsin. Cette devise fait également son apparition sur la façade de nombreux établissements scolaires, notamment en Oklahoma et au Texas<sup>[22]</sup>. Au Tennessee, les automobilistes ont depuis 2022 le choix entre une plaque où est inscrite cette devise et une où elle ne l'est pas<sup>[23]</sup>.

\*\*\*

Après ce tour d'horizon exploratoire et partiel, la devise du Québec semble se distinguer à plusieurs égards de celles des États du reste de l'Amérique du Nord. Cette devise est axée sur le passé, alors que d'autres sont tournées vers l'avenir. Le *Je me souviens* ne définit pas d'orientation manifeste, alors que d'autres devises font la promotion de valeurs morales, religieuses, culturelles, politiques et même économiques.



La devise de la Colombie-Britannique se  
confond avec  
les armoiries et le drapeau de la province.  
Source : <http://www.protocol.gov.bc.ca>

On pourrait néanmoins affirmer que cette devise a des accents conservateurs : l'appartenance de Taché à une grande famille d'allégeance conservatrice et, plus généralement, le climat politique de la société canadienne-française d'alors, expliqueraient-ils cette tonalité « traditionaliste »? On note aussi la volonté des élites canadiennes-françaises d'établir une histoire nationale. À cet effet, d'autres symboles et emblèmes sont d'ailleurs créés à la même époque dans cet esprit<sup>[24]</sup>.

Les devises de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick sont également, à leur façon, tournées vers le passé et la continuité d'une tradition, celle de l'appartenance à la couronne britannique. La devise du Québec diffère pourtant de celles de ses deux voisines. Elle est non affirmative. Alors que les devises de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick réfèrent aux loyalistes, le *Je me souviens* est à la fois indéterminé et ouvert, se rapportant notamment aux Autochtones et aux grands personnages d'avant et d'après la Conquête que l'on trouve sur la façade de l'hôtel du Parlement.

Comme l'explique Gaston Deschênes, spécialiste du *Je me souviens*, cette célébration du passé n'est pas figée dans le temps et n'a pas un sens revanchard (d'autant qu'elle est surmontée, sur la façade du parlement, des statues de Wolfe et de Montcalm). Chacun peut l'interpréter librement. Cette maxime peut être vue comme une affirmation de la fierté d'une nation ou, pour d'autres, comme une phrase empreinte de nostalgie ou de mélancolie. Le *Je me souviens* est à la fois ouvert et lié à l'hôtel du Parlement, auquel Taché invitait les générations futures à intégrer leurs grands personnages, par la statuaire notamment. En somme, cette ode à l'histoire et à la mémoire, proclamée à la première personne du singulier, nous paraît unique en Amérique.

---

1. Voir notamment Antoine Robitaille, « Je me souviens », *Québec, espace et sentiments*, Paris, Autrement, 2001, p. 147-171; Gaston Deschênes, « La devise *Je me souviens* », *Le Parlement de Québec : Histoire, anecdotes et légendes*, Québec, MultiMondes, 2005, p. 300-315 ; G. Deschênes, « La devise québécoise *Je me souviens* », *Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française*, 1<sup>er</sup> février 2011. Voir aussi Jacques Rouillard, « L'énigme de la devise du Québec : à quel souvenir fait-elle référence? », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, n° 2 (2005), p. 127-145; G. Deschênes, « Le sens original de la devise du Québec : commentaire sur l'analyse de Jacques Rouillard », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 14, n° 2 (2006), p. 257-262; J. Rouillard, « Réplique à Gaston Deschênes : la devise du Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, n° 2 (2007), p. 233-237. [retour]
2. Madeleine Albert et Gaston Deschênes, « Une devise centenaire : *Je me souviens* », *Bulletin de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale*, 14, 2 (avril 1984), p. 21. [retour]
3. Rappelons que *Je me souviens* est également la devise du Royal 22<sup>e</sup> Régiment, régiment d'infanterie francophone des Forces canadiennes. [retour]
4. Cet article est une version révisée et mise à jour d'un texte paru dans un numéro consacré à Eugène-Étienne Taché du *Bulletin de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale* (vol. 41, n° 2, 2012, p. 34-41). Ce numéro thématique propose également des textes de Frédéric Lemieux, qui présente un bilan de la recherche à ce sujet, d'Émilie d'Orgeix sur les ambitions artistiques de Taché, de Gaston Deschênes sur son projet de décoration de la façade de l'hôtel du Parlement, et, enfin, de Michèle Bernard, qui offre un récit de la vie de Taché. [retour]
5. Claude Wenzler, *Le Guide de l'héraldique : Histoire, analyse et lecture des blasons*, Rennes, Éditions Ouest-France, 2002, p. 25. [retour]
6. Autorité héraldique du Canada, site de la Gouverneure générale du Canada. [retour]
7. Michel Pastoureau, *Traité d'héraldique*, 5<sup>e</sup> édition, Paris, Picard éditeur, 2008 [1979], p. 215-216. [retour]
8. *Ibid.*, 2008, p. 218. [retour]
9. Mentionnons toutefois *Le Livre des devises*, de Michel Orcel, une anthologie qui propose en introduction une « Histoire et théorie de la devise ». Michel Orcel, *Le Livre des devises*, Paris, Seuil, 2009. [retour]
10. W. Kaye Lamb, « *A Mari usque ad Mare* », *L'Encyclopédie canadienne*, 2006 (mis à jour par Jon Tattrie, 2016). [retour]
11. « Les armoiries », site de l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse. [retour]
12. Skip Stone, « Public input to determine a Yukon motto », *The Whitehorse Daily Star*, March 31, 2023, p. 11. [retour]

13. Office of the Minnesota Secretary of State, *Minnesota Legislative Manual*, 2022, p. 19. Voir aussi: Robert M. Brown, « The Great Seal of the State of Minnesota », *Minnesota History*, Vol. 33, no. 3 (Fall 1952), p. 126-129; Rebecca Mecomber, « Why Is Minnesota Called the North Star State? », *UnitedStatesNow*, April 16, 2023. [retour]
14. John Ibson, « Minnesota », Bill Marshall (ed.), *France and the Americas – Culture, Politics, and History. A Multidisciplinary Encyclopedia*, Vol. II, Santa Barbara (Cal.), ABC-Clio, 2005, p. 810-812. [retour]
15. « God was left out of the Constitution but was furnished a front seat on the coins of the country. » (*Mark Twain in Eruption: hitherto unpublished pages about men and events*, New York, Harper & brothers, 1940, p. 49) [retour]
16. Orcel, *op. cit.*, p. 142. [retour]
17. John Files, « Charles E. Bennett Dies at 92; Put ‘In God We Trust’ on Bills », *The New York Times*, 10 septembre 2003. [retour]
18. Orcel, *op. cit.*, p. 438. En outre, la devise actuelle de la France a pour origine une formule utilisée durant la Révolution française : *Liberté, Égalité, Fraternité, ou la mort*. Elle devient la devise officielle de la France en 1848, mais « amputée de sa menace finale (*Ibid.*, p. 250-251). [retour]
19. British Columbia’s Coat of Arms, Government of British Columbia (site Web). [retour]
20. Gaston Deschênes, « La devise du Québec », *L’Encyclopédie canadienne*, Historica Canada, 16 décembre 2013. [retour]
21. *Ibid.* [retour]
22. Voir notamment Michelle Boorstein, « Texas pushes church into state with bills on school chaplains, Ten Commandments », *The Washington Post*, May 24, 2023. [retour]
23. Andrew Schwartz, « ‘In God We Trust’: Phrase now adorns 3 in 5 standard Tennessee license plates », *Chattanooga Times Free Press*, May 14, 2023. [retour]
24. Tel que l’hymne canadien-français *Ô Canada*, lui aussi saluant la mémoire du passé, célébrant la « terre de nos aïeux » et scandant « ton histoire est une épopée / des plus brillants exploits ». L’hymne est interprété pour la première fois en 1880, sur le campus de l’Université Laval (qui à l’époque est située dans le Vieux-Québec, dans le voisinage du site du futur hôtel du Parlement). [retour]

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## Le Conseil du statut de la femme : l'égalité à cœur depuis 50 ans!

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 5 JUILLET 2023

*À l'occasion du 50e anniversaire de la création du Conseil du statut de la femme, Première lecture vous propose un bref survol de l'apport de cette organisation conseillère du gouvernement.*

Conseil du statut de la femme



### UNE NAISSANCE ATTENDUE

Au tournant des années 1970, dans la foulée des mouvements d'émancipation qui ont cours en Occident, les Québécoises se mobilisent pour la reconnaissance de leurs droits et pour la mise

sur pied d'une organisation vouée à la condition féminine. Ces voix sont entendues. Le projet de loi n° 63, Loi sur le Conseil du statut de la femme, est déposé en 1972 par Claire Kirkland-Casgrain, ministre des Affaires culturelles et seule femme alors élue à l'Assemblée nationale. La loi créant le Conseil est adoptée le 6 juillet 1973. Ironiquement, aucune femme ne siège alors au Parlement québécois, Nommée juge, M<sup>me</sup> Kirkland-Casgrain a quitté ses fonctions. Fernand Lalonde, ministre d'État au Conseil exécutif, est ainsi désigné comme ministre responsable du Conseil du statut de la femme.

Laurette Champigny-Robillard devient la première présidente du Conseil. En plus de la construction de l'organisme sur des bases solides, elle laisse en héritage l'avis d'envergure *Pour les Québécoises : égalité et indépendance*, paru en 1978. Le document propose plus de 300 recommandations. Le gouvernement du Québec les fait siennes, de sorte qu'elles constituent la première politique québécoise en matière de condition féminine.

## UN HAUT LIEU DE SAVOIRS ET DE RÉFLEXIONS

Dès sa création, le Conseil travaille de concert avec les groupes de femmes pour promouvoir l'égalité entre les sexes et mettre en place des mesures pour l'amélioration des conditions de vie des femmes. Forte de sa mission de conseillère du gouvernement et de véhicule de l'information et de la sensibilisation de la population, l'organisation contribue à la connaissance sur les principes d'égalité. Le tout par l'intermédiaire de ses recherches, de ses analyses, de ses interventions publiques et de ses outils d'information, notamment, la *Gazette des femmes*.

En cinq décennies, le Conseil du statut de la femme a produit des centaines d'avis, de mémoires, d'études et de portraits statistiques allant des violences faites aux femmes, à l'autonomie financière, en passant par l'accès à l'avortement, l'équité salariale et le partage des responsabilités familiales. Son récent dossier Web qui traite des conséquences de la pandémie sur les femmes témoigne éloquemment de la qualité et de la pertinence de ses analyses.

Prenons l'exemple des récentes participations en commission parlementaire sur le Régime de rentes du Québec et le projet de loi n° 12 lié au droit de la famille.

Tous ces travaux alimentent la réflexion collective et contribuent à l'adoption de politiques publiques qui reflètent la valeur d'égalité, si chère à la société québécoise, et qui représentent des sources d'inspiration ailleurs dans le monde.

## **CINQ LEGS POUR SOULIGNER LES CINQ DÉCENNIES DU CONSEIL**

Pour marquer le 50<sup>e</sup> anniversaire de la création du Conseil du statut de la femme, cinq actions sont menées en 2023. Pensées comme des legs collectifs, elles invitent à un temps d'arrêt pour réfléchir aux avancées du Québec en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, à cette valeur d'égalité, qui semble trop souvent acquise, sans oublier les étapes qui restent à franchir.

### **Exposition itinérante**

L'exposition itinérante intitulée « 50 ans d'engagement pour l'égalité entre les femmes et les hommes » offre une rétrospective de la marche des femmes pour la reconnaissance de leurs droits depuis 50 ans. Appuyée par de nombreux documents d'archives, cette exposition thématique destinée au grand public est présentée successivement dans différents lieux à travers le Québec.

### ***Bande dessinée jeunesse : Cap Égalité***

En collaboration avec l'autrice et illustratrice Anne Villeneuve, le Conseil proposera cet automne une bande dessinée jeunesse. Le récit se déroule dans l'univers de la marine marchande, où une jeune fille devient capitaine d'un navire transatlantique. L'histoire aborde certains stéréotypes, mais surtout les notions de solidarité, d'entraide et d'inclusion qui permettent de s'en affranchir.

### **Documentaire *Les héritières***

Dans un documentaire à paraître en octobre, la comédienne Marie Soleil Dion part à la rencontre de pionnières et de femmes qui, aujourd'hui encore, tracent la voie, chacune dans son milieu. À travers leurs témoignages, se racontent les histoires intimes et collectives de femmes inspirantes et leur apport à l'évolution de la société québécoise.

## **90<sup>e</sup> Congrès de l'Acfas**

À l'occasion du 90<sup>e</sup> Congrès de l'Acfas, le Conseil a organisé les 8 et 9 mai derniers un colloque intitulé « L'égalité entre les femmes et les hommes au Québec : entre avancées et enjeux persistants ». Les conférences des chercheuses et des chercheurs de plusieurs horizons disciplinaires ainsi réunis seront prochainement mises en ligne sur le site Web du CSF.

## **Bilan de l'avis *Pour les Québécoises : égalité et indépendance***

Le Conseil a entrepris de faire le point sur l'évolution des enjeux d'égalité depuis son avis phare de 1978, *Pour les Québécoises : égalité et indépendance*. L'objectif consiste à mettre en lumière les avancées qui ont marqué la société québécoise de même que les défis qui persistent à travers le temps.

## **RECONNAÎTRE L'APPORT HISTORIQUE DU CONSEIL**

Le 23 mai dernier, lors d'une cérémonie officielle à l'Assemblée nationale, la création du Conseil du statut de la femme a été désignée comme événement historique en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel, par le ministre de la Culture et des Communications, Mathieu Lacombe.

Le 50<sup>e</sup> anniversaire de la création du Conseil du statut de la femme est donc une occasion de réaffirmer notre attachement à un Québec fier de ses valeurs, à un Québec qui a l'égalité à cœur.

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## L'héritage de Cyrille Duquet à l'hôtel du Parlement

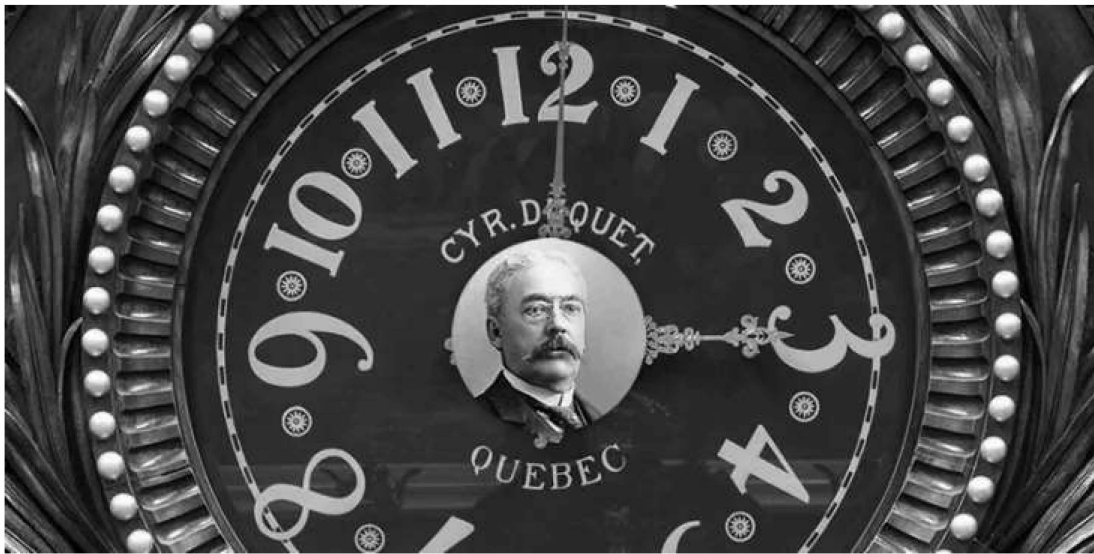
PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 19 JUILLET 2023

*À l'été 1862, un nouvel artisan rejoint le monde de l'horlogerie et de l'orfèvrerie de la ville de Québec. Dès 1868, Cyrille Duquet fabrique les horloges et assure leur entretien au parlement de la nouvelle province de Québec. Quelques années plus tard, on lui confie l'approvisionnement et la mise en état des horloges des nouveaux édifices parlementaires. De même, il aura pour mandat l'installation d'une horloge et d'une cloche dans la tour principale.*

*Cent ans après sa mort, l'héritage de Cyrille Duquet est toujours présent à l'hôtel du Parlement. À partir des archives du ministère des Travaux publics, cet article présente les principales interventions de l'horloger de la rue Saint-Jean dans les édifices parlementaires entre 1868 et 1916.*

**Alain Gariépy**


*Service des archives et de la gestion documentaire*



Infatigable, curieux, tenace, rêveur parfois, Cyrille Duquet a été un autodidacte de haut niveau. Tout l'intéressait. Les progrès scientifiques et techniques le passionnaient, le stimulaient ; ils n'avaient guère de secrets pour lui<sup>[1]</sup>.

**O**rfèvre, horloger, bijoutier, joaillier, opticien, inventeur, homme d'affaires, homme politique et musicien, voilà les titres que l'on peut attribuer à Cyrille Duquet, né le 31 mars 1841 à Saint-Charles-de-Bellechasse. En 1854, après des études chez les Frères des écoles chrétiennes, il est embauché comme apprenti chez le bijoutier de Québec, Joseph-Prudent Gendron.

**MONTRES, BIJOUTERIES, ETC.,**  
**CHAINES EN OR ET EN ARGENT.**

 **L**e soussigné saisit avec empressement cette occasion pour remercier ses amis et le public en général de l'encouragement libéral qu'il a reçu d'eux jusqu'à ce jour, et il prend en même temps la liberté de les informer qu'il vient de recevoir par la voie de Portland des MONTRES D'OR ET D'ARGENT FRANÇAISES ET ANGLAISES, de la meilleure qualité, importées par lui-même et faites à sa recommandation ; et avec l'ASSORTIMENT DE MONTRES ET DE BIJOUTERIES DE TOUTES SORTES qu'il avait déjà reçu cet automne, il croit pouvoir solliciter une part de la faveur publique.

**J. P. GENDRON,**  
 HORLOGER, n° 1, RUE SAINT-JEAN.

Québec, 18 décembre 1854

*Le Canadien* 22 décembre 1854, p. 3. Publicité de Joseph-Prudent Gendron en 1854.

En plus de la bijouterie, Duquet s'initie à l'horlogerie et à l'orfèvrerie. Il laissera sa marque à l'hôtel du Parlement dans ces deux domaines. En mai 1862, à l'âge de 21 ans, Duquet démarre à son compte dans les locaux de son ancien employeur au 1, rue de la Fabrique<sup>[2]</sup>.

Québec, 21 avril 1862

**CYRILLE DUQUET,**

**BIJOUTIER,**  **HORLOGER,**

**No. 1, RUE LA FABRIQUE,**  
*Haute-Ville, Québec.*

On trouvera à ce nouvel établissement tout ce qui concerne l'horlogerie, bijouterie, etc.  
Montres, Chronomètres, Bijoux, etc., sont réparés avec soin.  
Québec, 21 mai 1862.

**J. P. GENDRON,**  
**HORLOGER,**

 **REMERCIÉ** AVEC beaucoup de gratitude ses amis et le public en général de l'encouragement qu'il en a reçu jusqu'à ce jour, et il les informe respectueusement qu'il a transporté son établissement, depuis le 1er mai, au No. 9, rue Saint-Jean, maison voisine de la Banque Nationale, où il espère recevoir le même patronage que par le passé.  
Québec, 16 mai 1862.

*Le Canadien*, 2 juin 1862, p. 3

Première publicité du magasin Cyrille Duquet

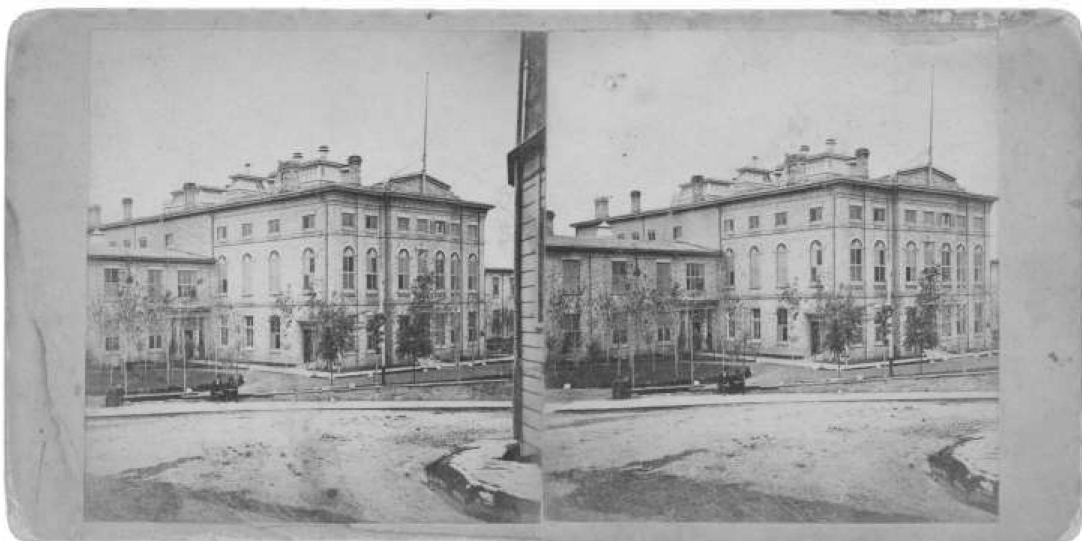
Huit années d'apprentissage, l'occasion de créer une entreprise, mais surtout une créativité et un talent hors du commun, ces

atouts permettront à Cyrille Duquet de s'établir en peu de temps et de prospérer dans la vente au détail, la fabrication et la réparation de montres, de bijoux, d'horloges, de lunettes et d'autres objets en métaux précieux.

En parallèle de ses activités commerciales, Duquet consacre une partie de son temps à l'étude de percées scientifiques. Il s'inspire de ses nouvelles connaissances pour réaliser ses propres inventions qu'il expose dans la vitrine de son magasin<sup>[3]</sup>. « Autour de 1870, Duquet invente un instrument qui permet de contrôler l'heure exacte du passage des gardiens de télégraphes d'alarme aux divers points de leur ronde de surveillance. Le brevet est acheté l'année même, par la New Haven Clock Company des États-Unis<sup>[4]</sup>. » C'est à cette époque qu'il caresse l'idée d'installer des horloges dans les clochers et les tours des édifices.

Lorsque, quelques années plus tard, le gouvernement décide de faire construire un nouvel édifice parlementaire à Québec, Duquet propose d'installer une horloge dans la tour centrale du bâtiment. Déjà, il vend et répare des horloges aux bureaux du gouvernement depuis 1868.

## CYRILLE DUQUET ET LES HORLOGES DU PARLEMENT DE LA CÔTE DE LA MONTAGNE



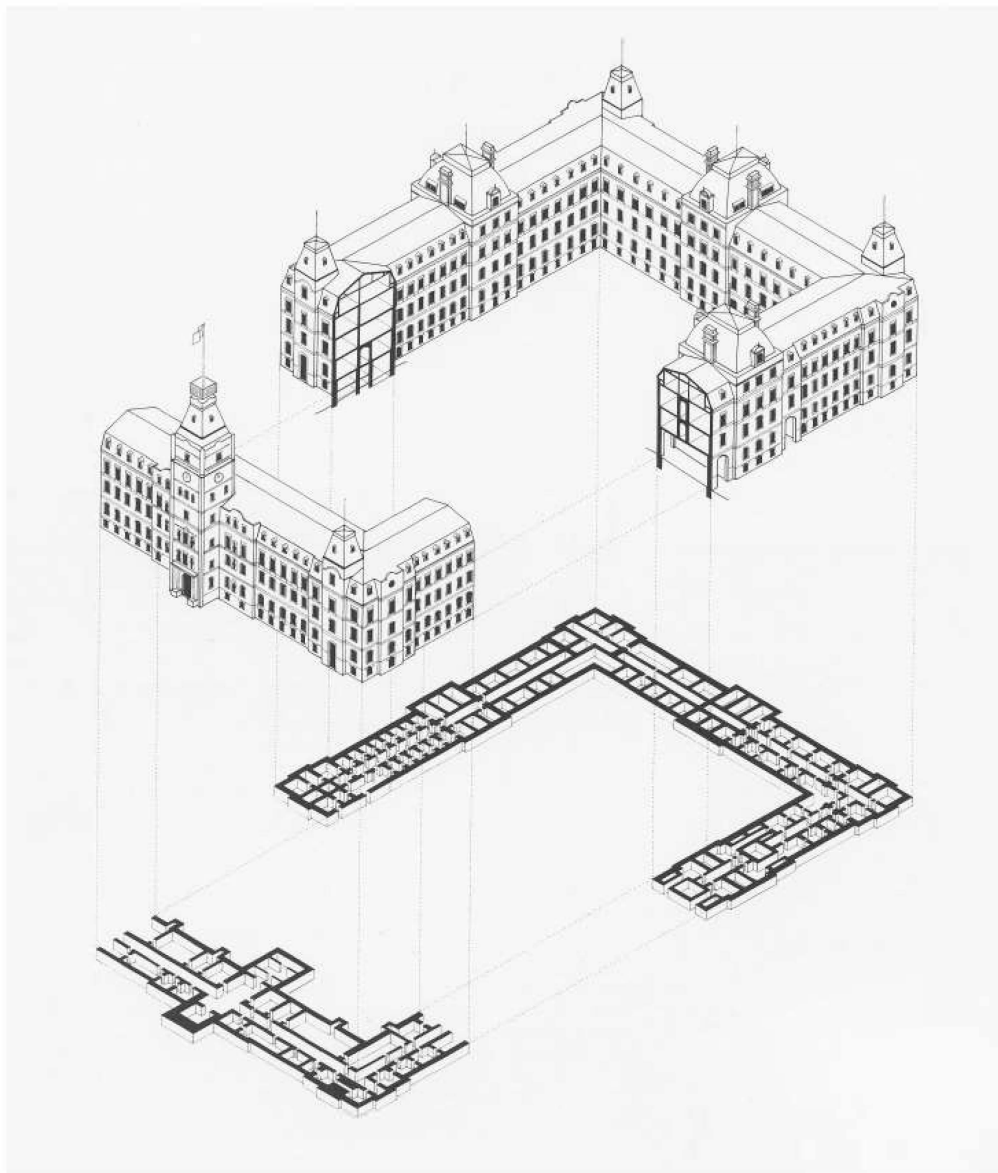
Le parlement de la côte de la Montagne vers 1880.

L'Acte de l'Amérique du Nord britannique entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1867. La ville de Québec devient la capitale de la nouvelle province. Au lendemain des premières élections générales, le Parlement et le gouvernement s'installent dans l'ancien parlement du Canada-Uni, au sommet de la côte de la Montagne dans le Vieux-Québec. L'aménagement d'un parlement et de bureaux administratifs nécessite un certain nombre d'horloges. On les achète, entre autres, chez Cyrille Duquet. Les archives du ministère des Travaux publics indiquent que, dès le 17 janvier 1868, Duquet transmet un compte de 6 dollars pour l'horloge du bureau du Procureur général<sup>[5]</sup>. En décembre 1869, il soumet un nouveau compte de 15 dollars pour une horloge et des réparations à deux autres<sup>[6]</sup>. Des factures semblables sont aussi envoyées en 1872, en 1874 et en 1875.

Malheureusement, les archives du ministère des Travaux publics n'indiquent que rarement les détails qui permettraient d'identifier la marque et le modèle des horloges acquises. On peut supposer que certaines d'entre elles ont probablement disparu en avril 1883 dans l'incendie du parlement de la côte de la Montagne.

## **CYRILLE DUQUET ET LES NOUVEAUX ÉDIFICES PARLEMENTAIRES À QUÉBEC**

En 1876, le gouvernement annonce qu'un nouvel édifice sera construit à Québec afin de loger adéquatement les parlementaires. De manière plus urgente, il faut installer l'ensemble des départements du gouvernement qui sont disséminés dans plusieurs édifices de Québec. Malgré les protestations du concepteur Eugène-Étienne Taché et du commissaire des Travaux publics, l'architecte Pierre Gauvreau, le nouvel édifice sera construit en deux étapes distinctes. « L'édifice des départements » est érigé de 1877 à 1880, tandis que la façade, appelée « Palais législatif », ne sera achevée qu'en 1886.



Tiré de Gaston Deschênes et Luc Noppen, *L'Hôtel du Parlement témoin de notre histoire*. Québec, Les Publications du Québec, 1986, p. 66.

Le 11 octobre 1880, Cyrille Duquet présente sa soumission pour l'installation des horloges électriques dans les trois ailes disponibles de l'édifice. L'offre consiste à poser, d'ici mai 1881, des horloges électriques dans les trois « pavillons » au coût de 2000 dollars<sup>[7]</sup>. Le 5 février 1881, le secrétaire des Travaux publics, Ernest Gagnon, l'informe que son offre est acceptée<sup>[8]</sup>. Au mois de juillet suivant, Duquet transmet son compte qui comprend les horloges vendues et livrées dans les passages et dans les bureaux des départements ainsi que l'horloge de la tour centrale et la cloche dont le poids est de 1240 livres<sup>[9]</sup>.

## La cloche de la tour de l'hôtel du Parlement

Pour terminer l'installation des appareils de sonnerie de l'aile Grande Allée en 1881, Cyrille Duquet fait couler, pour la somme de 620 dollars, une cloche en fonte d'acier de 1240 livres. Cette cloche, qui sera déménagée dans la tour centrale du Palais législatif en 1888, a été

fabriquée à la fonderie Antoine Rousseau de Québec comme en fait foi l'inscription gravée dessus : « *Coulée par Ant. Rousseau le 23 juin 1881* ». Voulant rendre hommage à l'ingéniosité de Duquet, le fondeur a gravé une autre inscription sur la cloche : « *Amis du progrès, suivez l'exemple de votre concitoyen Duquet, cherchez chez vous plutôt qu'ailleurs* ». Cette cloche, fabriquée à Québec, sonne les heures jour après jour au parlement depuis 1881 !



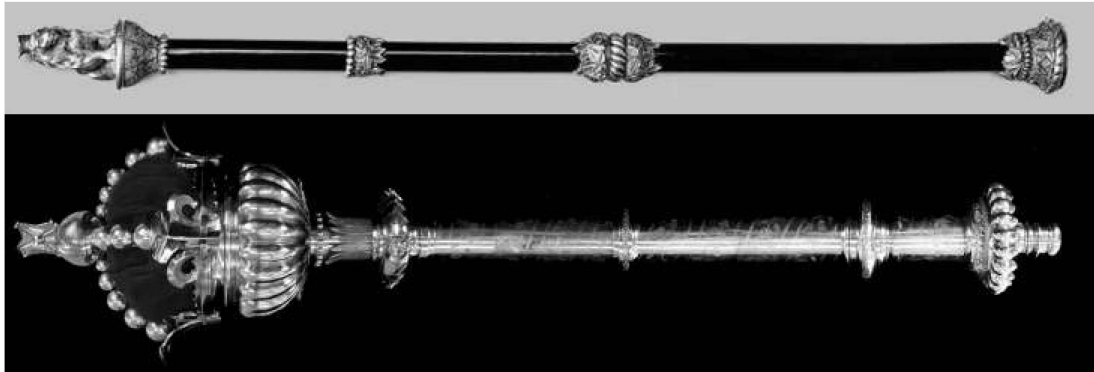
La cloche de l'hôtel du Parlement.

Crédit photo : Claude Mathieu

En septembre 1882, Cyrille Duquet offre de « régler et tenir en bon ordre les horloges à raison de 0,25 cents par mois chacune et 4 dollars par mois pour la grande horloge des pavillons ». On compte alors 49 horloges dans les édifices des départements<sup>[10]</sup>. Deux semaines plus tard, son offre de tenir en bon ordre et en parfaite opération l'appareil de sonnerie électrique ainsi que les

horloges pour la somme de 392 dollars est acceptée<sup>[11]</sup>. Duquet transmet également une facture de 180 dollars pour avoir remonté et réparé les horloges depuis novembre 1880 et de 28 dollars pour le maintien de l'horloge extérieure de l'aile Grande Allée<sup>[12]</sup>.

La même année, les réparations et la dorure de la masse du Conseil législatif sont confiées aux bons soins des ateliers Duquet<sup>[13]</sup>. Cette masse et la verge noire seront détruites le 19 avril 1883 dans l'incendie du parlement de la côte de la Montagne. Peu de temps après, on demande à Cyrille Duquet de fabriquer une nouvelle masse pour le Conseil législatif et une nouvelle verge noire pour le gentilhomme huissier<sup>[14]</sup>.



La masse du Conseil législatif et la verge noire du gentilhomme huissier fabriquées en 1883 par Cyrille Duquet.

Crédit photo : Franscesco Bellomo

La mise en chantier du Palais législatif commence quelques mois après le sinistre. À l'automne 1884, Cyrille Duquet présente une soumission sur la pose de toute la sonnerie électrique du nouvel édifice. Son offre est acceptée en décembre par le département des Travaux publics<sup>[15]</sup>. L'année suivante, en plus du contrat d'entretien des horloges et des sonneries, la compagnie Duquet fournit trois autres horloges, des ustensiles de cuisine en plus d'effectuer des réparations à l'une des deux masses<sup>[16]</sup>.

L'année 1886 marque la fin de la construction de l'hôtel du Parlement et l'installation définitive des parlementaires dans les salles de l'Assemblée législative et du Conseil législatif. En avril, Cyrille Duquet installe des horloges identiques dans les deux salles pour la somme de 312 dollars<sup>[17]</sup>.



L'horloge de la Salle de l'Assemblée nationale.

Crédit photo : Francesco Bellomo

## L'INSTALLATION DE L'HORLOGE DE LA TOUR EN 1888

Ce n'est toutefois que deux ans plus tard que Cyrille Duquet installe un de ses principaux héritages à l'hôtel du Parlement. Il s'agit de la nouvelle horloge mécanique et des cadrans de la tour centrale du palais législatif, que Duquet installe pour la somme de 4450 dollars au début de l'été 1888<sup>[18]</sup>. Le contrat comprend également le déplacement de la cloche de l'aile Grande Allée. Nous

n'avons malheureusement pas plus de détails sur cette installation puisque le contrat ne figure pas au dossier des archives du ministère des Travaux publics.

Entièrement mécanique, le mouvement de cette horloge mesure 54 pouces de long, 40 pouces de large et 66 pouces de haut. Le bâti et les montures sont en fonte, les roues d'engrenage sont en bronze, les axes et les pignons sont en acier. Il est composé principalement de 12 roues d'engrenage qui varient entre 5 et 20 pouces de diamètre, d'un balancier de 100 pouces de long et de 2 pesées. L'une d'elles a un poids total d'environ 875 livres et sert à la mise en marche de la sonnerie, tandis que l'autre pèse environ 50 livres et contrôle le débit exact de l'avancement des aiguilles. Les 3 cadrans extérieurs font 66 pouces de diamètre et les aiguilles mesurent 30 pouces de long<sup>[19]</sup>.



*L'unique accès au mécanisme de l'horloge et au sommet de la tour se fait par cet escalier métallique en spirale installé en janvier 1888 par la compagnie Carrier et Lainé de Lévis.*

Crédit photo : Claude Mathieu

L'horloger actuel de l'hôtel du Parlement, André Viger, soutient que près de 135 ans après son installation, « le mouvement de

l'horloge fonctionne encore avec toutes ses pièces d'origine, ne montre pratiquement aucun signe d'usure et n'a besoin que d'un ajustement de quelques secondes une fois par semaine<sup>[20]</sup> ».



Le mécanisme de l'horloge assemblée par Cyrille Duquet en 1888.

Crédit photo : Claude Mathieu

## UN CONTRAT QUI TIRE À SA FIN

Malgré tout, le règne de Cyrille Duquet à titre d'horloger du parlement s'achève. Le 13 décembre 1893, Ernest Gagnon lui signifie que le gouvernement n'a pas l'intention de prolonger son contrat du 16 janvier 1891, pour l'entretien des cloches électriques, pendules, etc., au Palais législatif et aux départements publics, le contrat prendra fin le 31 décembre<sup>[21]</sup> ». L'année suivante, et jusqu'en 1899, l'entretien des horloges et des cloches est confié aux horlogers Châteauvert et Cantin de Québec. Le premier est le frère du député conservateur de Québec-Centre, Victor Châteauvert.



**VENANT D'ETRE RECU**  
POUR LES FÊTES DE  
**NOËL ET DU JOUR DE L'AN**

UN DES PLUS BEAUX ASSORTIMENTS DE  
**Bijouterie et d'Horlogerie, |**  
**TELS QUE MONTRES EN OR ET EN ARGENT,**  
EPINGLETTES, CHAINES, BRACELETS,  
BOUCLES D'OREILLES, MÉDAILLONS, COLLIERS,  
JONCS EN OR et BAGUES EN DIAMANT !!!

Lunettes de toutes sortes, très jolies lunettes en or et binocles, etc.  
Aussi un très bel assortiment d'Horloges à Calendriers, en fer  
Réveil Matin en Nickel et en bronze dorés.  
Assortiment complet d'Ornements en Bronze, Etc., Etc.

Nous invitons nos pratiques et la public en général, de venir voir pour juger eux-mêmes du choix de  
notre assortiment et des prix excessivement bas que nous sommes disposés de faire.  
N'oubliez pas l'adresse,  
**CHATEAUFVERT & CANTIN,**  
**186, RUE SAINT-JEAN, 186,**  
Porte voisine de M. Thos. Donohue.

M. VICTOR CANTIN a été pendant onze ans employé de la maison Cyr. Duquet.  
Québec, 15 décembre 1891.—1 m.

366

Le Journal des campagnes, 24 décembre 1891, p. 11.

À compter de 1900, l'entretien des horloges et des sonneries de l'hôtel du Parlement est confié à un électricien du nom d'Adélarde Gagnon<sup>[22]</sup>. Il deviendra employé du département des Travaux publics à compter de 1904.<sup>[23]</sup>

La compagnie Duquet continuera néanmoins à fournir des horloges destinées au parlement et, surtout, à réparer des pièces d'orfèvrerie comme les masses et la verge noire<sup>[24]</sup>.

### Y a-t-il eu deux Cyrille Duquet ?

Au cours des recherches effectuées pour la rédaction de cet article, nous avons été surpris d'apprendre qu'il y aurait eu deux Cyrille Duquet horloger et bijoutier à Québec à la même époque! C'est du moins ce qu'on peut lire à la page 270 du *Dictionnaire des artistes de langue française en Amérique du Nord*, publié en 1990 aux Presses de l'Université Laval. Une première biographie porte sur Cyrille Duquet (1841-1922), mais le texte suivant porte sur un « deuxième » Cyrille Duquet horloger et graveur sur métal né en 1861 ou en 1862 au Québec. Les

auteurs avancent ceci :« il y a peut-être confusion entre l'orfèvre Cyrille Duquet et le joaillier Cyrille Duquet ». En effet, après vérifications, les auteurs du *Dictionnaire* ont fait erreur sur la personne. « L'autre » Cyrille Duquet est en fait Albert-Cyrille Duquet, neveu du premier, qui fit son apprentissage d'horloger, bijoutier et d'orfèvre auprès de son oncle, et demeurera à son emploi au moins jusqu'en 1902. À compter de 1903, Albert-Cyrille Duquet s'associe à l'horloger Joseph-Alphonse Picard et ils s'installent au 36, rue Saint-Jean sous le nom de *Picard et Duquet Horloger Bijoutier*



Boîte à bijoux du magasin Picard et Duquet.  
Collection privée.

## LES RÉPARATIONS DE LA VERGE NOIRE ET LES AMOURES D'ALBERT-CYRILLE DUQUET

En 1889, la verge noire est envoyée à l'atelier de Cyrille Duquet pour des réparations. Le travail est confié à son neveu, Albert-

Cyrille, bijoutier et électricien, qui travaille au sein de l'entreprise depuis quatorze ans.

Albert-Cyrille a alors 28 ans et, en remontant la verge noire, dissimule un message dans le petit lion d'or qui coiffe l'objet :

Monsieur l'Inconnu, Peut-être trouverez-vous étrange, lorsque vous démonterez cette Verge noire pour quelque cause que ce soit, en découvrant ce billet renfermé dans ce petit lion. Eh bien, curieux Inconnu que vous êtes, laissez-moi vous dire le véritable nom de l'ouvrier de ce travail. D'abord, ce travail sort de l'atelier de mon oncle Cyrille Duquet, horloger, bijoutier, opticien et électricien et moi, Albert Cyrille Duquet, bijoutier, électricien, je suis son employé depuis quatorze ans et pendant trente-cinq jours, j'ai travaillé à cette Verge noire en bronze doré.

Et sur une touche plutôt humoristique, il poursuit : Maintenant, encore un petit mot sur moi, pour vous dire que je suis encore célibataire et que je n'ai plus que deux ans pour recevoir mon diplôme de vieux garçon endurci, car après trente ans, nous, nous courons grand risque d'y rester, mais je ne désespère pas trop, car je suis en amour avec une charmante enfant en qui je mets tout ma confiance et mon amour, mais si pour quelque cause quelconque je ne réussis pas à me marier Eh bien?... Tant pis pour moi et tant mieux pour elle (...).

En terminant, Duquet souhaite une longue vie à son lecteur inconnu et clos son message en nommant ses confrères d'atelier<sup>[25]</sup>.

Cette adorable histoire d'un jeune bijoutier de Québec n'est pas restée sans suite. Treize ans plus tard, la verge noire retourne dans les ateliers de la compagnie Duquet pour une réparation. L'objet est une fois de plus confié aux bons soins d'Albert Cyrille Duquet. Il en profite pour insérer un second message dans le petit lion :

Québec, 10 février 1902

Le hasard a voulu que le premier venu qui démonte ce petit lion, pour être doré, fut (après 13 ans) l'auteur même de ce petit billet. Beaucoup de changement s'est opéré depuis cette date, car me voilà marié à Marie Zélia Séguin, amour d'enfance; et père de trois enfants, Marguerite 8 ans, Cyrille 6 ans, Marie Jeanne 4 ans ; et je suis aussi heureux qu'un homme peut désirer sur terre.

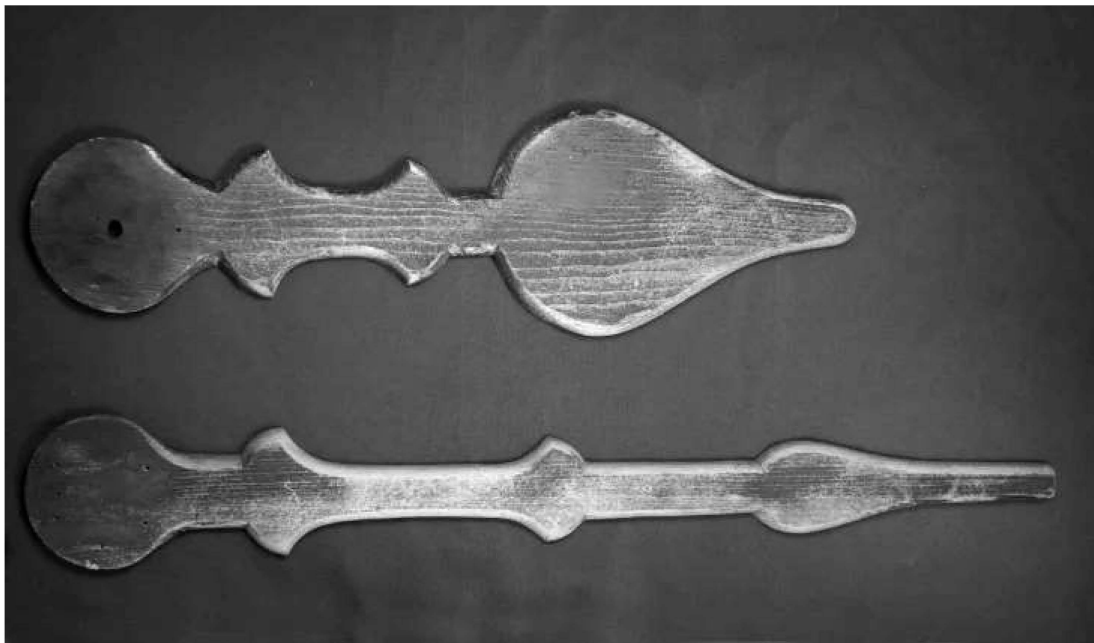
Maintenant, il est tout probable que la prochaine fois que ce lion sera ouvert sera par un inconnu à moi, car je commence à me faire vieux.

Mon patron Cyr. Duquet,

Mes confrères sont  
A. Picard, horloger  
J.M. Duquet,  
A. Duquet,

et votre humble serviteur  
A.Cyr. Duquet, bijoutier, électricien et  
prestidigitateur<sup>[26]</sup>





Ces aiguilles ont probablement été installées par Cyrille Duquet en 1906. Il effectuera aussi le « chiffage et le peinturage » d'un autre cadran de la tour centrale l'année suivante<sup>[28]</sup> et fournira un nouveau cadran en verre en 1908<sup>[29]</sup>. En 1909, Duquet remplace le mécanisme et le cadran de l'horloge de la tour centrale de l'aile Grande Allée au coût de 245 dollars. Nous savons également qu'il effectue des réparations de 25 dollars d'une horloge en 1914<sup>[30]</sup> et pour refaire les cadrans de l'horloge de la tour centrale en 1916<sup>[31]</sup>. Rappelons que l'horloger a alors 75 ans!



Cyrille Duquet.

Crédit photo Archives de la Ville de Québec

Cette restauration pourrait être une des dernières interventions de Duquet à l'hôtel du Parlement puisqu'on ne trouve plus, après cette date, de référence à son atelier dans les archives du ministère des Travaux publics. Il faut toutefois mentionner qu'après 1910, les archives donnent de moins en moins de détails sur les achats de fournitures du gouvernement.



Un des cadrans de l'horloge de la tour de l'hôtel du Parlement.

Crédit photo : Francesco Bellomo

Cyrille Duquet s'éteint à Québec le 1<sup>er</sup> décembre 1922, à l'âge vénérable de 81 ans. Cent ans plus tard, l'horloge et la cloche de la tour de l'Assemblée nationale rythment toujours la vie quotidienne du secteur de la colline Parlementaire. Elles sont les témoins, visuelles et sonores, de l'héritage de Cyrille Duquet à l'hôtel du Parlement.

1. Denis Vaugois, « DUQUET, CYRILLE », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 15, Université Laval/University of Toronto, 2003. [retour]
2. En 1854, les publicités de l'horloger Gendron indiquent que le magasin est situé au 1, rue Saint-Jean. En 1856, l'adresse est maintenant le 1, rue de la Fabrique. L'édifice est à la jonction des rues de la Fabrique et Saint-Jean. L'adresse du magasin Duquet deviendra le 3, rue Saint-Jean vers la fin du dix-neuvième siècle. [retour]
3. Alyne Lebel, « Le magicien de la rue Saint-Jean. L'inventeur Cyrille Duquet ». *Cap-aux-Diamants*, vol. 4, n° 4, hiver 1989, p. 45. [retour]
4. Denis Vaugois, *op. cit.* [retour]
5. BAnQ, Archives du ministère des Travaux publics, Lettres reçues # 481, 17 janvier 1868. [retour]
6. *Id.*, Lettres reçues # 6002, 11 décembre 1869. [retour]
7. *Id.*, Lettres reçues # 3068, 11 octobre 1880. [retour]

8. *Id.*, Lettres envoyées # 100, 5 février 1881. [retour]
9. *Id.*, Lettres reçues # 1667, 5-6 juillet 1881. [retour]
10. *Id.*, Lettres reçues # 2572, 25 septembre 1882. [retour]
11. *Id.*, Lettres reçues # 2819, 11-12 octobre 1882. [retour]
12. *Id.*, Lettres reçues # 3188, 1 novembre 1882. [retour]
13. *Id.*, Lettres reçues # 1212, 22 mai 1882. Le montant de la facture s'élève à 36 \$. [retour]
14. *Id.*, Lettres reçues # 1322, 28 juin 1884. Les archives du ministère des Travaux publics ne font pas mention d'une facture pour la verge noire. [retour]
15. *Id.*, Lettres envoyées # 1671, 10 décembre 1884. [retour]
16. *Id.*, Lettres reçues # 620, 7 avril 1885. La correspondance ne précise pas de quelle masse il s'agit, mais on peut présumer qu'on répare la masse de l'Assemblée législative puisque celle du Conseil législatif n'est vieille que de 2 ans. [retour]
17. *Id.*, Lettres reçues # 1468, 30 juin 1886. [retour]
18. *Id.*, Lettres reçues # 1703, 13 juin 1888. [retour]
19. Alain Bernard, « Tic tac, tic tac, tic tac », *Première lecture*, 1, 4, avril 1992, p. 6. Cité dans Gaston Deschênes, *Le parlement de Québec. Histoire, anecdotes, légendes*. Éditions MultiMondes, 2005, p. 192. [retour]
20. Entrevue avec André Viger, 15 novembre 2022. [retour]
21. BAnQ, Archives du ministère des Travaux publics, Lettres envoyées # 961, 13 décembre 1893. [retour]
22. *Id.*, Lettres reçues # 190, 6 janvier 1899. [retour]
23. *Id.*, Lettres reçues # 119, 25 janvier 1904. [retour]
24. *Id.*, Lettres reçues # 137, 27 janvier 1899; Lettres reçues # 198, 31 janvier 1901; Lettres reçues # 1259, 29 juin 1901; Lettres reçues # 2076, 20 décembre 1902; Lettres reçues # 564, 28 mars 1903. [retour]
25. Fonds Assemblée nationale du Québec, Lettres manuscrites d'Albert-Cyrille Duquet, 15 mars 1889. [retour]
26. *Id.*, Lettres manuscrites d'Albert-Cyrille Duquet, 10 février 1902. [retour]
27. BAnQ, Archives du ministère des Travaux publics, Lettres reçues # 336, 14 octobre 1905. [retour]
28. *Id.*, Lettres reçues # 910, 5 juin 1906. [retour]
29. *Id.*, Lettres reçues # 1434, 8 juillet 1908. [retour]
30. *Id.*, Lettres reçues # 1175, 19 mai 1914. [retour]

31. *Id.*, Lettres reçues # 2235, 15 août 1916. [retour]

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## Cinq lectures pour comprendre – Une longue lutte pour la législation de l'avortement au Québec : acquis, obstacles et santé des femmes

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 2 AOÛT 2023

*L'invalidation de l'arrêt Roe c. Wade (1973) par la Cour suprême des États-Unis le 24 juin 2022 a provoqué une onde de choc aux États-Unis. Cette décision a également suscité de nombreuses réactions à travers le monde, y compris au Canada, où l'avortement est décriminalisé depuis la décision R. c. Morgentaler rendue en 1988 par la Cour suprême. Les enjeux de ce débat sont multiples, comme en témoignent l'histoire de la lutte pour le droit à l'avortement au Québec et les questions soulevées dans l'opinion publique. Pour comprendre les acquis et les fragilités sur les plans légal, social et en ce qui concerne l'accès aux soins de santé, le Service de la recherche de la Bibliothèque vous propose cinq lectures sur l'histoire de l'avortement au Québec.*



Ce document est également disponible sur le site Web de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, tout comme d'autres notes produites par le Service de la recherche.

**Michèle Rioux**  
*Service de la recherche*

## **LES CINQ LECTURES POUR COMPRENDRE**

1. Margaret Burnett, M.D., L'histoire de la santé génésique des femmes au Canada, *Journal des obstétriciens et des gynécologues du Canada*, vol. 41, supplément 2, 2019, p. S296-S298.

Ce texte brosse un portrait de l'histoire de l'avortement au Canada en soulignant l'apport de la Société d'obstétrique et de gynécologie du Canada (SOGC) dans l'histoire de la santé génésique des femmes. L'autrice, professeure à la Faculté de médecine Max Rady de l'Université du Manitoba, rappelle les moments clefs qui ont permis sa décriminalisation de l'avortement depuis l'entrée en vigueur de la disposition du Code criminel en 1892. Ce n'est qu'en 1969 que le Parlement fédéral adopte un projet de loi modifiant le Code criminel afin de permettre uniquement les avortements thérapeutiques dans les hôpitaux, à certaines conditions, notamment que l'état de santé de la mère l'exige.

Quelques années plus tard, le comité Badgley est formé à la demande du gouvernement fédéral afin d'examiner les dispositions législatives en matière d'avortement. Dans son rapport sur l'application de la Loi sur l'avortement déposé en 1977, le comité conclut que les délais de plus de huit semaines entre la première consultation médicale et l'avortement mettent en péril l'accès aux services. Le 28 janvier 1988, après des années de démêlées judiciaires et d'actes de violence devant des cliniques ou à l'endroit de médecins qui le pratiquent, la Cour suprême invalide les dispositions législatives sur l'avortement par l'arrêt Morgentaler.

Le projet de loi C-43 adopté par la Chambre des communes en 1990 tente de recriminaliser l'avortement, mais il est défait de justesse au Sénat en 1991. Outre ces moments déterminants sur l'évolution des droits reproductifs au Canada, l'article aborde les principes directeurs mis de l'avant et les actions que la SOGC déploie depuis 75 ans pour améliorer l'accès à la contraception et à l'avortement. Elle déplore toutefois l'accès inéquitable aux spécialistes à travers le pays. En outre, bien que le Mifegymiso, ou pilule abortive, n'ait été homologué qu'en 2015 par Santé Canada, la SOGC souligne favoriser son utilisation pour l'avortement médicamenteux depuis plus de 20 ans.

## **2. Louise Desmarais, *La bataille de l'avortement : chronique québécoise*, Éditions du remue-ménage, Montréal, 2016, 547 p.**

Militante pour le droit à l'avortement, l'autrice de cet essai relate les principaux combats menés par les groupes de femmes et les mouvements sociaux pour l'obtention du droit à l'avortement et à des services qui s'y rattachent dans un contexte social et politique plus large. Du « règne des broches à tricoter » (1869-1969) aux revendications des groupes de femmes à disposer de leur corps et à s'autodéterminer (1970-2010), elle présente le contexte historique et politique des événements qui ont mené à la légalisation de l'avortement au Québec et au Canada. Au-delà de la légalisation de l'avortement thérapeutique dans le Code criminel en 1969, la lutte pour le droit à l'avortement libre et gratuit

commence en mai 1970 avec la tenue d'importantes manifestations à Ottawa et à Montréal.

L'autrice relate, dans un ordre chronologique, les actions des groupes féministes pour la reconnaissance du droit des femmes à se faire avorter, à ne pas confondre avec le droit des médecins à pratiquer des avortements. Outre la décriminalisation de l'avortement par l'arrêt Morgentaler en 1988, l'ouvrage répertorie les actions des multiples groupes pour garantir l'accès à des soins et des services gratuits pour les interruptions volontaires de grossesse (IVG). En conclusion, elle souligne des inégalités de services entre les régions et la fragilité des acquis sur le plan juridique. L'ouvrage répertorie ainsi plus de 30 projets de loi antiavortement depuis sa décriminalisation en 1988.

**3. Véronique Pronovost, Droit à l'avortement : la contre-attaque des anti-choix en Amérique du Nord, *L'État du Québec*, Montréal, Fides, 2020, p. 162-170.**

Dans la foulée de la remise en question de l'arrêt *Roe c. Wade* et de l'adoption de lois chez nos voisins du sud qui limitent l'accès au libre-choix, cet article examine si le droit à l'avortement est en danger au Québec à l'une des débats qui ont eu cours en 2019.

Depuis 1973, de nombreux États américains ont adopté pas moins de 1200 lois qui compliquent l'accès à des services abortifs. Plus particulièrement, les lois de 19 États remettaient déjà en question en 2019 l'arrêt *Roe c. Wade*, bien avant son invalidation en 2022. L'intérêt médiatique suscité par cette question a aussi occupé l'espace public québécois et canadien. L'autrice considère comme peu probable cette remise en question directe du droit à l'avortement au Québec et au Canada en raison de sa décriminalisation par l'arrêt Morgentaler en 1988 et de l'abondante jurisprudence canadienne sur le sujet, malgré les forces politiques et idéologiques en présence. Toutefois, elle signale que la présence d'*anti-choix* au sein d'institutions canadiennes a pour effet de limiter l'accès aux services d'interruption de grossesse dans plusieurs provinces canadiennes. Selon ses recherches, les groupes

anti-choix au Québec se mobilisent en dehors des institutions formelles, au sein d'organismes qui tentent d'influencer les femmes vivant une grossesse imprévue.

En résumé, leur rhétorique basée sur le discours états-unien vise à humaniser le fœtus et à culpabiliser les femmes qui optent pour un avortement. De plus, ce texte répertorie les conséquences des mythes et des préjugés véhiculés à l'égard des femmes – remise en cause de leur jugement, irresponsabilité, infantilisation –, qui peuvent entraîner des risques de dérive dans l'opinion publique et légitimer la réouverture de ce débat à l'ère des médias sociaux et des « fausses nouvelles ».

**4. Lucie Lemonde, Les menaces au droit à l'avortement et à l'autonomie des femmes enceintes, *Les cahiers de droit*, vol. 50, n<sup>os</sup> 3-4, 2009, p. 611–635.**

Vingt ans après l'arrêt Morgentaler, l'article examine quatre projets de loi d'intérêt privé présentés lors de la 39<sup>e</sup> législature du Canada (2006-2008) sur des questions relatives à l'avortement pour la reconnaissance des droits du fœtus, cheval de bataille des militants antiavortement.

L'autrice remet en question le recours à une législation préventive et punitive à l'égard des femmes qui, par exemple, souhaitent un avortement tardif. Elle soutient qu'il s'agit d'un faux débat puisque la proportion de femmes qui y a recours est très faible au Canada. De ces quatre projets de loi privés sur la criminalisation de l'interruption volontaire de grossesse, l'autrice analyse de façon détaillée le projet de loi C-484 intitulé *Loi sur les enfants non encore nés victimes d'actes criminels ou l'homicide fœtal*. Elle compare la situation du Canada à celle des États-Unis où le gouvernement fédéral et 36 États ont adopté, dès le début des années 2000, des lois qui érigent en infraction des interventions qu'ils qualifient « d'homicide fœtal » dans certaines situations. Pour l'autrice, le recours à la criminalisation de l'avortement détourne le système pénal de son but en offrant à un groupe un instrument de contrôle social au détriment de la diversité sociale. De plus, la

criminalisation d'actes à caractère moral basée sur un moralisme répressif notamment en matière de sexualité n'a plus sa raison d'être dans un régime de droits et libertés.

L'article conclut que l'intérêt de l'État à protéger l'intégrité du fœtus consiste à protéger les femmes enceintes. Cela se traduit par des services de santé pour celles qui poursuivent leur grossesse ou par l'accès rapide aux services de santé d'avortement pour celles qui le choisissent.

**5. Marie-Laurence Raby, Avortements illégaux et mobilisation politique au début des années 1970, *Cap-aux-Diamants*, n° 145, 2021, p. 22-26.**

L'autrice, par ailleurs doctorante en histoire à l'Université Laval, aborde la question de la mobilisation politique des groupes de femmes dans les années 1970 pour la légalisation de l'avortement et un meilleur accès aux services. Elle retrace l'émergence de plusieurs groupes féministes créés pour défendre de tels enjeux notamment le Front commun pour l'abrogation des lois sur l'avortement (1971-1974) ou le Comité de lutte pour l'avortement libre et gratuit (1974-1978). Elle souligne aussi l'implication d'organismes avec des mandats plus larges, dont le Centre des femmes de Montréal, la Fédération québécoise pour la planification des naissances et le Front de libération des femmes du Québec. Ce mouvement de mobilisation débute avec la décriminalisation de l'avortement en 1969. Les avortements thérapeutiques sont alors permis, mais leur pratique au Québec s'avérait limitée en nombre par rapport à la situation au Canada. Les revendications des groupes de femmes portent alors sur l'élargissement des critères qui permettent un avortement et sur le droit des femmes de choisir de mener ou non une grossesse.

Pour répondre à ce manque d'accès en raison de critères limitatifs, l'autrice relate comment les groupes féministes et des organismes comme le *Women's Liberation movement* et le Centre des femmes de Montréal ont développé des réseaux d'avortement clandestin pour répondre aux besoins des femmes dans les années 1970. Le Centre

des femmes crée un centre de référence. Ce dernier agit à titre d'intermédiaire entre les médecins et les femmes jusqu'au milieu de cette décennie, alors que l'acquittement du docteur Morgentaler en 1976 rend plus facile la pratique des avortements en dehors des hôpitaux. À ce moment, les centres de santé réorientent leurs actions pour offrir des services d'avortement en toute illégalité.

## ET CINQ AUTRES PISTES (POUR ALLER PLUS LOIN)

1. Conseil du statut de la femme, *Le droit à l'avortement : 25 ans de reconnaissance officielle*, Gouvernement du Québec, 2013, 24 p.
2. [Balado] La lutte pour le droit à l'avortement, une des batailles importantes du féminisme – L'histoire de l'avortement au Québec et aux États-Unis, avec Louise Desmarais, *Aujourd'hui l'histoire*, Radio-Canada Ohdio, 9 mai 2022 (durée : 23 minutes).
3. Sylvie Lévesque et Audrey Gonin, *L'accès à l'avortement : un enjeu important pour l'égalité de genre au Québec*, Rapport de recherche, Réseau québécois en études féministes, UQAM, 2022, 23 p.
4. Ève-Lyne Couturier, *Avorter au Québec*, Montréal, Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (Blogue), 7 juillet 2022.
5. Droit à l'avortement : dans quels pays est-il restreint ou menacé?, *Le Monde*, 24 juin 2022.

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## Information, communications, lobbyisme et réforme – Les essais des boursiers-stagiaires 2022-2023 de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 30 AOÛT 2023

*Chaque année, la Fondation Jean-Charles-Bonenfant offre à ses stagiaires une expérience de dix mois au cœur de l'Assemblée nationale. En plus d'un jumelage avec des parlementaires et de missions exploratoires dans d'autres parlements, ces jeunes universitaires rédigent un essai sur une thématique de leur choix liée au parlementarisme et à la démocratie québécoise.*

**François Gagnon**  
*Service de la recherche*



**L**a cohorte 2022-2023 s'est particulièrement intéressée à des enjeux sociaux, politiques et parlementaires actuels. Pour les épauler dans leur recherche et leur rédaction, les stagiaires ont bénéficié de l'aide du personnel de la Bibliothèque, notamment des services de l'information et de la recherche. Ces quatre essais ont été déposés à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale.

**Ali El-Samra** a réalisé un ambitieux essai intitulé *Le pouvoir et l'influence de l'industrie du sucre et des produits ultra-transformés au Québec*. Il s'est directement inspiré de ses études en santé publique. Son projet l'a amené à rencontrer onze intervenants (parlementaires, ministres, haut fonctionnaire, conseiller politique, lobbyistes, journaliste). Ces entretiens lui ont permis de mettre en relief le rapport asymétrique que certaines industries entretiennent avec les décideurs politiques.

**Carolane Fillion** a interrogé quatorze parlementaires pour la réalisation de son fascinant essai intitulé *Le travail de député dans une ère politique marquée par la centralisation des communications – Réflexions de parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec*. Partant du constat selon lequel la ligne de parti, bien que nécessaire, a engendré une centralisation des communications, elle propose un portrait de l'interaction quotidienne des parlementaires avec leur formation politique.

Après avoir parcouru les projets de réforme parlementaire proposés au cours de la 42<sup>e</sup> législature, **Gabriel Moreau** a été intrigué par un élément particulier : la création d'une chambre parallèle à l'Assemblée nationale. C'est ainsi que son essai, *Un deuxième forum à l'Assemblée nationale? – Analyse comparative des chambres parallèles de l'Australie et du Royaume-Uni avec la proposition d'une « Chambre des affaires citoyennes »*, met habilement en relation les expériences de l'Australie et du Royaume-Uni avec les témoignages de parlementaires québécois pour explorer les ramifications du nouveau mécanisme proposé.

Dans son essai *S'informer à la source : La place de la science dans l'entourage des députés de l'Assemblée nationale du Québec*, **Charles-Étienne Ostiguy** cherchait à utiliser la théorie des sphères sociales pour identifier un langage propre à la communication scientifique au Parlement. Il a donc interrogé quatorze députés pour explorer le rapport qu'ils entretiennent avec l'information scientifique. Il en tire de nombreux constats pertinents, notamment sur leur façon d'entretenir leur réseau social afin de bénéficier d'un regard d'ensemble sur les enjeux de la société.

Une nouvelle cohorte de stagiaires de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant commencera sous peu son parcours à l'Assemblée nationale.

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## Matière à réflexion : Les minéraux critiques et stratégiques au Québec

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 13 SEPTEMBRE 2023

*Attentif aux sujets qui pourraient interpeller les parlementaires dans leur travail, le Service de la recherche de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale propose des notes de recherche et d'information sur des thèmes d'actualité et des enjeux émergents. C'est le cas de la série Matière à réflexion, qui rassemble l'essentiel de ce qu'il faut savoir sur certaines questions d'intérêt public.*



*Les minéraux critiques et stratégiques sont encore peu connus du grand public. Pourtant, avec la transition énergétique et technologique, leur demande est en forte croissance. On trouve notamment ces minéraux dans les appareils d'imagerie médicale et dans les batteries pour véhicules*

*électriques. Ils sont aussi utilisés pour la production d'énergies renouvelables et dans les domaines de l'aéronautique et du militaire.*

*L'importance de ces ressources leur confère une grande valeur économique et géopolitique. Selon le Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025, le Québec compte 22 minéraux critiques et stratégiques, dont le cuivre, le nickel, le cobalt et le lithium.*

*Cette note d'information présente la différence entre minéraux critiques et minéraux stratégiques, les enjeux que pose leur exploitation, les récentes initiatives québécoises sur le sujet et les stratégies ailleurs au Canada et dans le monde. La série Matière à réflexion, proposée par le Service de la recherche de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, rassemble l'essentiel de ce qu'il faut savoir sur certaines questions d'intérêt public. La fiche d'information est également accessible sur le site Web de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, tout comme d'autres notes produites par le Service de la recherche.*

**Mah-Aristide Dion**  
**Catherine Lanouette**  
*Service de la recherche*

## **En quelques mots**

- Selon le Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025, les minéraux critiques et stratégiques désignent les matières premières minérales indispensables au développement de l'économie numérique et verte, sans substituts commercialement offerts, et dont les chaînes d'approvisionnement sont exposées à des risques élevés de rupture (p. 1). Dans sa *Critical Minerals Analysis*, l'Ontario Mining Association affirme que le caractère critique ou stratégique d'un minéral varie selon le gouvernement, dépendamment de plusieurs facteurs, dont la spécificité des besoins économiques et des priorités en matière de développement.

- Une étude sur les matériaux de la transition énergétique réalisée pour RECYC-QUÉBEC souligne que le développement de nombreux secteurs industriels dépend des minéraux critiques et stratégiques. Indispensables à la fabrication des batteries d'appareils numériques et des véhicules électriques, ils sont aussi utilisés comme matériaux pour la production d'énergies renouvelables, notamment les énergies solaires et éoliennes. D'autres sont utilisés dans les secteurs de l'aéronautique et de l'équipement militaire. Dans le domaine de la santé, des minéraux critiques et stratégiques entrent dans la fabrication des appareils d'imagerie médicale et des implants. Leur importance pour ces secteurs de pointe leur confère une grande valeur économique et géopolitique.
- Selon le rapport *The Role of Critical Minerals in Clean Energy Transition* de l'Agence internationale de l'énergie, la demande de certains minéraux critiques et stratégiques, tels que le cobalt, le nickel et le lithium, pourrait augmenter de 60 % à 90 % d'ici 2040 en raison notamment des politiques de transition énergétique.
- Le Québec dispose entre autres de cuivre, de nickel, de cobalt, de zinc, des éléments du groupe du platine et des éléments de terres rares. Au total, selon le Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques, 22 gisements, dont huit projets d'extraction et quatorze projets d'extraction et de première transformation, ont été recensés en 2020. Ils sont principalement localisés en Abitibi-Témiscamingue, dans la région des Laurentides, de Lanaudière, sur la Côte-Nord, au Nord-du-Québec et au Saguenay–Lac-Saint-Jean. Au Québec, une mine de titane est déjà exploitée et des projets en vue d'extraire du lithium et du graphite sont répertoriés.
- Les minéraux critiques et stratégiques présentent des potentiels pour la croissance du produit intérieur brut. Le Portrait des chaînes de valeur des minéraux critiques et stratégiques – volet 2, réalisé pour le ministère de l'Économie

et de l'Innovation, montre que les dépenses d'exploration et d'aménagement des mines (hormis les dépenses d'exploitation et de première transformation), qui étaient de 1,1 G\$ pour la période 2016-2020, pourraient augmenter jusqu'à 8,3 G\$ de 2021 à 2025.

- La filière des minéraux critiques et stratégiques est régie par le même cadre normatif encadrant les autres ressources minérales. Elle n'est, à ce jour, ni soumise à une législation ni à une réglementation distinctes. L'exploitation de ces éléments est encadrée par plusieurs textes législatifs et réglementaires qui couvrent toutes les étapes du développement minier, de la prospection à la restauration des sites miniers.
- Sur le plan environnemental, les recherches montrent que les résidus produits lors de l'extraction et de la première transformation contiennent des éléments chimiques dangereux pour la santé humaine, la faune et la flore, comme le mercure et l'arsenic (Bahloul, 2020; Champagne, 2014). Dans l'Évaluation du risque cancérigène attribuable aux concentrations d'arsenic et de cadmium dans l'air de la ville de Rouyn-Noranda, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) montre que les activités de traitement de concentrés et de recyclage du cuivre exposent les populations à proximité à un risque élevé de cancer du poumon.
- L'exploitation des ressources minérales et stratégiques pose des enjeux relatifs à la conciliation des usages sur le territoire québécois et à l'acceptabilité sociale. Des gisements situés à proximité de communautés réputées comme lieux de villégiature suscitent des réactions de la part de la population locale. À titre d'exemple, dans son rapport concernant le projet minier Matawinie à Saint-Michel-des-Saints, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) constate que l'exploitation de graphite divise la population. De leur côté, les communautés atikamekw de Manawan ont demandé des redevances et des garanties d'accès aux emplois pour leurs membres.

- En janvier 2023, le gouvernement fédéral a donné le feu vert à l'exploitation d'une nouvelle mine de lithium en Baie-James. Le promoteur, Galaxy Lithium, devra en revanche respecter 271 conditions concernant la protection de la faune et le respect de l'utilisation des terres par les Cris de la région. Le lithium extrait de la mine servira principalement à la fabrication de batteries pour véhicules électriques dans des usines nord-américaines. La mine devrait commencer à produire du lithium, un des six minéraux critiques identifiés comme prioritaires dans la Stratégie canadienne sur les minéraux critiques, en 2024.

### En quelques chiffres

---

**85,8 %**

Part du Québec dans les réserves canadiennes de lithium estimées en 2022 (Ibarra-Gutiérrez et autres, 2021).

**22**

Minéraux critiques que contient le sous-sol du Québec et considérés comme stratégiques pour son économie.

---

**89,2 M\$**

Revenus fiscaux liés aux dépenses d'extraction et de première transformation des minéraux critiques pour le Québec en 2020 selon le Portrait des chaînes de valeur des minéraux critiques et stratégiques – volet 2.

**15 M\$**

Montant consacré par le plan budgétaire 2022-2023 à la mise en œuvre du Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques pour la période 2022-2025.

### Initiatives québécoises sur le sujet

- L'objectif du premier axe du Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025 est d'accroître les connaissances et l'expertise sur les minéraux critiques et stratégiques. À cet effet, en 2021, un nouvel axe de

recherche portant sur les minéraux critiques et stratégiques a été créé au sein du Programme de recherche en partenariat sur le développement durable du secteur minier. Les axes 2 et 3 du Plan 2020-2025 visent respectivement à intégrer les communautés dans les filières des minéraux critiques et stratégiques et à contribuer à la transition vers une économie durable. Par l'axe 4, le gouvernement cherche à accompagner et à promouvoir le développement de ces filières. En ce sens, un programme de soutien à l'exploration minière pour les minéraux critiques et stratégiques 2021-2024, doté d'un montant de 4,25 M\$, a été mis en place.

- En février 2023, le ministère des Ressources naturelles et des Forêts et le Consortium de recherche et d'innovation en transformation métallique ont lancé le Réseau de recherche scientifique propre aux minéraux critiques et stratégiques.

### **Ailleurs au Canada et dans le monde**

- En 2022, l'Ontario s'est dotée d'une stratégie relative aux minéraux critiques. À la différence du plan québécois, la stratégie ontarienne anticipe les problèmes de main-d'œuvre en intégrant un pilier stratégique intitulé « Accroître la disponibilité en main-d'œuvre et former une main-d'œuvre qualifiée ». De plus, elle préconise la centralisation des demandes de permis vers un guichet unique afin de réduire les délais de traitement des demandes, de simplifier les procédures et, ultimement, de stimuler les investissements locaux de petite et moyenne envergure.
- En 2010, la Norvège a adopté le *Mineral Act* qui remplace cinq textes de loi précédents. La nouvelle loi oriente expressément les activités minières vers le développement durable tout en offrant un cadre d'action intégré. Elle spécifie explicitement que la création de chaînes de valeur locales est un intérêt à défendre dans la conduite des activités minières.

- En 2019, les États-Unis et l'Australie ont signé un accord de partenariat de recherche sur les minéraux critiques. L'objectif est de permettre aux deux pays de sécuriser et de développer les chaînes d'approvisionnement, actuellement dominées par la Chine.

### **Pour aller plus loin**

- (2020), The Race for Critical Minerals in an Era of Geopolitical Realalignments, *The International Spectator* (55)3, 1-16.
- **Ministère des Ressources naturelles (2021).** *Choisir le secteur minier du Québec*, Gouvernement du Québec.
- **K. Galos (2021)**, Approach to identification and classification of the key, strategic and critical minerals important for the mineral security of Poland, *Resources Policy* (70) : 1-13.

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## Matière à réflexion : La proche aidance au Québec

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 27 SEPTEMBRE 2023

*Attentif aux sujets qui pourraient interpeller les parlementaires dans leur travail, le Service de la recherche de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale propose des notes de recherche et d'information sur des thèmes d'actualité et des enjeux émergents. C'est le cas de la série Matière à réflexion, qui rassemble l'essentiel de ce qu'il faut savoir sur certaines questions d'intérêt public.*



*Avec le vieillissement accéléré de la population québécoise, la proportion de personnes proches aidantes de personnes âgées augmentera considérablement au cours des prochaines années. Assurément, le rôle de ces soignants non rémunérés est essentiel, autant pour les proches qu'ils*

*accompagnent que pour la société dans son ensemble. Ils allègent le fardeau du système de santé, et on peut même se demander comment celui-ci tiendrait sans leur contribution invisible. Du point de vue de l'aidant, la relation qu'il développe avec la personne aidée peut certes être gratifiante et enrichissante, mais le temps consacré à ce rôle et à ces responsabilités a souvent des effets négatifs sur sa qualité de vie et sur sa santé.*

*Cette note d'information brosse un bref portrait de la situation de la proche aidance au Québec. Elle aborde notamment le cadre législatif, les soins dispensés par les aidants, leur importance sociale et économique, la charge qu'ils assument et les mesures de soutien qui leur sont destinées. La note propose enfin un coup d'œil à la législation et aux mesures en place ailleurs au Canada, ainsi qu'en France, en Australie et au Royaume-Uni. Cette fiche d'information est également accessible sur le site Web de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, tout comme d'autres notes produites par le Service de la recherche*

**Michèle Rioux**  
*Service de la recherche*

### **En quelques mots**

- Au sens de la *Loi visant à reconnaître et à soutenir les personnes proches aidantes* (art. 2), un proche aidant est une personne qui apporte un soutien sur une base temporaire, occasionnelle ou continue à un ou à plusieurs membres de son entourage présentant une incapacité temporaire ou permanente et avec qui elle partage un lien affectif, familial ou non. Les formes d'aide sont diversifiées et varient selon les besoins de la personne aidée. Le transport, l'aide aux soins personnels et aux travaux domestiques, le soutien émotionnel ou la coordination des soins et des services en font partie. Comme le dit le sociologue français Serge Guérin, paraphrasant Simone de Beauvoir, on ne naît pas aidant, on le devient. C'est en effet « la situation, la demande d'un proche qui conduit à cette évolution », souligne ce spécialiste du vieillissement.

- En 2018, 21,1 % des personnes de 15 ans et plus étaient proches aidantes au Québec, soit près de 1,5 million de personnes. Les femmes représentaient la majorité des proches aidants, soit 57,5 %. Près du tiers des personnes ayant entre 45 et 64 ans (31 %) et environ une personne sur cinq (21 %) parmi les 65 ans et plus agissaient comme proches aidantes.
- D'après les données de l'Enquête sociale générale sur les soins donnés et reçus menée par Statistique Canada en 2018, le travail des aidants de 65 ans et plus au Canada concerne, par ordre décroissant, les problèmes liés au vieillissement ou à la fragilité, les soins liés au cancer, à la maladie d'Alzheimer ou à la démence, à une maladie cardiovasculaire ou à une maladie mentale. En règle générale, ces problèmes de santé étaient les plus souvent rapportés par les aidants d'autres groupes d'âge également.
- Sans la contribution économique des aidants, « chevilles ouvrières d'une économie invisible », le système de santé serait davantage fragilisé, souligne en parlant de la France le sociologue Serge Guérin. Dans le cas canadien, une étude de 2009 citée par Statistique Canada estimait que les aidants familiaux pouvaient représenter 25 milliards de dollars en main-d'œuvre non rémunérée dans le secteur de la santé<sup>[1]</sup>. Au Québec, selon une évaluation de données de 2007, les soins informels dispensés par des aidants de plus de 45 ans à des personnes de 65 ans et plus équivalaient à eux seuls à près de 3,95 milliards (selon le taux horaire du salaire minimum).
- Selon le plus récent bilan démographique de l'Institut de la statistique du Québec, la part des personnes âgées de 65 ans et plus dans la population pourrait s'élever à 25 % en 2031 et atteindre 27 % en 2066. Le vieillissement de la population et l'augmentation du rapport de dépendance démographique projeté – soit le poids relatif des moins de 20 ans et des 65 ans et plus par rapport aux 20-64 ans dans la population – suggèrent qu'il y aura de moins en moins d'aidants et de plus en plus de personnes aidées dans les prochaines années.

- Cette augmentation projetée du rapport de dépendance démographique laisse supposer que la charge à assumer pour les aidants augmentera. Assurément, la proche aide peut être gratifiante et enrichissante sur le plan relationnel, tant pour l'aidant que pour la personne l'aidée. Pour citer encore Simone de Beauvoir : « il est émouvant de se sentir utile, bouleversant de se croire nécessaire ». Toutefois, les répercussions possibles du temps imparti à l'aide et le soutien sont multiples pour l'aidant : impacts financiers, effets sur la santé physique et mentale ou limitations dans les sphères sociales ou familiales.
- Au nombre des ressources en soutien aux proches aidants, il existe des services psychosociaux et généraux, des organismes communautaires, des programmes financiers et des subventions. Parmi les organismes à but non lucratif, l'Appui met entre autres à la disposition des aidants une ligne d'écoute téléphonique et dispose de pôles régionaux pour faire connaître les ressources disponibles. En 2023, l'Appui a en outre publié les résultats d'une enquête menée avec la firme SOM sur la proche aide au Québec. Pour sa part, Proche aide Québec regroupe 124 organismes communautaires et a pour mission d'améliorer les conditions et la qualité de vie des personnes aidantes, notamment en sensibilisant la population et les pouvoirs publics à leurs réalités, à leurs besoins et à leurs droits.

### En quelques chiffres

**57,5 %**

Proportion de femmes parmi  
les personnes proches aidantes  
en 2018

**21,1 %**

Proportion de la population  
québécoise de 15 ans et plus  
qui exerçait un rôle d'aidant en  
2018

**3,95 G\$**

Valeur estimée des soins

**62,9 %**

des personnes proches

informels des aidants de plus de 45 ans à des personnes de 65 ans et plus au Québec (2007)	aidantes soutenaient un bénéficiaire en 2018; elles étaient 37 % à donner de leur temps pour deux bénéficiaires ou plus
--	---

### Travaux récents et initiatives sur le sujet

- L'entrée en vigueur en 2020 de la *Loi visant à reconnaître et à soutenir les personnes proches aidantes* a été suivie en 2021 de l'adoption de la Politique nationale pour les personnes proches aidantes et du premier Plan d'action gouvernemental qui en découle. La Loi institue aussi le Comité de partenaires concernés par le soutien aux personnes proches aidantes et crée l'Observatoire québécois de la proche aidance.
- Des modifications à la *Loi sur les normes du travail* en 2018 ont notamment élargi l'octroi et la durée des congés aux travailleurs qui ont le statut de proche aidant auprès d'un enfant, d'une personne âgée ou de toute autre personne présentant des besoins particuliers.
- Le gouvernement du Québec accorde aux personnes qui remplissent les critères d'admissibilité un crédit d'impôt remboursable pour les personnes aidantes. Il remplace depuis 2020 le crédit d'impôt pour aidant naturel d'une personne majeure.

### Ailleurs au Canada et dans le monde

- Le gouvernement canadien octroie des prestations pour proches aidants de l'assurance-emploi à toute personne admissible qui s'occupe d'un proche gravement malade, blessé ou en fin de vie, pour remplacer en partie son revenu d'emploi.
- En vertu de la *Loi sur la reconnaissance de l'apport des aidants naturels* adoptée au Manitoba en 2011, un rapport de progression sur les besoins des aidants naturels et les mesures de soutien à leur disposition est produit tous les deux ans.

- En Ontario, la *Loi sur la reconnaissance de l'apport des aidants naturels* de 2018 constitue un énoncé de principes à l'égard des aidants et en fait la promotion auprès des ministères et organismes gouvernementaux.
- En France, une loi visant la reconnaissance des proches aidants adoptée en 2019 affirme l'importance de mesures destinées à faciliter la conciliation entre la vie professionnelle et la vie personnelle des salariés proches aidants et à sécuriser leurs droits sociaux par la mise en place de régime de congés remboursables. Et une stratégie de mobilisation et de soutien en faveur des aidants est en vigueur depuis 2019.
- Dès 2010, l'Australie adopte le *Care Recognition Act*, une déclaration de principes sur la reconnaissance et l'apport des aidants au bien-être individuel et collectif ne créant toutefois aucune obligation. Il existe également plusieurs mesures de soutien financier aux aidants pour pallier les répercussions du temps requis pour les soins prodigués sur leurs finances personnelles. Par exemple, un montant de 10 000 dollars australiens est consenti à un aidant qui s'occupe d'un enfant de moins de sept ans gravement malade.
- Au Royaume-Uni, avec le bien-être individuel comme fil conducteur, le *Care Act 2014* a introduit de nouveaux droits pour les aidants et reconnaît leur besoin d'accompagnement. La loi souligne l'importance de leur fournir l'accès aux services que leur activité requiert et exige une évaluation des besoins de soutien de toute personne qui estime exercer un rôle de soignant. Par ailleurs, elle précise la place occupée par les jeunes aidants.

### **Pour aller plus loin**

- The hidden value of unpaid carers, *The King's Fund podcast* (balado), épisode du 1<sup>er</sup> novembre 2021. Entretien avec Fatima Khan-Shah, directrice du programme pour les soignants non rémunérés du West Yorkshire (Angleterre).

- International Alliance of Carer Organizations [IACO], *Global State of Caring*, 2021, 161 p.
- 

1. M.J. Hollander, G. Liu, N.L. Chappell, Who cares and how much? The imputed economic contribution to the Canadian healthcare system of middle-aged and older unpaid caregivers providing care to the elderly, *Healthcare Quarterly*, 12 (2), 2009, p. 42-49. [retour]
-

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## En bref : Le bien-être des animaux d'élevage au Québec

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 4 OCTOBRE 2023

*En 1965, l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) pose les principes de base du bien-être animal. Elle énonce cinq libertés fondamentales pour guider les sociétés en matière de traitement des animaux sous responsabilité humaine :*

- *L'absence de faim, de soif et de malnutrition;*
- *L'absence de peur et de détresse;*
- *L'absence de stress physique ou thermique;*
- *L'absence de douleur, de lésions et de maladie;*
- *La possibilité pour l'animal d'exprimer les comportements normaux de son espèce<sup>[1]</sup>.*

*Le Canada est l'un des 183 pays membres de l'OMSA.*

*Or, des domaines tels que la biologie, l'éthologie et les neurosciences ont fait des avancées majeures dans la dernière décennie en ce qui concerne la reconnaissance de la sensibilité et de la cognition des animaux. Cela a amené des législatures à resserrer leurs exigences en matière de bien-être animal, incluant les animaux d'élevage. L'Autriche, par exemple, a développé des règles par espèce pour la garde et le soin des animaux d'élevage et a plusieurs organes de gouvernance spécifiquement voués au*

*bien-être animal : un ombudsman par province, un conseil national, un comité d'application et une commission<sup>[2]</sup>.*

*Au Québec, un flou juridique subsiste sur la situation des animaux d'élevage agricole et apparaît préoccupant pour la population. Selon un sondage mené par la firme Léger pour le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), en 2017, 81 % des Québécoises et des Québécois se disaient moyennement à très préoccupés du bien-être des animaux d'élevage. Un autre sondage Léger mené en 2023 pour la SPCA montrait que 92 % des Québécoises et des Québécois se disaient favorables à ce qu'une loi ou un règlement encadre « la manière dont les animaux destinés à la consommation peuvent être traités dans les élevages du Québec<sup>[3]</sup> ».*



*Cette note d'information s'intéresse au contexte législatif entourant le traitement des animaux d'élevage ainsi qu'à l'autorégulation et à la compétitivité de l'industrie de la production animale. L'encadrement réglementaire du bien-être des animaux d'élevage dans d'autres provinces canadiennes est aussi brièvement abordé.*

*Ce document est également disponible sur le site Web de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, tout comme d'autres notes produites par le Service de la recherche.*

**Analyse et rédaction**  
Mysaëlle Lavoie-Lemieux

## CONTEXTE LÉGISLATIF

Au Québec, la *Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal*, adoptée en 2015, définit pour la première fois l'animal comme « un être doué de sensibilité ayant des impératifs biologiques ». Elle établit des balises en s'inspirant des libertés fondamentales de l'OMSA pour éviter que le bien-être et la sécurité des animaux domestiques soient compromis. On entend par animal domestique :

Un animal d'une espèce, d'une sous-espèce ou d'une race qui a été sélectionnée par l'homme de façon à répondre à ses besoins tel que le chat, le chien, le lapin, le bœuf, le cheval, le porc, le mouton, la chèvre, la poule et leurs hybrides<sup>[4]</sup>.

L'article 7 de la Loi prévoit cependant une exemption aux obligations de soins et aux actes interdits « dans le cas d'activité d'agriculture, de médecine vétérinaire, d'enseignement ou de recherche scientifique pratiquée selon les règles généralement reconnues ». La Loi n'explicite pas de normes en matière de traitement des animaux d'élevage.

Toutefois, les vétérinaires et les agronomes qui ont des motifs raisonnables de croire qu'un animal est en détresse ou qu'il subit ou a subi de la maltraitance sont tenus de le déclarer au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, et ce, même en contexte agricole (art. 14).

En cas de signalement, les médecins vétérinaires, les agronomes, les analystes et autres inspecteurs mandatés par le MAPAQ peuvent procéder à une inspection (art. 35).

Au palier fédéral, la *Loi sur la santé des animaux*, le *Règlement sur la santé des animaux* et le *Règlement sur la salubrité des aliments* régissent notamment le transport et l'abattage des animaux d'élevage au Canada<sup>[5]</sup>. Ils ont pour but de prévenir la transmission des maladies pouvant nuire à la santé de la population, à la santé des animaux ou au commerce international du bétail. Ils ne réglementent pas le traitement des animaux sur les fermes.

De plus, la *Loi modifiant le Code criminel (cruauté envers les animaux)* prévoit des sanctions financières et des peines d'emprisonnement pour les actes volontaires de cruauté envers les animaux<sup>[6]</sup>. Elle n'offre toutefois pas de protection en cas de négligence ou de mauvais traitements involontaires et « n'interfère pas avec les pratiques d'agriculture<sup>[7]</sup>».

## LES RÈGLES GÉNÉRALEMENT RECONNUES

Dans la *Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal*, les « règles généralement reconnues » pour le traitement des animaux d'élevage ne sont pas précisées. Le Guide d'application de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal produit par le MAPAQ offre à titre d'exemple les codes de pratique par espèce du Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage<sup>[8]</sup>. Ces codes présentent des exigences et des recommandations en matière de logement, d'alimentation, de santé, de transport, d'euthanasie, de techniques d'élevage et de gestion des urgences. Ils sont préparés par consensus des membres votants du Conseil:

- Associations nationales de l'industrie des animaux d'élevage (production, transformation, transport, encans, détail, commercialisation, services d'alimentation);
- Associations nationales pour le bien-être animal acceptant l'utilisation des animaux pour l'élevage;
- Associations nationales de vétérinaires;
- Conseils provinciaux des soins aux animaux d'élevage.

Le Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage définit ces codes de pratique comme des documents de référence. Ils n'ont ni visée réglementaire ni force contraignante.

Des associations nationales et provinciales de production développent également leurs propres cahiers et programmes d'évaluation des pratiques d'élevage et de bien-être animal. Certaines initiatives, comme l'Initiative proAction des Producteurs laitiers du Canada, sont rendues obligatoires pour leurs membres. D'autres, comme le Programme VBP+ des Producteurs de bovins du Québec, sont offerts aux membres sur une base volontaire et facultative.

Il est pertinent de noter que la *Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal* prévoit la possibilité pour le gouvernement, par règlement, de « rendre obligatoire, pour les personnes qu'il détermine, l'application de dispositions de normes ou de codes de pratiques pour les soins aux animaux » (art. 64).

Par ailleurs, d'autres législatures canadiennes ont réglementé l'application des codes de pratique du Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage:

- La Colombie-Britannique, en 2019;
- L'Île-du-Prince-Édouard, en 2017;
- Le Manitoba, en 2010;
- La Saskatchewan, en 2018;
- Terre-Neuve-et-Labrador, en 2012 et en 2019.

Pour ce qui est de l'Ontario, c'est la Direction des services relatifs au bien-être des animaux, au sein du ministère du Solliciteur général, qui est responsable de l'application des lois en matière de bien-être animal, par des inspections et des enquêtes.

## **L'AUTORÉGULATION DE L'INDUSTRIE DE LA PRODUCTION ANIMALE**

En 2015, lors des consultations particulières sur le projet de loi n° 54, Loi visant l'amélioration de la situation juridique de l'animal, l'Association québécoise des SPA et SPCA critiquait déjà l'autoréglementation du secteur agroalimentaire en ce qui a trait au bien-être animal<sup>[9]</sup>.

M<sup>e</sup> Sophie Gaillard, directrice de la défense des animaux et des affaires juridiques et gouvernementales de la SPCA de Montréal, estime que cette approche serait inadmissible dans d'autres industries :

Jamais on ne laisserait à l'industrie pétrolière le pouvoir de décider elle-même ce qui constitue trop de pollution ou pas. Ce serait une abdication des responsabilités gouvernementales, mais c'est ce qu'on fait pour les animaux d'élevage au Québec<sup>[10]</sup>.

En avril 2023, la SPCA de Montréal publiait le Manifeste pour un encadrement juridique des animaux d'élevage au Québec<sup>[11]</sup>, qui réclame l'établissement d'un cadre réglementaire définissant des normes minimales obligatoires de soin des animaux destinés à la consommation pour combler le vide juridique perçu dans la Loi actuelle. Au 2 octobre 2023, le manifeste comptait 28 738 signataires.

Des porte-paroles de l'industrie voient plutôt l'autorégulation comme une manière efficace et équilibrée de répondre aux attentes des consommatrices et consommateurs et du marché en ce qui a trait au traitement des animaux d'élevage<sup>[12]</sup>. Lors des consultations particulières de 2015, plusieurs ont mentionné que les codes de pratique du Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage et les cahiers de pratiques des regroupements de productrices et producteurs encadrent déjà le soin et la garde des animaux d'élevage. Selon ces intervenantes et intervenants, les audits externes de conformité, obligatoires pour obtenir certaines certifications ou accéder à certains marchés, constituent des

mesures suffisantes pour encourager les productrices et producteurs à se conformer aux normes de bien-être animal.

À titre d'exemple, les Éleveurs de porcs du Québec doivent se soumettre à un audit externe annuel comportant un volet sur le bien-être animal pour obtenir les certifications des programmes PorcSALUBRITÉ et PorcBIEN-ÊTRE. L'entreprise Olymel exige cette certification des productions de porc qui approvisionnent leurs abattoirs<sup>[13]</sup>.

Dans un entretien au *Devoir*, le directeur général de l'Union des producteurs agricoles, Charles-Félix Ross, mentionne l'obligation de dénonciation de la maltraitance des vétérinaires et des agronomes comme un autre dispositif externe de surveillance<sup>[14]</sup>. Cette obligation figure à la fois dans la Loi et dans le *Code de déontologie des médecins vétérinaires*<sup>[15]</sup>.

Cet aspect a toutefois soulevé des préoccupations d'associations de productrices et de producteurs, de vétérinaires et d'agronomes lors des consultations particulières sur le projet de loi. Elles craignaient que cela nuise aux bonnes relations avec la clientèle et au lien de confiance qui les unit.

D'ailleurs, le rapport d'application 2015-2020 de la Loi produit par le MAPAQ indique que le « nombre de signalements [des médecins vétérinaires et des agronomes] reçus au cours de la période couverte par ce rapport n'a pas été compilé<sup>[16]</sup> ». Dans ce contexte, il est impossible de mesurer l'effet de l'obligation de dénonciation sur le traitement des animaux dans les élevages du Québec.

En vertu de la Loi, le MAPAQ hérite du double mandat « d'appuyer le développement d'un secteur bioalimentaire [et de veiller à] l'amélioration de la santé et du bien-être des animaux <sup>[17]</sup> ». Selon M<sup>e</sup> Alain Roy, professeur en droit animalier, cette disposition représente un « conflit de rôle » entre des intérêts économiques et des principes moraux<sup>[18]</sup>.

## CONJUGUER BIEN-ÊTRE ANIMAL ET PERFORMANCE ÉCONOMIQUE

Dans sa version initiale, le projet de loi n° 54 prévoyait rendre obligatoire par règlement l'application des codes de pratiques du Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage<sup>[19]</sup>. Cette obligation a suscité des inquiétudes chez les porte-paroles de l'industrie en ce qui a trait à la compétitivité des productions québécoises par rapport à celles des autres provinces, où, avançaient-ils, la réglementation en matière de bien-être animal est moins stricte. La mise à niveau des infrastructures et des pratiques des productrices et producteurs pour répondre à ces codes nécessiterait, selon eux, des investissements importants.

La Coop fédérée, l'Association québécoise des industries de nutrition animale et céréalière, Les Éleveurs de porcs du Québec, l'Union des producteurs agricoles et les Producteurs de lait du Québec ont notamment soulevé cet enjeu dans leurs mémoires, en septembre 2015<sup>[20]</sup>. Parmi les porte-paroles de l'industrie de la production animale invités aux consultations particulières, seuls le Conseil des industriels laitiers du Québec et le Conseil canadien du commerce de détail se sont montrés favorables, sous certaines conditions, à l'application obligatoire des codes de pratiques<sup>[21]</sup>.

L'Union des producteurs agricoles a quant à elle recommandé la reconnaissance des cahiers de pratique ou guides spécifiques aux regroupements de productrices et producteurs dans une éventuelle réglementation :

Rendre obligatoires, pour les personnes qu'il détermine, les dispositions édictées par les offices de producteurs ou en l'absence de celles-ci, les dispositions des codes publiés par le Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage et prévoir les adaptations dans ces deux cas ainsi que les dispositions transitoires nécessaires à cette application<sup>[22]</sup>.

La version définitive de la Loi n'inclut toutefois pas cette obligation et aucun règlement à cet effet n'a été mis en place à l'heure actuelle.

Selon l'avocate, M<sup>e</sup> Sarah-Isabelle Avril, qui a analysé la valeur, la portée et la garantie normatives des codes de pratiques du Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage dans le cadre de son mémoire de maîtrise en droit, leur force normative est faible en l'absence d'intervention réglementaire du gouvernement<sup>[23]</sup>.

## **PISTES DE RÉFLEXION**

La récente recrudescence des préoccupations en matière de bien-être des animaux destinés à la consommation appelle à se pencher sur les perspectives diverses qui animent les débats en matière de production animale et le contexte dans lequel elle s'insère.

Le cadre de cette note ne permet pas d'aborder les questions éthiques sous-jacentes comme le principe de l'antispécisme ou la distinction de protection liée à la finalité de l'animal<sup>[24]</sup>.

Toutefois, certaines ambiguïtés dans le cadre législatif et ses applications sont mises en lumière. Des questions en suspens méritent une attention particulière :

- Une uniformisation des pratiques en matière de soin et de garde d'animaux destinés à la consommation par règlement permettrait-elle d'équilibrer les préoccupations de la population et celles des productrices et producteurs?
- Considérant les mandats simultanés du MAPAQ d'agir en tant que promoteur du secteur bioalimentaire québécois et de contrôleur du bien-être animal, les dispositions actuelles de la Loi concernant son application assurent-elles une surveillance efficace du traitement des animaux d'élevage?
- Devrait-on mettre en œuvre une collecte de données pour vérifier l'efficacité des dispositions de la Loi incitant les

médecins vétérinaires et les agronomes à dénoncer les situations de maltraitance?

- Est-il justifiable de faire reposer la responsabilité de surveillance du bien-être animal sur des acteurs, comme les vétérinaires et les agronomes, qui doivent conjuguer des devoirs envers leur clientèle de l'industrie et des devoirs envers les animaux?
- Où trace-t-on la ligne entre les situations de mauvais traitement ou de négligence qui nécessitent une approche de sensibilisation et celles qui demandent une approche de répression?

### En quelques mots

Au Québec, la *Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal* s'applique à tous les animaux domestiqués par les humains, mais l'exemption pour les activités agricoles rend les normes de traitement des animaux d'élevage ambiguës. Quant à l'**encadrement législatif canadien**, il ne réglemente pas le traitement des animaux sur les fermes.

La surveillance du bien-être des animaux destinés à la consommation est la responsabilité du **MAPAQ** ainsi que des **médecins vétérinaires** et des **agronomes** travaillant pour les productions agricoles. Ce double mandat les porte à conjuguer des intérêts économiques et des impératifs moraux qui peuvent sembler contradictoires.

Les avancées scientifiques en matière de sensibilité animale, le renforcement de la réglementation du traitement des animaux à l'international ainsi que les préoccupations de la population québécoise à l'égard de pratiques des producteurs agricoles du Québec soulèvent **des interrogations sur la nécessité d'une réglementation en la matière.**

### Récentes initiatives

Le MAPAQ offrait jusqu'à tout récemment un Plan de soutien aux investissements en agriculture contribuant à l'adaptation des entreprises en matière de bien-être animal et d'efficacité énergétique. Le programme a pris fin en mars 2023.

À l'été 2022, la **ministre canadienne de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire** a annoncé « un investissement pouvant atteindre près de 3 millions de dollars pour appuyer trois organisations nationales dans l'amélioration du bien-être et de la traçabilité des animaux au pays<sup>[25]</sup>. Les organismes récipiendaires sont Santé animale Canada, l'Agence canadienne d'identification du bétail et le Conseil canadien des transformateurs d'œufs et de volailles.

Le **Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage** a récemment révisé et mis à jour les **codes de pratiques** pour le soin et la manipulation des chèvres (2022) et des bovins laitiers (2023)<sup>[26]</sup>. Notons que les codes de pratiques sont examinés tous les cinq ans et révisés au moins tous les dix ans.

### **En quelques chiffres**

**43,8 millions** d'animaux d'élevage au Québec en 2021, selon Statistique Canada<sup>[27]</sup>

**15 222** productions agricoles animales au Québec

**D** : Indice de protection animale du Canada pour les animaux d'élevage, selon World Animal Protection<sup>[28]</sup>

**197** rapports d'infraction au bien-être des animaux de ferme de 2016 à 2022, selon des données du MAPAQ obtenues par Le Devoir

1. Organisation mondiale de la santé animale, *Bien-être animal*, consulté le 2 octobre 2023. Fondée en 1924 sous l'appellation d'Office International des Épizooties (OIE), l'OMSA est une organisation intergouvernementale

- dont le siège est à Paris. C'est l'autorité mondiale en matière de santé animale. [retour]
2. Federal Ministry Republic of Austria, *Animal Welfare Act*, consulté le 2 octobre 2023. En outre, cette loi transpose certaines normes et directives européennes en matière de bien-être animal (sur les normes de l'Union européenne, voir Protection et bien-être des animaux : les règles de l'UE expliquées, *Actualité – Parlement européen*, 14 août 2020; mise à jour : 25 janvier 2022). [retour]
  3. SPCA de Montréal. *Ce n'est pas parce qu'ils vont mourir qu'ils ne méritent pas d'être protégés*, 18 avril 2023. [retour]
  4. RLRQ, c. B-3,1, art. 1, par. 1<sup>o</sup> a). [retour]
  5. LC 1990, c. 21; CRC, c. 296; DORS/2018-108. [retour]
  6. LC 2008, c. 12. [retour]
  7. Gouvernement du Canada. *Bestialité et combats d'animaux (projet de loi C-84)*, [Canada], s. d. [retour]
  8. MAPAQ, *Guide d'application de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal*, p. 31. [retour]
  9. Association québécoise des SPA et SPCA, *Mémoire sur le projet de loi n° 54, Loi visant l'amélioration de la situation juridique de l'animal*, septembre 2015, p. 31. [retour]
  10. Sophie Gaillard, citée dans Magdaline Boutros, « Les animaux d'élevage sont-ils bien protégés par la loi? », *Le Devoir*, 12 janvier 2023. [retour]
  11. SPCA de Montréal, *Manifeste pour un encadrement juridique des animaux d'élevage au Québec*, consulté le 2 octobre 2023. [retour]
  12. Éleveurs de porcs du Québec, *Bien-être animal et production porcine : un juste équilibre à trouver*, octobre 2015, p. 10; Fédération des producteurs d'œufs du Québec, *Bien-être animal et soins des animaux au cœur des préoccupations des producteurs d'œufs du Québec*, septembre 2015, p. 12-13. [retour]
  13. Olymel, *Mémoire d'Olymel dans le cadre des consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 54, Loi visant l'amélioration de la situation juridique de l'animal*, septembre 2015, p. 6. [retour]
  14. Charles-Félix Ross, cité dans Magdaline Boutros, « La SPCA réclame une meilleure protection juridique des animaux d'élevage », *Le Devoir*, 27 avril 2023. [retour]
  15. RLRQ, M-8, r. 4, art. 56. [retour]
  16. MAPAQ, *Rapport d'application de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal*, p. 14. [retour]
  17. MAPAQ, *Mission et mandats du MAPAQ*, consulté le 2 octobre 2023. [retour]

18. Alain Roy, cité dans Magdaline Boutros et Sandrine Vieira, « Un conflit d'intérêts au MAPAQ? », *Le Devoir*, 13 juin 2023. [retour]
19. Projet de loi n°54, présentation, 5 juin 2015. [retour]
20. Coop fédérée, *Concilier le bien-être de nos animaux d'élevage et la compétitivité de l'industrie*, septembre 2015, p. 6; Association québécoise des industries de nutrition animale et céréalière, *Le bien-être animal essentiel au succès des entreprises agroalimentaires*, septembre 2015, p. 9; Éleveurs de porcs du Québec, *op. cit.*, p. 25; Union des producteurs agricoles, *Mémoire sur le projet de loi n° 54 : Loi visant l'amélioration de la situation juridique de l'animal*, septembre 2015, p. 36; Les Producteurs de lait du Québec, *Consultation particulière sur la situation juridique de l'animal*, septembre 2015, p. 9. [retour]
21. Conseil des industriels laitiers, *Projet de loi n°54, Loi visant l'amélioration de la situation juridique de l'animal*, mémoire, septembre 2015, p. 4; Conseil canadien du commerce de détail, *Mémoire sur le Projet de loi n°54, Loi visant l'amélioration de la situation juridique de l'animal*, septembre 2015, p. 11. [retour]
22. Union des producteurs agricoles, *op. cit.*, p. 21. [retour]
23. Sarah-Isabelle Avril, *La régulation des êtres animaux d'élevage en droit québécois : une délégation normative de la protection du bien-être animal aux acteurs de l'industrie agroalimentaire*, Mémoire (L.L.M.), Université de Sherbrooke, 2022, p. 157. [retour]
24. Selon l'association française de défense des animaux L214, l'antispécisme est un principe éthique qui « accorde une considération égale aux intérêts de tous les êtres qui éprouvent des sensations, qui sont sensibles à la douleur et au plaisir ». Il se définit en opposition au « spécisme », défini comme « un préjugé ou une attitude de parti pris en faveur des intérêts des membres de sa propre espèce et à l'encontre des intérêts des membres des autres espèces » (Peter Singer, cité dans Guillaume Lequien, 2014). M<sup>e</sup> Alain Roy mentionne la distinction de protection liée à l'animal dans un entretien au *Devoir* : « la Loi “n’offre pas une protection à l’animal pour ce qu’il est vraiment, mais plutôt une protection à l’animal en fonction de la finalité qu’on lui donne” ». C’est ce qui explique, par exemple, que le propriétaire d’un cochon de compagnie qui lui coupe la queue pourrait être poursuivi en justice pour cruauté, mais que le même geste d’un producteur sur un cochon d’élevage serait considéré comme légal « puisqu’il s’agit d’une pratique courante et admise dans l’industrie porcine » (M. Boutros, *op. cit.*, 12 janvier 2023). [retour]
25. Agriculture et Agroalimentaire Canada, *Le gouvernement du Canada investit dans l'amélioration du bien-être des animaux*, 8 août 2022. [retour]
26. CNSAE, *Publication du Code de pratiques pour le soin et la manipulation des chèvres révisé*, 18 novembre 2022; CNSAE, *L'édition révisée du Code de pratiques pour le soin et la manipulation des bovins laitiers est publiée*, 30 mars 2023. [retour]

27. Lorsque l'on inclut les animaux suivants : bovins, porcs, moutons, chevaux et poneys, chèvres, sangliers, visons, renards, bisons, lamas et alpagas, chevreuils, élans, poules et poulets, dindons et dindes. [retour]
28. Sur une échelle de A à G, l'indice de World Animal Protection évalue dix indicateurs de protection animale regroupés en quatre objectifs, soit : 1) la reconnaissance de la sensibilité de l'animal and la prohibition de la souffrance animale; 2) la présence de législation en matière de bien-être animal; 3) la création d'organismes gouvernementaux responsables de la protection animale; et 4) le respect des standards de l'Organisation mondiale de la santé animale. L'indice lié à l'indicateur de protection des animaux d'élevage s'intéresse spécifiquement à l'existence et à la sévérité de la législation en la matière. [retour]

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## Les travaux parlementaires au Québec

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 18 OCTOBRE 2023

*Le droit parlementaire québécois trouve sa source première dans le cadre constitutionnel canadien<sup>[1]</sup>. L'article 71 de la Loi constitutionnelle de 1867 consacre la création du Parlement québécois composé de l'Assemblée nationale du Québec et du lieutenant-gouverneur<sup>[2]</sup>. La Loi constitutionnelle assure aussi le partage des compétences entre le Parlement fédéral et les législatures provinciales. C'est en vertu du système fédéral canadien prévu à la Constitution que le Parlement du Québec dispose de ses propres compétences. Il a l'autorité exclusive pour légiférer dans les compétences indiquées à la Loi constitutionnelle de 1867<sup>[3]</sup>.*

*En plus de la Constitution canadienne, le parlementarisme québécois s'appuie sur plusieurs sources de droit comme les lois, les ordres spéciaux, les précédents, les usages, la doctrine et certaines règles non écrites<sup>[4]</sup>. Au Québec, la Loi sur l'Assemblée nationale ainsi que son règlement d'application<sup>[5]</sup> font partie de cet ensemble de règles et de procédures qui encadrent les activités des parlementaires.*

*L'objet de cette note ne consiste toutefois pas à passer en revue chacune des règles en vigueur. L'objectif est plutôt de brosser un portrait du fonctionnement et de l'organisation des travaux parlementaires au Québec. La note met en évidence certaines particularités propres au parlementarisme québécois en s'appuyant sur les sources de droit pertinentes.*

*Ce document est également disponible sur le site Web de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, tout comme d'autres notes produites par le Service de la recherche.*

**Félix Bélanger**  
**Audrey Houle**  
*Service de la recherche*



## LA SÉPARATION DES POUVOIRS

**L**e système parlementaire du Québec est de type Westminster, ce qui signifie que son fonctionnement est fortement inspiré de celui du Royaume-Uni. Le préambule de la *Loi constitutionnelle de 1867* indique d'ailleurs que la Constitution du Canada repose « sur les mêmes principes que celle du Royaume-Uni<sup>[6]</sup> ».

Ainsi, comme d'autres régimes politiques de tradition britannique, le parlementarisme québécois se caractérise par une séparation souple entre les pouvoirs législatif et exécutif. Le premier ministre et son Conseil des ministres, détenteurs du pouvoir exécutif, font partie intégrante du pouvoir législatif puisqu'ils doivent être membres de l'Assemblée nationale du Québec. Les pouvoirs législatif et exécutif ne sont donc pas complètement indépendants l'un de l'autre<sup>[7]</sup>. Historiquement, cette particularité a

généralement favorisé une collaboration du législatif avec l'exécutif.

La séparation souple des pouvoirs implique cependant une autonomie moins grande pour le pouvoir législatif, particulièrement en situation de gouvernement majoritaire<sup>[8]</sup>. Les membres du gouvernement parviennent généralement à donner la priorité à leur programme politique au détriment de celui des groupes d'opposition<sup>[9]</sup>.

Aux rôles de représentant de leur circonscription et à celui de législateur, s'ajoute un rôle de contrôle parlementaire aux membres de l'Assemblée nationale. Ils doivent surveiller et contrôler les actions du gouvernement de façon à faire respecter les intérêts de la population. Le gouvernement ne peut donc pas agir seul, il est imputable de ses actions et il a l'obligation de rendre des comptes à l'Assemblée nationale.

En vertu du principe du *gouvernement responsable*, le gouvernement doit s'assurer de conserver la confiance de la majorité des membres élus du Parlement. S'il n'y parvient pas, il ne peut plus gouverner. Il se crée ainsi un équilibre entre les pouvoirs puisque l'Assemblée peut retirer sa confiance au gouvernement lorsqu'elle le juge opportun. Le *Règlement de l'Assemblée nationale* (RAN) prévoit que l'Assemblée peut retirer sa confiance au gouvernement en vertu de cinq types de votes

1. Sur une motion de censure;
2. Sur la motion du premier ministre proposant l'adoption de la politique générale du gouvernement;
3. Sur la motion du ministre des Finances proposant l'adoption de la politique budgétaire du gouvernement;
4. Sur la motion d'adoption d'un projet de loi de crédits;
5. Sur toute motion au sujet de laquelle le gouvernement, par une déclaration du premier ministre ou de son représentant, a expressément engagé sa responsabilité<sup>[10]</sup>.

## LE DÉROULEMENT DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

L'organisation des travaux parlementaires est en grande partie régie par le *Règlement et autres règles de procédure de l'Assemblée nationale*. Il s'agit de « l'ensemble le plus important de règles écrites que s'est donné l'Assemblée pour régir ses travaux et ceux de ses commissions<sup>[11]</sup> ». Les principales modalités encadrant le travail parlementaire y sont prévues de façon détaillée.

### LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Avant d'aborder en détail les travaux parlementaires, il convient de glisser quelques mots sur une fonction essentielle à leur bon déroulement, soit la présidence de l'Assemblée nationale. Il revient à la présidence de diriger les séances de l'Assemblée, d'administrer ses services et de représenter l'Assemblée nationale, notamment dans ses rapports avec les autres parlements<sup>[12]</sup>. Dans l'exercice de ses fonctions, la présidente ou le président a notamment la charge de l'ouverture, de la suspension et de la levée des séances de l'Assemblée. Cette personne doit aussi veiller au respect des droits et des privilèges de tous les parlementaires en plus de maintenir l'ordre<sup>[13]</sup>. La présidence est appuyée dans ses charges par le secrétaire général de l'Assemblée nationale qui, sous son autorité, supervise le personnel de l'Assemblée et administre les affaires courantes<sup>[14]</sup>.

La présidente ou le président de l'Assemblée est élu au début de chaque législature par scrutin secret<sup>[15]</sup>. Cette fonction exige la neutralité de la personne qui en est investie par ses pairs. Ainsi, la présidente ou le président ne peut faire partie d'aucun groupe parlementaire<sup>[16]</sup>, il ou elle ne participe pas aux discussions de l'Assemblée et ne vote pas, sauf en cas d'égalité des voix<sup>[17]</sup>. Ce devoir de neutralité se transpose également dans la manière dont les travaux sont dirigés et les règles appliquées<sup>[18]</sup>.

L'Assemblée tient aussi en début de législature l'élection de trois vice-présidents<sup>[19]</sup>. Les parlementaires qui occupent ces fonctions sont appelés à remplacer la présidente ou le président en cas d'empêchement<sup>[20]</sup>.

## LES FONCTIONS PARLEMENTAIRES

La fonction de parlementaire recoupe de multiples facettes. Les élus agissent à titre de représentant de leurs électeurs. Ils occupent également les fonctions de législateur et de contrôleur de l'action gouvernementale. Au-delà de ces fonctions primaires, des rôles sont assignés à des membres des groupes parlementaires : leader, whip et président de caucus, leurs tâches ont pour but de faciliter le bon déroulement des travaux.

Le **leader** est désigné par le chef du groupe parlementaire afin de coordonner l'action parlementaire de son groupe<sup>[21]</sup>. Il agit comme principal stratège et conseille le chef du groupe en matière de procédure parlementaire. Son rôle est intimement lié à la procédure parlementaire, à la planification des travaux ainsi qu'à l'élaboration de stratégies lors des débats. Le leader est également chargé de veiller au respect des droits de chacun des parlementaires de son groupe. Il est l'interlocuteur principal avec la présidence de l'Assemblée.

Le leader du groupe formant le gouvernement est appelé « leader du gouvernement » alors que celui de l'opposition officielle porte le titre de « leader de l'opposition officielle »<sup>[22]</sup>. Les autres groupes parlementaires peuvent se doter d'un leader en vertu de l'entente temporaire prise pour la durée de la 43<sup>e</sup> législature<sup>[23]</sup>. L'entente prévoit que tous les groupes parlementaires, à l'exception du troisième groupe d'opposition, désignent une ou un leader<sup>[24]</sup>.

Le **whip** est chargé d'assurer la cohésion et l'assiduité au sein du groupe parlementaire<sup>[25]</sup>. Il est en quelque sorte le gardien de la discipline de parti, aussi connue sous le terme de « ligne de parti ». Il s'assure notamment que les députées et députés sont présents en nombre suffisant pendant les travaux en Chambre et en

commission parlementaire, plus particulièrement lorsqu'il y a un vote. Il répartit les tâches et les services de soutien aux parlementaires en plus de sélectionner celles et ceux qui seront membres des délégations internationales et interparlementaires.

Le whip en chef du gouvernement assiste aux réunions du Conseil des ministres (Conseil exécutif) même s'il n'est pas ministre. Il est présent pour assurer la solidarité des députées et députés envers les mesures soumises par le gouvernement.

Enfin, les parlementaires peuvent revêtir le rôle de **président du caucus**. Le parlementaire érigé à cette fonction dirige les délibérations du caucus de son groupe parlementaire. Le président du caucus du parti du gouvernement assiste aux séances du Conseil des ministres.

Autrefois, la présidence du caucus était assurée par le whip<sup>[26]</sup>. Depuis 1986, la *Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale* prévoit une rémunération supplémentaire pour l'exercice de cette fonction reconnaissant implicitement son existence. Le groupe parlementaire formant le gouvernement et l'opposition officielle, si elle compte au moins 20 députées et députés, peuvent désigner un président de caucus<sup>[27]</sup>.

## LE CALENDRIER PARLEMENTAIRE

Le Règlement prévoit les périodes durant lesquelles les travaux se déroulent. Le calendrier parlementaire fixe deux périodes de travaux pendant lesquelles l'Assemblée peut se réunir en séance ordinaire<sup>[28]</sup>. L'Assemblée siège en séance ordinaire à l'automne et au printemps. Le Règlement prévoit les jours et les heures durant lesquels l'Assemblée peut se réunir. Les séances tenues en dehors de cette période sont considérées comme des séances extraordinaires<sup>[29]</sup>. Ces dernières ont lieu à la demande du premier ministre pour étudier certaines affaires particulières.

Durant les travaux, des semaines de travail en circonscription sont prévues au calendrier. Elles sont déterminées par la présidence en

concertation avec les leaders des groupes parlementaires. Cette période permet aux élues et élus de se concentrer sur leur travail dans leur circonscription respective. Pendant ce temps, l'Assemblée ne peut se réunir et les commissions ne peuvent siéger<sup>[30]</sup>.

Enfin, les périodes de travaux se concluent par deux semaines de travaux intensifs. Contrairement aux travaux réguliers, les travaux intensifs se déroulent au cours de plages horaires prolongées. Les travaux intensifs sont l'occasion de terminer l'étude de projets de loi ou tout autre mandat avant la fin de la période de travaux.

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
Travaux réguliers				
	10 h à 12 h	9 h 40 à 13 h	9 h 40 à 13 h	
	13 h 40 à 18 h 30	15 h à 18 h 30	14 h 30 à 16 h 30	
Travaux intensifs				
	13 h 40 à 18 h	9 h 40 à 13 h	9 h 40 à 13 h	
	19 h 30 à 21 h 30	15 h à 18 h	15 h à 18 h	9 h 40 à 13 h
			19 h 30 à 22 h 30	

## LES AFFAIRES COURANTES

Chaque jour où l'Assemblée se réunit au cours d'une session correspond à une séance. Elle se divise alors en deux périodes : les affaires courantes et les affaires du jour<sup>[31]</sup>. La période des affaires courantes est destinée en bonne partie à la transmission d'informations par le gouvernement à l'Assemblée. Elle se compose de onze rubriques abordées dans l'ordre défini par le *Règlement de l'Assemblée nationale*<sup>[32]</sup>. C'est notamment lors de cette période qu'ont lieu les déclarations de députés et les déclarations ministérielles, la présentation de projets de loi, le dépôt de documents et de rapports de commissions ainsi que les motions sans préavis. La rubrique la plus connue et la plus médiatisée des affaires courantes est toutefois sans contredit la période de questions et de réponses orales.

La période de questions et de réponses orales

La période de questions et de réponses orales constitue un temps fort des travaux parlementaires à l'Assemblée nationale. À cette occasion, les membres de l'Assemblée peuvent questionner le premier ministre et les ministres sur des sujets de leur choix. Bien que les parlementaires disposent d'une grande latitude dans l'objet de leurs questions, le Règlement prévoit certaines balises. Les questions doivent porter sur des affaires d'intérêt public relevant d'un ministre ou du gouvernement. Elles doivent aussi avoir un caractère d'actualité ou d'urgence. Les questions ne respectant pas ces critères doivent être inscrites au feuilletton<sup>[33]</sup>.

La période de questions et de réponses orales a lieu à chaque séance, donc trois fois par semaine pendant les travaux réguliers. Elle dure 45 minutes<sup>[34]</sup>. En raison de la durée limitée de cette rubrique, la répartition du nombre de questions pouvant être posées par les groupes parlementaires d'opposition et les députées et députés indépendants est établie en début de législature par la présidence. Pour ce faire, des principes ont été développés et retenus au fil des ans. Ces principes peuvent être résumés ainsi :

- « tous les députés peuvent poser des questions au gouvernement, incluant les députés ministériels;
- les questions sont principalement dévolues aux députés de l'opposition;
- la notion de groupe parlementaire constitue un principe qui doit être conjugué aux deux premiers;
- un rôle prépondérant doit être reconnu à l'opposition officielle;
- la présidence doit tenir compte de la présence, le cas échéant, de députés indépendants<sup>[35]</sup> ».

Les questions principales des chefs des groupes d'opposition peuvent être d'une durée d'une minute trente secondes alors que les questions principales des autres parlementaires ne doivent pas dépasser une minute. Les questions complémentaires sont, quant à elles, toutes d'une durée de trente secondes. Le temps de parole

accordé pour les réponses diffère légèrement. Le premier ministre dispose d'une minute quarante-cinq secondes pour répondre aux questions principales alors que les ministres ont jusqu'à une minute quinze secondes pour ces questions. Dans tous les cas, les réponses aux questions complémentaires doivent être d'une durée maximale de quarante-cinq secondes<sup>[36]</sup>.

En plus de diriger les échanges et de faire respecter les temps de parole, la présidence doit maintenir l'ordre. À ce sujet, mentionnons que les applaudissements sont désormais interdits pendant la période de questions et de réponses orales<sup>[37]</sup>. Le Règlement a été modifié en ce sens le 7 octobre 2015 à la suite d'une motion adoptée par les membres de l'Assemblée nationale<sup>[38]</sup>.

## LES AFFAIRES DU JOUR

La période des affaires du jour est consacrée essentiellement aux débats, notamment ceux prévus aux étapes du processus législatif. Cette période est composée de cinq rubriques qui doivent être abordées dans l'ordre prévu au Règlement : les affaires prioritaires, les débats d'urgence, les débats sur les rapports de commissions, les autres affaires inscrites au feuillet et les affaires inscrites par les députés de l'opposition<sup>[39]</sup>.

En pratique, les « autres affaires inscrites au feuillet » représentent la grande majorité des dossiers faisant l'objet de délibérations pendant la période des affaires du jour<sup>[40]</sup>. Le gouvernement a ainsi une grande marge de manœuvre dans l'organisation des travaux. En effet, il revient au leader du gouvernement d'indiquer les affaires inscrites au feuillet qui feront l'objet d'un débat<sup>[41]</sup>. Le leader du gouvernement exerce ainsi un grand contrôle sur le processus législatif, car c'est à cette rubrique que peuvent être pris en considération par l'Assemblée les projets de loi du gouvernement, les projets de loi publics au nom de députés, les projets de loi d'intérêt privé, les motions du gouvernement, les crédits budgétaires et les débats statutaires<sup>[42]</sup>.

En ayant le contrôle sur les projets de loi qui seront appelés, le gouvernement parvient généralement à imposer ses priorités législatives au détriment de celles des groupes d'opposition. Les projets de loi publics inscrits au feuilletton par les oppositions sont rarement pris en considération par l'Assemblée et vont souvent « mourir au feuilletton<sup>[43]</sup> ».

## **Le Feuilletton et préavis**

Le *Feuilleton et préavis* est un document essentiel à l'organisation des travaux parlementaires. Il indique toutes les affaires que l'Assemblée peut prendre en considération au cours d'une séance et comprend des renseignements susceptibles d'être utiles aux parlementaires. Le leader du gouvernement construit d'ailleurs son ordre du jour en s'appuyant sur ce document. En respectant l'ordre et les affaires prioritaires prévues au Règlement, il choisit les éléments inscrits qui seront pris en considération. Le *Feuilleton et préavis* est rendu disponible chaque jour de séance, habituellement vers 8 h. Il comprend six parties distinctes : les affaires courantes, les affaires du jour, les projets de loi adoptés, les travaux des commissions, les questions écrites et les préavis<sup>[44]</sup>.

Considérant que les affaires du jour sont essentiellement consacrées aux débats, la gestion du temps de parole entre les parlementaires est centrale. Le Règlement prévoit une règle générale en la matière. Sauf dispositions contraires, un parlementaire a la possibilité de s'exprimer une seule fois sur une même question. Le temps de parole est de dix minutes pour les motions de forme et de vingt minutes pour les autres affaires<sup>[45]</sup>. Les temps de parole sont toutefois plus grands pour l'auteur d'une motion, le premier ministre et les autres chefs des groupes parlementaires, ou leurs représentants. Ils disposent d'une heure pour les motions de fond et de trente minutes pour les motions de forme<sup>[46]</sup>. Là où le parlementaire qui a proposé une motion de

fond dispose en outre d'un droit de réplique d'une durée de vingt minutes<sup>[47]</sup>.

Le Règlement prévoit aussi des débats restreints. Contrairement aux cas prévus à la règle générale mentionnée au paragraphe précédent, ces débats ont une durée limitée. Sauf disposition contraire, ils ne durent pas plus de deux heures. Le temps de parole est alors réparti par la présidence à la suite d'une réunion avec les leaders<sup>[48]</sup>. Le Règlement prévoit toutefois d'autres catégories de débats restreints<sup>[49]</sup>. On peut penser au débat sur le discours d'ouverture de la session<sup>[50]</sup> et au débat sur le discours du budget<sup>[51]</sup>.

## **LE TRAVAIL EN COMMISSION PARLEMENTAIRE**

L'Assemblée nationale effectue une partie considérable de ses travaux en commission parlementaire. À cette fin, onze commissions permanentes sont constituées. Deux d'entre elles ont des mandats de nature horizontale, soit la Commission de l'Assemblée nationale et la Commission de l'administration publique. Les neuf autres sont qualifiées de « sectorielles » puisque leurs champs de compétence respectifs correspondent à un secteur d'activité de la société ou de l'État. Par ailleurs, l'Assemblée peut mettre en place des commissions spéciales. Elles sont provisoires, leur mandat prend fin au dépôt de leur rapport.

## **LA COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

La Commission de l'Assemblée nationale joue un rôle distinct des autres commissions parlementaires. Elle n'a pas pour vocation d'exercer les fonctions de législation et de contrôle parlementaire. Elle sert plutôt de lieu d'échanges et de décisions en matière de fonctionnement du parlementarisme à l'Assemblée. La Commission a entre autres pour mandat d'établir « le règlement de l'Assemblée et ses règles de fonctionnement ainsi que celles des commissions<sup>[52]</sup> ». Il revient à cette commission de déterminer devant quelles commissions permanentes répondent les ministères et organismes. Considérant la nature de son mandat, la

Commission de l'Assemblée nationale est composée des personnes qui occupent des fonctions parlementaires d'importance. Elle est formée de la présidence de l'Assemblée nationale, des vice-présidentes et vice-présidents, des leaders et des whips des groupes parlementaires, des leaders adjoints du groupe parlementaire formant le gouvernement et des parlementaires à la présidence des commissions permanentes<sup>[53]</sup>.

## **Le Bureau de l'Assemblée nationale**

Il est important de distinguer la Commission de l'Assemblée nationale du Bureau de l'Assemblée nationale (BAN) qui n'a pas le statut de commission parlementaire. Il a plutôt un mandat de nature administrative. Le BAN doit par exemple approuver les prévisions budgétaires préparées par la présidence de l'Assemblée et adopter les règles concernant les dépenses de l'institution. Il doit aussi fixer les normes et barèmes de nomination et de rémunération du personnel des parlementaires et des cabinets de l'Assemblée. Il fixe les sommes que les groupes parlementaires peuvent recevoir à des fins de recherche et de soutien. Il est institué en vertu de la *Loi sur l'Assemblée nationale*<sup>[54]</sup>. La présidence du Bureau est assurée par la présidente de l'Assemblée nationale<sup>[55]</sup>. Ses membres sont choisis par les groupes parlementaires représentés à l'Assemblée. Cinq sont issus du groupe parlementaire formant le gouvernement et quatre des groupes d'opposition<sup>[56]</sup>.

## **LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE**

La Commission de l'administration publique a été créée en 1997 afin de confier à une instance particulière le rôle d'examiner la gestion de l'appareil administratif québécois. Depuis l'an 2000, elle veille à l'application de la *Loi sur l'administration publique*, qui soumet l'Administration de l'État québécois au cadre de gestion axée sur les résultats. Dans l'exercice de ses fonctions, la Commission de l'administration publique doit entendre les sous-ministres et les dirigeants d'organismes au moins une fois tous les

quatre ans afin de discuter de leur gestion administrative<sup>[57]</sup>. Les observations, conclusions et recommandations formulées par la Commission sont de nature corrective. Elles visent à améliorer la qualité des services rendus aux citoyennes et aux citoyens, la performance de l'administration publique et la qualité de l'information présentée. Bien que les commissions sectorielles puissent elles aussi entendre les ministères et organismes de leurs secteurs d'activité, la plupart des mandats de reddition de comptes sont réalisés par la Commission de l'administration publique.

La Commission est composée de dix membres permanents auxquels s'ajoutent huit membres temporaires<sup>[58]</sup>. La présence de membres temporaires s'explique par le rôle horizontal de la Commission. Ainsi, des parlementaires qui s'intéressent à une question particulière peuvent se joindre de façon temporaire à ses travaux<sup>[59]</sup>.

La présidence revient à une ou un membre de l'opposition officielle, la première vice-présidence est dévolue au groupe parlementaire formant le gouvernement et une deuxième vice-présidence est issue du deuxième groupe d'opposition<sup>[60]</sup>. La nature des travaux favorise la collégialité entre les membres de la Commission, qui cultive une culture et un climat de travail transpartisans.

## LES COMMISSIONS SECTORIELLES

Les neuf autres commissions permanentes de l'Assemblée nationale sont sectorielles, c'est-à-dire qu'elles sont spécialisées dans un ou des secteurs d'activité de l'État. Elles sont généralement formées d'une dizaine de membres nommés pour une période de deux ans. La composition des commissions parlementaires est prévue au Règlement, mais fait souvent l'objet de modifications afin de s'adapter aux circonstances particulières, par exemple la présence de plus de deux groupes parlementaires ou de députés indépendants<sup>[61]</sup>. Les ajustements sont généralement prévus en début de législature après discussions entre les groupes parlementaires. Pour la 43<sup>e</sup> législature, chaque

commission est composée de six membres du groupe formant le gouvernement, de trois membres du groupe formant l'opposition officielle et d'un membre du deuxième groupe d'opposition<sup>[62]</sup>. Les députées et députés indépendants peuvent aussi siéger à une commission<sup>[63]</sup>.

Chaque commission a une présidence et une vice-présidence. En vertu du Règlement, six commissions sont présidées par des parlementaires du groupe formant le gouvernement et trois le sont par des parlementaires de l'opposition<sup>[64]</sup>. Il revient aux commissions d'élire parmi leurs membres les personnes qui occuperont la présidence, la vice-présidence et la deuxième vice-présidence, le cas échéant<sup>[65]</sup>.

### **Les commissions sectorielles de l'Assemblée nationale**

- Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles;
- Commission de l'aménagement du territoire;
- Commission de la culture et de l'éducation;
- Commission de l'économie et du travail;
- Commission des finances publiques;
- Commission des institutions;
- Commission des relations avec les citoyens;
- Commission de la santé et des services sociaux;
- Commission des transports et de l'environnement.

Les commissions sectorielles s'acquittent de plusieurs fonctions dans leur champ de compétence. Elles peuvent se saisir de mandats de leur propre initiative, alors que d'autres leur sont imposés. On distingue généralement quatre types de mandats.

Les mandats confiés aux commissions par l'Assemblée

Les mandats des commissions sectorielles les plus courants sont confiés par l'Assemblée nationale. À sa demande, les commissions doivent notamment étudier les projets de loi. En vertu de modalités légèrement différentes, l'Assemblée envoie à la commission compétente un projet de loi public ou d'intérêt privé afin qu'elle procède à son étude détaillée<sup>[66]</sup>. Dans le cadre du processus législatif, l'Assemblée peut envoyer un projet de loi public en commission pour que des consultations générales ou particulières soient tenues afin d'entendre les personnes et organismes pertinents<sup>[67]</sup>.

Lors de consultations générales, la Commission invite toute personne ou tout organisme qui le souhaite à lui transmettre un mémoire exprimant son opinion sur le sujet à l'étude. Elle peut aussi inviter toute personne ou tout groupe à lui adresser une demande d'intervention aux auditions publiques. Cette invitation est lancée par l'intermédiaire d'un avis publié à la *Gazette officielle du Québec* et dans les journaux<sup>[68]</sup>. Sur la base de ces mémoires et de ces demandes d'intervention, la Commission décide quelles personnes et quels groupes elle entendra en auditions publiques<sup>[69]</sup>. Au cours de consultations particulières, la Commission envoie directement des invitations à des personnes ou des organismes qu'elle désire entendre en auditions et qui ont une connaissance ou une expertise particulière du dossier à l'étude<sup>[70]</sup>.

L'Assemblée confie un autre mandat d'envergure aux commissions sectorielles, soit l'étude des crédits budgétaires. Après l'adoption des crédits provisoires, l'étude de l'ensemble des crédits budgétaires, à l'exception de ceux de l'Assemblée nationale, est envoyée en commission<sup>[71]</sup>. Les commissions ont alors le mandat d'étudier les crédits budgétaires des ministères et organismes gouvernementaux qui relèvent de leurs compétences<sup>[72]</sup>. Le Règlement prévoit que le temps consacré à l'étude des crédits en commission est d'une durée maximale de 120 heures. Cent heures sont réservées aux échanges entre les ministres et les députés de l'opposition et vingt heures sont allouées aux échanges

entre les ministres et les députés du groupe formant le gouvernement<sup>[73]</sup>.

Enfin, mentionnons que l'Assemblée nationale peut confier à une commission le mandat d'étudier toute autre matière. Le Règlement prévoit en effet une disposition d'ordre général où l'Assemblée peut envoyer en commission l'étude de tout sujet qu'elle juge pertinent. Ce mandat est alors prioritaire pour la commission<sup>[74]</sup>.

### Les mandats entrepris par les commissions de leur propre initiative

En plus des mandats qui leur sont conférés, les commissions sectorielles ont la possibilité d'entreprendre des mandats à leur initiative depuis la réforme parlementaire de 1984, qui visait à accroître leur autonomie dans le déroulement des travaux parlementaires<sup>[75]</sup>. Une commission se saisit d'un mandat d'initiative avec en adoptant une motion d'un de ses membres à la majorité de chaque groupe parlementaire<sup>[76]</sup>.

Les commissions ont de la latitude dans le type de mandat qu'elles décident d'entreprendre de leur propre initiative. À cet égard, le Règlement prévoit quatre mandats

1. Les commissions peuvent étudier les projets de règlement et les règlements qui relèvent de ses compétences<sup>[77]</sup>.
2. Chaque commission sectorielle peut, de sa propre initiative, adopter un mandat pour étudier les orientations, les activités et la gestion des ministères et organismes<sup>[78]</sup>. Ce type de mandat s'inscrit dans la fonction de contrôle parlementaire qui incombe aux commissions et est d'ailleurs prévue au Règlement<sup>[79]</sup>. Les commissions ont l'obligation d'effectuer ce type de mandat et le choix des ministères et organismes à examiner est à leur initiative.
3. Depuis la réforme parlementaire de 2009, chaque commission peut décider d'étudier une pétition déposée à l'Assemblée nationale<sup>[80]</sup>.

4. À son initiative, une commission peut décider d'étudier toute autre matière d'intérêt public à l'intérieur de ses compétences<sup>[81]</sup>. La commission jouit d'une autonomie complète pour l'organisation de ce mandat. Elle peut notamment organiser des consultations sur le sujet et produire un rapport à l'issue de ses travaux. Par exemple, la Commission de la culture et de l'éducation s'est saisie le 16 février 2023 d'un mandat d'initiative sur la violence lors des initiations dans le milieu du hockey junior et dans d'autres sports. Les parlementaires ont décidé d'entendre quinze personnes et organismes sur le sujet<sup>[82]</sup>.

En somme, les commissions sectorielles ont la liberté de se saisir de mandats d'initiative. Il n'en demeure pas moins qu'elles sont soumises aux contraintes de temps. Elles sont tributaires des périodes qui leur sont attribuées pour mener leurs travaux et honorer les mandats prioritaires qui leur sont confiés.

### Les mandats conférés par une loi

Les commissions doivent s'acquitter de mandats qui sont prévus par des lois. Ces mandats sont généralement variés et peuvent prendre plusieurs formes dont l'étude de rapports ou d'avis, l'examen de la mise en œuvre d'une loi ou d'une de ses dispositions, l'audition d'organismes publics ou encore la tenue de consultations générales ou particulières<sup>[83]</sup>. Les dispositions dans les lois précisent généralement que le mandat doit être réalisé soit par une commission en particulier ou par la « commission compétente ».

Par exemple, la Commission des transports et de l'environnement a tenu en janvier et en février 2023 des consultations particulières et auditions publiques sur le projet de Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028. Ce mandat a été réalisé en vertu de la *Loi sur le développement durable* qui prévoit que la stratégie de développement durable du gouvernement doit « faire l'objet d'une consultation publique dans le cadre d'une commission parlementaire<sup>[84]</sup> ».

## Les mandats prévus au Règlement

Des commissions doivent réaliser des mandats particuliers prévus au *Règlement de l'Assemblée nationale*. La Commission des finances publiques doit par exemple consacrer chaque trimestre une séance portant sur l'étude de la politique budgétaire du gouvernement et l'évolution des finances publiques<sup>[85]</sup>. C'est aussi à cette commission que se déroule une partie du débat sur le discours du budget<sup>[86]</sup>. La Commission des institutions a quant à elle le mandat d'entendre en audition annuellement le Directeur général des élections du Québec et le Protecteur du citoyen<sup>[87]</sup>. Le Règlement prévoit enfin qu'une députée ou un député peut interpellier, dans le cadre d'une commission, un ministre sur une question d'intérêt général<sup>[88]</sup>.

Pour un aperçu plus exhaustif des mandats réalisés par les commissions sectorielles, consulter le bilan des travaux parlementaires réalisés par les commissions sectorielles de la 42<sup>e</sup> législature<sup>[89]</sup>.

## LES COMMISSIONS SPÉCIALES

L'Assemblée nationale peut décider de constituer des commissions spéciales. Elle doit déterminer leur mandat et en désigner les membres. Les commissions spéciales, contrairement aux autres commissions parlementaires, ne sont pas permanentes. Elles cessent d'exister au dépôt de leur rapport à l'Assemblée<sup>[90]</sup>. De façon générale, ces commissions ont à étudier des sujets qui ne cadrent pas nécessairement avec les types de mandats réalisés par les commissions permanentes ou leurs compétences. Elles se distinguent également par leur caractère généralement transpartisan. Les travaux s'y déroulent souvent de façon collégiale en vue d'en arriver, le cas échéant, à des observations et à des recommandations communes.

Au cours de la 42<sup>e</sup> législature, l'Assemblée nationale a mis sur pied deux commissions spéciales. La Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs avait pour mandat de broser le

portrait de l'exploitation sexuelle des mineurs et du passage des victimes à la vie adulte afin de proposer des actions pour contrer ce fléau<sup>[91]</sup>. La Commission spéciale sur l'évolution de la Loi concernant les soins de fin de vie a, quant à elle, été constituée afin d'étudier la question de l'élargissement de l'aide médicale à mourir pour les personnes en situation d'incapacité et les personnes atteintes de troubles mentaux.

## CONCLUSION

L'Assemblée nationale est un organe complexe dont les mécanismes reposent sur le droit parlementaire. L'ensemble de normes qui s'appliquent aux travaux crée une toile juridique aux ramifications multiples. En plus de l'organisation des travaux, il existe un ensemble de normes qui régissent le comportement des parlementaires. Le *Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale* en est un exemple. Le Code édicte les règles déontologiques applicables aux parlementaires. Le Règlement encadre même les propos tenus par les députées et les députés<sup>[92]</sup>. Bien que la multiplication des mécanismes juridiques qui encadrent les travaux parlementaires peut paraître considérable, leur existence demeure essentielle à l'exercice démocratique.

- 
1. Assemblée nationale, *La procédure parlementaire du Québec*, 4<sup>e</sup> éd., Québec, 2021, p. 112. [retour]
  2. De 1867 à 1968, le Parlement du Québec était composé du lieutenant-gouverneur, du Conseil législatif et de l'Assemblée législative. Le Conseil législatif a été aboli en 1968. [retour]
  3. *Loi constitutionnelle de 1867*, art. 91-95. [retour]
  4. Assemblée nationale, *op. cit.*, p. 110. [retour]
  5. *Règlement et autres règles de procédure de l'Assemblée nationale*; ci-après « RAN ». [retour]
  6. *Loi constitutionnelle de 1867*, Préambule. [retour]
  7. La séparation souple des pouvoirs peut être mise en opposition à une séparation stricte des pouvoirs. Dans ce type de régime, les pouvoirs exécutif et législatif sont entièrement indépendants l'un de l'autre. Le régime politique fédéral des États-Unis constitue un exemple de

- séparation stricte des pouvoirs. Les membres de l'exécutif ne peuvent pas siéger au Congrès, soit à l'une des deux chambres formant le pouvoir législatif. [retour]
8. Un gouvernement est réputé majoritaire lorsqu'il détient la majorité des sièges à l'Assemblée nationale. [retour]
  9. À cet effet, voir la section suivante sur le déroulement des travaux parlementaires. [retour]
  10. RAN, art. 303.1. [retour]
  11. Assemblée nationale, *op. cit.*, p. 115. [retour]
  12. RAN, art. 1. [retour]
  13. RAN, art. 2. [retour]
  14. LAN, art. 119. [retour]
  15. RAN, art. 5. [retour]
  16. La notion de groupe parlementaire a été introduite au Règlement lors de la réforme parlementaire de 1984. Elle distingue les groupes parlementaires des partis politiques. Ce ne sont pas tous les partis politiques qui parviennent à faire élire des députées et députés qui peuvent prétendre au titre de groupe parlementaire. Pour la durée de la 43<sup>e</sup> législature, tous les partis politiques représentés à l'Assemblée nationale ont été reconnus à titre de groupe parlementaire (art. 13 du RAN). Ils ne bénéficient cependant pas tous des mêmes avantages que procure généralement cette reconnaissance. À ce sujet, voir l'entente relative à la notion de groupe parlementaire, au fonctionnement de l'Assemblée et des commissions parlementaires, aux aspects budgétaires et à d'autres mesures favorisant la conciliation travail-famille déposée au début de la 43<sup>e</sup> législature. [retour]
  17. RAN, art. 3, 4. [retour]
  18. Assemblée nationale, *op. cit.*, p. 224. [retour]
  19. RAN, art. 9. [retour]
  20. RAN, art. 10. [retour]
  21. « Leader parlementaire », Encyclopédie du parlementarisme québécois, Assemblée nationale du Québec, 5 août 2014. [retour]
  22. RAN, art. 16. [retour]
  23. *Loi entérinant l'Entente relative à la notion de groupe parlementaire, au fonctionnement de l'Assemblée et des commissions parlementaires, aux aspects budgétaires et à d'autres mesures favorisant la conciliation travail-famille*, LC 2022, c. 18. [retour]
  24. Entente relative à la notion de groupe parlementaire, au fonctionnement de l'Assemblée et des commissions parlementaires, aux aspects

- budgétaires et à d'autres mesures favorisant la conciliation travail-famille ; RAN, art. 16. [retour]
25. « Whip », Encyclopédie du parlementarisme québécois, Assemblée nationale du Québec, 8 avril 2015. [retour]
26. Assemblée nationale du Québec, *Les présidents du caucus*. [retour]
27. *Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale*, RLRQ, c. C-52. 1, art. 7(11.1) et 7(11.2). [retour]
28. « Calendrier parlementaire (ou sessionnel) », Encyclopédie du parlementarisme québécois, Assemblée nationale du Québec, 5 juin 2013. [retour]
29. « Séance extraordinaire », Encyclopédie du parlementarisme québécois, Assemblée nationale du Québec, 27 février 2013. [retour]
30. RAN, art. 19.1. [retour]
31. RAN, art. 51. [retour]
32. RAN, art. 53. [retour]
33. RAN, art. 75. [retour]
34. RAN, art. 74. [retour]
35. Assemblée nationale, *op. cit.*, p. 577. [retour]
36. *Ibid.*, p. 583. [retour]
37. RAN, art. 32. [retour]
38. Assemblée nationale, *op. cit.*, p. 644. [retour]
39. RAN, art. 54. [retour]
40. Assemblée nationale, *op. cit.*, p. 525. [retour]
41. RAN, art. 96. [retour]
42. Assemblée nationale, *op. cit.*, p. 552. [retour]
43. « Mourir au feuilleton », *Encyclopédie du parlementarisme québécois*, Assemblée nationale du Québec, 10 novembre 2017. [retour]
44. Assemblée nationale, *op. cit.*, p. 551-552. [retour]
45. RAN, art. 209. [retour]
46. *Ibid.* [retour]
47. RAN, art. 215, 216. [retour]
48. RAN, art. 210. [retour]
49. Assemblée nationale, *op. cit.*, p. 734-735. [retour]
50. RAN, art. 50. [retour]

- 51. RAN, art. 272. [retour]
- 52. RAN, art. 116. [retour]
- 53. RAN, art. 115. [retour]
- 54. *Loi sur l'Assemblée nationale*, RLRQ, c. A-23.1, art. 86. [retour]
- 55. *Ibid.*, art. 87. [retour]
- 56. *Ibid.*, art. 88. [retour]
- 57. RAN, art. 117. [retour]
- 58. Les membres permanents sont répartis de la façon suivante : six députés du groupe parlementaire formant le gouvernement et quatre députés de l'opposition, dont trois de l'opposition officielle. Les membres temporaires sont répartis ainsi : cinq députés du gouvernement et trois députés de l'opposition officielle. RAN, art. 117.1. [retour]
- 59. Assemblée nationale, *op. cit.*, p. 879. [retour]
- 60. RAN, art. 117.5. [retour]
- 61. Assemblée nationale, *op. cit.*, p. 884. [retour]
- 62. RAN, art. 121. [retour]
- 63. Dans ces circonstances, la commission est alors composée de douze membres : sept députés du groupe formant le gouvernement, trois députés de l'opposition officielle, un député du deuxième groupe d'opposition et un député indépendant. RAN, art. 122. [retour]
- 64. RAN, art. 126. [retour]
- 65. RAN, art. 134. [retour]
- 66. RAN, art. 243, 267. [retour]
- 67. RAN, art. 235. [retour]
- 68. RAN, art. 166. [retour]
- 69. RAN, art. 167. [retour]
- 70. RAN, art. 170. [retour]
- 71. RAN, art. 281. [retour]
- 72. RAN, art. 282. [retour]
- 73. RAN, art. 283. [retour]
- 74. RAN, art. 146. [retour]
- 75. Assemblée nationale, *op. cit.*, p. 92. [retour]
- 76. RAN, art. 149. [retour]
- 77. RAN, art. 120 (1). [retour]

78. RAN, art. 120 (2). [retour]
79. RAN, art. 293.1 et 294. [retour]
80. RAN, art. 120 (2.1). [retour]
81. RAN, art. 120 (3). [retour]
82. À ce sujet, voir le rapport déposé par la Commission le 30 mai 2023  
Commission de la culture et de l'éducation, *Consultations particulières et  
auditions publiques dans le cadre du mandat d'initiative portant sur les  
révélation de violence lors des initiations dans le milieu du hockey junior et la  
possible situation dans d'autres sports – Recommandations*, 2023. [retour]
83. Assemblée nationale, *op. cit.*, p. 895. [retour]
84. RLRQ, c. D-8.1.1 art. 8. [retour]
85. RAN, art. 292. [retour]
86. RAN, art. 272. [retour]
87. RAN, art. 294.1. [retour]
88. RAN, art. 295. [retour]
89. La 42<sup>e</sup> législature de l'Assemblée nationale s'est ouverte le 27 novembre  
2018 et a pris fin le 28 août 2022. [retour]
90. RAN, art. 178. [retour]
91. Assemblée nationale, *Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation  
sexuelle des mineurs*, 2020, p. 5. [retour]
92. « Propos non parlementaires », Encyclopédie du parlementarisme  
québécois, Assemblée nationale du Québec, 12 janvier 2016. [retour]

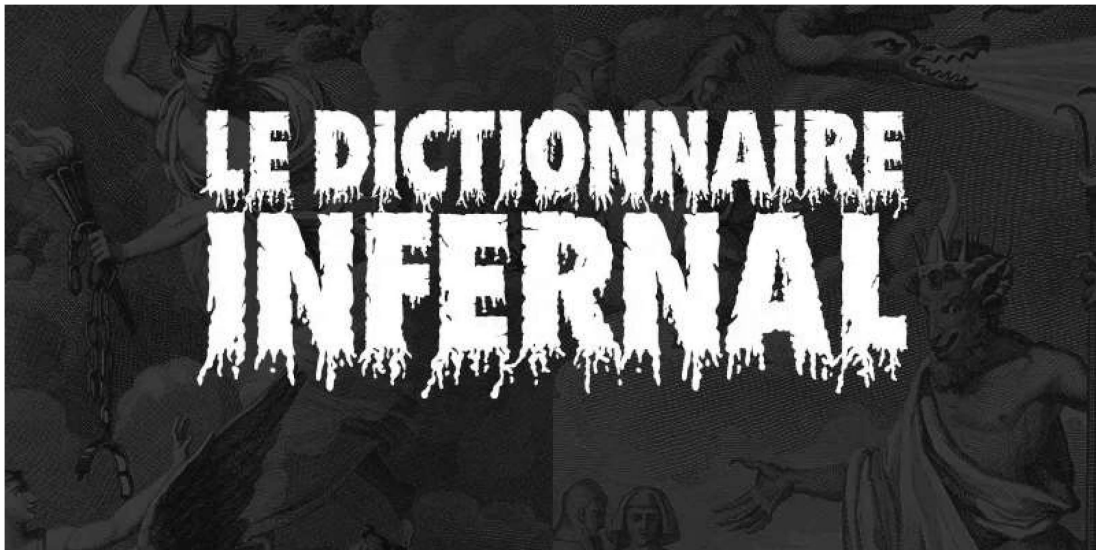
# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## Le cabinet de curiosités : Le Dictionnaire infernal

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 31 OCTOBRE 2023



Véronique Cormier

*Équipe du développement des collections et traitement documentaire*

**L**e *Dictionnaire infernal* est l'œuvre la plus populaire de Jacques Collin de Plancy (1794-1881), auteur français spécialisé dans l'occultisme. En 1818, il publie la première édition de son ouvrage, suivie en 1825 d'une deuxième édition plus volumineuse. Quelques rééditions suivront jusqu'en 1863, année de publication de la sixième et dernière édition. Quelque peu différente, celle-ci présente 800 nouveaux articles ainsi que des illustrations de démons

réalisées par Louis Le Breton. Comme en témoigne son titre sans fin : *Dictionnaire infernal, ou, Recherches et anecdotes, sur les démons, les esprits, les fantômes, les spectres, les revenants, les loups-garoux, les possédés, les sorciers, le sabbat, les magiciens, les salamandres, les sylphes, les gnomes, etc., les visions, les songes, les prodiges, les charmes, les maléfices, les secrets merveilleux, les talismans, etc. ; en un mot, sur tout ce qui tient aux apparitions, à la magie, au commerce de l'enfer, aux divinations, aux sciences secrètes, aux superstitions, aux choses mystérieuses et surnaturelles etc., etc., etc.*, l'ouvrage répertorie les connaissances concernant l'occultisme, le surnaturel et le bizarre. L'auteur compile et rassemble des notions de plusieurs documents de l'époque. Il présente donc un résumé de ses nombreuses lectures :

J'ai consulté tous les livres qui, à ma connaissance, traitent des superstitions diverses, et de cent mille extravagances infernales, qui dégradent l'esprit humain. J'ai choisi les faits les plus remarquables et ce qui nous touche de plus près. J'ai analysé les principales divinations, dont on n'a donné jusqu'ici qu'une idée souvent fausse[1].

La Bibliothèque de l'Assemblée nationale possède la première édition du *Dictionnaire infernal*, que Collin de Plancy rédige alors qu'il est anticlérical, non-croyant et adepte de la philosophie des Lumières. . En 1841, l'auteur se convertit à la religion catholique[2]. C'est ainsi que les quatre éditions suivantes sont davantage en accord avec les principes prônés par l'Église, qui en approuve même la publication. Le *Dictionnaire infernal* de 1818, dont il est question dans cet article, est publié en deux volumes pour un total de 794 pages et édité par Pierre Mongié à Paris[3].

De Adrameleck « Grand chancelier des enfers, président du haut conseil des diables[4] » à Zoroastre « [...] le premier et le plus ancien de tous les magiciens [...] »[5], le *Dictionnaire infernal* est une mine d'or d'informations. Il présente des définitions reflétant les courants de pensée du XIX<sup>e</sup> siècle. Par exemple, les somnambules

sont décrits comme étant « Des gens d'une imagination vive, d'un sang trop bouillant, font souvent en dormant ce que les plus hardis n'osent entreprendre éveillés[6]. » Aujourd'hui, les perceptions sont plutôt différentes, il s'agit simplement de gens qui marchent en dormant. Quoique parfois effrayants et surprenants, les somnambules ne sont pas reconnus comme des personnes particulièrement courageuses!

SOMNAMBULES (3). — Des gens d'une imagination vive, d'un sang trop bouillant, font souvent en dormant ce que les plus hardis n'osent entreprendre éveillés.

— Barelai parle d'un professeur, qui répétait la nuit les leçons qu'il avait données le jour, et qui grondait si haut, qu'il réveillait tous ses voisins.

— Johnson rapporte les traits suivans, dans sa *Thaummatographia naturalis* :

Un jeune homme sortait toutes les nuits de son lit, vêtu seulement de sa chemise; puis, montant sur la fenêtre de sa chambre, il sautait à cheval sur le mur, et le talonnait, pour accélérer la course qu'il croyait faire.

Un autre descendit dans un puits, et s'éveilla, aussitôt que son pied eut touché l'eau, qui était très-froide.

Un autre monta sur une tour, enleva un nid d'oiseaux, et se glissa à terre par une corde, sans s'éveiller.

Un Parisien, de même endormi, se leva, prit son épée, traversa la Seine à la nage, tua un homme que la veille il s'était proposé d'assassiner; et, après qu'il eut consommé son crime, il repassa la rivière, retourna à sa maison et se remit au lit, sans s'éveiller.

— On peut expliquer le somnambulisme comme une activité partielle de la vie animale. L'organe actif transmet aussi l'incitation sur les organes voisins; et ceux-ci commencent également, par l'effet de leurs relations avec la représentation qui a été excitée, à devenir actifs et à coopérer; par là, l'idée de l'action représentée devient si animée, que même les instrumens corporels, nécessaires pour son opération, sont mis en activité par les nerfs qui agissent sur eux; le somnambule commence même à agir corporellement, et remplit l'objet qu'il s'est proposé, avec la même exactitude que s'il était éveillé; avec cette différence néanmoins qu'il n'en a pas le sentiment général, parce que les autres organes de la vie animale, qui n'ont pas participé à l'activité, reposent, et que par conséquent, le sentiment n'y a pas été réveillé. — Gall a connu un prédicateur somnambule qui, très-souvent, ayant un sermon à faire, se levait la nuit en dormant, écrivait son texte, ou en faisait la division, en travaillait des morceaux entiers, rayait ou corrigeait quelques passages, en un mot, qui se conduisait comme s'il eût été éveillé, et qui cependant en s'éveillant n'avait aucun sentiment de ce qu'il venait de faire (1).

(1) Craniologie du docteur Gall.

Pour certains termes du dictionnaire, les articles ne présentent pas seulement des définitions, mais aussi des anecdotes ou des histoires que beaucoup croyaient vraies à l'époque. Par exemple, la définition du terme vampire est accompagnée de quelques expériences surprenantes, dont celle-ci : « En 1726, on ouvrit la fosse d'un vampire, qu'on trouva l'œil éveillé, le teint frais et l'air gaillard. On lui fit enfoncer un pieu dans le cœur, on lui coupa la tête [...], après quoi il ne suça plus personne [...][7] ». Le *Dictionnaire infernal* s'emploie comme un ouvrage de référence traditionnel et les termes y sont classés en ordre alphabétique. Cependant, c'est en feuilletant le document que l'on approfondit nos connaissances sur les différents sujets reliés à l'occultisme. On y découvre, entre autres, de nombreux types de divination, dont l'alectryomancie (« divination par le moyen du coq[8] »), la catoptromancie (« divination par le moyen d'un miroir[9] ») ou bien la

gastromancie (« divination par le ventre [...] [10] »). On y apprend aussi que : « Si la huppe chante, avant que les vignes ne germent, c'est un signe d'abondance du vin [11] ».

**CATOPTROMANCIE.** — Divination par le moyen d'un miroir.

On trouve encore dans quelques bourgs, des devins qui emploient cette divination, autrefois fort répandue. Quand on a fait une perte, ou essuyé un vol, ou reçu quelques coups clandestins dont on veut connaître l'auteur, on va trouver le sorcier, qui introduit son monde dans une chambre obscure, à demi éclairée par quelques flambeaux. On n'y peut entrer qu'avec un bandeau sur les yeux. Alors le devin fait les évocations, et le diable montre dans un grand miroir le passé, le présent et le futur.

**GASTROMANCIE.** — Divination par le ventre ; ce que nous appelons ventriloquie.

On allumait des cierges autour de quelques verres pleins d'eau limpide ; puis on agitait l'eau, en invoquant l'esprit, qui ne tardait pas à répondre d'une voix grêle, dans le ventre du sorcier en fonction.

— Quand les charlatans trouvaient, dans les moindres choses, des moyens sûrs d'en imposer au peuple, et de réussir dans leurs fourberies, la ventriloquie devait être d'un grand avantage à ceux qui avaient le bonheur de la posséder.

Un marchand de Lyon, étant un jour à la campagne avec son valet, entendit une voix qui lui ordonnait, de la part de Dieu, de donner une partie de ses biens aux pauvres, et de récompenser son serviteur. Il obéit, et regarda comme un ordre du ciel les paroles qui sortaient du ventre de son domestique. On savait si peu autrefois ce que c'était qu'un ventriloque, que les plus grands personnages n'attribuaient ce talent qu'à la présence des démons. Photius, patriarche de Constantinople, dit, dans une de ses lettres : *on a entendu le malin esprit parler dans le ventre d'une personne, et il mérite bien d'avoir l'ordure pour logis.*

Publié il y a plus de 200 ans, le *Dictionnaire infernal* est encore aujourd'hui un ouvrage de référence dans le domaine de l'occultisme et de l'insolite [12]. Il nous renseigne sur les idéaux d'une époque où le surnaturel et le mystique fascinaient la population. Les croyances étaient parfois si fortes que la préparation d'un gâteau triangulaire de Saint-Loup pouvait faire des miracles : « On faisait ce gâteau, le 29 juillet, avant le lever du soleil, [...] en forme triangulaire. On le donnait, par aumône, au premier pauvre qu'on rencontrait, pour rompre les maléfices [13]. »

## Sources consultées

Collin de Plancy, Jacques Auguste Simon, *Dictionnaire infernal, ou, Recherches et anecdotes, sur les démons, les esprits, les fantômes, les spectres, les revenants [...]*, Paris, P. Mongié, 1818, 2 volumes, 794 pages.

« Jacques-Albin-Simon Collin de Plancy (1794-1881) », dans *BNF Data*, Paris, Bibliothèque nationale de France.

NOBLET, Eddy. « Le Dictionnaire infernal, par Collin de Plancy », dans *Le Blog Gallica*, Paris, Bibliothèque nationale de France 4 novembre 2021.

Pierre Mongie (1766?-1858), dans *BNF Data*, Paris, Bibliothèque nationale de France.

« Présentation », dans J.-A.-S Collin de Plancy, *Dictionnaire infernal, ou, Recherches et anecdotes, sur les démons, les esprits, les fantômes, les spectres, les revenants [...]* [Fichier PDF], Paris, Éditions Fetjaine, 2010, p. 5-15.  
[<https://excerpts.numilog.com/books/9782354252021.pdf>]

- 
1. J.A.S. Collin de Plancy. *Dictionnaire infernal* [...], vol. 1, Paris, P. Mongié, 1818, p. x. [retour]
  2. Sur le curieux parcours de Collin de Plancy, voir notamment Alain Sandrier, « Une fraude pieuse ou comment le bon sens est revenu à saint Meslier », dans *Romantisme*, 2009/2 (n° 144), p. 129-141. [retour]
  3. Pourquoi et quand la Bibliothèque de l'Assemblée a-t-elle fait l'acquisition de la toute première édition de cet ouvrage? Pour le moment, il s'agit d'un mystère. [retour]
  4. *Ibid.*, p. 1. [retour]
  5. J.A.S. Collin de Plancy. *Dictionnaire infernal* [...], vol. 2, Paris, P. Mongié, 1818, p. 398. [retour]
  6. *Ibid.*, p. 281. [retour]
  7. *Ibid.*, p. 379. [retour]
  8. *Op. cit.*, vol. 1, p. 14. [retour]
  9. *Ibid.*, p. 104. [retour]
  10. *Ibid.*, p. 273-274. [retour]
  11. *Op. cit.*, vol. 2, p. 219. [retour]
  12. Sur Gallica, la bibliothèque numérique de la Bibliothèque nationale de France et de ses partenaires, on peut explorer en version texte (OCR) l'édition du *Dictionnaire infernal* publiée chez H. Plon en 1863. [retour]
  13. *Op. cit.*, vol. 1, p. 274. [retour]

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## Simonne Monet-Chartrand : Une vie tout en méandres

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 2 NOVEMBRE 2023

*Alors que vient de s'achever le Mois de l'histoire des femmes au Canada, la Bibliothèque de l'Assemblée nationale vous invite à redécouvrir une figure de proue des mouvements féministes, pacifistes et syndicalistes du Québec. Née le 4 novembre 1919, Simonne Monet-Chartrand aura vécu de près tout un pan de l'histoire du Québec, ce qu'elle a raconté dans ses mémoires intitulés *Ma vie comme rivière*.*

Nathalie Rheault<sup>[1]</sup>  
Service de l'information



UNE VIE BIEN REMPLIE

**S**imonne Monet-Chartrand est née dans une famille bourgeoise de Montréal. Elle suivra le parcours éducatif traditionnel de l'époque dans un pensionnat catholique pour jeunes filles de bonne famille avant de s'inscrire à l'Université de Montréal pour étudier la littérature canadienne-française et l'histoire du Canada. Son enfance se déroulera dans un milieu aisé et traditionnel, mais de tendance libérale. Très tôt, elle s'intéressera à différentes causes sociales comme les droits des femmes et ceux des travailleurs. Elle s'impliquera dans des mouvements tels que les Jeunesses étudiantes catholiques.



Image tirée de *Ma vie comme rivière* : 1919-1942, p. 181

C'est en 1941 qu'elle fera la rencontre de Michel Chartrand. Les parents de la jeune Simonne voient mal l'union de leur fille à la santé fragile avec ce jeune homme aux minces perspectives. Aussi, c'est contre l'avis de sa famille que Simonne Monet-Chartrand convolera en justes noces avec une des figures marquantes du syndicalisme québécois.

Simonne Monet-Chartrand appuiera son mari dans toutes ses activités militantes et cela se reflète dans son autobiographie. La campagne des conscrits, la création du Bloc populaire canadien, la grève de l'amiante sont parmi les événements politiques auxquels l'autrice a assisté de près. Elle raconte aussi l'arrestation de son mari pendant la crise d'Octobre et la période d'activisme politique qui s'en est suivi.



Fonnds Antoine Desilets – Archives nationales à Montréal.

Cote : P697,S1,SS1,SSS18,D20

Simonne Monet-Chartrand ne s'est toutefois pas contentée d'être la femme derrière le grand homme. Elle a mené ses propres combats militants qui sont intrinsèquement liés à l'histoire du Québec. Elle a été propagandiste pour les Jeunesses étudiantes catholiques, membre active de l'École des parents du Québec dès ses débuts et cofondatrice de la Voix des femmes et de la Fédération des femmes du Québec. De plus, elle a été scriptrice, recherchiste et documentaliste à Radio-Canada de même que directrice générale adjointe de la Ligue des droits de l'homme. Simonne Monet-Chartrand se décrivait elle-même comme la « Femme à la carte de membre<sup>[2]</sup> » et on ne compte plus les

associations et mouvements auxquels elle a adhéré en quarante ans d'activisme.

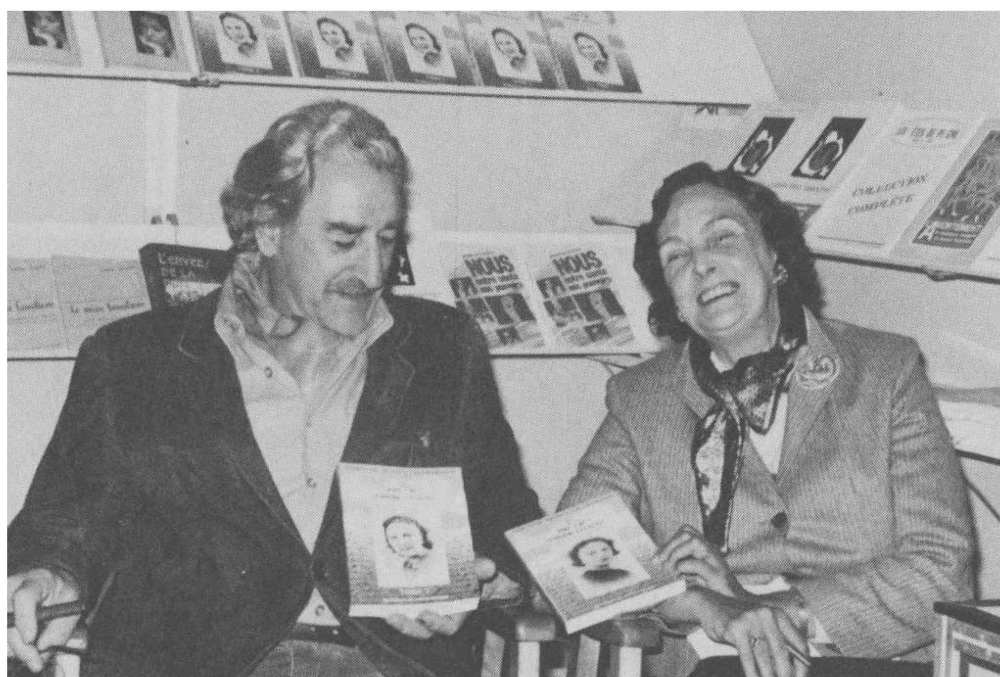
Cette grande implication sociale est d'autant plus impressionnante que Simone Monet-Chartrand cumulera toutes ces activités de militantisme avec un autre emploi à temps plein : celui de mère de sept enfants dans un Québec où c'était encore le rôle de la femme de s'occuper de toutes les tâches domestiques. Sans compter que Michel Chartrand était souvent absent, voire en prison, à cause de ses activités militantes. Le couple Chartrand a dû composer à plusieurs reprises avec le spectre de la pauvreté. L'autobiographie racontera aussi ce quotidien pas toujours facile à côté du récit des grands mouvements sociaux auxquels elle a participé. Comme chez bien des féministes, le combat politique et la vie intime sont étroitement entremêlés chez Simonne Monet-Chartrand.



Image tirée de *Ma vie comme rivière : 1963-1992*, p. 217

**RÉDACTION**

Simonne Monet-Chartrand commencera la rédaction de ses mémoires en 1978 alors qu'elle est âgée de 59 ans. Toutefois, elle y pense sérieusement depuis plusieurs années. Elle a toujours aimé écrire, bien qu'elle n'ait pas eu le temps de s'y consacrer autant qu'elle l'aurait voulu, partagée qu'elle était entre ses activités militantes et ses enfants. De plus, plusieurs personnes ont tenté de la convaincre de se lancer dans cette aventure, étant donné les nombreux événements historiques auxquels elle a participé. Comme l'indique Hélène Pelletier-Baillargeon, « Cette mémoire vivante, mais éparse, de près de cinquante ans d'action sociale doit à tout prix être rassemblée pour enraciner et nourrir les projets des générations montantes<sup>[3]</sup> ». Elle commencera aussi à souffrir de problèmes cardiaques, ce qui lui rappellera que sa santé a toujours été bien fragile. Son père et son grand-père sont tous les deux décédés des suites de ce genre de maladie à peu près au même âge. Elle décidera donc de ralentir ses activités militantes pour mieux se consacrer à l'écriture et au retour sur soi<sup>[4]</sup>.



Michel Chartrand et Simonne Monet-Chartrand  
Image tirée de *Ma vie comme rivière : 1949-1963*, p. 9

Paru aux Éditions du remue-ménage, maison d'édition ouvertement féministe, le récit de vie de Simonne Monet-Chartrand suscitera l'intérêt. Avec 13 000 exemplaires vendus<sup>[5]</sup>, l'ouvrage est un succès de librairie. Le premier tome est publié en 1981, quelques années seulement avant la fondation de la maison

d'édition, il est considéré comme un de leurs meilleurs coups<sup>[6]</sup>. La parution des quatre tomes<sup>[7]</sup> s'échelonna de 1981 à 1992 et occupera les dernières années de vie de l'autrice. La rédaction sera menée de front avec celle d'autres livres, dont le premier tome d'un essai intitulé *Pionnières québécoises et regroupements de femmes d'hier à aujourd'hui*<sup>[8]</sup> et du livre *L'espoir et le défi de la paix*<sup>[9]</sup>, un recueil de textes de plusieurs personnalités sur ce thème. Elle laissera aussi deux manuscrits inachevés à son décès : *Les Québécoises et le mouvement pacifiste*<sup>[10]</sup> et la deuxième partie de *Pionnières québécoises et regroupements de femmes*<sup>[11]</sup>.

## PARTICULARITÉS STYLISTIQUES

*Ma vie comme rivière* se distingue des œuvres autobiographiques plus classiques par son style. En effet, pour raconter sa vie, Simonne Monet-Chartrand a choisi d'agrémenter son récit d'extraits de différents documents écrits au moment des faits racontés. Collectionneuse née, elle a inséré des extraits de lettres, de journal intime, des articles de presse, des textes de conférence ainsi que des documents officiels dans ses mémoires. L'ouvrage est aussi abondamment illustré de photos. Les amateurs d'archives seront bien servis avec ce livre.

Cette technique permet à l'autrice d'ajouter un effet de sincérité à son texte. L'usage d'archives personnelles fonde le souvenir sur des éléments extérieurs à la mémoire, ce qui garantit, jusqu'à un certain point, la véracité du récit. Cette approche est intéressante, car elle aide à contrecarrer un des reproches souvent adressés au genre autobiographique, soit d'être basé sur les souvenirs intrinsèquement subjectifs de l'autrice ou de l'auteur.



Image tirée de *Ma vie comme rivière* : 1949-1963, p.

257

Mais surtout, ce procédé crée une polyphonie narrative. En effet, certains de ces textes n'ont pas été écrits par Simonne Monet-Chartrand, mais par des personnes de son entourage ou par des représentants d'institutions officielles. Le but avoué de *Ma vie comme rivière*, c'est le « témoignage d'une merveilleuse aventure de re-communication avec des personnes connues et aimées durant ma Vie. Puis le désir et le besoin de communication avec le grand public de toutes générations<sup>[12]</sup> ». Le récit de la vie de Simonne Monet-Chartrand n'est donc pas uniquement raconté par elle, mais aussi par d'autres. Le procédé fait ressortir l'une des thématiques principales de l'œuvre, soit le dialogue avec autrui. Grande communicatrice, l'autrice a passé sa vie à militer activement dans diverses organisations. La forme de l'œuvre permet ainsi d'intégrer le point de vue de l'autre.

Le lectorat peut ainsi identifier les liens qui unissent l'autrice aux autres. Par ses mémoires, Simonne Monet-Chartrand veut porter témoignage de son propre vécu, mais aussi de celui de toute une partie de son époque. *Ma vie comme rivière* se veut et se présente

comme un patrimoine légué à la collectivité québécoise, l'autrice tenant à témoigner de ses propres activités militantes, mais aussi de celles de tous les autres actrices et acteurs sociaux du Québec qu'elle a côtoyé. Sœur Marie Gérin-Lajoie, André Laurendeau, Thérèse Casgrain sont quelques-uns des noms qui émaillent le récit.

## CONCLUSION

Simonne Monet-Chartrand est décédée le 18 janvier 1993 à sa résidence de Richelieu quelques mois après la parution du quatrième et dernier tome de *Ma vie comme rivière*. Elle fait toujours partie de la mémoire collective du Québec. Son nom a été donné à un pavillon du Cégep François-Xavier-Garneau<sup>[13]</sup>, à un centre de femmes victimes de violence conjugale et à leurs enfants<sup>[14]</sup> ainsi qu'à la bibliothèque du Cégep Marie-Victorin<sup>[15]</sup>. Plus récemment, Postes Canada mettait en circulation un timbre en son honneur<sup>[16]</sup>.

- 
1. L'auteure de cet article a rédigé un mémoire de maîtrise sur le sujet : Nathalie Rheault, Une vie en papier-collé : polyphonie et effets du collage-montage dans le récit autobiographique *Ma vie comme rivière* de Simonne Monet-Chartrand, Université du Québec à Trois-Rivières, 2014, 127 p. [retour]
  2. Simonne Monet-Chartrand, *Ma vie comme rivière : récit autobiographique, tome 3, 1949-1963*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1988, p. 316. [retour]
  3. Hélène Pelletier-Baillargeon, et autres, « Présentation », dans Hélène Pelletier-Baillargeon, et autres, dir., *Simonne Monet-Chartrand : un héritage et des projets*, Montréal, Fides/Éditions du remue-ménage, 1993, p. 7. [retour]
  4. Monique Roy, « Ma vie comme rivière : après 40 ans d'action sociale, Simonne Chartrand se raconte », *Perspectives*, semaine du 18 avril 1981, vol. 23, n° 16, p. 10. [retour]
  5. Bibliothèque et Archives Canada, « Éditions du remue-ménage », 2 octobre 2000, dans Bibliothèque et Archives Canada, Femmes à l'honneur, leurs réalisations, < <http://www.collectionscanada.gc.ca/femmes/030001-1209-f.html> > (page consultée le 28 avril 2012). Cité dans Nathalie Rheault, *Une vie en*

*papier-collé : polyphonie et effets du collage-montage dans le récit autobiographique Ma vie comme rivière de Simonne Monet-Chartrand*, Mémoire, Université du Québec à Trois-Rivières, avril 2014, 127 p. [retour]

6. Cécile Gladel, Les 10 meilleurs coups des Éditions du remue-ménage, *Radio-Canada*, 8 mars 2018. [retour]
7. Simonne Monet-Chartrand, *Ma vie comme rivière : récit autobiographique, tome 1, 1919-1942*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1981, 285 p.; *Id.*, *Ma vie comme rivière : récit autobiographique, tome 2, 1939-1949*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1982, 353 p.; *Id.*, *Ma vie comme rivière : récit autobiographique, tome 3, 1949-1963*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1988, 341 p.; *Id.*, *Ma vie comme rivière : récit autobiographique, tome 4, 1963-1992*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1992, 373 p. [retour]
8. Simonne Monet-Chartrand, en collaboration avec Diane Cailhier et Alain Chartrand, *Pionnières québécoises et regroupements de femmes d'hier à aujourd'hui, tome 1*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1990, 470 p. [retour]
9. Simonne Monet-Chartrand, en collaboration avec Carmen Villemaire, *L'espoir et le défi de la paix*, Montréal, Guérin littérature, 1988, 202 p. [retour]
10. Simonne Monet-Chartrand, en collaboration avec Diane Cailhier et Alain Chartrand, *Les Québécoises et le mouvement pacifiste, 1939-1967*, Montréal, Écosociété, 1993, 159 p. [retour]
11. Simonne Monet-Chartrand, en collaboration avec Diane Cailhier et Alain Chartrand, *Pionnières québécoises et regroupements de femmes, 1970-1990, tome 2*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1994, 367 p. [retour]
12. Simonne Monet-Chartrand, *Ma vie comme rivière : récit autobiographique, tome 1, 1919-1942, op. cit.*, [p. 5]. [retour]
13. Cégep Garneau, *Le campus*. 2023. < <https://www.cegepgarneau.ca/cegep/campus> > (Page consultée le 3 octobre 2023) [retour]
14. Maison Simonne Monet-Chartrand, *À propos de nous*. < <https://www.maisonsmc.org/fr/a-propos-de-nous> > (Page consultée le 3 octobre 2023) [retour]
15. Cégep Marie-Victorin. *Mission*, 2019. < <https://www.collegemv.qc.ca/bibliotheque/mission> > (Page consultée le 3 octobre 2023) [retour]
16. Hélène Chartrand Deslauriers, « Hommage à Simonne Monet-Chartrand ». *L'Aut'Journal*, 6 septembre 2023. [retour]

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## Le premier fleurdelisé : histoire de la découverte fortuite de l'ancêtre du drapeau du Québec

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 13 NOVEMBRE 2023

*Cet article s'intéresse à la découverte et à la protection de l'ancêtre du drapeau du Québec, le drapeau de Carillon, créé en 1902 par le curé de Saint-Jude, Elphège Filiatrault. Découvert fortuitement en 1955 au presbytère de Saint-Jude en Montérégie, il a été conservé précieusement par la famille Girouard jusqu'en 1995, puis déposé au Centre d'histoire de Saint-Hyacinthe. Après de longues démarches, le drapeau a été reconnu objet patrimonial par le ministère de la Culture en 2018.*

*Mais pour bien comprendre cette histoire un peu rocambolesque, il convient d'abord de raconter l'histoire du drapeau de Carillon et de relever au passage une erreur de date et de lieu maintes fois répétée dans les ouvrages sur le fleurdelisé.*

**Alain Gariépy**

*Service des archives et de la gestion documentaire*

« Nous sommes un peuple nouveau sur la terre d'Amérique; or, à un peuple nouveau, il faut un drapeau nouveau. »

**Elphège Filiatrault, curé de Saint-Jude, 1903**

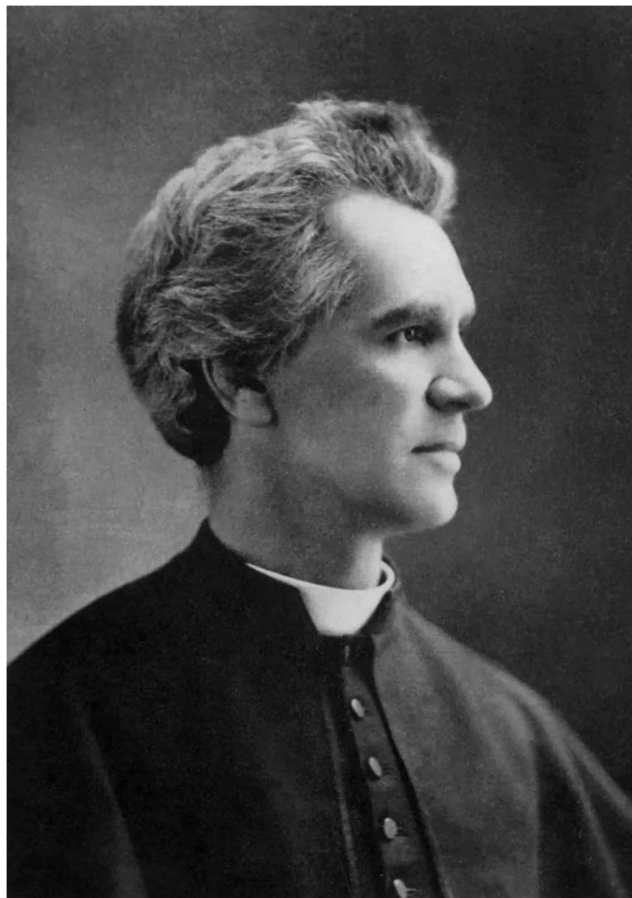
## INTRODUCTION

Le 21 janvier 1948, le fleurdelisé flotte pour la première fois sur la tour centrale de l'hôtel du Parlement. Jusqu'à ce jour, le Québec n'avait pas de drapeau officiel. De nombreux étendards étaient arborés lors de manifestations populaires, mais il s'agissait surtout de drapeaux étrangers, comme le tricolore français et l'Union Jack du Royaume-Uni, ou de drapeaux à connotation religieuse, tels que le Carillon Sacré-Cœur et le drapeau du Vatican.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'un des débats qui animent la société canadienne-française porte sur le choix d'un drapeau distinctif. Parmi les nombreuses propositions qui seront soumises à différentes instances, une seule finira par rallier une majorité citoyenne.

## **LE CARILLON D'ELPHÈGE FILIATRAULT**

Le Carillon est dévoilé le 23 septembre 1902 à Saint-Jude, dans le district électoral de Saint-Hyacinthe, par le curé Elphège Filiatrault.

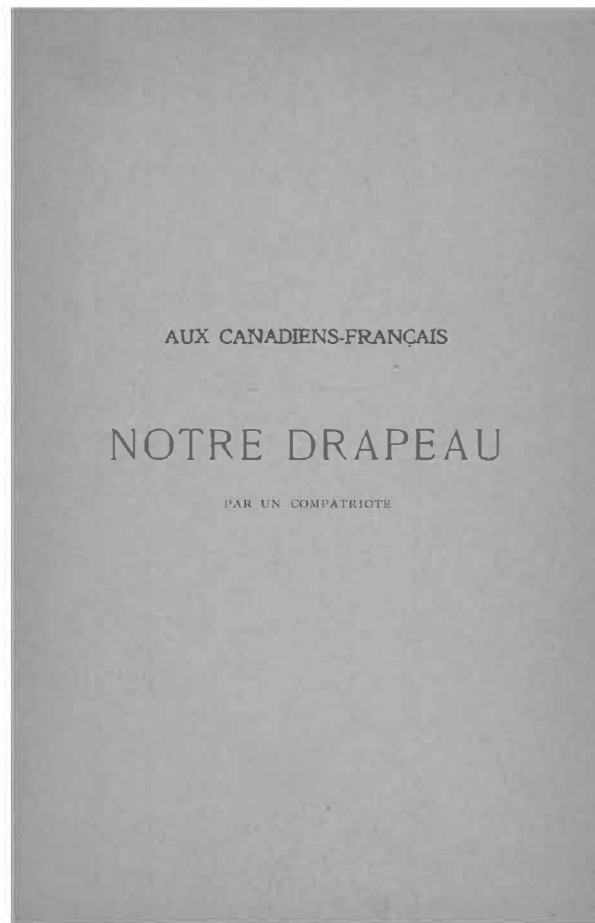


Ce jour-là, on lui organise une grande fête pour souligner ses 25 ans de prêtrise. Il profite de l'événement qui lui est consacré pour proposer un nouveau drapeau qu'il a créé, s'inscrivant dans cette grande réflexion sur le choix d'un drapeau distinctif pour les Canadiens français.

Au centre du village, on a élevé un superbe mât, au bout duquel flotte un large drapeau d'une création toute nouvelle. Le champ est bleu. Il est orné de quatre fleurs de lys et traversé, dans toute son étendue, par une croix blanche. [...] De l'avis de ceux qui ont pu l'apprécier, c'est un heureux essai de drapeau national pour les Canadiens français<sup>[1]</sup>.

Elphège Filiatrault explique ses choix dans la brochure *Aux Canadiens français : notre drapeau*, publiée l'année suivante :

Nous sommes un peuple nouveau sur la terre d'Amérique; or, à un peuple nouveau, il faut un drapeau nouveau [...] puisque le temps semble venu pour nous de nous créer un drapeau national, quels éléments convient-il que nous employions ? Avant tout, NOTRE BANNIÈRE DE CARILLON, c'est-à-dire, son champ bleu et ses quatre fleurs de lis blanches. [...] Or, notre bannière de Carillon porte d'un côté les armes de maison de France, et de l'autre l'image de la Vierge. Par quoi les remplacerons-nous ? [par] cette croix blanche qui était incontestablement la marque française d'un drapeau à l'époque où nous fûmes séparés de la mère patrie; cette croix blanche que nos pères ont connue et qui ornait les drapeaux que le chevalier de Lévis fit disparaître dans les flammes pour les sauver de l'humiliation; cette antique croix blanche, mettons-la sur notre bannière de Carillon<sup>[2]</sup>.



Source : Filiatrault, Elphège. *Aux Canadiens-français : notre drapeau: par un compatriote*. Saint-Hyacinthe, Imp. La Tribune, 1903

Ainsi, cette proposition de « drapeau nouveau pour un peuple nouveau » est librement inspirée de la bannière de Carillon, qui, croyait-on à l'époque, avait flotté à la victoire des troupes françaises sur les Britanniques à Fort Carillon en 1758. Il faut toutefois souligner que cette description de la mythique bannière s'est révélée fausse plusieurs années plus tard. Un examen minutieux par le Centre canadien de conservation du Québec au début des années 1970 a démontré que les armes du marquis de Beauharnois, gouverneur de la Nouvelle-France de 1726 à 1746, étaient présentes sur la bannière. Difficile alors de croire qu'elle a pu flotter pendant la bataille de Carillon en 1758, sous les ordres du général Montcalm. De plus, il a clairement été établi que le champ de la bannière n'était pas bleu, mais plutôt de couleur pâle, probablement un ton de beige. Sans le savoir, Elphège Filiatrault conçoit son drapeau en s'inspirant d'une « fausse description ».

## LE CARILLON SACRÉ-COEUR

Le résultat est néanmoins fort réussi. Tellement que le *Comité du drapeau national du Québec* « emprunte » le design du Carillon, mais propose d'ajouter l'image du Sacré-Cœur de Jésus au centre du drapeau<sup>[3]</sup>.

À partir de là, les deux drapeaux seront utilisés simultanément dans les rassemblements populaires, bien que le Carillon Sacré-Cœur ait une plus grande visibilité, en particulier parce qu'il a l'appui du clergé. « Le 4 mars 1905, la *Vérité* signale qu'il s'est vendu depuis 2 ans 8 500 brochures sur le Carillon Sacré-Cœur, 15 000 cartes postales, 60 000 écussons, 20 000 gravures, 150 000 boutons et insignes et 76 500 drapeaux de diverses dimensions<sup>[4]</sup>. »

Toutefois, l'idée qu'une image religieuse soit présente sur un drapeau national est loin de faire l'unanimité. Filiatrault lui-même est contre l'ajout du Sacré-Cœur au centre de son drapeau et expose sa position dans un article dans la *Revue ecclésiastique*, repris dans *La Patrie* du jeudi 14 avril 1904 :

Il nous faut un drapeau national [...] Ce drapeau ne peut être que le drapeau chanté par Crémazie, drapeau légendaire, auquel il faut ajouter, pour le compléter comme drapeau national, la croix blanche des étendards de Cartier, de Champlain, de Montcalm et de Lévis. Sur ce point également accord presque parfait, les dissidents sont fort peu nombreux. Mais la question du Sacré-Cœur divise davantage<sup>[5]</sup>.

L'année suivante, Filiatrault publie une seconde brochure dans laquelle il s'oppose à la présence d'un signe religieux sur le drapeau d'un peuple. Pour lui, vouloir fusionner religion et patrie, c'est les affaiblir « l'un et l'autre<sup>[6]</sup> ».

Les célébrations de la Saint-Jean-Baptiste à Saint-Jude en 1905 sont l'occasion pour Elphège Filiatrault de promouvoir à nouveau

sa proposition de drapeau national. L'envoyé spécial du journal *La Patrie* décrit les célébrations :

Les rues du village, les maisons étaient toutes décorées avec goût. Le drapeau de Carillon flottait triomphant sur les résidences. Disons que Saint-Jude a été la première paroisse qui a répondu avec un commun accord à ce vibrant appel de Crémazie. *O Canadiens-français dans ce jour solennel, marchons donc fièrement sous la vieille bannière. Qui vit de Carillon le combat immortel*<sup>[7]</sup>.

### **Mauvaise date et mauvais endroit !**

Des ouvrages<sup>[8]</sup> portant sur l'histoire du drapeau québécois avancent tous qu'Elphège Filiatrault a fait flotter son drapeau pour la première fois le 26 septembre 1902 sur son presbytère à Saint-Jude. Les auteurs ne citent cependant aucune source pour appuyer cette affirmation.

Or, cet événement a plutôt eu lieu le mardi 23 septembre 1902, tel que décrit en première page de *La Presse* du lendemain : « [...] Le presbytère, richement décoré, se lie à l'église par une arche construite avec beaucoup de goût. Au centre du village, on a élevé un superbe mât, au bout duquel flotte un large drapeau d'une création toute nouvelle<sup>[9]</sup> ».



Source : BAnQ

Quoi qu'il en soit, il est plus juste d'affirmer que l'ancêtre de notre drapeau a flotté pour la première fois le 23 septembre 1902 non pas sur le presbytère, mais plutôt au sommet d'un mât érigé au centre du village de Saint-Jude.

## **LA RETRAITE DU CURÉ FILIATRAULT ET UN DRAPEAU OUBLIÉ**

Après 1905, les interventions d'Elphège Filiatrault dans la sphère publique se font plutôt rares. Il se retire de la cure de Saint-Jude en 1916. Souffrant de graves problèmes d'articulation et de vision, il se retire dans sa demeure de Bordeaux, près de Montréal<sup>[12]</sup>. Le créateur de l'ancêtre du drapeau québécois décède le 29 mai 1932 à l'âge de 81 ans. Sa dépouille repose au cimetière Côte-des-Neiges de Montréal.

On ignore si la question du drapeau occupait toujours ses pensées à la fin de sa vie. On ne sait pas s'il était instruit de la campagne en faveur de l'adoption de son drapeau comme emblème officiel du Québec, qui allait bientôt être menée.

Le 21 janvier 1948, le drapeau conçu par Elphège Filiatrault est légèrement modifié et devient le drapeau officiel de la province de Québec. À partir de ce jour, le drapeau du curé Filiatrault sombre petit à petit dans l'oubli.

C'était sans savoir qu'un exemplaire du drapeau de Carillon, fabriqué pour Elphège Filiatrault en 1902, dormait encore au grenier du presbytère de Saint-Jude. Personne ne pouvait se douter non plus que, en 1955, il serait cédé à un nouveau paroissien désireux de décorer sa résidence à l'occasion de la Fête-Dieu. Heureusement, le drapeau ne fut pas arboré sur la résidence, mais plutôt conservé précieusement par M. Raymond Girouard et sa famille. Sans le savoir sur le moment, il contribua à la sauvegarde de l'ancêtre du drapeau québécois.

## **LE DRAPEAU DE CARILLON : DE LA DÉCOUVERTE À LA PROTECTION<sup>[13]</sup>**

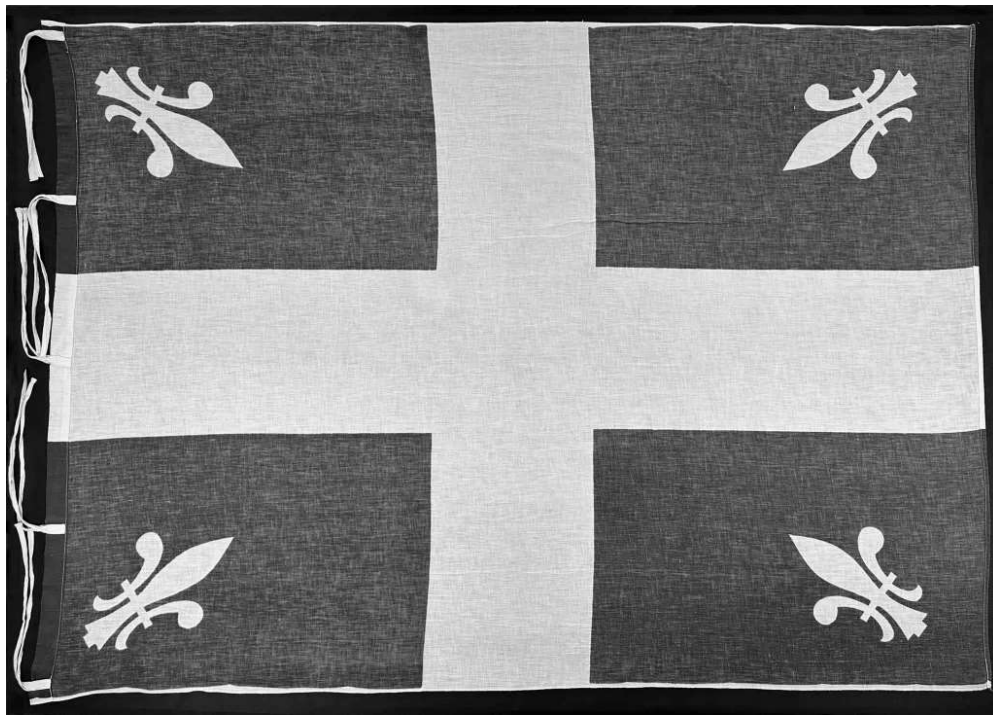
En 1955, Raymond Girouard acquiert une nouvelle résidence au cœur du village de Saint-Jude.



La résidence de Raymond Girouard  
à Saint-Jude, vers 1955.

Source : Famille Girouard

En vue de la célébration prochaine de la Fête-Dieu, il a l'idée de trouver un Carillon Sacré-Cœur suffisamment grand pour être arboré au mât de sa résidence. Ne sachant pas où se procurer un tel étendard, il s'adresse d'abord au presbytère. Après quelques recherches au grenier, le sacristain trouve dans une commode un vieux drapeau aux mêmes couleurs que le Carillon Sacré-Cœur, mais sans le Sacré-Cœur au centre. Il suggère alors à Raymond Girouard, sans doute un peu incrédule, de dessiner lui-même ou de coller une image du Sacré-Cœur au centre du drapeau.



Le drapeau trouvé dans une commode au grenier du presbytère de Saint-Jude en 1955.

Crédit photo : Mélanie Chalifour

Heureusement, n'ayant sans doute ni le talent pour dessiner ni le temps de le faire exécuter par quelqu'un d'autre, Raymond Girouard abandonne son idée et son épouse range le drapeau avec précaution, comme un bien familial. Évidemment, ni lui ni le sacristain de Saint-Jude ne connaissaient l'histoire du drapeau de Carillon. Ils ne pouvaient donc soupçonner son intérêt historique.



Cécile et Raymond Girouard en 1985.

Source : Famille Girouard

Les années passent et le drapeau est conservé dans la maison familiale jusqu'au jour où, ne connaissant pas son histoire, Raymond Girouard décide de le hisser au mât de son chalet. Son voisin immédiat, un enseignant, l'informe qu'il s'agit du drapeau de Carillon conçu par le curé de Saint-Jude en 1902. Girouard fait immédiatement le lien avec la découverte du drapeau au presbytère de Saint-Jude. Il comprend alors qu'il possède peut-être un bien patrimonial. Il renonce donc à son projet. L'ancêtre de notre drapeau retourne donc dans une commode de la maison

familiale jusqu'en 1977, année où Raymond Girouard vend sa résidence de Saint-Jude et déménage à Saint-Hyacinthe.

C'est alors que le nouveau retraité entreprend des recherches sur l'histoire du drapeau. Ses démarches le mènent notamment au Centre d'histoire de Saint-Hyacinthe, dont il deviendra un membre actif. Sans jamais en avoir la confirmation de son vivant, Raymond Girouard avait de bonnes raisons de croire qu'il avait entre les mains un drapeau d'une grande valeur patrimoniale. Après avoir autorisé la sortie du drapeau pour des événements spéciaux, il réalise qu'un incident pourrait se produire. En 1995, après le passage du drapeau à une émission de télévision d'André Lejeune à Sherbrooke, il décide de confier la garde du drapeau au Centre d'histoire de Saint-Hyacinthe.

Dès lors, la Municipalité de Saint-Jude veut être désignée le village qui a vu naître l'ancêtre du fleurdelisé. Au début des années 2010, des démarches de la MRC des Maskoutains et de la famille Girouard les conduisent plus tard au dépôt d'un avis d'intention de classement en 2017. Une expertise menée par le Centre de conservation du Québec deux ans plus tôt confirme « qu'il s'agit bien d'un prototype qui aurait pu être réalisé par le Père Filiatrault avec les moyens qu'il disposait ou qu'il l'ait fait faire par un artisan local et non par une entreprise spécialisée dans la fabrication de drapeaux<sup>[14]</sup> ». Le drapeau précieusement conservé par la famille Girouard depuis 1955, déposé au Centre d'histoire de Saint-Hyacinthe depuis 1995, est reconnu comme bien patrimonial du Québec depuis le 8 février 2018. Il fait désormais partie des pièces importantes du patrimoine québécois.

Si vous passez dans les environs de l'hôtel du Parlement à Québec d'ici le 26 janvier 2024, ne ratez pas l'occasion d'aller admirer le drapeau confectionné par le curé Filiatrault. En effet, ce bien patrimonial est l'une des pièces maîtresses de l'exposition *Fleurdelisé, rassembleur depuis 75 ans !* Pour en savoir plus, consultez le site de l'Assemblée nationale. Vous pouvez également découvrir cette exposition en version virtuelle.

1. *La Presse*, 24 septembre 1902, p. 1. La presse | BAnQ numérique [retour]
2. Elphège Filiatrault, *Aux Canadiens-français: notre drapeau : par un compatriote*. Saint-Hyacinthe, Imp. La Tribune, 1903, p.16-20. [retour]
3. *Le drapeau national des Canadiens français : un choix légitime et populaire*, Comité de Québec, 1904. [retour]
4. Luc Bouvier, « Le Carillon -Sacré-Cœur », *L'Action nationale*, juin 1996, p. 98. L'action nationale | BAnQ numérique [retour]
5. *La Patrie*, jeudi 14 avril 1904, p. 10. La patrie | BAnQ numérique [retour]
6. Elphège Filiatrault, *Nos couleurs nationales*, Saint-Jude, 1905, 12 p. [retour]
7. *La Patrie*, 30 juin 1905, p. 6. [retour]
8. On pense ici aux ouvrages de Jacques Archambault et d'Eugénie Lévesque, *Le drapeau Québécois*, Éditeur officiel du Québec, 2<sup>e</sup> éd., 1974, p. 21; d'Hélène-Andrée Bizier et Claude Paulette, *Fleur de lys d'hier à aujourd'hui*, Art Global, 1987, p. 129 et de Luc Bouvier, *op. cit.*, note 4, p. 94. [retour]
9. *La Presse*, 24 septembre 1902, p. 1. La presse | BAnQ numérique [retour]
10. Luc Bouvier, *op. cit.*, note 4, p. 95. [retour]
11. *La Patrie*, 30 juin 1905, p. 6. La patrie | BAnQ numérique [retour]
12. Le Courrier de Saint-Hyacinthe, 3 juin 1932, p. 5.[retour]
13. Les renseignements de cette partie sont tirés d'un entretien avec le fils de Raymond Girouard, Gaétan Girouard, tenu le 29 mai 2023. Vous pouvez également visionner cet entretien dans l'exposition virtuelle. [retour]
14. Centre de conservation du Québec, *Rapport d'expertise du drapeau de Carillon*, 2015, p. 2. [retour]

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## En Bref : L'hébergement touristique de courte durée

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 17 NOVEMBRE 2023

*Présenté comme une option additionnelle à l'hébergement touristique traditionnel, l'hébergement de courte durée est bien établi dans le paysage québécois. Les logements offerts à travers le Québec seulement sur la plateforme Airbnb étaient estimés à quelque 29 500 en février 2023<sup>[1]</sup>. Le phénomène s'accompagne de divers effets, aggravant notamment l'actuelle crise du logement. En 2019 seulement, ce serait quelque 31 000 unités de location à long terme qui auraient été retirées du marché canadien<sup>[2]</sup>. Afin de mieux encadrer les locations de courte durée, l'Assemblée nationale du Québec a adopté en juin 2023 la Loi visant à lutter contre l'hébergement touristique illégal, entrée en vigueur en septembre 2023.*



*Dans ce contexte, la présente note d'information s'intéresse d'abord aux effets bénéfiques et aux conséquences négatives de l'hébergement touristique de courte durée. Elle aborde ensuite la réglementation adoptée au Québec, les obstacles à l'encadrement normatif et les initiatives menées ailleurs au Canada et à l'étranger.*

*Ce document est également disponible sur le site Web de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, tout comme d'autres notes produites par le Service de la recherche.*

**Analyse et rédaction**

Jordan Blouin

*Service de la recherche*

**Recherche documentaire**

Catherine Picard

*Service de l'information*

## **LES EFFETS DE L'INDUSTRIE**

L'hébergement touristique de courte durée est défini comme « un établissement dans lequel au moins une unité d'hébergement est offerte en location à des touristes contre rémunération, pour une période n'excédant pas 31 jours<sup>[3]</sup> ». En date du 3 juillet 2023, parmi les endroits les plus prisés des touristes, Montréal compte 8276 offres de la sorte sur les plateformes Airbnb et Vrbo; Québec, 1925; la région de Charlevoix, 842 et celle de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 528<sup>[4]</sup>.

Selon les promoteurs de l'hébergement touristique de courte durée, l'industrie profite économiquement aux hôtes, aux collectivités locales et aux touristes.

D'une part, l'exploitation d'un hébergement touristique de courte durée constitue, pour les hôtes, une source de revenus<sup>[5]</sup>. Selon l'entreprise Airbnb, le service qu'elle offre accroît l'autonomie financière des hôtes en plus de créer de l'emploi dans les régions du Québec<sup>[6]</sup>.

D'autre part, le phénomène présente des bénéfices pour les collectivités locales et les touristes. Il contribue à l'élargissement et à la diversification de l'offre d'hébergement à travers le Québec. Cette formule porte particulièrement à conséquence dans les régions rurales, traditionnellement moins bien pourvues en établissements d'hébergement touristique<sup>[7]</sup>. Selon des chercheurs de l'Université de Calgary, il s'agit d'une solution préférable à la construction d'unités d'hébergement permanentes, notamment des hôtels, lesquels doivent composer avec une baisse de rentabilité lors de périodes creuses<sup>[8]</sup>. Répondant à un besoin plutôt négligé, les hébergements touristiques de courte durée favorisent le rayonnement des régions. Ce faisant, elles contribuent à leur développement économique, car les touristes consomment sur place<sup>[9]</sup>. Cet élargissement de l'offre d'hébergement touristique réduit les dépenses des touristes. Donc, encourage leur venue<sup>[10]</sup>.

Toutefois, l'hébergement touristique de courte durée engendre des coûts sociaux, communautaires et financiers. D'abord, il exacerbe la crise du logement. Selon un rapport de Danielle Kerrigan et David Wachsmuth, de l'École d'urbanisme de l'Université McGill, environ 4730 logements locatifs auraient été convertis en location à court terme à Montréal en 2018. Ainsi, le retrait de logements du marché de la location de longue durée accentue le problème d'accessibilité pendant une période où les taux d'occupation sont au plus bas. L'industrie de l'hébergement de courte durée entraîne une baisse de l'offre de logements de longue durée, menant à une hausse des loyers et du prix des maisons<sup>[11]</sup>. Dans sa thèse de doctorat sur la plateforme Airbnb (2016), Daniel Adams Guttentag rapporte que des propriétaires ont expulsé des locataires de longue durée au profit de la location de courte durée. Pour ces propriétaires, il devient plus avantageux financièrement de louer à court terme des unités d'hébergement que pour de longues durées. Ces bénéfices peuvent atteindre jusqu'à 200 % comparativement à ceux d'une location à long terme<sup>[12]</sup>. Selon un sondage mené en 2020 par le Centre de recherche en innovation sociale spécialisée en développement territorial durable (CIRADD), 13,2 % des locataires de la Gaspésie

sont forcés de quitter leur logement pendant la période estivale. Ces unités sont destinées à l'hébergement touristique de courte durée<sup>[13]</sup>.

Les conséquences sont aussi d'ordre communautaire. Les hébergements touristiques de courte durée entraînent des nuisances aux citoyennes et citoyens du quartier. Ils apportent le bruit, le va-et-vient et une hausse de la criminalité (usage de drogues, trafic d'humains et crimes violents)<sup>[14]</sup>, en plus de provoquer une dégradation accélérée des propriétés<sup>[15]</sup>. Ils contribuent aussi au phénomène du surtourisme, à savoir un encombrement des quartiers et des services publics en raison d'un nombre excessif de touristes. Les hébergements de courte durée causent souvent l'embourgeoisement des quartiers dont l'une des conséquences est la dénaturalisation de leur caractère singulier. Avec les hausses du coût des habitations et des services, résultant de l'augmentation du tourisme, les personnes en situation de pauvreté sont poussées hors de leurs quartiers historiquement mixtes<sup>[16]</sup>.

L'hébergement touristique de courte durée s'accompagne de conséquences financières. Il induit la commercialisation de l'hébergement. La concentration de l'immobilier destiné à la location de courte durée entre les mains d'un nombre restreint d'individus accroît la valeur d'une zone au détriment des résidentes et des résidents. La zone devient ainsi très prisée par les investisseurs<sup>[17]</sup>. L'industrie hôtelière dénonce quant à elle la concurrence déloyale résultant d'un encadrement plus laxiste des plateformes telles que Airbnb, ce qui nuit à leurs revenus<sup>[18]</sup>.

## **LES EFFORTS DE RÉGLEMENTATION AU QUÉBEC**

Au cours des dernières années, plusieurs lois et règlements ont été présentés à l'Assemblée nationale afin de réagir à l'évolution rapide de l'hébergement touristique de courte durée.

Le premier acte normatif qui vise directement à encadrer le phénomène consiste en un décret du gouvernement entré en

vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2020. Le *Règlement modifiant le Règlement sur les établissements d'hébergement touristique* crée une nouvelle catégorie les « établissements de résidence principale ». Leur exploitation dans un but touristique est ensuite permise par la *Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions*<sup>[19]</sup>. Avec l'allègement des restrictions du type d'hébergement touristique permis, les deux actes législatifs ont facilité la location de courte durée pour tout un pan de la population, favorisant l'accès à un revenu d'appoint pour les propriétaires. Les villes qui comptent interdire la pratique dans leur règlement municipal doivent tenir un référendum<sup>[20]</sup>.

Le 7 octobre 2021, afin d'améliorer l'encadrement de l'hébergement touristique, la *Loi sur l'hébergement touristique* est adoptée, remplaçant la *Loi sur les établissements d'hébergement touristique*. Le changement émane principalement d'une demande de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) voulant assurer un meilleur respect des réglementations municipales<sup>[21]</sup>.

Le gouvernement met fin à la classification obligatoire et au panonceau étoilé. Ainsi, « l'enregistrement d'un établissement d'hébergement touristique doit se faire au moyen d'une demande d'enregistrement accompagnée d'une déclaration de l'offre d'hébergement et des activités et autres services qui y sont liés<sup>[22]</sup> ». En cas de manquement, l'obligation s'accompagne d'amendes de 2500 \$ à 25 000 \$ pour les personnes physiques ou de 5000 \$ à 50 000 \$ pour les personnes morales<sup>[23]</sup>.

Les municipalités se voient aussi accorder un plus grand pouvoir réglementaire sur le contrôle de la location de courte durée sur leur territoire. Après avoir remis deux constats de nuisance à un hébergement touristique de courte durée, une municipalité peut demander la suspension de son enregistrement pour une durée de deux mois. Cet aspect de la *Loi* vise à minimiser les conséquences négatives dans les quartiers résidentiels.

Malgré l'obligation d'enregistrement, les établissements d'hébergement touristique illégaux se multiplient au Québec. Le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) estime que, en février 2023, 79 % des 29 482 annonces sur la plateforme Airbnb n'étaient pas certifiées et donc illégales (voir le tableau 1)<sup>[24]</sup>.

**TABEAU 1**  
Taux d'hébergement touristique de courte durée en situation d'illégalité sur la plateforme Airbnb, le 20 février 2023

Région administrative	Légal	Illégal	Total	% Illégal
Laval	21	422	443	95,3 %
Montréal	945	8245	9190	89,7 %
Côte-Nord	37	231	268	86,2 %
Outaouais	291	1671	1962	85,2 %
Montréal	352	1611	1963	82,1 %
Abitibi-Témiscamingue	47	182	229	79,5 %
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	200	648	848	76,4 %
Estrie	245	771	1016	75,9 %
Mauricie	212	633	845	74,9 %
Bas-Saint-Laurent	209	620	829	74,8 %
Laurentides	1044	2999	4043	74,2 %
Nord-du-Québec	3	8	11	72,7 %
Centre-du-Québec	59	151	210	71,9 %
Chaudière-Appalaches	224	562	786	71,5 %
Saguenay-Lac-Saint-Jean	309	758	1067	71,0 %
Capitale-Nationale	1482	2819	4301	65,5 %
Lanaudière	557	914	1471	62,1 %
Total	6237	23 245	29 482	78,8 %

De plus, le 16 mars 2023, un incendie ravage un immeuble locatif dans le Vieux-Montréal, menant à la mort de sept personnes. Cinq logements servant à de l'hébergement touristique de courte durée n'étaient pas enregistrés, menaçant la sécurité des lieux<sup>[25]</sup>. En juin 2023, à la suite de cette tragédie et d'autres événements, le gouvernement du Québec a de nouveau légiféré. Sous la *Loi visant à lutter contre l'hébergement touristique illégal*, l'enregistrement d'un établissement d'hébergement prend la forme d'un certificat délivré par le ministre ou la ministre. La *Loi* interdit donc de « diffuser une offre d'hébergement d'un établissement d'hébergement touristique qui ne contient pas le numéro d'enregistrement de l'établissement ni la date d'expiration du certificat visé à l'article 6.1 délivré à l'égard de cet établissement<sup>[26]</sup> ». Les amendes imposées aux personnes fautives sont doublées, alors que les plateformes numériques

d'hébergement s'exposent à une amende allant jusqu'à 100 000 \$ en cas de diffusion d'annonces illégales<sup>[27]</sup>.

Les municipalités ont elles aussi adopté diverses réglementations, notamment en matière de zonage. D'abord, certaines villes ont restreint les zones dans lesquelles les établissements touristiques de courte durée sont permis. À Lévis, il est défendu de louer à court terme une résidence principale à des touristes si elle se trouve dans une zone résidentielle de la ville ou dans certaines autres zones prédéterminées<sup>[28]</sup>. À Saint-Germain-de-Kamouraska, le nombre de résidences d'hébergement touristique est plutôt limité par zone. Il n'est d'ailleurs plus possible pour les propriétaires de convertir leur propriété en établissement touristique<sup>[29]</sup>. Une telle mesure vise à assurer que le village conserve une vitalité à longueur d'année, alors qu'une douzaine de maisons (sur 125) sont déjà réservées à la location à court terme.

D'autres municipalités ont plutôt opté pour une interdiction en fonction du type d'établissement, comme c'est le cas de la Ville de Magog. Dans l'ensemble du territoire de la ville, l'hébergement touristique dans une résidence principale demeure interdit, malgré les changements dans la législation québécoise<sup>[30]</sup>.

## **LES DÉFIS D'APPLICATION DES RÈGLEMENTS**

La nature des législations et des réglementations mises en place au Québec ne cadre parfois pas avec les intérêts propres aux acteurs concernés, suscitant des défis lors de l'application.

D'abord, un manque de personnel, spécifiquement d'inspecteurs et inspectrices, contribue à une incapacité d'assurer le respect des règles par les établissements touristiques de courte durée. C'est particulièrement vrai au sein des plus petits villages, lesquels ne disposent pas de ressources suffisantes. À cela s'ajoute la hausse constante du nombre d'unités d'hébergement de type Airbnb<sup>[31]</sup>.

Ensuite, la question de l'hébergement touristique de courte durée ne peut être abordée de la même manière au sein des régions

urbaines et rurales. Les mesures doivent être adaptées aux ressources disponibles, aux visées réglementaires des villes et à leurs réalités touristiques. Les particularités de chacune des régions rendent l'application d'une législation québécoise plus compliquée<sup>[32]</sup>.

Une dernière conséquence pour les villes consiste à trouver un équilibre entre le soutien à l'hébergement touristique de courte durée et le bien-être de la communauté. Comme on le lit dans le bulletin trimestriel estival du Lac-Brome, les villes ne veulent pas « voir [leurs] chemins et rues devenir des motels sans vie communautaire<sup>[33]</sup> ».

## LES INITIATIVES HORS QUÉBEC

À travers le monde, les villes doivent composer avec les conséquences que pose l'hébergement touristique de courte durée. Quatre types de réglementation sont explorés dans cette section.

1. **Restrictions du type de résidences.** Une grande majorité de villes ne permettent l'hébergement touristique de courte durée que dans les résidences principales. D'autres, dont Berlin, permettent tant la location de résidences principales que secondaires, sous quelques restrictions. Quiconque exploite un établissement d'hébergement touristique de courte durée doit obtenir une autorisation délivrée par l'administration de l'arrondissement. L'octroi dépend alors de la situation de la personne qui demande et des motivations qui la poussent à louer l'unité<sup>[34]</sup>.
2. **Restrictions du nombre de jours.** À Toronto, les locations ne sont permises que dans des résidences principales, et ce, pour un maximum de 180 nuits par année<sup>[35]</sup>. La Ville de Paris limite la location à 120 jours, en plus d'exiger une compensation. Ainsi, pour chaque mètre carré utilisé en location de courte durée, une surface équivalente doit être transformée en logements de longue durée<sup>[36]</sup>.
3. **Restrictions du nombre d'unités.** La Ville de Barcelone ne délivre que 9600 autorisations d'hébergement touristique, lesquelles sont limitées en fonction de quatre zones géographiques. Dans la vieille ville, aucun hébergement touristique de courte durée n'est permis, alors que dans les zones résidentielles centrales, le nombre doit rester stable. Si un établissement ouvre, un autre doit fermer<sup>[37]</sup>. Le but est de réduire le nombre d'unités de location dans les zones résidentielles ou celles déjà fortement affectées par le tourisme.

4. **Interdictions de locations autonomes.** À New York, un propriétaire ou une propriétaire ne peut louer sa résidence principale pour une période de moins de 30 jours que s'il ou elle réside sur place au moment de la location<sup>[38]</sup>. Il s'agit du principe du partage de domicile (*home-sharing*).

Ces diverses réglementations illustrent aussi les moyens variés de mise en œuvre qu'ont adoptés les villes à travers le monde. Paris dispose de 29 agents assurant la conformité de l'hébergement touristique de courte durée. Barcelone dispose de 40 *visualitzadors* chargés de mener des enquêtes sur les logements. Berlin a l'autorité de donner des amendes allant jusqu'à 500 000 € aux récalcitrants<sup>[39]</sup>.

Ces mesures présentent des succès. À Berlin, à la fin de l'année 2017, près de 4000 logements servant à la location de courte durée ont été convertis afin d'accueillir la location de longue durée<sup>[40]</sup>. À Paris, les mesures ont permis de régulariser 1000 logements entre 2012 et 2018, parmi lesquels 570 sont retournés sur le marché locatif à long terme<sup>[41]</sup>. La Ville a aussi remporté une poursuite de 9 millions d'euros contre Airbnb et Booking.com, solidifiant les obligations des entreprises dans la lutte contre l'hébergement illégal<sup>[42]</sup>.

---

#### Récents travaux parlementaires

Adoption par l'Assemblée nationale du Québec le 7 juin 2023 de la *Loi visant à lutter contre l'hébergement touristique illégal*. La *Loi* pave le chemin vers un meilleur respect des réglementations du gouvernement du Québec et des municipalités encadrant l'hébergement touristique de courte durée, afin d'assurer la sécurité des visiteurs, le respect des communautés locales et une transparence de la part des hôtes.

## **En quelques mots**

L'hébergement touristique de courte durée se définit comme la location payante d'au moins une unité d'hébergement à des fins touristiques pour une période d'au plus 31 jours.

L'augmentation du nombre d'établissements d'hébergement illégaux force le gouvernement du Québec à prendre des mesures. Au cours des dernières années, trois principales législations assurent que ces établissements sont sécuritaires et respectent les réglementations municipales.

Les villes à travers le monde ont adopté des mesures réglementaires afin de contrôler l'hébergement touristique de courte durée restrictions sur le type ou le nombre d'établissements permis, sur le nombre de jours de location alloués ou des restrictions géographiques; chaque ville adopte des mesures ancrées dans les usages et les mœurs de sa population.

## **En quelques chiffres**

**29 482**

Nombre total d'hébergements touristiques de courte durée sur Airbnb au Québec (en février 2023)

**79 %**

Pourcentage des hébergements touristiques de courte durée illégaux au Québec (en février 2023)

**4 291 631 \$**

Somme totale des amendes imposées par Revenu Québec pour des hébergements touristiques de courte durée non enregistrés (en 2021-2022)

**5000 \$ à 50 000 \$**

Amendes imposées aux personnes louant illégalement des établissements touristiques de courte durée

---

## **POUR ALLER PLUS LOIN**

### **Sur l'hébergement touristique de courte durée à Montréal**

KERRIGAN, Danielle et David WACHSMUTH. « Airbnb, le partage du logement et le droit au logement à Montréal », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 31, n°2, 2020, 24 p.

### **Sur les effets de l'hébergement touristique de courte durée**

BARRON, Kyle, Edward KUNG et Davide PROSERPIO. « The Effect of Home-Sharing on House Prices and Rents : Evidence from Airbnb », *SSRN*, 2020, 70 p.

BIVENS, Josh. « The economic costs and benefits of Airbnb », *Economic Policy Institute*, 30 janvier 2019, p. 382-404.

### **Sur les réglementations**

TEDDS, Lindsay M. et autres. « Why Existing Regulatory Frameworks Fail in The Short-Term Rental Market : Exploring The Role of Regulatory Fractures », *The School of Public Policy Publications*, vol. 14, n°26, octobre 2021, p. 1-42.

## Sur le phénomène d'embourgeoisement

WACHSMUTH, David et Alexander WEISLER. « Airbnb and the Rent Gap : Gentirification Through the Sharing Economy », *Environment and Planning A*, vol. 50, n°3, février 2018, p. 1-44.

- 
1. Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec, La démesure Airbnb : un saccage du parc locatif québécois, p. 4. [retour]
  2. Jennifer Combs, Danielle Kerrigan et David Wachsmuth, « Short-term rentals in Canada : Uneven growth, uneven impacts », *Canadian Journal of Urban Research*, été 2020, p.3. [retour]
  3. *Loi sur l'hébergement touristique*, RLRQ, c. H-1.01, art. 2. [retour]
  4. L'offre d'hébergements touristiques de courte durée est accessible en temps réel sur le site d'AirDNA. [retour]
  5. Josh Bivens, « The economic costs and benefits of Airbnb », *Economic Policy Institute*, 30 janvier 2019, p. 4.[retour]
  6. Airbnb, *Une approche pour un cadre raisonné, praticable et efficace : mémoire déposé à la Commission de l'économie et du travail*, 23 mai 2023, p. 2-3. Il importe de mentionner que le mémoire ne quantifie pas cette création d'emploi en région rurale. [retour]
  7. Danielle Kerrigan et David Wachsmuth, « Airbnb, le partage du logement et le droit au logement à Montréal », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 31, n°2, 2020, p. 384-385. [retour]
  8. Anna Cameron, Mukesh Khanal et Lindsay M. Tedds, « Managing Airbnb: A Cross-Jurisdictional Review of Approaches for Regulating the Short-Term Rental Market », *Munich Personal RePEc Archive*, n° 111535, 14 janvier 2022, p. 2. [retour]
  9. Lindsay M. Tedds et autres, « Why Existing Regulatory Frameworks Fail in The Short-Term Rental Market: Exploring The Role of Regulatory Fractures », *The School of Public Policy Publications*, vol. 14, n°26, octobre 2021, p. 22. [retour]
  10. *Op. cit.*, note 4, p. 4. [retour]
  11. *Op. cit.*, note 6, p. 384-385. [retour]

12. David Wachsmuth et Alexander Weisler, « Airbnb and the Rent Gap: Gentirification Through the Sharing Economy », *Environment and Planning A*, vol. 50, n°3, février 2018, p. 5 ; RentHop, *Airbnb vs. Long-Term Rentals : Which Makes the Most Profit? An Analysis of the 50 Largest U.S. Markets*, 3 octobre 2022. [retour]
13. CIRADD, *Perceptions des acteurs privés et des nouveaux arrivants sur les enjeux du logement locatif résidentiel en Gaspésie*, mars 2021, p. 18. [retour]
14. *Op. cit.*, note 8, p. 19-20. [retour]
15. Ville de Montréal, *Mémoire déposé à la Commission de l'économie et du travail*, 24 mai 2023, p. 5. [retour]
16. David Wachsmuth et Alexander Weisler, « Airbnb and the Rent Gap: Gentirification Through the Sharing Economy », *Environment and Planning A*, vol. 50, n°3, février 2018, p. 7. [retour]
17. Gary Barker, « The Airbnb Effect on Housing And Rent », *Forbes*, 21 février 2020. [retour]
18. *Op. cit.*, note 7, p. 2. [retour]
19. *Loi sur les établissements d'hébergement touristique*, 25 mars 2021, art. 70. [retour]
20. *Adoption du projet de loi 67 – Hébergement collaboratif dans les résidences principales : mieux encadré et plus accessible*, 26 mars 2021. [retour]
21. Jean-François Sabourin, « Encadrement urbanistique des usages d'hébergement touristique : quoi retenir des modifications légales et réglementaires récentes ? », *Urbanité*, hiver 2023, p. 41. [retour]
22. *Op. cit.*, note 3, art. 5. [retour]
23. *Ibid.*, art. 28-29. [retour]
24. *Op. cit.*, note 1, p. 4. [retour]
25. Jean-Louis Bordeleau et Zacharie Goudreault, « L'incendie dans le Vieux-Montréal relance le débat sur les Airbnb illégaux », *Le Devoir*, 20 mars 2023. [retour]
26. *Loi visant à lutter contre l'hébergement touristique illégal*, 7 juin 2023, art. 2. [retour]
27. *Ibid.*, art. 6. [retour]
28. Ville de Lévis, *Encadrement de l'hébergement touristique dans les résidences principales*. [retour]
29. Perrine Bullant, « Limiter le nombre d'Airbnb pour lutter contre la dévitalisation des villages du Kamouraska », *Radio-Canada*, 14 octobre 2022. [retour]
30. Emy Lafortune, « Les Magogois ferment la porte à la location à court terme », *Radio-Canada*, 12 janvier 2023. [retour]

31. *Op. cit.*, note 7, p. 33-34. [retour]
32. Shirley Nieuwland et Rianne van Melik, « Regulating Airbnb : how cities deal with perceived negative externalities of short-term rentals », *Current Issues in Tourism*, vol. 23, n° 7, 2020, p. 822. [retour]
33. Marie-Ève Martel, « Location de courte durée : Lac-Brome sonde ses citoyens », *La Voix de l'Est*, 27 juillet 2021. [retour]
34. Atelier parisien d'urbanisme, *Locations meublées de courte durée : Quelle réponse publique?*, juin 2018, p. 11. [retour]
35. *Op. cit.*, note 7, p. 14. [retour]
36. *Op. cit.*, note 33, p. 18. [retour]
37. *Ibid.*, note 33, p. 10-11. [retour]
38. *Ibid.*, p. 14. [retour]
39. *Ibid.*, p. 15. [retour]
40. *Ibid.*, p. 13. [retour]
41. *Ibid.*, p. 20. [retour]
42. Association hôtellerie du Québec, *Mémoire destiné à la Commission de l'économie et du travail*, 21 mai 2023, p. 4. [retour]

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## La Description de l'Égypte ou l'itinéraire étonnant d'une prestigieuse acquisition de la Bibliothèque

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 24 NOVEMBRE 2023

« Du Parlement du Bas-Canada à l'Assemblée nationale, deux  
siècles nous contemplent »

*Le 25 novembre 1823, en présentant son rapport aux députés, William Lindsay, le bibliothécaire de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada, annonce l'acquisition de six tomes de la Description de l'Égypte<sup>[1]</sup>. Il s'agit d'une partie d'un ouvrage majestueux, publié en plusieurs tomes à la suite de l'expédition de Napoléon Bonaparte en Égypte de 1798 à 1801.*

*La Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec possède aujourd'hui l'édition « impériale » complète de cette publication, laquelle est dans un parfait état. La présence de cet ouvrage dans nos collections est intrigante : comment se fait-il que ces tomes puissent avoir été sauvés des trois incendies du parlement et de sa bibliothèque (1849, 1854 et 1883) et avoir survécu à de nombreux déménagements de la capitale à l'époque de l'union du Bas-Canada et du Haut-Canada (1840-1867)? Ces questions sont sans réponse, mais certaines hypothèses pourraient éclaircir le mystère.*

**L**a campagne de Napoléon Bonaparte en Égypte a fasciné l'Europe. D'abord mission militaire, le voyage prend aussi la forme d'une investigation scientifique. En plus de son armée, Bonaparte est accompagné de près de 160 savants de différents horizons : autant d'architectes que de chimistes, de médecins, de graveurs ou d'antiquaires. Ceux-ci consignent notes et esquisses afin de documenter le pays et d'ainsi créer la première encyclopédie dédiée entièrement à l'Égypte. C'est aussi lors de cette expédition que les Français découvrent la célèbre pierre de Rosette qui permettra plus tard à Jean-François Champollion de déchiffrer l'écriture hiéroglyphique.

À la fin de la mission, le gouvernement français demande de recueillir les notes des savants afin d'en faire une publication collective qui deviendra la *Description de l'Égypte, ou recueil des observations et des recherches qui ont été faites en Égypte pendant l'expédition de l'armée française*. Prévu en cinq livraisons de 1807 à 1809, l'ouvrage, dont le tirage est fixé à 1000 exemplaires, est finalement publié de 1809 à 1829<sup>[2]</sup>. La première édition, dite « impériale », se compose de neuf tomes de textes et de dix tomes de planches reliées en 12 volumes totalisant un ensemble de 930 planches<sup>[3]</sup>. C'est cette édition monumentale qu'on trouve dans les collections actuelles de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale. La deuxième édition, celle de l'éditeur C. L. F. Panckoucke, est réalisée de 1820 à 1830. D'un format plus petit, ses planches sont en noir et blanc et son prix est plus abordable.

Au Bas-Canada, c'est en 1823 que la Bibliothèque de la Chambre d'assemblée s'intéresse pour la première fois à cette publication. Entre le 13 janvier et le 15 novembre 1823, on procède à l'acquisition de six tomes de la *Description de l'Égypte*<sup>[4]</sup>. Les catalogues de la Bibliothèque de 1831, 1835, 1842 et 1846 confirment la présence de six tomes dans les collections. Toutefois, en 1849, le parlement, qui se situe à Montréal depuis 1844, est

incendié. La Bibliothèque perd pour ainsi dire l'ensemble de sa collection. Sur les 23 000 livres qu'elle conserve, seulement 200 sont rescapés<sup>[5]</sup>.

Un ancien directeur de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, Gaston Bernier, a émis l'hypothèse qu'en raison de son format et de sa valeur, l'ouvrage a été conservé à l'extérieur de la bibliothèque, ce qui aurait permis de le sauver des flammes<sup>[6]</sup>. En effet, le 17 mars 1825, par une résolution de l'Assemblée législative du Bas-Canada visant à élargir l'accès aux collections de la Bibliothèque, on apprend que la *Description de l'Égypte* est conservée dans le bureau du greffier et fait l'objet d'une protection particulière :

[...] durant l'intervalle entre les Sessions du Parlement, l'appartement de la Chambre appelé la Garde-robe sera ouvert les Lundi, Mercredi et Samedi de chaque semaine, depuis neuf heures jusqu'à cinq heures, aux Membres et Officiers du Conseil Législatif et de l'Assemblée, aux Membres du Conseil Exécutif; aux Juges du Banc du Roi, et à toutes personnes, qui en auront obtenu la permission [...] elles pourront également, en le demandant par écrit, se faire apporter dans le dit appartement, et non ailleurs, pour les lire et en faire des extraits si bon leur semble, tels des volumes de la Bibliothèque de cette Chambre qu'elles auront indiqués au Gardien de la Maison, à qui elles remettront les volumes qu'elles auront reçus, et retireront les demandes écrites qu'elles auront données, avant de sortir, à l'exception du » Tableau de l'Égypte » des » Guerres des François » et » British Armour and Heraldry » qui resteront dans la Chambre du Greffier et ne seront communiqués que de son consentement.<sup>[7]</sup>

Toutefois, le rapport du bibliothécaire de 1850 reste silencieux quant à la sauvegarde des six précieux tomes de l'ouvrage<sup>[8]</sup>. Les documents n'apparaissent plus dans le catalogue, ni dans celui qui suivra en 1852<sup>[9]</sup>. Puis, en 1857, trois ans après le second incendie

du parlement en 1854, le catalogue de la bibliothèque mentionne la présence de neuf volumes folio de texte et de 11 volumes folio atlas de planches de la *Description de l'Égypte*<sup>[10]</sup>. Si l'on considère encore que les six tomes n'ont pas brûlé en 1849 et 1854, les autres volumes de la *Description de l'Égypte* auraient alors été acquis entre 1854 et 1857, formant ainsi une collection complète. Or, il est plutôt probable que les six premiers tomes aient simplement brûlé dans l'incendie de 1849 et qu'on ait acquis, entre 1854 et 1857, une nouvelle édition complète de la *Description de l'Égypte*.

Mais le mystère n'est pas complètement éclairci pour autant. Après la Confédération, en 1872, on mentionne à l'Assemblée législative du Québec :

Que l'octroi libéral de \$5,000 accordé à la bibliothèque, l'an dernier, a permis à votre bibliothécaire d'enrichir d'ouvrages fort précieux sur les sciences et l'histoire le département confié à ses soins; Parmi ces derniers ouvrages, l'honorable Chambre remarquera avec plaisir les « Œuvres de Champollion et de Cuvier ». La « description de l'Égypte », cette œuvre superbe appelée le « Grand Ouvrage d'Égypte », qui ne comprend pas moins de 9 vol. fol. de texte, et onze vol. grand folio de planches, se trouve aussi dans votre bibliothèque aujourd'hui<sup>[11]</sup>

Le registre comptable de la Bibliothèque, en date du 4 juillet 1872, confirme également l'achat de ces 23 volumes de la *Description de l'Égypte* au coût de 46 livres et 10 shillings<sup>[12]</sup>.



	4
<i>Flap</i>	4340 55
<i>Palmarium Chalcidum 6 Vol.</i>	3 00
<i>Hist. nat. Hist. du Sénégal 4 Vol.</i>	8 10
<i>Palmarium Chalcidum 6 Vol.</i>	17 5
<i>Hist. nat. Hist. de la révolution 2 Vol.</i>	2 50
<i>Chalcidum Hist. contemporaine 2 "</i>	2 50
<i>Palmarium Chalcidum 6 Vol.</i>	90
<i>Exposition Universelle de 1867-1868 15 Vol.</i>	13 00
<i>Dupin Exposition de 1867 3 Vol.</i>	5 00
<i>Montecassini 1 Vol.</i>	1 00
<i>Champollion La Harpe 4 Vol.</i>	90 00
<i>Champollion La Harpe 2 "</i>	20 80
<i>Champollion Mémoires des les Egyptes</i>	2 00
<i>Champollion Catalogue</i>	2 00
<i>Description de l'Égypte 25 Vol.</i>	160 00
<i>Ann. des princip. villes de l'Égypte 14 Cart.</i>	35 00
<i>Rugby Atlas universelle</i>	20 00
<i>Physical Atlas (par Johnson)</i>	25 00
<i>Chalcidum 10 Vol.</i>	30 00
<i>Asie 1 Vol.</i>	1 00
<i>Dupin Atlas de 12 départements</i>	3 00
<i>Exposition de Paris 1878</i>	8 00
<i>Dupin Comité d'histoire</i>	4 80
<i>Exposition de 1873</i>	1 50
<i>Japon Chalcidum d'Égypte</i>	11 00
<i>Exposition de 1873</i>	12 00
<i>Exposition de 1873</i>	4 00
<i>Exposition de 1873</i>	10 00
<i>Exposition de 1873</i>	22 50
<i>Hist. des Peintres 11 Vol.</i>	132 00
<i>Dupin Paris</i>	15 00
<i>Exposition de 1873</i>	12 00
<i>Exposition de 1873</i>	6 00
	1006 70

Valeur, d'après les factures, d'un certain nombre d'ouvrages de la Bibliothèque de la Législature, sauvés intacts de l'incendie, signé par Pamphile Le May, ca 1884. Collection Camille Gosselin.

Assemblée nationale du Québec, C42-D4

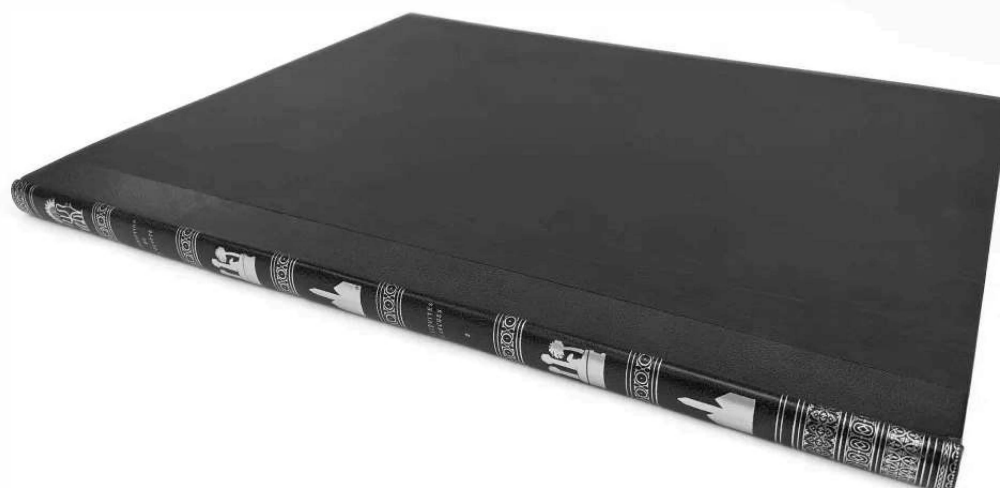
Il est toutefois difficile de statuer sur l'état des volumes après l'incendie de 1883. Jusqu'en 2008, les volumes que nous connaissons étaient reliés d'une couverture de cuir rouge propre à la facture des reliures du début du XX<sup>e</sup> siècle. L'ouvrage était-il relié ainsi lors de son acquisition en 1872 ou aurait-il été relié à nouveau après l'incendie? Nous l'ignorons.



La collection en 2005, avant sa restauration  
(les douze volumes de planches de très grand format n'apparaissent pas sur la photographie).

Photographe : Frédéric Lemieux.

Cependant, en 2008, afin d'exposer la *Description de l'Égypte* au Musée de la civilisation, on décide que les 23 volumes, alors relativement abîmés, seront restaurés et que la nouvelle reliure sera réalisée à l'image de la première édition de l'œuvre. Ce projet aura pour effet de lancer officiellement un programme de restauration des collections de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Depuis, l'institution consacre un montant de son budget annuel à la restauration de livres rares, de documents d'archives et d'objets patrimoniaux.



Un volume de la *Description de l'Égypte* après sa restauration de 2008.  
Photographe : Mélanie Chalifour.

Mais revenons à la *Description de l'Égypte*. Une question reste en suspens. Pourquoi la Bibliothèque a-t-elle acheté une édition complète en 1872 si elle en possédait déjà une? Qu'est-il arrivé aux neuf volumes de texte et aux 11 volumes de planches de la *Description de l'Égypte* inscrits au catalogue de la Bibliothèque de 1857? L'explication serait simple. Lorsque la province de Québec est créée en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1867*, les collections de la Bibliothèque du Parlement de la province du Canada – transférées à Ottawa en 1865 et 1866 – forment le noyau central de la nouvelle bibliothèque du parlement fédéral. La *Description de l'Égypte* aurait alors été envoyée à Ottawa avec les autres livres de la collection. L'index des catalogues de 1867<sup>[14]</sup> et de 1879<sup>[15]</sup>

confirment d'ailleurs la présence de l'ouvrage dans la nouvelle bibliothèque du Parlement canadien. De son côté, la Bibliothèque de la Législature du Québec doit se doter d'une toute nouvelle collection de livres. En 1867, il y a à peine 400 livres de droit au moment de la création de la Bibliothèque de la Législature de la province, ce qui explique la volonté d'acheter à nouveau la *Description de l'Égypte* en 1872.

Curieusement, le Parlement d'Ottawa ne possède plus cette publication dans sa collection. Il est fort probable que la *Description de l'Égypte* ait fait l'objet d'un transfert, après 1953, à la Bibliothèque nationale du Canada, aujourd'hui Bibliothèque et Archives Canada (BAC). D'ailleurs un estampage sur la reliure de l'ouvrage à BAC confirme qu'il s'agit bien de celui de la Bibliothèque du Parlement d'Ottawa, lequel exemplaire était autrefois probablement conservé à Québec.

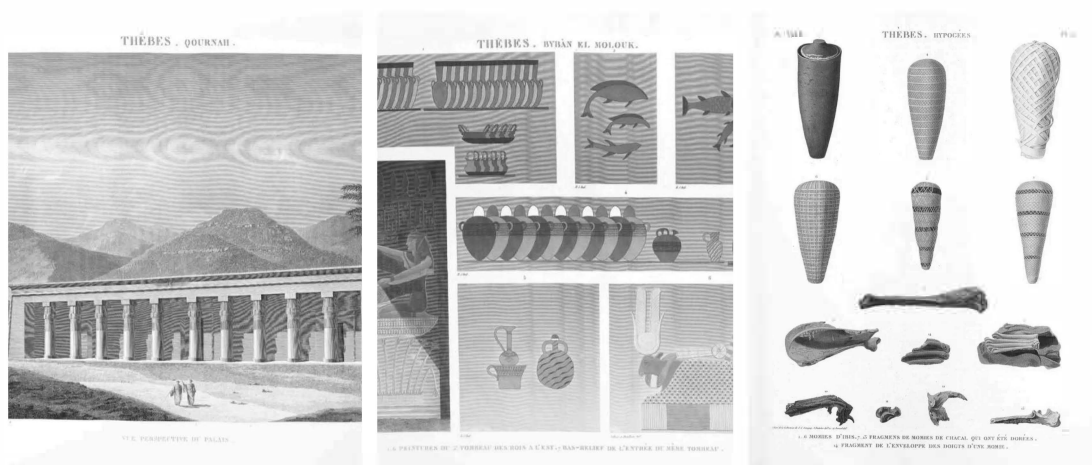


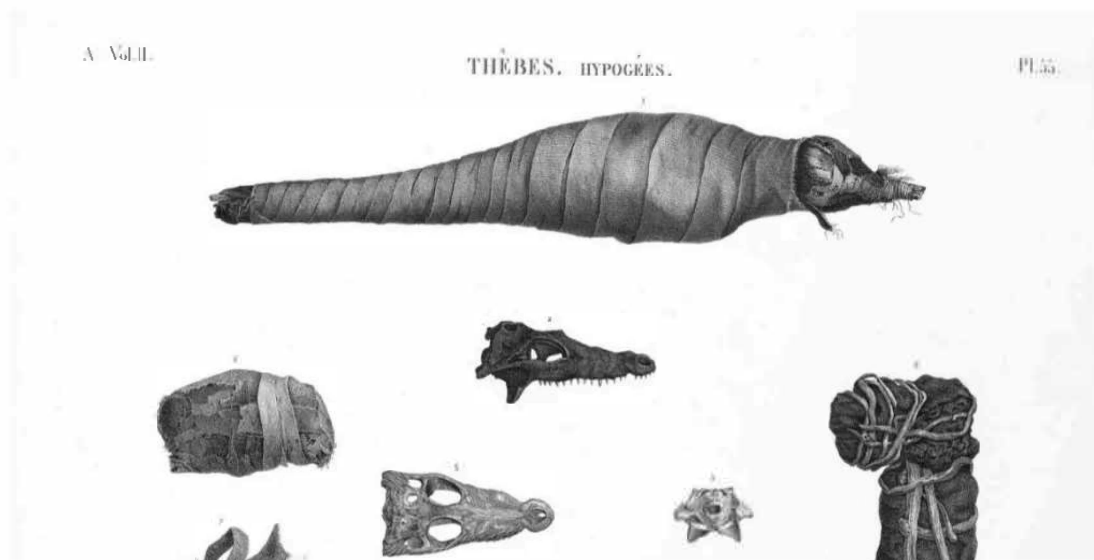
Estampage apparaissant sur les volumes de la *Description de l'Égypte* conservés à Bibliothèque et Archives Canada.

Photo : BAC.

Finalement, une chose est certaine : les différentes bibliothèques parlementaires du Bas-Canada, de l'Union et du Québec ont acquis, à différents moments, des tomes de la *Description de l'Égypte*. En parcourant les catalogues de la Bibliothèque, on remarque également l'achat de nombreux ouvrages traitant d'égyptologie durant le XIX<sup>e</sup> siècle. La fascination générale pour l'énigmatique Égypte ancienne n'a donc pas laissé indifférents les parlementaires du Québec.

Du reste, aussi monumental et impressionnant soit la *Description de l'Égypte* dans nos rayons, autant son itinéraire dans l'histoire de la riche collection de notre bibliothèque parlementaire est étonnant. Pour paraphraser Napoléon et une citation qui lui a été attribuée : du Parlement du Bas-Canada à l'Assemblée nationale du Québec, deux siècles nous contemplent.





*Description de l'Égypte, ou, Recueil des observations et des recherches qui ont été faites en Égypte pendant l'expédition de l'armée française [Extraits]. Paris :*

*Imprimerie impériale, 1809-1828, 23 volumes.*

*Collection spéciale. Bibliothèque de l'Assemblée nationale.*

## **Les édifices parlementaires et la Bibliothèque depuis 1792**

C'est dans l'ancienne chapelle du Palais épiscopal de l'évêché de Québec que s'ouvre la première session du Parlement du Bas-Canada le 17 décembre 1792. Les parlementaires y siègent jusqu'en 1833 avant que l'édifice, trop petit et vétuste, soit démoli. La construction d'un nouveau parlement commence en 1831. La Chambre d'assemblée du Bas-Canada s'y réunit de 1834 à 1837 et de 1852 à 1854. Entre-temps, sous le régime de l'Acte d'Union, le Parlement siège successivement à Kingston, à Montréal et à Toronto. En 1859, un nouvel édifice remplace le parlement incendié à Québec en 1854. Il est construit au même emplacement sur la côte de la Montagne. Ce bâtiment accueille les parlementaires de 1860 jusqu'au 19 avril 1883, alors qu'il est à son tour détruit par les flammes. Auparavant, au lendemain de la Confédération de 1867, le gouvernement propose de construire un édifice parlementaire plus grand. Longtemps retardée par la situation financière difficile du Québec, la construction de l'hôtel du Parlement débute en 1877. Les

parlementaires s’y réunissent pour la première fois le 27 mars 1884 et c’est encore à cet endroit qu’ils siègent aujourd’hui.

Quant à la Bibliothèque, elle est créée en 1802, par résolution d’un comité de la Chambre. Le greffier de la Chambre s’en voit confier l’administration. Jusqu’à la construction de l’édifice Pamphile-Le May, en 1915, la Bibliothèque est située dans le parlement. C’est qui explique que ses collections aient été affectées par les nombreux déménagements et incendies du parlement.

- 
1. *Appendice du XXXIIIe volume des Journaux de la Chambre d’Assemblée de la province du Bas-Canada*, 4<sup>e</sup> session, 11<sup>e</sup> Parlement provincial, 1823-1824. Appendix to the ... Journals of the House of As... – p. A-C-1 – Canadiana (p. A-C-1) [retour]
  2. « *Du haut de ces pyramides–* » : *l’expédition d’Égypte et la naissance de l’égyptologie (1798-1850) : catalogue*. Lyon : Fage, c2013, p. 83. [retour]
  3. *Ibid*, p. 86. [retour]
  4. *Appendice du XXXIIIe volume des Journaux de la Chambre d’Assemblée de la province du Bas-Canada*, 4<sup>e</sup> session, 11<sup>e</sup> Parlement provincial, 1823-1824. [retour]
  5. *Une capitale éphémère : Montréal et les événements tragiques de 1849 / textes réunis et présentés par Gaston Deschênes*. Sillery, Québec : Septentrion, c1999, p. 95. [retour]
  6. Bernier, Gaston. *Un trésor bibliographique*. Bulletin de la Bibliothèque, vol. 34, n° 3-4, novembre 2005, p. 16. [retour]
  7. *Journaux de la Chambre d’assemblée du Bas-Canada, depuis le 8 janvier jusqu’au 22 mars 1825*. 1<sup>re</sup> session, 12<sup>e</sup> Parlement, 1825, p. 361. [retour]
  8. *Rapport du bibliothécaire de la bibliothèque de l’Assemblée législative à la session de 1850 : avec un catalogue de livres de la bibliothèque*. Toronto : Lovell and Gibson, Front Street, 1950. [retour]
  9. *Catalogue of books in the Library of Parliament*. Quebec : John Lovell’s Steam Printing Establishment, 1852. [retour]
  10. *Catalogue de la Bibliothèque du Parlement*. Toronto : John Lovell. 1857, p. 317. [retour]
  11. *Les débats de l’Assemblée législative* [débats reconstitués], 2<sup>e</sup> législature, 2<sup>e</sup> session, 7 novembre 1872. p. 2. [retour]

12. *Journal 1. Bibliothèque. 1871-1880.* Fonds Assemblée nationale du Québec.  
No : 842372. [retour]
13. *Valeur, d'après les factures, d'un certain nombre d'ouvrages de la Bibliothèque de la Législature, sauvés intacts de l'incendie, signé par Pamphile Le May, ca 1884.* Collection Camille Gosselin. Assemblée nationale du Québec, C42-D4.  
[retour]
14. *Catalogue alphabétique de la Bibliothèque du Parlement comprenant l'index des catalogues méthodiques publiés en 1857, 1858 et 1864.* Ottawa : G. E. Desbarats, 1867, p. 146. [retour]
15. *Index du catalogue de la Bibliothèque du Parlement.* Ottawa : Compagnie d'impressions de publication du Citizen, 1879. [retour]

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## En Bref : Les travailleuses et travailleurs étrangers temporaires au Québec

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 30 NOVEMBRE 2023

*Face à une pénurie de main-d'œuvre importante dans plusieurs secteurs, comme la santé, la restauration, le tourisme, l'agriculture et l'agroalimentaire, l'accueil des personnes qu'on nomme les travailleuses et travailleurs étrangers temporaires<sup>[1]</sup> est devenu essentiel pour l'économie québécoise. Ces gens qui viennent occuper des emplois au Québec avec un permis de travail d'une durée limitée sont de plus en plus nombreux. Entre 2017 et 2022, le nombre de travailleuses et de travailleurs étrangers temporaires s'est accru de 195,6 %, passant de 13 025<sup>[2]</sup> à 38 505<sup>[3]</sup>. Ils sont d'ailleurs une importante source de main-d'œuvre pour l'industrie agricole. En 2021, ils composaient 27 % des personnes employées dans ce secteur au Québec<sup>[4]</sup>.*

*Malgré leur rôle essentiel, les travailleuses et travailleurs étrangers temporaires sont parfois confrontés à des conditions de vie et de travail précaires ou à des abus, comme l'ont révélé des reportages et des enquêtes journalistiques<sup>[5]</sup>, dont un documentaire diffusé sur Télé-Québec et projeté entre autres au Parlement d'Ottawa en 2023<sup>[6]</sup>. Également, des travaux de comités parlementaires fédéraux et de la Commission québécoise des droits de la personne et des droits de la jeunesse ont signalé la discrimination systémique dont ils font l'objet et le manque de protection qu'on leur accorde<sup>[7]</sup>. De surcroît, en septembre 2023, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les formes contemporaines d'esclavage a*

*dénoncé les conditions de vie des travailleurs étrangers temporaires au Canada<sup>[8]</sup>.*

*En outre, la Commission des relations avec les citoyens aborde la situation de ces personnes dans son rapport du 4 octobre 2023, produit au terme de la consultation générale sur la planification de l'immigration 2024-2027 tenue à l'Assemblée nationale.*



*La présente note d'information contextualise le partage des compétences fédérales et provinciales en matière d'accueil de travailleuses et de travailleurs étrangers temporaires, traite des programmes d'immigration relatifs au travail temporaire et explore le statut, les conditions de vie et de travail et les droits de ces migrants.*

*Cette fiche d'information est également accessible sur le site web de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, comme d'autres notes produites par le Service de la recherche.*

**Analyse et rédaction**  
Mysaëlle Lavoie-Lemieux  
*Service de la recherche*  
**Recherche documentaire**  
Claudette Robillard  
*Service de l'information*

**Partage des compétences en matière d'immigration temporaire**

En matière d'immigration, l'article 95 de la *Loi constitutionnelle de 1867* édicte que la compétence législative est partagée entre les législatures provinciales et le Parlement fédéral<sup>[9]</sup>.

Quant à l'accueil temporaire de travailleurs étrangers, l'*Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains* de 1991 définit les pouvoirs du Québec<sup>[10]</sup>.

Le Canada doit consulter le Québec pour déterminer les catégories de professions concernées par la sélection temporaire<sup>[11]</sup>. Les gouvernements du Canada et du Québec déterminent conjointement « si un citoyen canadien ou un résident permanent est disponible pour combler l'emploi offert à un travailleur temporaire<sup>[12]</sup> ». Puis, le consentement du Québec doit être obtenu avant « l'octroi de l'autorisation de séjour à tout travailleur temporaire<sup>[13]</sup> ».

## **Programmes d'immigration temporaire pour le travail**

Les travailleuses et travailleurs étrangers temporaires sont généralement employés en vertu de deux programmes fédéraux : le programme de mobilité internationale et le programme des travailleurs étrangers temporaires. Cette note s'attarde seulement à ce deuxième programme, dont le type de permis de travail contribue à rendre la main-d'œuvre migrante particulièrement vulnérable aux abus.

Le programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET) est géré par Emploi et Développement social Canada (EDSC) et administré conjointement avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). Il permet à des entreprises d'embaucher temporairement de la main-d'œuvre étrangère lorsqu'une main-d'œuvre citoyenne ou résidente permanente n'est pas disponible. Pour ce faire, l'employeur doit au préalable

- « Obtenir une évaluation positive des effets de l'offre d'emploi sur le marché du travail au Québec auprès du gouvernement du Québec;

- Obtenir une évaluation de l'impact sur le marché du travail (EIMT) positive auprès du gouvernement du Canada<sup>[14]</sup>. »

Une fois ces évaluations positives obtenues, la travailleuse ou le travailleur sélectionné peut faire les demandes de Certificat d'acceptation du Québec (CAQ) et de permis de travail aux gouvernements du Québec et du Canada.

Le PTET comprend plusieurs volets, dont les postes à haut et à bas salaires, les postes en agriculture et les postes de fournisseurs de soins (pour s'occuper des enfants, des aînés ou des personnes ayant des besoins médicaux). Certains volets incluent également des sous-programmes, comme le programme des aides familiaux résidents et le programme des travailleurs agricoles saisonniers.

Au Québec, en 2021, 66 % (20 130) des titulaires d'un permis de travail obtenu via le PTET étaient des travailleuses ou des travailleurs agricoles<sup>[15]</sup>. En outre, 21 % (6 300) faisaient partie du sous-programme des travailleurs agricoles saisonniers.

Les travailleuses et les travailleurs embauchés dans le cadre de ce sous-programme doivent être citoyens du Mexique ou d'un pays des Antilles ayant signé une entente avec le gouvernement canadien<sup>[16]</sup>. La durée de leur emploi est d'un minimum de 240 heures sur six semaines et d'un maximum de huit mois<sup>[17]</sup>.

Outre ce sous-programme, le volet agricole du PTET permet d'embaucher des travailleuses ou des travailleurs temporaires de n'importe quel pays pour une durée maximale de 24 mois.

Le permis de travail émis dans le cadre du PTET est généralement qualifié de permis fermé, c'est-à-dire qu'il est « lié à un employeur donné ». La travailleuse ou le travailleur ne peut donc pas changer d'entreprise, à moins qu'une nouvelle demande complète soit déposée et acceptée après avoir franchi de nouveau toutes les étapes (EIMT, évaluation du Québec, Certificat d'acceptation du Québec et permis de travail lié au nouvel employeur).

# Conditions de vie et de travail

## Conditions et permis de travail

En théorie, les travailleuses et les travailleurs étrangers temporaires ont les mêmes droits que tous les autres salariés québécois en vertu de la *Loi sur les normes du travail*. En réalité, ils sont souvent victimes de violations de leurs droits.

Parmi ces violations, les rapports de comités parlementaires fédéraux (2009 et 2016) et de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (2011) mentionnent notamment

- des heures supplémentaires impayées, des retenues illégales ou un salaire inférieur à ce qui est indiqué dans le contrat de travail;
- de longues heures de travail sans pause;
- une obligation d'effectuer des tâches qui n'étaient pas incluses au contrat de travail;
- un contrôle sur la mobilité des travailleuses et des travailleurs pendant et hors des heures de travail;
- une exposition à des risques pour la santé et la sécurité;
- des entraves à l'accès de soins de santé<sup>[18]</sup>.

Dans les sept dernières années, des études qualitatives ont aussi montré que les travailleuses et les travailleurs étrangers sont victimes de diverses formes d'abus verbaux, comme des insultes, du harcèlement et du chantage par des contremaîtres ou des propriétaires d'entreprises<sup>[19]</sup>.

Si certains de ces rapports et témoignages datent de plusieurs années, les abus semblent perdurer. Entre février 2017 et octobre 2023, au moins 81 employeurs québécois ont été « jugés non conformes » aux programmes pour travailleurs temporaires à la suite d'une inspection<sup>[20]</sup>. Au moins 30 d'entre eux l'ont été

puisqu'ils ont offert un salaire, des conditions de travail et/ou un emploi qui ne correspondaient pas à ce qui était énoncé dans l'offre d'emploi. Évidemment, ces chiffres ne tiennent pas compte des violations des normes du travail n'ayant pas été dénoncées ou n'ayant pas mené à une inspection. Parmi ces employeurs, la majorité a payé une amende et est toujours admissible aux programmes<sup>[21]</sup>. Quant aux inspections, le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration de la Chambre des communes rapportait en 2021 le témoignage de Syed Hussan, directeur exécutif de Migrant Workers Alliance for Change, selon lequel elles seraient inefficaces. « La plupart [...] sont annoncées d'avance et il est rare que les employeurs se mettent à respecter davantage les droits de leurs travailleurs par la suite<sup>[22]</sup> ».

Par ailleurs, la vérificatrice générale du Canada s'est penchée en 2021 sur la santé et la sécurité des travailleurs étrangers temporaires durant la pandémie de COVID-19, mais également sur des « préoccupations de longue date » liées à leurs conditions de vie. Parmi les constats du rapport, on mentionne « le manque de progrès concrets à l'égard des modifications au programme pour améliorer les conditions de vie des travailleuses et travailleurs » et « le peu d'assurance que les inspections ont aidé à protéger les travailleuses et travailleurs étrangers temporaires vulnérables<sup>[23]</sup> ».

Considérant les lacunes des inspections menées par Emploi et Développement social Canada ainsi que le peu d'études récentes documentant les expériences des travailleuses et travailleurs étrangers temporaires, il est difficile de déterminer si leurs conditions de travail et de vie se sont améliorées.

### **Le permis de travail fermé**

Les rapports mentionnés ci-dessus et plusieurs porte-paroles d'organismes communautaires voués aux droits des travailleuses et des travailleurs étrangers ont pointé le permis de travail fermé comme cause principale de la vulnérabilité face aux abus. En effet,

un permis lié à un employeur donné crée un déséquilibre de pouvoir en faveur des employeurs<sup>[24]</sup>.

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse mentionne dans son rapport de 2011 que « la faculté pour un travailleur de quitter son employeur constitue un des éléments permettant d'équilibrer le pouvoir de négociation entre les deux parties<sup>[25]</sup> ». Pourtant, si l'employeur peut mettre fin au contrat en tout temps<sup>[26]</sup>, la travailleuse ou le travailleur ne peut démissionner pour se trouver un autre travail au Québec. Un bris du contrat de travail par l'un ou l'autre signifie un rapatriement vers le pays d'origine et souvent une impossibilité de participer de nouveau aux programmes fédéraux d'immigration temporaire dans le futur<sup>[27]</sup>.

D'ailleurs, même si la travailleuse ou le travailleur termine son contrat, l'employeur a le pouvoir de l'empêcher de réintégrer le programme en rédigeant une évaluation négative à son sujet (qualifiée de *blacklisting*)<sup>[28]</sup>.

Ces conditions sont suffisantes pour décourager plusieurs personnes de porter plainte, de chercher à se syndiquer ou de dénoncer les abus aux autorités du programme ou à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST).

## **L'hébergement et les conditions de vie**

Le PTET prévoit que l'employeur doit « offrir un logement convenable et abordable à la travailleuse ou au travailleur. Sinon, il doit s'assurer qu'un tel logement est mis à sa disposition<sup>[29]</sup> ». Au Québec, des préoccupations concernant l'hébergement de la main-d'œuvre migrante ont été fortement médiatisées à l'été 2021. Radio-Canada a d'ailleurs publié un reportage sur les logements surpeuplés et insalubres fournis aux travailleurs étrangers temporaires employés par les productions horticoles Demers, moyennant un loyer de 30 \$ par semaine<sup>[30]</sup>.

Il s'avère que ce n'est pas un cas isolé. D'une part, selon des informations obtenues par *Le Devoir* auprès du ministère du Travail du Mexique, « les problèmes de logement sont d'ailleurs le premier motif de plaintes pour près de la moitié des travailleurs [mexicains au Canada] en agriculture<sup>[31]</sup> ». D'autre part, des consultations menées à l'automne 2020 par Emploi et Développement social Canada ont également fait ressortir l'importance de resserrer les exigences du Programme quant à l'hébergement<sup>[32]</sup>.

Or, le partage des compétences en matière de logement des travailleuses et des travailleurs étrangers temporaires est ambigu. L'établissement de normes en matière de logement est une compétence provinciale, mais le gouvernement fédéral pose des normes minimales pour l'hébergement de cette main-d'œuvre migrante dans les cas où il n'y a pas de réglementation provinciale, comme au Québec<sup>[33]</sup>.

*Le Devoir* fait remarquer que ces normes fédérales sont inférieures aux normes québécoises pour d'autres domaines similaires où la main-d'œuvre est logée par l'employeur. À titre d'exemple, « dans les campements forestiers ou miniers qui emploient plutôt une main-d'œuvre locale, Québec interdit depuis 40 ans les lits superposés [...] [alors que] ces lits superposés sont permis pour les travailleurs étrangers<sup>[34]</sup> ».

À ce jour, aucun règlement en matière d'hébergement des personnes accueillies dans le cadre du PTET n'a été mis en place au Québec. Cependant, un article du *Soleil* rapporte que le gouvernement canadien aurait fait parvenir aux provinces « des paramètres souhaités dans l'amélioration des conditions de vie des travailleurs temporaires » au printemps 2023, et qu'une rencontre aurait eu lieu entre le gouvernement du Québec et des acteurs concernés en prévision de l'élaboration d'un règlement à cet effet à l'automne 2023<sup>[35]</sup>.

Notons par ailleurs que le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille des

Nations Unies a remis en doute la légitimité même de l'hébergement des travailleuses ou travailleurs migrants chez l'employeur ou fourni par ce dernier<sup>[36]</sup>. Selon le Comité, ce mode d'hébergement favorise leur isolement physique, social et culturel, ce qui présente un risque pour la santé mentale et une entrave au respect de la vie privée, à la détection des abus et à l'action individuelle ou collective. Des études québécoises récentes corroborent ces préoccupations<sup>[37]</sup>.

## **Recours et défense des droits**

### **Recours possibles**

Lorsqu'elle ou il est victime d'une violation des normes du travail, une travailleuse ou un travailleur étranger temporaire peut porter plainte à la CNESST, comme tout salarié québécois. À cet effet, on trouve sur le site Web de l'organisme une page s'adressant aux travailleuses et travailleurs étrangers temporaires regroupant l'information relative à leurs droits et obligations en matière de travail et des liens vers des publications pertinentes. La page et son contenu sont exclusivement en français, toutefois les hispanophones sont invités à consulter un lien vers des documents en espagnol.

Un signalement d'abus des travailleurs étrangers temporaires peut également être fait en ligne ou par téléphone à Service Canada par la victime ou quelqu'un qui la connaît, et ce, dans l'une des 200 langues disponibles.

Depuis 2019, un permis de travail ouvert pour les travailleurs étrangers vulnérables victimes de violence peut être demandé sous certaines conditions :

- la travailleuse ou le travailleur se trouve au Canada au moment de la demande;
- elle ou il possède un permis de travail valide lié à un employeur donné (permis fermé);

- elle ou il est victime de violence physique, sexuelle, financière ou psychologique, ou risque de l'être dans le cadre de son emploi au Canada<sup>[38]</sup>.

Le fardeau de la preuve de la violence subie ou risquée revient à la travailleuse ou au travailleur<sup>[39]</sup>. Ce permis ouvert pour les travailleurs étrangers vulnérables est temporaire et ne peut pas être renouvelé.

### **(Mé)connaissance des droits**

Outre la peur de représailles mentionnée précédemment, certains travailleurs et travailleuses ne signalent pas les situations d'exploitation ou d'abus parce qu'ils ne sont pas bien informés sur leurs droits, incluant celui de se syndiquer.

Pour remédier à cette situation, le *Règlement fédéral sur l'immigration et la protection des réfugiés* a été modifié en septembre 2022. Il a ajouté l'obligation pour l'employeur d'informer sa main-d'œuvre étrangère sur ses droits : « au plus tard le premier jour de travail de l'étranger [...] [l'employeur] fournit à l'étranger, dans la langue officielle du Canada choisie par celui-ci [français ou anglais], une copie des renseignements les plus récents rendus disponibles à cette fin par le gouvernement du Canada concernant les droits de l'étranger au Canada<sup>[40]</sup> ».

Considérant qu'une majorité des travailleuses et des travailleurs étrangers établis temporairement au Québec ne parlent ni le français ni l'anglais (66 % en 2021<sup>[41]</sup>), cette disposition réglementaire risque d'avoir peu d'effets.

Il convient de noter que, dans son rapport de 2016, un comité parlementaire fédéral a recommandé que les travailleuses et les travailleurs étrangers soient informés sur leurs droits avant même leur arrivée en sol canadien<sup>[42]</sup>.

Cette recommandation prend son sens lorsqu'on la lie à des témoignages de travailleuses et de travailleurs étrangers

temporaires. Dans le cadre d'une étude du Groupe interuniversitaire et interdisciplinaire de recherche sur l'emploi, la pauvreté et la protection sociale (GIREPS), certains ont affirmé aux chercheurs que leurs employeurs, mais également les autorités de leur pays d'origine (Secrétariat du travail mexicain et Amigo laboral du Guatemala), « leur [avaient] explicitement interdit de se syndiquer une fois rendus au Canada<sup>[43]</sup> ».

Une fois les travailleuses et les travailleurs étrangers au Québec, le contact avec ceux-ci est parfois difficile pour les organisations communautaires vouées à les aider et à les informer sur leurs droits. Cela peut s'expliquer par la surveillance des employeurs, le contrôle de leur mobilité et leur répartition à travers le territoire<sup>[44]</sup>. À titre d'exemple, Michel Pilon, directeur général du Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec, a affirmé dans une entrevue pour la revue *À bâbord* en 2019 : « L'accès à ces travailleuses et travailleurs est l'un des principaux défis. On se fait souvent virer à coups de pied. Si on les aborde quand ils font leurs emplettes, il y a des gardes qui les poussent et les empêchent de nous parler. Ils se font menacer « si tu parles à telle personne, tu vas perdre ton emploi » [...] Le second défi est qu'il y a beaucoup de régions à couvrir avec peu de ressources, et ce sont souvent des ressources bénévoles<sup>[45]</sup>. »

## Conclusion

L'accueil des travailleuses et des travailleurs étrangers temporaires et les normes à leur égard relèvent d'un partage de compétences entre les gouvernements du Canada et du Québec. Assurer le respect de leurs droits est une tâche délicate. La vulnérabilité de ces personnes est exacerbée par des barrières linguistiques et physiques (isolement dans les milieux ruraux), ainsi que par le permis de travail fermé, qui décourage la dénonciation des abus.

En guise de conclusion, il est pertinent de rappeler certaines recommandations que la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse a énoncées dès 2011 :

- « Que le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles n'accepte que des travailleuses et travailleurs disposant d'un permis de travail sectoriel par province;
- Que le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles n'accepte plus de travailleurs ayant l'obligation de résider chez leur employeur et qu'il interdise aux employeurs d'insérer de telles clauses dans les contrats les liant aux travailleuses et travailleurs migrants<sup>[46]</sup>.

#### **Récentes initiatives en la matière**

Il y a peu de travaux parlementaires récents à l'Assemblée nationale en matière d'immigration temporaire pour le travail. Toutefois, et bien que cet enjeu ne fasse pas l'objet d'une orientation spécifique du cahier de consultation du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, plusieurs personnes ayant participé à la consultation générale sur la planification de l'immigration au Québec pour la période 2024-2027 ont abordé la question. Comme le mentionne le rapport de la Commission des relations avec les citoyens (octobre 2023), ces intervenants demandent notamment la fin des permis de travail fermés et la comptabilisation des travailleuses et travailleurs temporaires dans la planification de l'immigration.

Le 26 septembre 2023, le

gouvernement du Québec a fait savoir qu'il chargerait la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) d'évaluer l'impact du permis de travail fermé sur le marché du travail et sur les travailleurs. Par ailleurs, le 1<sup>er</sup> novembre, le gouvernement a annoncé de nouvelles exigences de connaissance du français pour les travailleuses et les travailleurs temporaires, à l'exception des travailleurs agricoles.

À Ottawa, le 7 novembre 2023, le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration de la Chambre des communes a entrepris une étude des permis de travail fermés et leur impact sur les travailleurs étrangers temporaires ainsi que des conclusions relatives au PTET de Tomoya Obokata, rapporteur spécial des Nations Unies sur les formes contemporaines d'esclavage.

Le 10 mai 2023, le député libéral Monsef Derraji a présenté le projet de loi n° 493, *Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec* pour tenir compte des résidentes et résidents temporaires aux fins de la planification de l'immigration.

En 2021, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse et le Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec ont collaboré à la production et à la diffusion de capsules vidéo en espagnol et en français pour informer les travailleuses et les travailleurs agricoles de leurs droits.

Depuis 2022, l'Association pour les droits des travailleuses.rs de maison et de ferme « prépare le dépôt d'une requête pour contester devant les tribunaux la constitutionnalité et ainsi l'applicabilité des restrictions fédérales au droit de changer d'employeur » liées au permis de travail fermé du programme des travailleurs étrangers temporaires<sup>[47]</sup>. Cette requête a reçu un appui financier du Programme de contestation judiciaire du gouvernement canadien, administré par l'Université d'Ottawa.

### **En quelques mots**

L'accueil des travailleuses et des travailleurs étrangers temporaires est un champ de compétence partagé entre les gouvernements canadien et québécois. Leur hébergement, en particulier, donne lieu à des

ambiguïtés ou à des vides normatifs, au détriment des conditions de vie de la main-d'œuvre migrante.

Le permis de travail dit fermé (ou lié à un employeur donné) émis en vertu du programme des travailleuses et des travailleurs étrangers temporaires crée un lien de dépendance et un déséquilibre de pouvoir en faveur de l'employeur. Dans ce contexte, certains travailleurs et travailleuses temporaires hésitent à dénoncer les abus, tandis que d'autres ne sont pas bien informés sur leurs droits.

### **En quelques chiffres**

**38 505**

Titulaires d'un permis de travail du PTET au Québec en 2022<sup>[48]</sup>.

**27 %**

Proportion des travailleuses et travailleurs étrangers temporaires employés dans le secteur agricole au Québec en 2021<sup>[49]</sup>.

**81**

Employeurs québécois jugés « non conformes » à la suite d'une inspection entre 2017 et 2023<sup>[50]</sup>.

**133**

Plaintes à la CNESST par des travailleuses ou travailleurs

1. **Note sur la terminologie** : L'expression « travailleuses et travailleurs étrangers temporaires » est utilisée en référence au programme fédéral d'accueil de cette main-d'œuvre migrante. Elle est employée tout au long du texte pour éviter la confusion que pourrait amener l'utilisation de synonymes, ainsi que pour mettre l'accent sur le lien entre leur statut légal au Canada et leur précarisation. Toutefois, notons que certains chercheurs et chercheuses utilisent plutôt l'expression « travailleurs migrants temporaires » pour éviter la désignation institutionnelle qui, selon eux, « permet d'objectiver à la fois ces acteurs, leurs conditions de séjour au Canada, leur statut institutionnellement précarisé ainsi que les effets pervers de l'encadrement juridico-administratif de leurs parcours migratoires ». (Paul Eid, Jill Hanley, Sid Adhmed Soussi et Francisco Villanueva, « Le Programme des travailleurs migrants temporaires : une discrimination institutionnalisée », dans Mireille Paquet (dir.), *Nouvelles dynamiques de l'immigration au Québec*, Les Presses de l'Université de Montréal, 2022, p. 47-48.) [retour]
2. Aux fins de cette note, nous retenons seulement le nombre de travailleurs étrangers temporaires employés au Québec en vertu du Programme fédéral des travailleurs étrangers temporaires. Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, *2015-2021 – L'immigration temporaire au Québec*, 2023, p. 17. [retour]
3. *Id.*, *Consultation publique 2023 – La planification de l'immigration au Québec pour la période 2024-2027 : Recueil de statistiques sur l'immigration au Québec*, 2023, p. 88. [retour]
4. Calcul effectué à l'aide du nombre de travailleurs étrangers temporaires et du nombre total d'employés dans le secteur agricole québécois. Statistique Canada, *Tableau 32-10-0218-01 – Travailleurs étrangers temporaires dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire par industrie*, 2023; *Id.*, *Tableau 32-10-0216-01 – Employés dans le secteur agricole et exploitations agricoles avec au moins un employé, par province*, 2023. [retour]
5. Sarah R. Champagne, « Des normes de logement inférieures à toutes les autres pour les travailleurs étrangers », *Le Devoir*, 3 juin 2021; Sarah R. Champagne, « Le grand virage de l'immigration », *Le Devoir*, 21 janvier 2023; Natacha Lavigne, « La face cachée des tomates Demers », *Radio-Canada*, 31 mars 2021. [retour]
6. *Essentiels*, documentaire réalisé par Ky Vy Le Duc sur des recherches et un scénario de Sonia Djelidi, Sarah Champagne et Ky Vy Le Duc, 2021,

- 53 minutes. Le film, accessible en ligne, a été finaliste de plusieurs prix et s'est mérité, notamment, le Grand Prix Judith-Jasmin 2022 de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, attribué à Sarah Champagne pour ce documentaire et pour une série d'articles qu'elle a signés parallèlement dans *Le Devoir*. [retour]
7. Chambre des communes, Comité permanent de la citoyenneté et l'immigration, *Les travailleurs étrangers temporaires et les travailleurs sans statut légal*, mai 2009; Chambre des communes, Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées, *Programme des travailleurs étrangers temporaires*, septembre 2016; Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, *La discrimination systémique à l'égard des travailleuses et travailleurs migrants*, décembre 2011. [retour]
  8. « Canada : un expert de l'ONU appelle à lutter davantage contre les formes contemporaines d'esclavage », *ONU Info*, 6 septembre 2023; Martin Gauthier, « Rapport. "Esclavage moderne" : l'ONU dénonce la précarité de certains travailleurs étrangers au Canada », *Courrier international*, 7 septembre 2023; François Carabin, « Christine Fréchette s'engage à rencontrer le rapporteur spécial de l'ONU », *Le Devoir*, 25 octobre 2023. [retour]
  9. Voir Louis-Philippe Morasse, *Analyse des dispositifs publics et juridiques pour l'intégration des travailleurs étrangers temporaires au Québec*, mémoire présenté à l'Université du Québec à Chicoutimi en vue de l'obtention du grade de maître ès arts (M.A.) en études et interventions régionales, p. 43-72. [retour]
  10. Le terme « aubains », également employé dans la *Loi constitutionnelle de 1867*, désigne les étrangères et les étrangers qui ne sont pas naturalisés. [retour]
  11. *Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains*, Annexe A, partie V, art. 19. [retour]
  12. *Ibid.*, art. 20 a. [retour]
  13. *Ibid.*, art. 20 b. [retour]
  14. Gouvernement du Québec, *Aperçu du programme des travailleurs étrangers temporaires*, juin 2023 (dernière mise à jour). [retour]
  15. Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, *2015-2021 – L'immigration temporaire au Québec*, 2023, p. 17. [retour]
  16. Gouvernement du Québec, *Embaucher un travailleur agricole*, septembre 2023 (dernière mise à jour). [retour]
  17. Jorge Frozzini et Valérie Mvogo Balla, *Connaître ses droits c'est essentiel! Guide pour les travailleuses et travailleurs migrants temporaires et les intervenantes et intervenants au Québec*, 2021, p. 24. [retour]

18. Comité permanent de la citoyenneté et l'immigration, *op. cit.*, 2009; Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées, *op. cit.*; Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, *op. cit.* [retour]
19. Martin Gallié, Jeanne Ollivier-Gobeil et Caroline Brodeur, *La néo-féodalisation du droit du travail agricole : étude de cas sur les conditions de travail et de vie de travailleurs agricoles migrants à Saint-Rémi (Québec)*, Montréal, Cahiers du GIREPS [Groupe Interuniversitaire et Interdisciplinaire de Recherche sur l'Emploi, la Pauvreté et la Protection Sociale], n° 8, 2017; Lucio Castracani, « *Ils viennent pour travailler* » : *l'utilitarisme migratoire et les ouvriers agricoles saisonniers au Québec*, Thèse (Ph. D.), Université de Montréal, 2017; Danièle Bélanger et Guillermo Candiz, « Fraises douces amères : territoire et précarité chez les travailleurs agricoles migrants de la région de Québec », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 59, n° 166, avril 2015. [retour]
20. Gouvernement du Canada, *Employeurs qui ont été jugés non conformes*, novembre 2023 (dernière mise à jour). [retour]
21. Certains sont inadmissibles pour amende impayée, un est inadmissible pour une durée limitée et un est inadmissible de manière permanente. [retour]
22. Chambre des communes, Comité permanent de la citoyenneté et l'immigration, *Programmes d'immigration visant à répondre aux besoins du marché du travail*, juin 2021, p. 36. [retour]
23. Bureau du vérificateur général du Canada, *Rapport 13 : La santé et la sécurité des travailleurs agricoles étrangers temporaires pendant la COVID-19*, 2021, p. 41. [retour]
24. Comité permanent de la citoyenneté et l'immigration, *op. cit.*, 2009, p. 27. [retour]
25. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, *op. cit.*, 2011, p. 61. [retour]
26. En théorie, avec un avis d'une ou deux semaines selon la durée de service continu. Immigration, Francisation et Intégration Québec, *Contrat de travail type : Programme des travailleurs étrangers temporaires*, mai 2022, p. 5. [retour]
27. Anne-Claire Gayet, « La conformité des conditions de travail des travailleurs agricoles migrants au Québec avec l'article 46 de la Charte des droits et libertés de la personne interprété à la lumière du droit international », *Revue québécoise de droit international*, 2010, p. 140-144. [retour]
28. *Ibid.*; Lucio Castracani, *op. cit.*, p. 81; Danièle Bélanger et Guillermo Candiz, *op. cit.*, p. 18. [retour]

29. Gouvernement du Québec, *Obligations spécifiques selon le volet du Programme des travailleurs étrangers temporaires*, juin 2023 (dernière mise à jour). [retour]
30. Natacha Lavigne, *op. cit.* [retour]
31. Sarah R. Champagne, *op. cit.*, *Le Devoir*, 3 juin 2021. [retour]
32. Emploi et Développement social Canada, *Ce que nous avons entendu : Consultations sur les logements fournis aux travailleurs étrangers temporaires*, 2022, p. 3-4. [retour]
33. Ces normes sont explicitées dans l'Annexe F – Rapport d'inspection du logement pour les programmes des travailleurs agricoles saisonniers et du volet agricole. [retour]
34. Sarah R. Champagne, *op. cit.*, *Le Devoir*, 3 juin 2021. [retour]
35. Céline Fabriès, « Les maisons temporaires autorisées dans des champs loués », *Le Soleil*, 6 mai 2023. [retour]
36. Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille des Nations Unies, cité dans Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, *op. cit.*, 2011, p. 20. [retour]
37. Martin Gallié, Jeanne Ollivier-Gobeil et Caroline Brodeur, *op. cit.*; Lucio Castracani, *op. cit.*, p. 81; Danièle Bélanger et Guillermo Candiz, *op. cit.*, p. 18. [retour]
38. Gouvernement du Canada, *Permis de travail ouvert pour les travailleurs étrangers vulnérables victimes de violence*, mars 2022 (dernière modification). [retour]
39. Jorge Frozzini et Valérie Mvogo Balla, *op. cit.*, p. 33. [retour]
40. *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés*, DORS/2002-227, art. 209.2, par. a.1). [retour]
41. Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, *2015-2021 L'immigration temporaire au Québec*, 2023, p. 17. [retour]
42. Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées, *op. cit.*, p. 28. [retour]
43. Martin Gallié, Jeanne Ollivier-Gobeil et Caroline Brodeur, *op. cit.*, p. 145. [retour]
44. Martin Gallié, Jeanne Ollivier-Gobeil et Caroline Brodeur, *op. cit.*; Danièle Bélanger et Guillermo Candiz, *op. cit.*; Michel Pilon, cité dans Amélie Nguyen, « Entretien : Quels droits pour les travailleuses et les travailleurs migrants temporaires? », *À bâbord!*, 2019, p. 27. [retour]
45. Michel Pilon, cité dans Amélie Nguyen, *op. cit.*, p. 27. [retour]

46. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, *op. cit.*, 2011, p. 75. [retour]
47. Association pour les droits des travailleuses.rs de maison et de ferme, *Recours constitutionnel : le droit de changer d'employeur*, s. d. [retour]
48. Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, *Consultation publique 2023 : Recueil de statistiques sur l'immigration au Québec*, 2023, p. 88. [retour]
49. Statistique Canada, Programme de statistiques sur la main d'œuvre agricole et agroalimentaire, tableaux 32-10-0218-01 et 32-10-0216-01, *supra*, note 4. [retour]
50. Gouvernement du Canada, *Employeurs qui ont été jugés non conformes*, novembre 2023 (dernière modification). [retour]
51. Caroline Morneau, « Les plaintes de TET agricoles en hausse », *La Terre*, 5 juin 2023. [retour]

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC

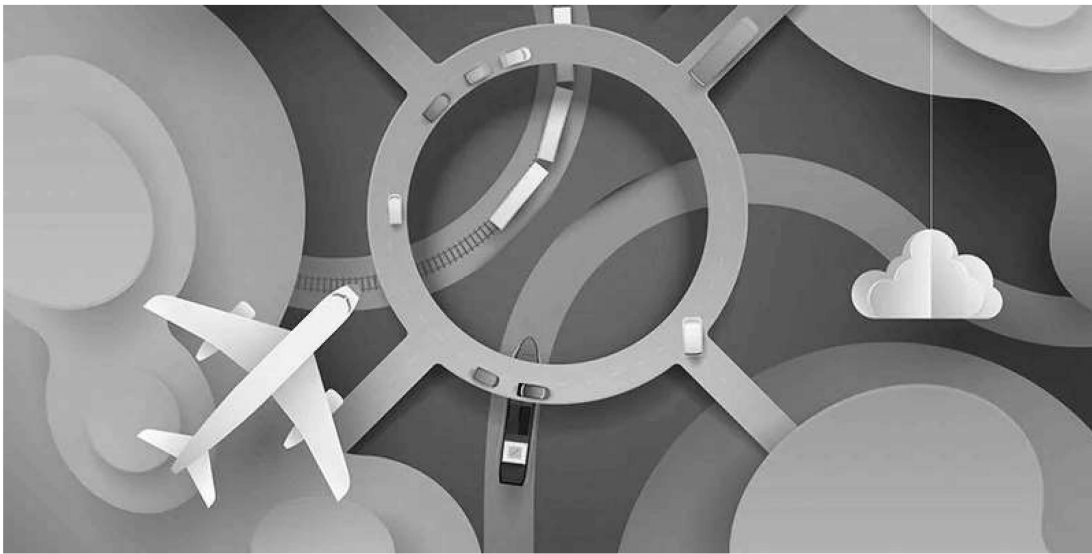


## En Bref : Le transport collectif interrégional

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 1 DÉCEMBRE 2023

*Au cours des dernières années, les déficits de l'industrie canadienne du transport collectif interrégional ont quintuplé, en raison de la diminution de ses revenus nets de quelque 41 %<sup>[1]</sup>. Alors qu'il subissait déjà les conséquences de l'augmentation de la motorisation de la population et de l'utilisation des services de covoiturage, ce secteur d'activité économique a été fortement touché par la pandémie de la COVID-19.*

*Au Québec, les restrictions et la hausse des coûts d'exploitation ont conduit à une hausse des coûts de déplacement et placé les compagnies de transport en situation financière précaire<sup>[2]</sup>. Ces difficultés financières ont entraîné des répercussions sur quelques régions du Québec, accroissant l'isolement des communautés locales. Au-delà des défis financiers inhérents à l'industrie du transport interurbain, la géographie québécoise appelle au maintien d'infrastructures conséquentes. Il en va non seulement de l'essor économique des régions, mais de leur vitalité sociale et de leur pleine participation au devenir de la collectivité québécoise. À cet égard, le gouvernement du Québec a inscrit, dans le Plan québécois des infrastructures 2023-2033, un investissement de plus de trois milliards de dollars sur dix ans pour la création ou le remplacement d'infrastructures du transport collectif interrégional<sup>[3]</sup>.*



*La présente note brosse un portrait du transport collectif interrégional au Québec. Elle montre son rôle comme moteur économique des régions, explore les dynamiques économiques propres à chaque mode de transport, ainsi que la situation de certaines régions clés. Elle présente aussi les récents investissements majeurs et les perspectives à court terme dans ce secteur. La note s'intéresse spécifiquement à trois modes de transport collectif interrégionaux, soit l'autocar, le train et l'avion. Il est à noter que le portrait du transport interrégional en périphérie des grandes agglomérations urbaines est différent et ne sera pas traité dans cette note<sup>[4]</sup>.*

*Cette fiche d'information est également accessible sur le site web de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, comme d'autres notes produites par le Service de la recherche.*

**Analyse et rédaction**

Jordan Blouin

*Service de la recherche*

**Recherche documentaire**

Marie-Hélène Fournier

*Service de l'information*

## **Un service essentiel pour plusieurs régions**

En 2020, le Québec comptait 1025 municipalités de moins de 10 000 habitants, totalisant quelque 21 % de sa population<sup>[5]</sup>. Le

transport collectif interrégional connecte ces milieux ruraux de faible densité et les grands centres urbains, accroissant ainsi l'attractivité des régions. Il s'agit d'un outil important contre la dévitalisation des communautés rurales. Un système de transport collectif interrégional accroît l'attractivité des régions pour les jeunes, les travailleurs et les travailleuses saisonniers et temporaires et les personnes immigrantes<sup>[6]</sup>.

Le transport collectif interrégional contribue à l'accès aux soins de santé et aux services d'éducation, particulièrement pour les jeunes et les personnes âgées ou avec limitations<sup>[7]</sup>. Les services spécialisés se trouvent souvent en zones urbaines, loin des régions éloignées, ce qui contraint à des déplacements sur de longues distances. De plus, le transport collectif interrégional se présente souvent comme le seul moyen de déplacement pour les personnes ne disposant pas d'une voiture. Par le fait même, il permet d'accéder aux services de la communauté et à toutes les occasions d'emploi<sup>[8]</sup>. Pour sa part, le transport aérien est essentiel à certaines communautés isolées du Québec, étant la seule manière de se rendre aux grands centres urbains<sup>[9]</sup>.

Enfin, le transport interrégional est déterminant pour la réduction des émissions de GES au Québec. Le secteur des transports en est le plus important contributeur avec près de 43 % des émissions totales de GES en 2022. Chacun des modes de transport collectif contribue à retirer des automobiles de la circulation et à réduire les émissions de GES<sup>[10]</sup>. Selon l'Association du transport urbain du Québec, « le transport interurbain et intra-urbain par autobus consomme 2,2 fois moins d'énergie que le transport individuel par kilomètre parcouru<sup>[11]</sup> ».

## **Dynamiques économiques**

Le transport collectif interrégional répond à un besoin essentiel de la population éparsée, peu dense et peu nombreuse des régions. Considérant l'ampleur des distances à parcourir et la demande toujours insuffisante, le financement public est essentiel à sa survie.

Dans ce contexte, le principal défi de l'industrie est d'assurer une offre diversifiée, efficace et abordable<sup>[12]</sup>.

**Autocar :** Une étude de l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) publiée en novembre 2023 évalue que le nombre de départs hebdomadaires d'autocars interurbains privés est passé de 6000 à 882 par semaine depuis 1981, soit sept fois moins. Le transport collectif interrégional en autocar fonctionne sur le principe du monopole. La Commission des transports du Québec (CTQ) accorde à une entreprise les droits d'exercer ses services sur un ensemble de trajets précis<sup>[13]</sup>. Selon le modèle de l'interfinancement, les bénéfices réalisés par l'entreprise sur les lignes principales servent à financer les lignes secondaires. L'Association pour le transport collectif de la Rive-Sud (ATCRS) signale deux failles dans le système actuel. D'une part, il est difficile de créer de nouveaux services de transport collectif interrégionaux au Québec en raison de la dépendance aux compagnies privées. D'autre part, en l'absence d'une saine concurrence, les consommateurs font face à une offre de moindre qualité et peu diversifiée<sup>[14]</sup>. Les autocars sont par ailleurs aux prises avec une concurrence croissante de la part du transport individuel et du covoiturage. De surcroît, alors les entreprises d'autocars étaient déjà difficilement rentables avant la pandémie de COVID-19, le phénomène s'est accentué depuis. Alors que l'achalandage demeure aujourd'hui plus faible qu'en 2020, les transporteurs sont forcés de restreindre leur offre de service<sup>[15]</sup>.

**Train :** À partir des années 1960, la motorisation individuelle provoque une baisse de l'achalandage du transport ferroviaire de passagers. Les services du CN et du CP devenus déficitaires, le gouvernement du Canada crée en 1977 la société VIA Rail. Aujourd'hui, le service de transport de passagers par train est principalement assuré par cette dernière, bien que quelques compagnies empruntent des routes précises, notamment le Train de Charlevoix entre Québec et La Malbaie. Les trains de passagers de VIA Rail doivent partager les voies avec les trains des entreprises de marchandises privées. Puisque 97 % du réseau est détenu et exploité par celles-ci, leurs trains ont priorité<sup>[16]</sup>. Cela

rend le déplacement de passagers par train plus sujet aux retards<sup>[17]</sup>. De plus, le transport de voyageurs n'est pas rentable pour VIA Rail. Il ne représente que 5 % des 10 milliards de dollars de revenus générés chaque année par l'industrie ferroviaire<sup>[18]</sup>.

**Avion :** Le marché du transport aérien au Québec est composé de huit transporteurs assurant des liaisons à travers le Québec. En 2020, en raison de la pandémie, Air Canada a suspendu de nombreux vols et fermé quatre escales à des aéroports régionaux au Québec (Gaspé, Baie-Comeau, Mont-Joli et Val-d'Or)<sup>[19]</sup>. En raison de la faible demande pour certaines liaisons et, conséquemment, de l'utilisation d'appareils de faible capacité, les tarifs aériens entre les régions rurales sont généralement élevés<sup>[20]</sup>. Afin de stimuler le transport aérien, le gouvernement du Québec offre depuis le 1<sup>er</sup> juin 2022 des vols entre différentes régions du Québec à un coût maximal de 500 \$ l'aller-retour (par le Programme d'accès aérien aux régions – PAAR). Le succès du programme est toutefois remis en question par certains intervenants. Le maire de Gaspé, Daniel Côté, dénonce par exemple l'inconstance des liaisons et le fait que les billets à rabais soient réservés aux touristes et interdits aux gens d'affaires<sup>[21]</sup>. Généralement, l'émergence de nouveaux transporteurs régionaux encourage une meilleure connectivité entre les régions éloignées et les grands centres, ainsi que l'offre de tarifs concurrentiels. Toutefois, la concurrence avec les transporteurs bien implantés demeure difficile pour les plus petits, qui peinent à croître<sup>[22]</sup>.

## **Portrait des réalités régionales**

Chaque région du Québec présente des spécificités quant à la structuration du transport collectif interrégional. Celles-ci résultent de leur position géographique, de la densité de leur population ou des infrastructures en place. Cette section relève les particularités de certaines régions clés.

**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine :** Avec la fermeture du service ferroviaire reliant Québec et Gaspé en août 2013, la Gaspésie n'est desservie que par la compagnie d'autocar Orléans Express (Keolis)

[23]. Les difficultés financières de la compagnie lors de la pandémie ont suscité la crainte de l'arrêt des services et de l'abolition de liaisons entre les petites communautés. Cela a mené à diverses actions citoyennes, notamment une pétition lancée sur le site de l'Assemblée nationale en octobre, qui réclamait le développement d'une offre de service de transport interrégional durable<sup>[24]</sup>. L'intensification du projet de réhabilitation du chemin de fer entre Matapédia et Gaspé s'ancre dans ce contexte. Les travaux de la section reliant Caplan et Port-Daniel sont en cours<sup>[25]</sup>, alors que le gouvernement a annoncé que le tronçon connectant Gaspé serait terminé en 2026 pour un coût de 518 millions de dollars<sup>[26]</sup>. Selon la Coalition des Gaspésiens pour le retour du train passager, le train favoriserait le tourisme, le recrutement et la mobilité de la main-d'œuvre en étant moins cher que l'avion et plus rapide et confortable que l'autocar<sup>[27]</sup>. Dans l'intervalle, toutefois, l'annulation de liaisons aériennes à Gaspé et Mont-Joli par Air Canada accroît l'isolement de la région et nuit au tourisme, particulièrement en hiver<sup>[28]</sup>. Depuis plusieurs années, une taxe supplémentaire de 0,01 \$ est ajoutée sur chaque litre d'essence dans l'ensemble de la région administrative de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Les revenus de cette taxe financent les divers services de transport collectif<sup>[29]</sup>.

**Côte-Nord :** Le transport ferroviaire de passagers Tshiuetin, un trajet long de 574 km, s'effectue entre Schefferville et Sept-Îles. Chaque année, ce sont quelque 15 000 personnes qui empruntent le trajet. Ce service appartient à trois Nations autochtones (Nation Innue Matimekush-Lac-John, Naskapi Nation of Kawawachikamach et Innue Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam)<sup>[30]</sup>. Il constitue le seul lien terrestre pour de nombreuses communautés de la région. Afin de moderniser et ainsi d'accroître les bénéfices économiques du transport ferroviaire de passagers, un prêt de 50 millions de dollars a été accordé en 2021 par la Banque de l'infrastructure du Canada (BIC). Le gouvernement du Québec a aussi prêté 5 millions de dollars<sup>[31]</sup>.

**Estrie :** Un sondage mené en septembre 2022 montre qu'une majorité (83 %) de la population des Cantons-de-l'Est est favorable

à projet de transport ferroviaire reliant Sherbrooke et Montréal<sup>[32]</sup>. L'Alliance du corridor ferroviaire Estrie-Montérégie (ACFEM), organe de promotion du développement du service ferroviaire dans la région, a lancé au début de 2023 un processus d'appel d'offres en vue d'une étude de faisabilité<sup>[33]</sup>. La région de l'Estrie n'est actuellement desservie que par le service d'autocar de Limocar (en direction de Montréal) et par le Groupe La Québécoise (en direction de Trois-Rivières et de Québec).

**Abitibi-Témiscamingue :** Autobus Maheux, l'entreprise qui assure les services de transport par autocar dans la région, souligne l'absence de rentabilité depuis neuf ans sur le territoire de municipalité régionale de comté (MRC) Abitibi. En juin 2023, sa demande d'engagement financier a été refusée par la MRC, qui est d'avis que « c'est à Québec de mieux financer le transport collectif dans les régions<sup>[34]</sup> ». L'Abitibi dispose d'un service ferroviaire offert par VIA Rail, reliant Montréal à Senneterre (à l'est de Val-d'Or). Le train assure le transport de passagers à raison de trois allers-retours par semaine<sup>[35]</sup>. Alors qu'un aller simple dure plus de 13 heures, il n'incarne pas le mode de transport le plus concurrentiel de la région. Le transport aérien a quant à lui un peu plus de succès, alors que l'aéroport de Rouyn-Noranda compte quelque 150 000 déplacements de passagers annuellement<sup>[36]</sup>.

**Chaudière-Appalaches :** Le 31 mars 2023, la compagnie Autobus Breton, qui assure le transport collectif interrégional, met fin à son service entre les villes de Saint-Georges et de Québec, faute d'appui financier. Autobus Breton déplore les coûts à défrayer de plus en plus importants pour assurer le trajet et l'insuffisance des subventions<sup>[37]</sup>. Le service était majoritairement utilisé par des personnes de la communauté étudiante et par des travailleuses et travailleurs étrangers. Afin de pallier cette perte, le groupe Mobilité Beauce-Nord prévoit la mise en place de nouveaux services de transport en minibus. Toutefois, ceux-ci ne desserviront que les villes de la région<sup>[38]</sup>. L'absence de transport ferroviaire et aérien contribue au contexte difficile de mobilité dans la région.

## Investissements et projets récents

En 2018, le gouvernement du Québec a adopté la Politique de mobilité durable – 2030 qui structure les projets en matière de transport collectif interrégional. Cette politique est accompagnée du Plan d'action 2018-2023. Il décline les actions permettant de « favoriser et de rendre plus attrayant le transport régional et interurbain<sup>[39]</sup> », sous trois objectifs principaux.

**1. Soutien au transport collectif régional** : investissement de 43,6 millions de dollars sur cinq ans « afin de répondre à la demande croissante du milieu et de favoriser le développement des services »;

**2. Augmentation de l'attractivité du transport interurbain par autobus** : augmentation du nombre de départs d'autocar et accroissement de l'offre de transfert intermodal;

**3. Vitalité des régions isolées, enclavées et éloignées** : deux programmes soutiennent le transport aérien régional (Programme d'aide pour les dessertes aériennes régionales et Programme de réduction des tarifs aériens).

Afin de favoriser la reprise complète des services affectés par la pandémie de la COVID-19, le ministère des Transports a adopté, en 2021, le Programme d'aide à la relance du transport interurbain par autobus (PARTIA), puis l'a prolongé en 2022. L'aide financière assure un soutien aux transporteurs. En revanche, ils doivent garantir le rétablissement du niveau de services offerts avant la pandémie<sup>[40]</sup>.

## Perspectives et conclusions

Dans son mémoire de 2020, l'Association pour le transport collectif de la Rive-Sud (ATCRS) qualifie la réglementation du système de transport collectif interrégional d'autocars privés de « mal adaptée ». Pour y remédier, elle propose la création du « Réseau », un organisme public qui serait chargé de « planifier la

desserte de transport collectif par autobus entre les régions et entre les agglomérations à l'intérieur d'une région<sup>[41]</sup> » et d'en établir les horaires. Bien que la Commission des transports ait le mandat de favoriser la vitalité économique du transport des personnes, la planification de la desserte n'est pas une de ses responsabilités. Elle exerce plutôt le rôle de tribunal administratif, statuant sur les demandes des transporteurs<sup>[42]</sup>. Ce sont ces derniers qui planifient actuellement la desserte du transport collectif. Comme ils ne desservent qu'à l'échelle régionale, il n'existe pas d'approche globale au Québec. L'ATCRS affirme que le Réseau favoriserait la réouverture de lignes d'autocar abandonnées et, par l'intégration avec les autres modes de transport, engendrerait une efficacité accrue<sup>[43]</sup>.

Le gouvernement du Canada a annoncé en mars 2016 la tenue d'une évaluation approfondie d'un projet de train à grande fréquence (TGF) entre Québec et Toronto. Le projet vise à faciliter la mobilité entre les plus grandes villes du Canada, à attirer et à assurer la rétention de la main-d'œuvre, à réduire l'usage de la voiture et à connecter efficacement les régions entre elles<sup>[44]</sup>. En juillet 2023, trois consortiums ont été qualifiés pour participer à l'appel d'offres.

En 2014, le défunt Réseau des Conférences régionales des élus (CRÉ) avait recommandé à la Commission des transports d'adopter un système de transport collectif interrégional similaire à celui de la Norvège. Depuis 2003, l'État norvégien a mis fin aux réglementations provinciales, ouvrant la voie à la création de nouveaux services de transport, dont des services express, populaires auprès des usagères et des usagers. Des partenariats entre les opérateurs et la mise en concurrence en région assurent aux compagnies une rentabilité économique. Selon certaines études, la fréquentation des transports collectifs a grandement augmenté depuis 2003, particulièrement auprès des automobilistes<sup>[45]</sup>.

En 2018, réalisation par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports de cinq cadres d'intervention guidant les actions du gouvernement du Québec en matière de nouvelles mobilités, de transport maritime, de transport ferroviaire, de transport aérien et de transport collectif régional. Ces cadres s'ancrent dans la Politique québécoise de mobilité durable – 2030.

---

### En quelques mots

Le transport collectif interrégional est essentiel aux régions du Québec. Il contribue à leur développement économique en les connectant aux centres urbains, ce qui favorise notamment la mobilité citoyenne et des travailleurs, prévient l'exode rural et assure l'accès aux services spécialisés. Il est aussi un moyen crucial afin de réduire les émissions de GES au Québec. Chacune des régions du Québec fait face à des défis en matière de mobilité interrégionale. De manière globale, de nombreuses compagnies d'autocars, ferroviaires ou aériennes doivent composer avec de constantes difficultés financières, nuisant à leur offre de services. Celles-ci demandent un financement plus important de la part du gouvernement du Québec, afin de compenser les nombreuses liaisons peu rentables qu'elles doivent assurer. Diverses organisations énoncent des propositions qui permettraient à leur avis d'améliorer le transport collectif interrégional, telles que l'établissement d'un réseau centralisé pour la gestion du transport interrégional, ou encore l'abolition de l'attribution de l'exclusivité d'opération sur une route à une seule compagnie d'autocar.

---

### En quelques chiffres

---

<b>63 %</b>	<b>57,6 millions</b>	<b>477 sur 1131</b>	<b>44 %</b>
Part du	\$	Nombre de	Proportion
transport en	Déficits nets	municipalités	des 98 800
véhicule léger	de l'ensemble	connectées	billets d'avion
dans la	de l'industrie	par une des 10	à 500 \$
répartition	du transport	entreprises	vendus durant

totale des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des transports au Québec (avril 2022)	interurbain et rural par autocar au Canada en 2021	d'autocars au Québec (42 %)	les premiers mois du PAAR (entre le 1 <sup>er</sup> juin 2022 et le 31 mai 2023)
---	--	--------------------------------	---

## **Pour aller plus loin**

### **Sur le transport au Canada, notamment le transport collectif interrégional**

Transports Canada, *Les transports au Canada. Un survol*, 2022, 51 p.

### **Sur le transport par autocar**

PRATTE, Colin et Bertrand SCHEPPER, *Le transport interurbain par autocar au Québec: portrait d'une industrie à la croisée des chemins*, Montréal, Institut de recherche et d'informations socioéconomiques, 27 novembre 2023, 16 p.

ZHANG, Tingting. *Characterisation of Intercity Bus Travel Demand in Quebec*, Mémoire (M. Sc.), École polytechnique de Montréal, 2017, 182 p.

### **Sur le transport ferroviaire**

DUPUIS, Jean. *VIA Rail Canada Inc. et l'avenir du transport ferroviaire de voyageurs au Canada*, Bibliothèque du Parlement, 2015, 18 p.

### **Sur le transport aérien**

DOSTALER, Isabelle. *Défis, enjeux, problématiques et pistes de solution du transport aérien régional. Document d'amorce des discussions. Sommet sur le transport aérien au Québec*, 2017, 19 p.

1. Statistique Canada, *Bilan financier des industries du transport de passagers par autobus et du transport urbain, selon l'industrie*, tableau 23-10-0081-01, 2 juin 2023. [retour]
2. Fédération des transporteurs par autobus, *Rapport d'activités 2020-2021*, p. 10; VIA Rail Canada, *Rapport du premier trimestre 2021*, p. 3; Valeriya Mordvinova, *L'aviation canadienne pendant la pandémie de COVID-19 : partie 1. Incidence sur les compagnies aériennes canadiennes*, 2022, graphique 3. [retour]
3. Conseil du trésor, *Plan québécois des infrastructures 2023-2033*, B. 87.  
L'investissement prévoit la réalisation de divers projets, notamment la réhabilitation du chemin de fer de la Gaspésie et du chemin de fer Central Québec et la réfection de divers traversiers pour le transport de passagers. [retour]
4. Le REM, par exemple, sera composé de 26 stations sur 67 km de rails qui relieront le centre-ville de Montréal aux villes avoisinantes. Son financement et les entités responsables de son opération diffèrent toutefois de la structure de transport telle que vue dans les autres régions du Québec. [retour]
5. Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, *L'organisation municipale au Québec en 2020*, p. 9. [retour]
6. Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, *Politique de mobilité durable – 2030. Cadre d'intervention en transport aérien*, 2018, p. 3. [retour]
7. Coalition des Gaspésiens pour le retour du train de passagers de VIA Rail, *Pour le retour du train de VIA Rail à New Carlisle en 2023*, février 2023, p. 7. [retour]
8. *Op. cit.*, note 6, p. 3. [retour]
9. Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, *Politique de mobilité durable – 2030. Cadre d'intervention en transport aérien*, 2018, p. 3. [retour]
10. Mathieu Laneuville, *Réduire les émissions de GES : appuyons sur l'accélérateur*, 22 avril 2022, diapositive 7. [retour]
11. Association du transport urbain du Québec, *L'ATUQ et les neuf sociétés de transport du Québec : des alliés incontournables du gouvernement pour répondre aux principaux enjeux énergétiques du Québec*, 6 octobre 2015, p. 3. [retour]
12. Boer Cui et autres, « Accessibility matters : Exploring the determinants of public transport mode share across income groups in Canadian cities », *Transportation Research Part D : Transport and Environment*, n° 80, p. 2. [retour]
13. Association pour le transport collectif de la Rive-Sud, *Mémoire sur le transport interurbain*, 29 mai 2020, p. 3. [retour]

14. *Op. cit.*, p. 4. Bien que l'ATCRS soit une organisation prenant position sur les enjeux de transport collectif, les données présentées sont corroborées par diverses études universitaires, notamment : Clémentine Barbier, *Caractérisation de l'offre de transport interurbain par autocar au Québec*, Mémoire (M. Sc.), Polytechnique de Montréal, 2016. [retour]
15. Fédération des transporteurs par autobus et Groupe Autobus Maheux, Mémoire. Transport interurbain par autobus au Canada, 21 avril 2023, p. 4. [retour]
16. Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, *Politique de mobilité durable – 2030. Cadre d'intervention en transport ferroviaire*, 2018, p. 4. [retour]
17. Toronto Star, « Ottawa can help restore service to passenger rail by addressing chronic delays that plague the service », 6 juillet 2023. [retour]
18. Patrice Senécal, « Le train, un moyen de transport révolu ou d'avenir au Canada? », *Le Devoir*, 18 septembre 2021. [retour]
19. Radio-Canada, « Air Canada interrompt 30 lignes régionales et ferme 8 escales au pays », 30 juin 2020; CBC News, « Air Canada cancels 30 domestic routes, closes 8 stations at regional airports », 30 juin 2020. [retour]
20. *Op. cit.*, note 9, p. 8. [retour]
21. Radio-Canada, « L'UMQ déplore des ratés avec le programme des vols à 500 \$ », 15 décembre 2022. Les billets achetés par une personne morale (employeur, entreprise et organisme) ou pour des « déplacements qui ne sont pas effectués exclusivement pour des raisons personnelles, dont les déplacements d'affaires » ne sont effectivement pas admissibles. Le gouvernement verse une aide financière au transport pour chacun des billets éligibles vendus à un prix maximal de 500 \$ l'aller-retour. [retour]
22. *Op. cit.*, note 9, p. 7-8. [retour]
23. Coalition des Gaspésiens pour le retour du train passager, *Pourquoi le train ?*, 15 juin 2023. [retour]
24. Rémy Bourdillon, « Transport interrégional : Une pétition pour un meilleur service », *Le Mouton noir*, octobre 2020. [retour]
25. Ministère des Transports et de la Mobilité durable, *Réhabilitation du chemin de fer de la Gaspésie*. [retour]
26. Jean-Philippe Thibault, « Plus de 500 M\$ pour le rail de Port-Daniel jusqu'à Gaspé », *Le Soleil*, 27 juin 2023. [retour]
27. *Op. cit.*, note 7, p. 7-8. [retour]
28. Nelson Sergerie, « Le développement touristique affecté par les ratés du transport aérien régional », *Ma Gaspésie*, 13 avril 2023. [retour]

29. Ministère des Finances, *Majorations de la taxe sur les carburants*, 2023.  
[retour]
30. Transport ferroviaire Tshiuetin, *Notre entreprise*. [retour]
31. Sarah R. Champagne, « Le lien ferroviaire entre Schefferville et Sept-Îles sera modernisé », *Le Devoir*, 9 juillet 2021. [retour]
32. Radio-Canada, « Transport Sherbrooke-Montréal : plus d'autobus, un train, mais pas d'avion en Estrie », 24 septembre 2022. [retour]
33. Claude Hébert, « Transport ferroviaire : L'ACFEM en appel d'offres pour une étude de faisabilité », *Journal Le Guide*, 12 janvier 2023. [retour]
34. Martin Guidon, « La MRC Abitibi refuse de financer le transport interurbain par autocar », *Radio-Canada*, 27 juin 2023. [retour]
35. VIA Rail, *Montréal – Senneterre*. [retour]
36. Ville de Rouyn-Noranda, *Aéroport régional de Rouyn-Noranda*. [retour]
37. Magalie Masson, « Fin des autocars entre Saint-Georges et Québec », *Radio-Canada*, 23 février 2023. [retour]
38. Louis-Philippe Arsenault, « Un service de transport collectif dans les cartons en Beauce », *Radio-Canada*, 31 mars 2023. [retour]
39. Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, *Politique de mobilité durable – 2030. Plan d'action 2018-2023*, p. 23-24. [retour]
40. Ministère des Transports, *Programme d'aide à la relance du transport interurbain par autobus*, juin 2022, p. 3. [retour]
41. Association pour le transport collectif de la Rive-Sud, *op. cit.*, note 13, p. 8. [retour]
42. Commission des transports, *L'organisation*. [retour]
43. *Op. cit.*, note 13, p. 8-14. [retour]
44. Gouvernement du Canada, *Train à grande fréquence. Demande d'Expression d'Intérêt*, p. 25-26. [retour]
45. Didier Van de Velde, *Les services d'autocars interurbains en Europe : concessions ou marché ouvert ?*, 2009, p. 298-299. [retour]

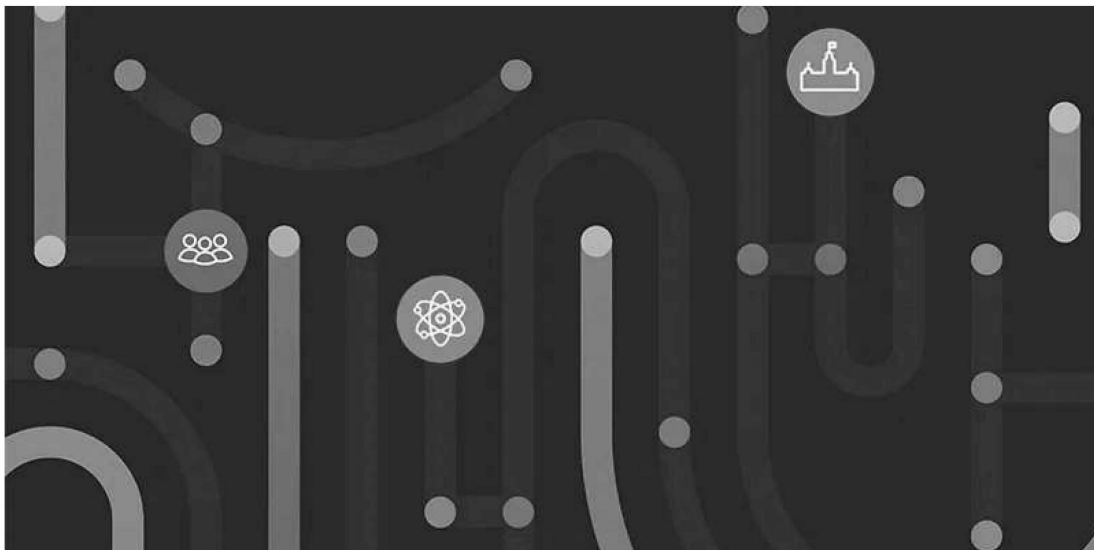
# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## Colloque international Science, politique et société : quelle place pour l'information scientifique dans les parlements?

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 6 DÉCEMBRE 2023



*Service de la recherche*

Le 26 mai 2023 se tenait à l'Assemblée nationale du Québec le colloque international *Science, politique et société : quelle place pour l'information scientifique dans les parlements?* Fruit d'un partenariat entre l'Assemblée nationale et le bureau du scientifique en chef du Québec, qui dirige les Fonds de recherche du Québec, cet événement regroupait des parlementaires de la Francophonie, du personnel parlementaire et des membres de la communauté

scientifique. Il visait à favoriser les échanges entre les sphères de la politique et de la science. Au cours des dernières années, de grands défis comme la pandémie de la COVID-19 et la crise climatique illustrent l'importance que prend la science dans la prise de décision politique et dans l'élaboration de politiques publiques.

Le colloque était l'occasion d'échanger et de créer des ponts entre les personnes de différents univers : parlementaires, scientifiques, médias et communications, services de recherche parlementaires. Certains enjeux incontournables, comme la crise climatique, la désinformation, l'accès à la science en français, les moyens de valider la qualité de l'information et l'inclusion de l'expertise scientifique au sein des parlements, ont attiré l'attention des participantes et des participants. La synthèse du colloque, accessible en ligne, rassemble ces réflexions. Il est aussi possible de visionner sur le site de l'Assemblée nationale le panel d'ouverture du colloque.

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## En bref : la protection du patrimoine immobilier au Québec

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 13 DÉCEMBRE 2023

*En 2020, le Vérificateur général du Québec souligne dans son audit de performance des lacunes dans l'intervention, l'encadrement des acteurs et l'exemplarité de l'État en matière de protection du patrimoine immobilier. Pour pallier ces lacunes, des modifications sont apportées à la Loi sur le patrimoine culturel en 2021. La nouvelle Loi oblige notamment les MRC à faire l'inventaire, d'ici 2026, des immeubles construits avant 1940 sur leur territoire.*



*Des défis et des interrogations subsistent toutefois en ce qui a trait au partage des responsabilités en la matière et quant à la sauvegarde du patrimoine datant d'après 1940. Dans cette note de recherche, Première*

*lecture vous offre un aperçu de l'évolution de la notion de patrimoine immobilier au Québec et met en lumière certains enjeux qui sous-tendent sa conservation et sa valorisation.*

*Cette fiche d'information est également accessible sur le site web de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, comme d'autres notes produites par le Service de la recherche.*

**Analyse et rédaction**

Mysaëlle Lavoie-Lemieux

*Service de la recherche*

**Recherche documentaire**

Alexandre Laflamme

*Service de l'information*

**D**epuis le XIX<sup>e</sup> siècle, il existe une préoccupation pour la protection et la valorisation du patrimoine au Québec. La conscience historique et patrimoniale est d'abord portée par les intellectuels et les sociétés savantes. Quant aux gouvernements, le Conseil du patrimoine du Québec souligne qu'au « tournant du XX<sup>e</sup> siècle, [ils] se limitent à intervenir ponctuellement pour commémorer [...] les faits marquants de l'histoire nationale [...] dans un souci de diffusion des mythes fondateurs du pays<sup>[1]</sup> ».

C'est en 1922 qu'une première loi québécoise en matière de patrimoine est adoptée. Comme son nom l'indique, la *Loi relative à la conservation des monuments et des objets d'art ayant un intérêt historique ou artistique* avait alors pour objectif de protéger les bâtiments anciens et les œuvres d'art. Ainsi, si d'autres catégories de biens patrimoniaux sont progressivement ajoutées, l'immobilier est l'une des premières et principales préoccupations en ce qui a trait à la protection de l'héritage historique de la société québécoise.

La notion de patrimoine immobilier, ou immeuble patrimonial, a évolué avec le temps et est investie d'une signification légale et

administrative<sup>[2]</sup>. Aujourd'hui, le gouvernement du Québec la décrit ainsi :

Un immeuble patrimonial peut être un bâtiment ou un autre type de bien immobilier. Par exemple, il peut être une structure comme un monument commémoratif, un pont ou un barrage. Il peut constituer un vestige, comme les ruines d'une ancienne église ou les vestiges d'un établissement de pêche. Un immeuble patrimonial peut même être un terrain sur lequel il n'y a aucune construction, comme un parc urbain<sup>[3]</sup>.

Pour qu'on lui attribue un statut légal patrimonial qui contribuera à sa protection, l'immeuble doit présenter un intérêt pour sa valeur archéologique, architecturale, artistique, emblématique, ethnologique, historique, paysagère, scientifique, sociale, urbanistique ou technologique<sup>[4]</sup>.

La présente note d'information présente les lois et les acteurs qui encadrent le patrimoine immobilier, les raisons qui motivent sa protection, ainsi que quelques enjeux en la matière qui demeurent d'actualité.

## **LOIS ET ACTEURS EN MATIÈRE DE PATRIMOINE**

Entre 1922 et 1972, en vertu de la Loi relative à la conservation des monuments et des objets d'art ayant un intérêt historique ou artistique et de ses modifications subséquentes<sup>[5]</sup>, la responsabilité du classement, de la protection et de la valorisation du patrimoine culturel québécois revient principalement à la Commission des monuments historiques du Québec.

La Commission devient un organisme consultatif en 1972 et est renommée la Commission des biens culturels. En vertu de la *Loi sur les biens culturels* adoptée la même année, la responsabilité du classement est transférée au ministre des Affaires culturelles et l'on met en place le Registre des biens culturels. Puis, en 1986, la Loi est

modifiée pour partager cette responsabilité : les municipalités peuvent désormais « citer des immeubles et [...] constituer des sites du patrimoine situés sur leur territoire<sup>[6]</sup> ».

Vingt-six ans plus tard, la *Loi sur le patrimoine culturel* de 2012 met en œuvre une réforme de fond et de forme des lois précédentes<sup>[7]</sup>.

La Loi élargit la notion de patrimoine, pour y inclure notamment les paysages culturels patrimoniaux et le patrimoine immatériel, et elle modifie la terminologie existante. C'est en vertu de cette loi que le terme « immeubles patrimoniaux » remplace le terme de « monuments historiques ».

En juin 2020, le Vérificateur général du Québec publie le rapport de son audit de performance sur la sauvegarde et la valorisation du patrimoine immobilier par le ministère de la Culture et des Communications (MCC). Les constats du rapport sont les suivants :

1. Il n'y a pas de stratégie d'intervention en matière de patrimoine immobilier [...];
2. Le MCC encadre peu les actions des municipalités [...];
3. Le MCC ne détient pas l'information qui lui permettrait de bien intervenir sur le patrimoine immobilier québécois;
4. Le classement de biens patrimoniaux ne fait pas l'objet d'un traitement équitable et diligent par le MCC;
5. Le MCC n'offre pas aux propriétaires d'immeubles patrimoniaux les outils et le soutien appropriés pour leur permettre de bien orienter leurs interventions et d'assurer la conservation de ces immeubles;
6. L'État ne fait pas preuve d'exemplarité en matière de sauvegarde et de valorisation du patrimoine immobilier<sup>[8]</sup>.

Le rapport soumet neuf recommandations afin de pallier les lacunes décelées dans les actions du Ministère. En octobre 2020, pour donner suite à ces recommandations, il communique son plan d'action en trois orientations : 1) mieux accompagner les citoyens; 2) renforcer le partenariat avec le milieu municipal; et 3) assurer des interventions préventives<sup>[9]</sup>. Au même moment, la

ministre de la Culture et des Communications dépose le projet de loi no 69 modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives<sup>[10]</sup>. Le projet de loi est adopté. La loi entre en vigueur en 2021<sup>[11]</sup>.

Des modifications à la Loi sur le patrimoine culturel et à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* prévoient notamment de nouveaux pouvoirs et obligations pour les municipalités régionales de comté (MRC) et les municipalités. Les MRC ont désormais le pouvoir de citation de biens patrimoniaux, c'est-à-dire qu'elles peuvent « assurer la sauvegarde et la mise en valeur de tout immeuble [...] ou de tout territoire [...] dont la protection ou la mise en valeur présente un intérêt public<sup>[12]</sup> ». Elles ont également l'obligation de faire l'inventaire des immeubles construits avant 1940 sur leur territoire<sup>[13]</sup>.

Les municipalités doivent, de leur côté, réglementer les démolitions, l'occupation et l'entretien des immeubles<sup>[14]</sup>. La Loi de 2021 vise également à « favoriser plus de transparence et de prévisibilité dans [les actions du Ministère sur] la conservation et la gestion du patrimoine<sup>[15]</sup> ». Cela consiste notamment en la mise en place d'une politique de consultation, de méthodes d'évaluation de la valeur patrimoniale et de catégorisation des biens patrimoniaux classés.

Cette mise en contexte de la législation distingue les principaux acteurs et leurs rôles en matière de protection du patrimoine bâti au Québec. Ministère, MRC, municipalités et communautés autochtones gèrent et attribuent les statuts légaux au patrimoine immobilier, soit le classement par le Ministère et la citation par les MRC, les municipalités et les communautés autochtones<sup>[16]</sup>. D'une part, le classement « comporte un niveau de protection important, car une autorisation de la ou du ministre est nécessaire pour toute intervention sur un bien<sup>[17]</sup> ». D'autre part, la citation d'un immeuble patrimonial permet aux MRC, aux municipalités et aux communautés autochtones

- de le protéger via la mise en application de règlements liés à la démolition, l'occupation et l'entretien;
- d'établir des orientations pour sa préservation, sa réhabilitation et sa mise en valeur;
- de l'acquérir par accord ou par expropriation;
- de le vendre ou de le louer;
- d'accorder de l'aide financière aux propriétaires de l'immeuble patrimonial pour sa conservation<sup>[18]</sup>.

Il convient de souligner l'importance d'autres acteurs clés qui contribuent à la sauvegarde et la valorisation du patrimoine immobilier. Le rapport du Vérificateur général mentionne à cet effet la contribution des organismes réglementaires comme la Commission de la construction et la Régie du bâtiment; du milieu universitaire et des chaires de recherche; des intervenantes et des intervenants du milieu de la construction; et des organismes du domaine du patrimoine<sup>[19]</sup>.

Les citoyennes et citoyens sont aussi des acteurs importants, considérés par certains comme les premiers protecteurs du patrimoine et de la mémoire collective de leur milieu de vie<sup>[20]</sup>. Les préoccupations relatives au patrimoine bâti sont en outre portées par des historiens, des chercheurs, des essayistes et des journalistes<sup>[21]</sup>.

## **POURQUOI PROTÉGER LE PATRIMOINE IMMOBILIER?**

Le rapport du Vérificateur général de 2020 comprend également des observations du commissaire au développement durable. Dans un but de sensibilisation, il met en lumière des motifs sociaux, économiques et environnementaux qui témoignent de l'importance de la sauvegarde et de la valorisation du patrimoine immobilier.

Parmi les raisons sociales, il mentionne que « participant à l'élaboration d'un sentiment d'appartenance individuel et collectif, le patrimoine immobilier peut enrichir le capital social et contribuer à soutenir la cohésion sociale et territoriale<sup>[22]</sup> ».

Le commissaire note également plusieurs bénéfices économiques potentiels :

- La réhabilitation d'un bâtiment existant est parfois plus économique que la construction d'un nouveau;
- La conservation et la mise en valeur du patrimoine immobilier favorisent l'industrie touristique (retombées économiques et emplois créés);
- La conservation et la valorisation des immeubles patrimoniaux contribuent à la revitalisation des secteurs qui, à son tour, accroît la valeur foncière.

Il offre aussi à titre d'exemple une étude du gouvernement de l'Ontario, selon laquelle « la réhabilitation de bâtiments nécessitait, en moyenne, 66 % plus de main-d'œuvre qu'une nouvelle construction<sup>[23]</sup> ». Il ajoute que cette réhabilitation met en valeur et protège certains métiers spécialisés et savoir-faire traditionnels<sup>[24]</sup>.

Enfin, le commissaire avance des raisons environnementales, en lien avec des raisons économiques, qui soutiennent la sauvegarde du patrimoine bâti et qui s'inscrivent bien dans une perspective de développement durable. Retenons à titre d'exemple que :

Des études indiquent que construire un nouvel édifice peut requérir, selon les circonstances, à peu près autant d'énergie que de le faire fonctionner pendant 40 à 80 ans. De même, un volume appréciable de déchets de construction est associé à la destruction d'édifices existants et ceux-ci occupent une place non négligeable des sites d'enfouissement des grandes villes, avec les coûts et les risques environnementaux que cela implique<sup>[25]</sup>.

## ENJEUX ACTUELS

Malgré les avancées en matière de protection du patrimoine immobilier que permet la nouvelle Loi, certains obstacles demeurent. D'une part, des interrogations ont été soulevées sur la protection du patrimoine récent. D'autre part, des difficultés financières ainsi que la conjugaison d'intérêts publics et privés compliquent les responsabilités des MRC, des municipalités et des propriétaires de biens patrimoniaux en matière de sauvegarde du patrimoine immobilier.

### **L'inventaire des immeubles construits avant 1940 : qu'en est-il du patrimoine récent?**

Depuis les modifications de 2021 à la *Loi sur le patrimoine culturel*, les MRC ont l'obligation de faire l'inventaire des immeubles construits avant 1940 sur leur territoire. Un tel inventaire sert à déterminer les immeubles qui ont une valeur patrimoniale potentielle et indiquer ceux qui nécessiteraient une intervention de protection.

La délimitation temporelle de 1940 a fait l'objet de désaccords lors des consultations particulières sur le projet de loi. Dix des vingt mémoires déposés soulèvent que cette date butoir déprécie et met en danger le patrimoine construit depuis 1940<sup>[26]</sup>. Selon une majorité d'organismes du milieu du patrimoine, les immeubles bâtis après 1940 témoignent de changements sociaux et historiques marquants de la société québécoise de la période de l'après-guerre et de la Révolution tranquille.

Il convient de mentionner que la Loi prévoit la possibilité pour le gouvernement, par règlement, d'étendre la période de construction des bâtiments concernés par l'inventaire<sup>[27]</sup>.

Toutefois, puisque les MRC ont jusqu'au 1er avril 2026 pour réaliser l'inventaire des bâtiments antérieurs à 1940, un tel règlement ne pourrait être mis en place avant cette date. De plus,

la Loi prévoit qu'un règlement sur le prolongement de la période de construction ne peut être adopté qu'après consultation d'organismes et de partenaires concernés.

Selon l'architecte et professeure émérite de l'UQAM, France Vanlaethem, « la limite est principalement motivée par souci d'efficacité : il est urgent d'inventorier à l'échelle du Québec, d'abord, les éléments les plus anciens et les plus fragiles de l'héritage bâti, et nécessaire de procéder par étapes vu l'ampleur de la tâche<sup>[28]</sup> ».

### **Partage des responsabilités : le manque de ressources municipales**

La restauration et l'entretien des immeubles patrimoniaux sont parfois perçus comme un fardeau financier pour certaines MRC et municipalités ayant des ressources limitées.

Pour cette raison, en juin 2023, la Municipalité de Maniwaki a adopté une résolution visant à ne plus citer d'immeubles patrimoniaux. La mairesse a affirmé qu'un « bâtiment cité exige des coûts de réparations trois fois plus chers qu'un bâtiment non cité » et a offert en exemple le cas du Château Logue, cité en 2008<sup>[29]</sup>.

Une situation similaire concerne le couvent de la municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce : « propriétaire, la municipalité n'entend pas le citer, en raison des coûts d'entretien trop importants associés au bâtiment<sup>[30]</sup> ». Le maire a évoqué ne pas vouloir se prévaloir des subventions vouées à la restauration du patrimoine immobilier, puisqu'elles nécessitent une contribution de la municipalité.

En effet, le Programme de soutien au milieu municipal en patrimoine immobilier du gouvernement permettait aux municipalités et aux MRC de conclure une entente avec le ministère de la Culture et des Communications. À titre d'exemple, le Ministère pouvait contribuer de 50 % à 60 % de l'enveloppe

budgétaire liée à des projets de restauration du patrimoine immobilier de propriété municipale. Il était convenu que « les ententes sont conclues dans le respect de la mission de chacune des parties, qui conviennent des objectifs à atteindre et qui s'entendent sur le partage des responsabilités et leurs contributions respectives<sup>[31]</sup> ». Le programme a pris fin le 31 mars 2022 et est présentement en révision.

### **Conjuguer intérêts privés et publics : les défis des propriétaires d'immeubles patrimoniaux**

Une part de responsabilité envers la sauvegarde du patrimoine et les défis qui lui sont associés reviennent aux propriétaires d'immeubles patrimoniaux. Selon l'étude du Conseil du patrimoine culturel du Québec, ils se heurtent à plusieurs obstacles : « rareté de la main-d'œuvre dans les métiers traditionnels, difficulté à assurer les biens classés, problème de financement, défis pour la requalification des églises et des édifices conventuels excédentaires, mise aux normes des édifices publics historiques, etc.<sup>[32]</sup> ».

À l'instar des municipalités, les particuliers propriétaires de bâtiments patrimoniaux rencontrent des difficultés financières relatives à leur conservation. À titre d'exemple, des propriétaires songent parfois à se départir de leurs maisons patrimoniales, car les coûts d'entretien et de rénovation sont trop élevés. Les subventions des MRC ne suffisent souvent pas à couvrir l'ensemble des travaux nécessaires dans un contexte de respect des normes patrimoniales de la municipalité<sup>[33]</sup>.

Soulignons que de nombreuses compagnies d'assurance refusent d'assurer les bâtiments patrimoniaux, tandis que d'autres le font, mais à des prix très élevés<sup>[34]</sup>. Ainsi, les propriétaires sont particulièrement vulnérables relativement aux coûts exorbitants de rénovation en cas de sinistre.

En décembre 2022, le directeur général de la MRC des Maskoutains a d'ailleurs interpellé le ministère de la Culture et des

Communications pour tenter de trouver une solution à cette situation. Il plaide que « les actions des assureurs nuisent aux nouveaux efforts d'identification et de protection du patrimoine québécois dans son ensemble, ce qui risque de provoquer un découragement de la part des propriétaires et pourrait conduire à une dépréciation du patrimoine québécois<sup>[35]</sup> ».

Certains propriétaires refusent la responsabilité de la rénovation et de l'entretien de bâtiments patrimoniaux. Le but est de mener à la « démolition par abandon<sup>[36]</sup> ». Ils laissent leurs immeubles patrimoniaux se détériorer jusqu'à ce que leur état ne donne d'autre choix aux municipalités que d'ordonner leur démolition<sup>[37]</sup>. Les propriétaires peuvent ensuite aller de l'avant avec une nouvelle construction, libres de contraintes de conservation patrimoniale. D'ailleurs, dans son rapport de 2020, le Vérificateur général signale cette pratique<sup>[38]</sup>.

## EN CONCLUSION

Au Québec, la protection du patrimoine immobilier se renouvelle en suivant l'évolution de la notion de patrimoine elle-même, bien que, de l'avis de plusieurs intervenantes et intervenants du milieu du patrimoine, des défis subsistent sur le partage équitable des responsabilités en la matière, et ce, de manière proportionnelle aux ressources et aux compétences des différents acteurs. Après un important rapport du Vérificateur général du Québec en 2020, de nouvelles mesures législatives et gouvernementales ont été prises dans le but d'améliorer l'encadrement des acteurs en matière de patrimoine, l'uniformité des stratégies de classement et d'intervention ainsi que la transparence de l'action ministérielle.

---

## INITIATIVES RÉCENTES

Les plus récentes initiatives législatives et gouvernementales en matière de protection du patrimoine immobilier émanent du rapport du Vérificateur général rendu public en juin 2020. Voici une chronologie de ces mesures :

- Le 9 septembre 2020, « le gouvernement du Québec bonifie de 21,6 M\$ [...] le Programme de soutien au milieu municipal en patrimoine immobilier<sup>[39]</sup> ».
- Le 29 octobre 2020, la ministre de la Culture et des Communications, Nathalie Roy, annonce son Plan d'action pour l'application des recommandations du Vérificateur général du Québec.
- À la même date, la Ministre dépose le projet de loi no 69, Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives. Le projet de loi est adopté le 25 mars 2021, la Loi, sanctionnée le 1er avril 2021.
- Le 10 juin 2021, le gouvernement du Québec annonce la création du réseau des Espaces bleus pour faire rayonner des lieux culturels et patrimoniaux. Reposant sur un financement de 299 M\$, le projet vise à « acquérir, louer, aménager, restaurer ou mettre en valeur des sites et des immeubles à caractère patrimonial » du Québec<sup>[40]</sup>.

## EN QUELQUES MOTS

- La *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* de 2021 oblige notamment les MRC à faire l'inventaire des immeubles construits avant 1940 sur leur territoire d'ici 2026. Cet inventaire permettra d'offrir un portrait d'ensemble du patrimoine immobilier ancien au Québec et de mieux planifier les interventions visant sa protection.
- Certaines préoccupations subsistent toutefois quant à la protection du patrimoine immobilier récent, soit celui de 1940 à 1975.
- La sauvegarde du patrimoine bâti continue d'être perçue comme un fardeau financier par de petites municipalités et MRC ainsi que par des propriétaires de biens patrimoniaux. Ils éprouvent entre autres des difficultés financières pour l'entretien et la restauration des bâtiments patrimoniaux. Ils

font également face à des obstacles pour assurer ces bâtiments.

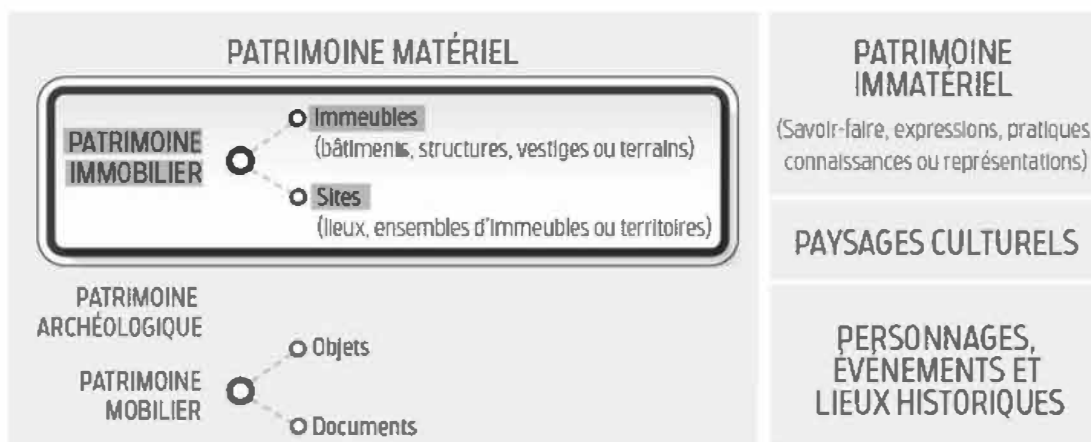
## EN QUELQUES CHIFFRES

<b>1889</b>	<b>63 %</b>	<b>299 M\$</b>	<b>82</b>
Statuts légaux attribués au patrimoine immobilier entre 1922 et 2022 <sup>[41]</sup> .	Des statuts patrimoniaux accordés à la catégorie du patrimoine immobilier (immeubles et sites patrimoniaux) <sup>[42]</sup> .	Pour le réseau des Espaces bleus (lieux culturels et patrimoniaux) <sup>[43]</sup> .	Ententes de soutien financier annoncées le 4 mars 2022 en vertu du Programme de soutien au milieu municipal en patrimoine immobilier <sup>[44]</sup> .

## ANNEXE

### IMAGE 1

#### « Éléments constituant le patrimoine culturel selon le MCC »



Source : Vérificateur général du Québec, « Figure 1 : Éléments constituant le patrimoine culturel selon le MCC », dans « Chapitre 8. Sauvegarde et valorisation du patrimoine immobilier : Audit de performance et observations du commissaire au développement durable », Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2020-2021, juin 2020, p. 8.

## IMAGE 2

### « Statuts légaux de protection prévus par la Loi sur le patrimoine culturel du Québec »

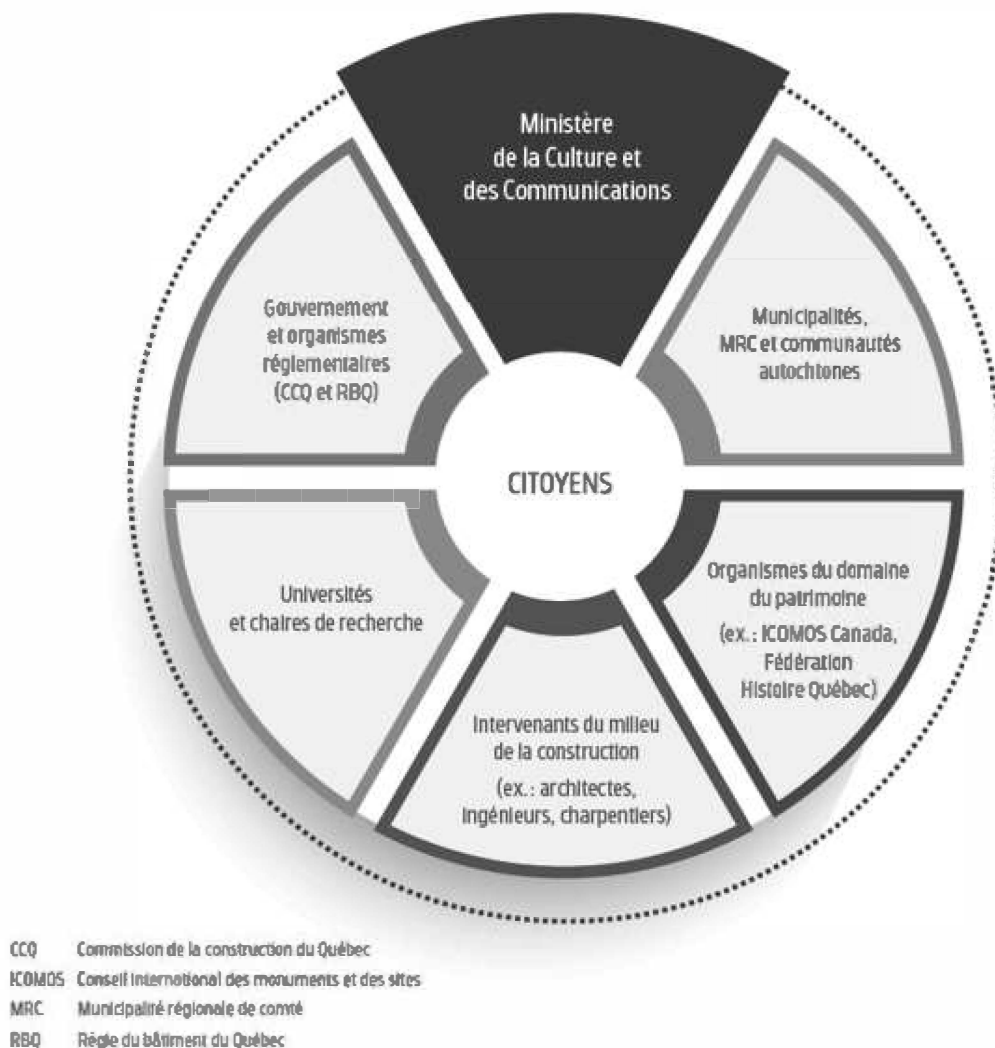
	STATUTS LÉGAUX				
	Déclaration	Désignation	Classement	Citation	Identification
Paysage culturel patrimonial		<input type="checkbox"/>			
Site patrimonial	<input type="checkbox"/>		✓	❖ x	
Immeuble patrimonial			✓	❖ x	
Document patrimonial			✓	❖ x	
Objet patrimonial			✓	❖ x	
Ensemble patrimonial			✓	❖ x	
Patrimoine immatériel		✓			❖
Personnage historique		✓			❖
Événement historique		✓			❖
Lieu historique		✓			❖

- ☐ Statut attribué par le gouvernement
- ✓ Statut attribué par la ou le ministre de la Culture et des Communications
- ❖ Statut attribué par les municipalités locales et les communautés autochtones
- x Statut attribué par les MRC

Source : Conseil du patrimoine culturel du Québec, « Tableau 1 – Statuts légaux de protection prévus par la Loi sur le patrimoine culturel du Québec », Portrait du patrimoine culturel protégé par la Loi du Québec 1922-2022, 2022, p. 13.

## IMAGE 3

### « Acteurs œuvrant à la sauvegarde du patrimoine immobilier »



Source : Vérificateur général du Québec, « Figure 2 : Acteurs œuvrant à la sauvegarde du patrimoine immobilier », dans « Chapitre 3. Sauvegarde et valorisation du patrimoine immobilier : Audit de performance et observations du commissaire au développement durable », Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2020-2021, juin 2020, p. 9.

1. Conseil du patrimoine culturel du Québec, *Portrait du patrimoine culturel protégé par la Loi du Québec 1922-2022*, 2022, p. 17. [retour]
2. Les termes « patrimoine architectural » ou « patrimoine bâti » sont parfois utilisés de manière interchangeable avec le terme de « patrimoine immobilier ». Aux fins de cette note, nous utilisons seulement « patrimoine immobilier » et son synonyme, « immeuble patrimonial », pour éviter toute confusion. Ce choix tient dans l'utilisation de ce terme dans la *Loi sur le patrimoine culturel*, RLRQ, c. P-9.002. [retour]
3. Gouvernement du Québec, *Patrimoine immobilier*, 2023 (dernière modification). Voir aussi Annexe, Image 1. [retour]
4. <sup>[4]</sup>RLRQ, c. P-9.002, art. 2.

5. *Loi relative aux monuments, sites et objets historiques*, Statuts de la province de Québec, 15-16 Geo. VI (1952), c. 24; *Loi des monuments historiques*, Statuts de la province de Québec, (1963), c. 62. [retour]
6. Conseil du patrimoine culturel du Québec, *op. cit.*, p. 23. [retour]
7. *Ibid.*, p. 24. [retour]
8. Vérificateur général du Québec, « Chapitre 3. Sauvegarde et valorisation du patrimoine immobilier : Audit de performance et observations du commissaire au développement durable ». *Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2020-2021*, juin 2020, p. 3. [retour]
9. Ministère de la Culture et des Communications, *Plan d'action pour l'application des recommandations du Vérificateur général du Québec*, 2020, p. 1. [retour]
10. Projet de loi no 69, *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives*, présentation, 29 octobre 2020. [retour]
11. *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives*, LQ 2021, c. 10. [retour]
12. Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, *Citation d'un bien patrimonial*, 2010. [retour]
13. RLRQ, c. P-9.002, art. 120 & 127. Spécifications quant à l'obligation d'inventaire énoncée dans l'article 120 : « Une municipalité locale peut contribuer à la connaissance du patrimoine culturel en réalisant des inventaires de ce patrimoine situé sur son territoire ou qui y est relié. Le cas échéant, elle informe la municipalité régionale de comté des immeubles qu'elle a inventoriés. » [retour]
14. RLRQ, c. A-19.1, art. 145.41 & 148.0.2. [retour]
15. <sup>[15]</sup> Conseil du patrimoine culturel du Québec, *op. cit.*, p. 7.
16. Voir Annexe, Image 2. [retour]
17. Conseil du patrimoine culturel du Québec, *op. cit.*, p. 14. [retour]
18. Gouvernement du Québec, *Rôles et responsabilités en matière de patrimoine culturel*, 2023 (dernière modification). [retour]
19. Vérificateur général du Québec, *op. cit.*, p. 9. Voir aussi Annexe, Image 3. [retour]
20. Déclaration de Deschambault (1982), citée dans Commission des biens culturels du Québec, *La gestion par les valeurs : exploration d'un modèle*, 2004, p. 9; Marie-Dina Salvione, « Des outils et des gestes pour répondre aux besoins de notre patrimoine collectif », dans Sandra Larochelle, Josselyn Guillaumou et Julie Caron-Malenfant, *L'état du Québec 2022*, 2022, p. 92. [retour]

21. Voir entre autres François Rémillard [historien de l'architecture et urbaniste], cité dans Jean-François Nadeau « Ces belles maisons qui demeurent », *Le Devoir*, 2 novembre 2022; Marie-Hélène Voyer [autrice de l'essai *L'habitude des ruines. Le sacre de l'oubli et de la laideur au Québec*], citée dans Caroline Montpetit, « Le patrimoine, laissé pour compte », *Le Devoir*, 22 novembre 2021.[retour]
22. Commissaire au développement durable, « Observations du commissaire au développement durable », dans Vérificateur général du Québec, *op. cit.*, p. 50. [retour]
23. *Ibid.*, p. 51. [retour]
24. Yves Lacourcière, ingénieur civil, insiste à cet effet que « le sort du bâti ancien est lié à celui des métiers traditionnels de la construction : l'un ne peut survivre sans l'autre ». Yves Lacourcière, *Rapport d'enquête : Accusé de non-assistance à patrimoine en danger*, 2018, p. 35. [retour]
25. Commissaire au développement durable, « Observations du commissaire au développement durable », dans Vérificateur général du Québec, *op. cit.*, p. 53. [retour]
26. Ordre des urbanistes du Québec, *Un jalon important à inscrire dans un cadre plus large*, [Mémoire], novembre 2020, p. 17; Ville de Laval, *Projet de loi no 69 : Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives*, [Mémoire], novembre 2020, p. 2; Association québécoise pour le patrimoine industriel, *Mémoire sur le projet de loi 69*, [Mémoire], novembre 2020, p. 13; Docomomo Québec, *Projet de loi no 69 modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives*, [Mémoire], novembre 2020, p. 4; Phyllis Lambert (Centre Canadien d'Architecture), *Notes sur le projet de loi no 69 de l'Assemblée nationale du Québec*, [Mémoire], novembre 2020, p. 3; Table de concertation des acteurs nationaux en patrimoine, *Mémoire de la Table de concertation des organismes nationaux en patrimoine bâti (TCONPB) sur le projet de loi 69*, [Mémoire], novembre 2020, p. 7; Maître Charles Breton-Demeule, *Des modifications législatives nécessaires pour mieux protéger le patrimoine bâti*, [Mémoire], novembre 2020, p. 30; Héritage Montréal, *Consultation particulière sur le projet de loi no 69 modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et autres dispositions législatives*, [Mémoire], novembre 2020, p. 15; Action patrimoine, *Mémoire présenté par Action patrimoine dans le cadre des consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi no 69, Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives*, [Mémoire], novembre 2020, p. 15; Fédération Histoire Québec, *Mémoire présenté lors des Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi no 69, loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives*, [Mémoire], novembre 2020, p. 7.[retour]
27. RLRQ, c. P-9.002, art. 120, par. 2. [retour]
28. France Vanlaethem, « Au Québec, le patrimoine de la modernité, au défi de la mémoire collective », *In Situ*, 2022. [retour]

29. Camille Kasisi-Monet, « Défense du patrimoine : Maniwaki maintient sa position de ne plus citer aucun bâtiment », *Radio-Canada Ottawa-Gatineau*, 6 juin 2023. [retour]
30. François Carabin, « Un nouveau pouvoir de protection du patrimoine ignoré par les MRC », *Le Devoir*, 18 janvier 2023. [retour]
31. Gouvernement du Québec, *Programme de soutien au milieu municipal en patrimoine immobilier*, 2023 (dernière modification). [retour]
32. *Ibid.*, p. 16. [retour]
33. Alex Boissonneault, « Le Québec en mal de patrimoine », *Radio-Canada*, 2 juin 2020. [retour]
34. Radio-Canada, « Assurer un bâtiment patrimonial est un casse-tête pour bien des propriétaires », *Radio-Canada Saguenay-Lac-Saint-Jean*, 14 avril 2023. [retour]
35. Jean-François Nadeau, « Les assureurs, une menace pour le patrimoine, selon des municipalités », *Le Devoir*, 21 décembre 2022. [retour]
36. Zacharie Goudreault, « Le chemin de croix de la protection du patrimoine », *Le Devoir*, 24 juillet 2023. [retour]
37. Radio-Canada, « Protection du patrimoine : un nouveau règlement « plus robuste » adopté à Montréal », *Radio-Canada Grand Montréal*, 11 mai 2023. [retour]
38. Vérificateur général du Québec, *op. cit.*, p. 18 [retour]
39. Gouvernement du Québec, *Protection du patrimoine immobilier – Québec octroie un total de près de 52 M\$ au plus généreux programme d’aide en patrimoine immobilier jamais offert aux citoyens, municipalités, et MRC*, 9 septembre 2020. [retour]
40. Gouvernement du Québec, *Le réseau des Espaces bleus : des lieux culturels et patrimoniaux au Québec*, 2023 (dernière modification). [retour]
41. Conseil du patrimoine culturel du Québec, *op. cit.*, p. 28. [retour]
42. *Ibid.* [retour]
43. Gouvernement du Québec, *Le réseau des Espaces bleus : des lieux culturels et patrimoniaux au Québec*, 2023 (dernière modification). [retour]
44. Ces ententes ont été signées avec 56 municipalités : 15 municipalités locales, 36 MRC et 5 villes-MRC, ce qui représente 35 % des MRC du Québec. Ministère de la Culture et des Communications, *Rapport annuel de gestion 2021-2022*, 2022, p. 19. [retour]

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## Les derniers conseillers législatifs

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 15 DÉCEMBRE 2023

*C'est le 18 décembre 1968 qu'est sanctionnée la loi abolissant le Conseil législatif, cette chambre haute du Parlement québécois qui était formée d'hommes (aucune femme n'y siégea) désignés par l'exécutif. Le juriste Jacques Carl Morin se penche sur les dernières nominations de conseillers législatifs avant la disparition de cette deuxième chambre<sup>[1]</sup>.*



Jacques Carl Morin, LL.M.

*Juriste retraité*

**D**u début de la Révolution tranquille marqué par l'élection de Jean Lesage jusqu'à l'abolition du Conseil législatif, six hommes ont accédé à notre défunte Chambre haute<sup>[2]</sup>. Nous examinerons ces

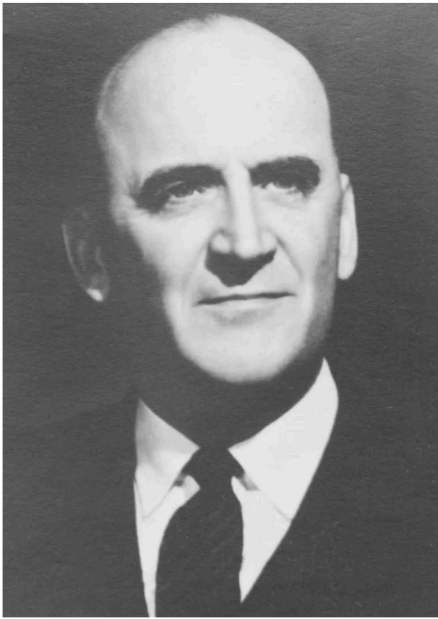
nominations en deux groupes, d'abord celles effectuées par les libéraux, puis celles faites par l'Union nationale.

## LES NOMINATIONS LIBÉRALES

Pendant ses six ans à la tête du gouvernement, Jean Lesage nomma, par commission sous le grand sceau<sup>[3]</sup>, conformément à l'article 72 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, quatre membres pour faire partie du Conseil législatif. Âgés en moyenne de 57 ans, tous avaient exercé auparavant un mandat parlementaire, les uns à l'Assemblée législative uniquement, les autres, à Québec et à Ottawa.

George Carlyle Marler fut nommé, le 8 novembre 1960 conseiller législatif pour la division d'Inkerman en remplacement de Robert R. Ness, libéral, démis le 23 septembre 1960, pour cause d'absentéisme<sup>[4]</sup>. Précédemment, Marler avait été député de Westmount–Saint-Georges à l'Assemblée législative de 1942 à 1954 avant de se faire élire, le 8 novembre 1954, lors d'une élection partielle, pour le siège de député de Saint-Antoine–Westmount à la Chambre des communes; il occupa le poste de ministre des Transports dans le cabinet de Louis Saint-Laurent jusqu'à la défaite des libéraux en 1957. Marler sera leader du gouvernement au Conseil législatif de 1960 à 1966, puis leader de l'opposition de 1966 à 1968.

Arthur Dupré accéda à la Chambre haute le 21 août 1963 comme représentant de la division de Montarville pour combler la vacance créée à la suite du décès d'Émile Lesage; Dupré avait été député libéral de Verchères à Québec, de 1944 à 1956. Il est le premier nommé après l'entrée en vigueur de la *Loi modifiant la Loi de la Législature* et concernant la pension des membres des deux Chambres, qui prévoit que « lorsqu'un conseiller législatif nommé après le 1<sup>er</sup> juillet 1963 atteint l'âge de 75 ans, ses fonctions cessent de plein droit<sup>[5]</sup> » alors qu'auparavant une telle nomination était à vie.



Arthur Dupré, représentant de la division de Montarville de 1963 à 1968. Il est le premier nommé après l'entrée en vigueur de la loi établissant que les conseillers législatifs cessent leurs fonctions à l'âge de 75 ans, alors qu'auparavant une telle nomination était à vie.

George O'Reilly, désigné conseiller législatif le 12 août 1964 pour la division De la Durantaye, en remplacement de Joseph Boulanger, mort en fonction, avait occupé le siège de député de Montréal-Verdun à l'Assemblée législative de 1960 à 1964. On ne sait si O'Reilly fut invité à démissionner comme député ou s'il prit l'initiative d'abandonner son siège pour permettre au nouveau venu Claude Wagner, nommé solliciteur général dans le cabinet de Jean Lesage le 31 août 1964, d'être élu député à l'Assemblée législative.

Lionel Bertrand, à l'inverse de Marler, fut d'abord député fédéral de Terrebonne de 1940 à 1944 et de 1945 à 1957 avant de faire le saut dans l'arène provinciale où il représenta les électeurs de Terrebonne de 1960 jusqu'à sa nomination, le 25 novembre 1964, au Conseil législatif pour la division des Mille-Isles. Lui qui avait toujours rêvé d'accéder au Sénat canadien, il dut se contenter d'un siège à la Chambre haute québécoise<sup>[6]</sup>. Il avait été secrétaire de la province puis ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche dans le cabinet Lesage. Bertrand remplaçait Francis L. Connors, libéral, lui aussi mort en fonction.

Les quatre conseillers législatifs libéraux avaient cumulé au moment de leur nomination quelque 51 années d'expérience parlementaire, soit une moyenne de près de 13 ans chacun. Ils ont fait partie du Conseil législatif jusqu'à son abolition le 31 décembre

1968 et ont touché jusqu'à leur décès, comme leurs autres collègues, la pension annuelle et viagère de 10 000 \$ prévue dans la loi<sup>[7]</sup>.

## LES NOMINATIONS UNIONISTES

L'Union nationale prend le pouvoir en juin 1966. Dans l'article 7 du chapitre premier de son programme électoral, le parti prend l'engagement « d'abolir le Conseil législatif sans l'intervention de Londres ni d'Ottawa dans les affaires internes du Québec ». Il n'y a alors aucun siège vacant au Conseil.

Jean-Guy Cardinal, conseiller législatif pour la division de Rougemont en 1967 et 1968. Cardinal démissionne en octobre 1968 pour poser sa candidature dans la circonscription de Bagot à l'élection partielle du 4 décembre 1968, lors de laquelle il est élu. Il a été ministre de l'Éducation dans les cabinets Johnson et Bertrand de 1967 à 1970 et premier ministre intérimaire du 11 décembre 1968 au 20 janvier 1969. Il ne se représente pas en 1973, mais fait un retour en 1976, élu sous la bannière du Parti québécois.



Le 31 octobre 1967, le premier ministre Daniel Johnson effectue un remaniement ministériel. Au portefeuille de l'Éducation, il nomme Jean-Guy Cardinal, 42 ans, qui n'est pas député, mais qui vient d'être désigné conseiller législatif pour la division de Rougemont, laissée vacante à la suite de la démission, le même jour, de J. H. Albiny Paquette<sup>[8]</sup>. Geste antidémocratique selon le chef de l'opposition, Jean Lesage, qui aurait préféré que Cardinal

se soumette au vote des électeurs d'une circonscription et prenne place à l'Assemblée législative comme Claude Wagner quelques années auparavant<sup>[9]</sup>. La faible majorité des unionistes en Chambre ou encore le fait qu'aucun député unioniste n'était disposé à céder son siège peut expliquer la méthode choisie par Johnson.

Le même jour, Édouard Masson, représentant de la division De Repentigny depuis 1953, démissionne en faveur de Marcel Faribault, 59 ans. Ce dernier devient conseiller spécial du premier ministre en matières constitutionnelle et économique.

Contrairement aux nominations libérales, les deux nouveaux conseillers législatifs n'ont aucune expérience parlementaire et n'ont jamais fait de politique active. Jean-Guy Cardinal, notaire de profession, était alors doyen de la Faculté de droit de l'Université de Montréal. Marcel Faribault était également notaire en plus d'être membre de plusieurs conseils d'administration. Sans expérience parlementaire, il était cependant très intéressé par la chose publique; partisan acharné de la thèse des deux nations, il était coauteur avec Robert Fowler de l'ouvrage *Dix pour un* dans lequel il plaidait avec insistance en faveur d'une nouvelle constitution.



Marcel Faribault représente la division de Repentigny d'octobre 1967 à mai 1968, alors qu'il se présente candidat aux élections fédérales de juin 1968 aux côtés du chef progressiste-conservateur Robert L. Stanfield.

Le discours du trône prononcé le 20 février 1968 annonce l'abolition prochaine du Conseil législatif. Johnson veut « transformer le Conseil législatif en une chambre mixte, mi-sélective et mi-élective, à demi-corporative, qui aurait pour fonction de conseiller le gouvernement surtout en matière économique<sup>[10]</sup> ».

Alors que pour les nominations précédentes, une désignation comme conseiller législatif marque le début de la fin d'une carrière politique, celles de Cardinal et Faribault se veulent au contraire un commencement. Ni Cardinal ni Faribault ne feront partie de la Chambre haute au moment de son abolition. Tous deux l'auront quittée dans l'intervalle.

Cardinal présente sa démission, le 23 octobre 1968, pour poser sa candidature dans la circonscription de Bagot laissée vacante à la suite du décès prématuré du premier ministre Daniel Johnson, survenu au barrage Manic-5, le 26 septembre 1968. Le 4 décembre 1968, Cardinal est élu avec la plus forte majorité dans l'histoire de Bagot. Ambitieux, considéré par certains comme le dauphin de Johnson, il est candidat au congrès à la direction de l'Union nationale, mais subit la défaite aux mains du premier ministre Jean-Jacques Bertrand. Réélu aux élections générales de 1970, il n'est pas candidat en 1973 alors que l'Union nationale, changée en Unité-Québec sous la direction du nouveau chef Gabriel Loubier, se meurt. Nationaliste dans l'âme, Cardinal revient en politique active en 1976 sous les couleurs du Parti québécois et est élu dans la circonscription de Prévost. Le 14 décembre 1976, il est nommé vice-président de l'Assemblée nationale, poste qu'il occupera jusqu'à son décès le 16 mars 1979, à l'âge de 54 ans.

Quelques jours après avoir pris siège au Conseil législatif pour la dernière fois, Faribault annonce, le 14 mai 1968, qu'il sera candidat aux élections fédérales du 25 juin 1968 aux côtés du chef progressiste-conservateur Robert L. Stanfield, dont il se considère le lieutenant au Québec<sup>[11]</sup>. Le soir du scrutin, Faribault subit une cuisante défaite dans la circonscription montréalaise de Gamelin; n'obtenant même pas la moitié des voix du candidat élu, il voit son

cautionnement de 200 \$ confisqué. Ainsi se termine sa brève carrière politique. Il décédera le 26 mars 1972.

Le projet de loi n° 90 concernant l'abolition du Conseil législatif est présenté en première lecture le 20 novembre 1968 par le premier ministre Jean-Jacques Bertrand. La Chambre haute québécoise ne sera pas transformée comme Johnson l'avait laissé entendre en février, mais tout simplement abolie. En moins de dix jours, le projet de loi subit les étapes des trois lectures et du comité plénier à l'Assemblée législative. Le Conseil législatif, dont l'assentiment à sa disparition était indispensable, se saborda lors d'un vote divisé en troisième lecture<sup>[12]</sup>. La Loi fut sanctionnée le 18 décembre et entra en vigueur le 31 décembre 1968. Depuis, le Parlement du Québec est composé du lieutenant-gouverneur et d'une chambre électorale désormais appelée Assemblée nationale du Québec.

Au moment de l'abolition de Conseil législatif, la répartition des sièges était la suivante : douze étaient occupés par des membres d'allégeance unioniste et huit, par des membres d'allégeance libérale (voir la liste des noms ci-dessous). Par ailleurs, quatre sièges étaient vacants. Outre ceux de Rougemont et de Repentigny qu'occupaient respectivement Cardinal et Faribault, celui de Lanaudière était orphelin depuis le décès de Félix Messier, libéral, survenu le 14 mai 1968, et celui de Lauzon est devenu vacant, le 27 octobre 1967, à la suite de la condamnation pour fraude de Gérald Martineau.

John Pozer Rowat, décédé en 1994, était le dernier conseiller législatif survivant.



Le dernier conseiller législatif survivant était John Pozer Rowat. Il est décédé le 25 octobre 1994 et avait siégé à la Chambre haute québécoise pendant une décennie.

#### LES DERNIERS CONSEILLERS LÉGISLATIFS, PAR DIVISION

Division	Conseiller législatif	Allégeance	Date de nomination
Alma	Joseph-Olier Renaud	Union Nationale	1946-08-21
Bedford	Joseph-Oscar Gilbert	Union Nationale	1960-03-30
De la Durantaye	George O'Reilly	Libéral	1964-08-12
De Lanaudière	Félix Messier	Libéral	1942-02-12
De la Vallière	Patrice Tardif	Union Nationale	1952-08-01
De Lorimier	John Pozer Rowat	Union Nationale	1958-10-29
De Salaberry	Raoul-Ovide Grothé	Libéral	1927-12-23

<b>Division</b>	<b>Conseiller législatif</b>	<b>Allégeance</b>	<b>Date de nomination</b>
Golfe	Jules-André Brillant	Libéral	1942-01-14
Grandville	François- Philippe Brais	Libéral	1940-02-16
Inkerman	George Carlyle Marler	Libéral	1960-11-08
Kennebec	Ernest Benoît	Union Nationale	1959-04-08
La Salle	Alfred-Albert Bouchard	Union Nationale	1954-11-24
Lauzon	Gérald Martineau	Union Nationale	1959-09-30 <sup>[13]</sup>
Les Laurentides	Antonio Auger	Union Nationale	1959-09-30
Mille-Isles	Lionel Bertrand	Libéral	1964-11-25
Montarville	Arthur Dupré	Libéral	1963-08-21
Repentigny	Marcel Faribault	Union nationale	1967-10-31
Rigaud	Jean Raymond	Union Nationale	1960-04-27
Rougemont	Jean-Guy Cardinal	Union nationale	1967-10-31
Shawinigan	Jean-Louis Baribeau	Union Nationale	1938-01-14
Sorel	Jean Barrette	Union Nationale	1955-10-19
Stadacona	Hector Laferté	Libéral	1934-07-27

Division	Conseiller législatif	Allégeance	Date de nomination
Victoria	George Buchanan Foster	Union Nationale	1946-08-21
Wellington	Édouard Asselin	Union Nationale	1946-01-25

1. Une première version de cet article est parue dans le *Bulletin de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale*, vol. 39, n° 2, automne 2010, p. 25-29. [retour]
2. Cent soixante-cinq hommes sont répertoriés comme conseillers législatifs dans le *Dictionnaire des parlementaires du Québec de 1792 à nos jours*, 3<sup>e</sup> éd., Publications du Québec, Québec, 2009. Pas une seule femme n'a siégé au Conseil législatif en dépit du fait que le Comité judiciaire du Conseil privé, la cour de dernière instance pour le Canada à l'époque, a décidé en 1929 que les femmes étaient des personnes au sens de l'article 24 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867 et pouvaient en conséquence être nommées au Sénat canadien, l'équivalent au Parlement fédéral de notre Conseil législatif. *Edwards c. Canada (Attorney General)* 1930 A.C. 124. La première sénatrice canadienne, Cairine Wilson, a été nommée en 1930. [retour]
3. Le grand sceau du Québec est la marque d'autorité par excellence de l'État québécois. Les actes les plus solennels en sont revêtus. Naguère, les commissions sous le grand sceau étaient enregistrées et conservées par le secrétaire de la province; de nos jours, à la suite de l'abolition de cette dernière fonction, c'est au ministre de la Justice, en sa qualité de procureur général, que sont dévolues ces responsabilités. [retour]
4. *Dictionnaire des parlementaires du Québec de 1792 à nos jours*, op. cit., note 1, p. 566. En vertu de l'article 74 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, un conseiller législatif pouvait être démis de ses fonctions s'il faisait défaut d'assister aux séances du Conseil durant deux sessions consécutives. La dernière présence de Ness au Conseil législatif remontait au 4 février 1959. Il n'assista à aucune séance du Conseil législatif pendant la 4<sup>e</sup> session de la 25<sup>e</sup> législature ni pendant la 1<sup>re</sup> session de la 26<sup>e</sup> législature. À l'instar du conseiller législatif Victor Marchand, dont le siège est devenu vacant le 18 mars 1960 pour cause d'absentéisme, Ness n'a pas, à proprement parler, été démis de ses fonctions dans le sens où cela aurait nécessité un geste du Conseil législatif. Son siège est tout simplement devenu vacant à la prorogation de la 1<sup>re</sup> session de la 26<sup>e</sup> législature, le 22 septembre 1960, en application de l'article 74 de la *Loi constitutionnelle de 1867*. Voir aussi

- L'Événement*, 23 septembre 1960, p. 1, « Un autre Conseiller Législatif perd son siège : l'hon. R. Ness. » [retour]
5. Statuts du Québec, 1963, 11-12 Éliz. II, chap. 12. Par la *Loi constitutionnelle de 1965*, 14 Éliz. II, c.4, Partie I (Canada), la Chambre haute fédérale s'inspirera de cette loi québécoise en prévoyant que les sénateurs nommés après le 1<sup>er</sup> juin 1965 devront prendre leur retraite à l'âge de 75 ans. [retour]
  6. Lionel Bertrand, *Quarante ans de souvenirs politiques*, Sainte-Thérèse, Éditions Lionel Bertrand, 1976, p. 359. [retour]
  7. *Loi concernant le Conseil législatif*, Lois du Québec, 1968, chap. 9, art. 94. Cette pension était de 12 000 \$ dans les cas des conseillers législatifs qui occupaient lors de l'abolition du Conseil législatif ou ayant occupé auparavant le poste d'orateur, de leader du gouvernement ou de leader de l'opposition à la Chambre haute du Québec. [retour]
  8. Dans ses mémoires intitulés *Hon. Albiny Paquette. Soldat, médecin, maire, député, ministre 33 années à la Législature de Québec : souvenirs d'une vie de travail et de bonheur*, 1977, p. 322 : Paquette écrit : « [...] j'offris à Monsieur Johnson, au cours d'une communication téléphonique, de démissionner de mon poste de conseiller législatif quoique j'y aie été nommé à vie, afin de permettre la nomination de Monsieur Jean-Guy Cardinal, comme ministre de l'Éducation. Ce qu'il accepta avec reconnaissance. Ce fut le dernier service que je fus appelé à rendre à mon vieil ami. » [retour]
  9. *L'Action*, 1<sup>er</sup> novembre 1967, p. 1. [retour]
  10. *L'Action*, 21 février 1968, p. 1. [retour]
  11. Comme il n'existe aucune lettre de démission signée par Faribault dans les archives de l'Assemblée nationale, nous jugeons que son siège à la Chambre haute est devenu vacant le jour où il s'est porté officiellement candidat au scrutin fédéral, soit celui de la présentation des candidats, le 10 juin 1968. [retour]
  12. *Journaux du Conseil législatif*, 13 décembre 1968, p. 165. Seulement douze conseillers législatifs furent présents aux dernières séances du Conseil : Asselin, Auger, Baribeau, Benoît, Bertrand, Bouchard, Gilbert, Marler, O'Reilly, Renaud, Rowat et Tardif. [retour]
  13. Cette date est celle de sa nomination pour la division de Lauzon, en remplacement d'Émile Moreau décédé en fonction. Martineau avait été auparavant conseiller législatif pour la division des Laurentides du 21 août 1946 au 30 septembre 1959, date à laquelle il a « cédé » son siège à Antonio Auger. [retour]

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## Du papier au numérique : l'épopée de la gestion documentaire à l'Assemblée nationale

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 20 DÉCEMBRE 2023

*Si la gestion documentaire peut paraître un sujet rébarbatif, elle n'en est pas moins le témoin important de l'évolution d'une organisation. Lorsqu'elle est opérée de façon saine et efficace, elle permet de structurer l'information et d'en gérer la durée de conservation en respectant les lois et les règlements en vigueur.*



*À l'occasion des 40 ans de l'adoption de la Loi sur les archives, cet article présente l'histoire de la gestion documentaire à l'Assemblée nationale, de ses débuts jusqu'à la prise en charge des documents électroniques, et souligne le travail de l'équipe chargée de cette mission.*

Marie-Andrée Fortier

France Guillemette

Marise Falardeau

*Équipe des archives et de la gestion documentaire*

**B**ien avant l'entrée en vigueur de la *Loi sur les archives*, le 21 décembre 1983, l'Assemblée nationale était déjà soucieuse de protéger ses documents. Depuis l'adoption de la *Loi constitutionnelle de 1867*, elle possède son propre fonds d'archives, bien que les documents qu'elle conservait auparavant, dont ceux du Parlement de la province du Canada, aient tous été transférés à Ottawa après la Confédération.

Toutefois, conserver ses archives n'est pas une fin en soi. Au-delà de la conservation des documents, encore faut-il être capable de les repérer et de les rendre accessibles. À l'Assemblée nationale, le parcours pour arriver à une saine gestion documentaire s'est échelonné sur plusieurs décennies.

## LES DÉBUTS DE LA GESTION DOCUMENTAIRE

C'est en 1975, avec la création du Bureau d'accueil et d'information, dont l'objectif est de diffuser auprès du public des renseignements relatifs à l'Assemblée nationale, que l'institution réalise qu'elle ne possède aucun inventaire offrant une vue d'ensemble de ses archives. Le personnel du Bureau d'accueil et d'information, qui doit consulter de nombreuses sources manuscrites et imprimées pour répondre aux questions des chercheurs, appréhende l'augmentation des demandes de recherche avec l'arrivée de la télédiffusion des débats. Ainsi, le 15 novembre 1978, dans une note adressée au secrétaire général René Blondin, le directeur du Bureau d'accueil et d'information, André Beaulieu, fait trois constatations : dispersion des archives produites par l'Assemblée ; absence d'inventaire et de classement ; mauvaises conditions de conservation des archives.

Conséquemment, sa recommandation est lucide et visionnaire :

[...] l'idéal serait la création d'un bureau [...] qui jouerait un rôle au niveau du pré-archivage et pourrait, à ce titre, conseiller les gestionnaires sur la conservation et la destruction des documents avec juridiction sur l'ensemble des documents inactifs et semi-actifs produits par l'Assemblée, ses commissions et ses fonctionnaires. Tôt ou tard, si ce rôle n'est pas joué par une personne ou un bureau, des documents seront, soit conservés inutilement [...], soit détruits alors qu'il aurait été essentiel de les garder pour des fins de recherche<sup>[1]</sup>.

André Beaulieu venait d'énoncer clairement la nécessité pour l'Assemblée nationale de se doter d'une équipe de gestion documentaire. Bien que cette recommandation ne se réalise pas immédiatement, des efforts sont déployés pour répertorier les archives de l'Assemblée nationale conservées aux Archives nationales du Québec – aujourd'hui Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) –, les fonds de parlementaires québécois se trouvant dans les différents centres d'archives du Québec, et les documents semi-actifs et inactifs<sup>[2]</sup> gardés dans les directions administratives de l'Assemblée. Au sein même de l'institution, la gestion des documents est chaotique, comme en témoigne un employé en 1981 : « Chacun les empile un peu partout dans l'édifice et les déplace quand il faut faire de l'espace. C'est finalement le problème lui-même qui se déplace quand il n'est pas éliminé par la destruction arbitraire des documents<sup>[3]</sup>. »

Malgré tout, ce travail donne naissance, en 1982, à un rapport contenant un inventaire global et des recommandations<sup>[4]</sup>. Les autorités considèrent plusieurs d'entre elles. Pour les autres, l'adoption de la *Loi sur les archives* permettra d'accélérer leur mise en place, notamment en ce qui concerne la gestion documentaire<sup>[5]</sup>.

## **L'ADOPTION DE LA *LOI SUR LES ARCHIVES* ET L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

Dans la foulée des obligations introduites par la Loi sur les archives, l'article 123.1 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* édicte en 1983 que « le secrétaire général a la garde des archives de l'Assemblée ». La haute direction crée alors le Service des archives et de la gestion documentaire, qui relève directement du secrétaire général. Par la suite, le Service sera sous la responsabilité de différentes directions pour finalement être intégré à la Direction de la Bibliothèque en 1991, sous laquelle il se trouve toujours.

En vertu de la *Loi sur les archives*, l'Assemblée nationale est assimilée à un organisme public, bien qu'elle ait beaucoup plus d'autonomie et de latitude que les ministères et autres organismes publics. Elle a l'obligation de mettre en place un système de gestion documentaire et, à cet effet, elle doit se doter d'un calendrier de conservation de ses documents<sup>[6]</sup>. De plus, l'Assemblée peut gérer et conserver elle-même ses archives, comme c'est le cas pour le lieutenant-gouverneur et pour tout organisme dont l'Assemblée nationale nomme les membres.

Dans cet élan de célérité suivant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, l'Assemblée rédige une politique de gestion des documents, un plan de classification et un calendrier de conservation, lesquels outils sont approuvés par le Conseil de direction en 1984. La même année, le Service des archives et de la gestion documentaire instaure la gestion des documents dans toutes les directions de l'Assemblée nationale.

### **La mise en place du système de gestion documentaire**

Ce travail ne sera pas une mince affaire. Pour y arriver, l'équipe de la gestion des documents, en collaboration avec une personne assignée dans chaque direction, remplit un formulaire papier inventoriant tous les dossiers de la direction. Cet inventaire comprend la cote de classification attribuée, le titre, les dates extrêmes et une courte description de chaque dossier. Par la suite, des « postes de classement » sont créés, c'est-à-dire qu'on organise le rassemblement et l'accès aux dossiers en fonction des mandats

de la direction. Un poste de classement est en quelque sorte l'équivalent d'un classeur à dossiers.

De plus, grâce à l'assignation de cotes de classification, des durées de conservation des documents sont établis en fonction d'un calendrier. Ce qui amène à faire du déclassé, c'est-à-dire procéder à la migration des dossiers actifs d'une direction vers une période semi-active, jusqu'à leur conservation permanente ou à leur destruction. Ce système est encore aujourd'hui le fondement de la gestion documentaire à l'Assemblée nationale, bien qu'on soit très loin des inventaires papier et des classeurs à dossiers. De plus, l'équipe de la gestion des documents maintient à jour des index papier des documents actifs de tous les postes de classement de chaque direction, ce qui représente l'équivalent d'un index pour chaque classeur de l'Assemblée. Mine de rien, tout ce travail est réalisé à la machine à écrire.

## **Enjeux et défis de la gestion des documents au tournant des années 1990**

Pendant ce processus d'implantation, l'équipe de gestion documentaire fait face à plusieurs défis. Un manque important d'effectifs ralentit le processus : en effet, seulement deux employées occasionnelles sont affectées à la gestion documentaire. De plus, le manque de volonté et d'implication des unités administratives ainsi qu'un calendrier de conservation incomplet menacent la mise en place du système de gestion documentaire. En constatant ces problèmes, le Service des archives et de la gestion documentaire décide d'aller chercher l'appui des hautes autorités. Le 6 juin 1990, le secrétaire général Pierre Duchesne envoie une note aux gestionnaires. Il invite chacun à offrir sa collaboration au personnel chargé de déterminer les délais de conservation, tout en insistant sur l'importance pour l'Assemblée nationale de compter sur un système efficace de gestion des documents.

Entre 1989 et 1991, l'équipe de la gestion documentaire s'attaque aussi au déclassé des nombreux dossiers conservés à

l'entrepôt. Toutes les boîtes entreposées sont analysées et on applique le calendrier de conservation des documents afin d'éliminer les dossiers qu'il n'est plus nécessaire de conserver. Le gestionnaire concerné doit signer l'autorisation de destruction ou de versement des documents aux archives. Par la suite, le déclassé des documents s'opère sur une base annuelle. Cette procédure est toujours en place aujourd'hui.

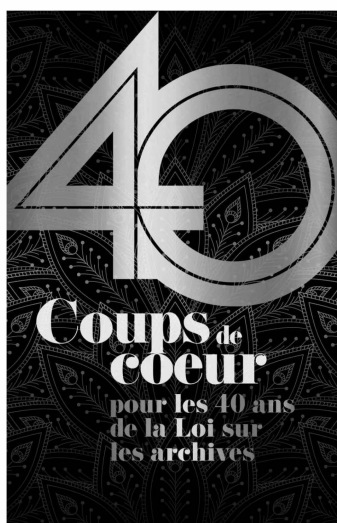
De plus, durant cette même période, l'équipe procède à la révision de la politique de gestion des documents, du plan de classification et du calendrier de conservation. L'Assemblée opte alors pour un plan de classification uniforme. Cette approche ne fait pas l'unanimité auprès des directions, puisque chacune d'entre elles utilise son propre système de classement. Ce n'est qu'en 2003 que toutes les directions finiront par adhérer au nouveau plan.

Finalement, toujours au cours des années 1990, on élabore une liste de documents essentiels à la poursuite des activités de l'Assemblée et on procède au choix d'un logiciel d'aide à la gestion documentaire.

## **L'ARRIVÉE DE L'INFORMATIQUE**

À partir de 1990, l'équipe de la gestion documentaire est consciente que les transformations technologiques en cours lui permettront d'être plus efficace et de mieux répondre aux besoins des unités administratives. Les outils informatiques sont toutefois loin d'être répandus. À titre d'exemple, l'équipe dispose d'un seul ordinateur. Elle souhaite alors acquérir un logiciel de gestion documentaire. Un premier pas est réalisé en 1991 alors que les inventaires papier sont introduits dans un logiciel, Cindex, qui permet d'automatiser le processus d'indexation. Deux ans plus tard, en 1993, l'équipe se dote d'un premier logiciel de gestion documentaire, Documentik, ce qui révolutionne le repérage de l'information au sein de l'institution. Près de 10 ans plus tard, Documentik est remplacé par Gestion virtuelle, lui-même délaissé en 2016 au profit du logiciel Ultima. À cette époque, l'air du temps est à la gestion intégrée des documents (GID), c'est-à-dire à la

gestion combinée des documents papier et numériques dans une même base de données. L'objectif est de fournir aux utilisateurs l'accès à toute l'information conservée, quel que soit son support. L'Assemblée embrasse ce concept novateur et dépasse même la tendance en utilisant le logiciel pour gérer le cycle de vie complet de ses documents, de leur création à leur disposition finale. Le logiciel Ultima, toujours utilisé aujourd'hui à l'Assemblée, rassemble l'inventaire informatique de plus de 500 000 documents actifs, semi-actifs et inactifs, du fonds d'archives institutionnelles et de l'ensemble des objets patrimoniaux de l'Assemblée. En 2020 cependant, la pandémie, et la hausse du télétravail qui s'ensuit, viennent bousculer les activités de gestion documentaire. L'institution effectue un virage majeur vers la gestion électronique de ses documents. Un nouveau chapitre de l'histoire de la gestion documentaire à l'Assemblée nationale vient de commencer.



Afin de souligner le 40<sup>e</sup> anniversaire de la *Loi sur les archives*, la Bibliothèque de l'Assemblée nationale présente l'exposition virtuelle **40 coups de cœur pour les 40 ans de la Loi sur les archives**, laquelle contient une sélection de pièces choisies par le personnel de la Bibliothèque.

- 
1. André Beaulieu, note de service, 1978. Fonds Assemblée nationale du Québec (499521). [retour]

2. Les documents actifs sont les documents créés et utilisés tous les jours ; les documents semi-actifs sont les documents conservés pour répondre à un besoin légal ou financier ; enfin, les documents inactifs sont ceux qui sont conservés pour leur valeur historique. [retour]
3. Gaston Deschênes, note de service, 1981. Fonds Assemblée nationale du Québec (499521). [retour]
4. Luc Potvin, *Les documents semi-actifs et inactifs conservés à l'Assemblée nationale. Évaluation globale et inventaire sommaire des documents gardés dans les différents dépôts à l'Assemblée nationale*, février 1982. Fonds Assemblée nationale du Québec (499521). [retour]
5. Pour une explication plus détaillée de l'inventaire des archives de l'Assemblée pendant cette période, voir l'article de Gaston Deschênes, « Les archives de l'Assemblée nationale du Québec », paru dans le *Bulletin de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale*, vol. 14, n° 3 (juin 1984), p. 35-40. [retour]
6. Calendrier de conservation : outil indiquant principalement le délai de conservation des dossiers pour chaque stade de leur cycle de vie (actif, semi-actif et inactif) et leur mode de disposition. [retour]

# PREMIÈRE LECTURE

RECHERCHE ET ANALYSES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC



## Le Cabinet de curiosités : La bible des noels

PAR BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | 21 DÉCEMBRE 2023

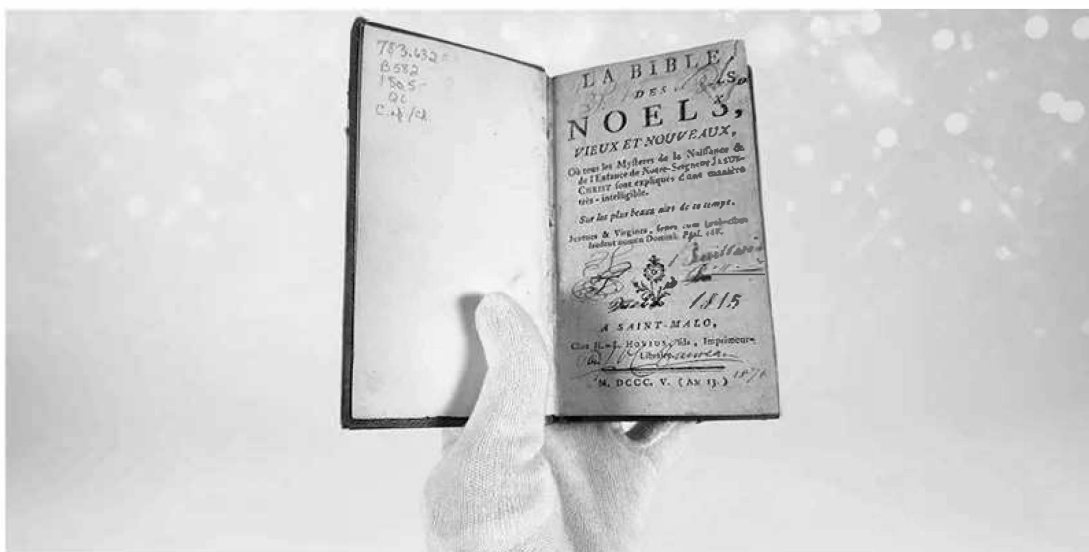
**Cabinet de curiosités** — *La bible des noels, vieux et nouveaux, où tous les mystères de la naissance & de l'enfance de Notre Seigneur Jésus-Christ sont expliqués d'une manière très intelligible : sur les plus beaux airs de ce temps, suivi de Pastorale sur la naissance de Jesus-Christ : avec L'adoration des bergers, et La descente de l'archange saint Michel aux lymbes.*

**Éditeur :** H.-L. Hovius

**Année et lieu de publication :** 1805 à Saint-Malo

**Véronique Cormier**

*Équipe du développement des collections et traitement documentaire*

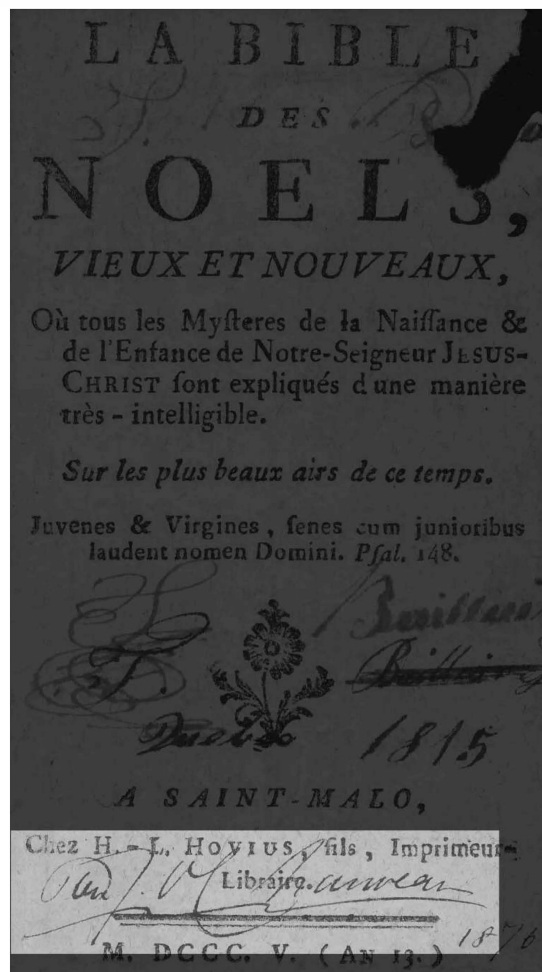


*La bible des noels, vieux et nouveaux, où tous les mystères de la naissance & de l'enfance de Notre Seigneur Jésus-Christ sont expliqués d'une manière très intelligible : sur les plus beaux airs de ce temps, Publ. avec : Pastorale sur la naissance de Jesus-Christ : avec L'adoration des bergers, et La descente de l'archange saint Michel aux lymbes* appartient à la Collection Chauveau conservée à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale. La signature de Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, premier titulaire du poste de premier ministre du Québec, apparaît d'ailleurs sur le document.

L'ouvrage fait partie de la collection de livres et de brochures de Chauveau qu'acquiert la Bibliothèque de la législature en 1892. *La bible des noels* apparaît dans l'inventaire Fonds-Chauveau [manuscrit] : catalogue<sup>[1]</sup> réalisé par Narcisse-Eutrope Dionne<sup>[2]</sup>, aux alentours de 1892. Bien que la Bibliothèque de l'Assemblée nationale ne possède aujourd'hui que 50 % des volumes acquis à l'époque, l'ouvrage a conservé sa place dans les collections de l'institution jusqu'à nos jours.



*La bible des noels*



*La bible des noels, partie 1*

*La bible des noels* [...] et *la Pastorale sur la naissance de Jesus-Christ* [...] sont deux ouvrages distincts qui ont été reliés ensemble lors de la publication en 1805. L'ouvrage final mesure 14 centimètres par 8 centimètres; de petite taille, il tient facilement dans une main. Il a été édité par Henri-Louis Hovius à Saint-Malo et se présente sous forme de brochure reliée contenant plusieurs chants de Noël, aussi appelés des noëls. Au courant du XIX<sup>e</sup> siècle, des intellectuels compilaient les cantiques<sup>[3]</sup> de Noël et les regroupaient pour former des ouvrages connus sous le nom de « bibles de noëls<sup>[4]</sup> ».

Les chants de Noël ont beaucoup évolué lors des derniers siècles. Leur histoire débute au IV<sup>e</sup> siècle. À cette époque, saint Hilaire de Poitiers compose l'hymne latin *Jesus refulsit omnium* qui est considéré comme étant le premier véritable chant de Noël<sup>[5]</sup>. Cependant, le cantique le plus ancien encore entonné aujourd'hui, et de langue française, est *Entre le bœuf et l'âne gris* qui est écrit au XVI<sup>e</sup> siècle<sup>[6]</sup>. Au moment de la colonisation au XVII<sup>e</sup> siècle, les

premiers arrivants vont importer leurs noëls. Très rares sont ceux qui sont composés en Nouvelle-France, le plus ancien serait *Jesous Ahatonhia* et aurait été écrit par Jean de Brébeuf au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle<sup>[7]</sup>. Après la Conquête, les cantiques en français prennent de l'importance auprès de la population. Ils deviennent un moyen de préserver la langue et la religion. Le premier véritable recueil de cantiques du Bas-Canada est publié par l'abbé Jean-Denis Daulé en 1819. On y retrouve certains noëls comme *Çà bergers* et *Dans cette étable*<sup>[8]</sup>.

*La bible des noels* [...] et *la Pastorale sur la naissance de Jesus-Christ* [...] présentent différents noëls, anciens et nouveaux. S'y trouve également une pastorale, sorte de pièce de théâtre musicale ayant pour thème la nativité et mettant en scène des bergers, et de courtes scènes comme *La vie et l'adoration des trois rois* et *Les regrets d'Hérode*. Pour chaque cantique, le texte est présenté sans partition musicale, mais il est accompagné de la mention « Sur l'Air », par exemple :

NOEL NOUVEAU.

*Sur le même air.*

Nos soins sont superflus,  
Ne nous souvenons plus  
Du péché de nos pères ;  
La sainte Vierge, cette nuit,  
Promet en nous donnant son Fruit ;  
La fin de nos misères.

Dieu a pu rajeunir,  
Et Homme devenir ;  
C'est lui qu'elle nous donne :  
Recevons donc tous ce présent,  
Qui est dans la crèche gissant,  
Que la paille environne.

Le décret éternel,  
Comme un criminel,  
Déjà l'expose aux bêtes :  
Ses membres sont tous tremblottans ;  
Et le froid il va combattant,  
Commencant ses conquêtes.

L'amour qu'il a pour nous,  
Lui rend ses maux plus doux,  
Ses souffrances lui plaisent :  
Les péchés que l'on a commis,  
Sont-là ses plus grands ennemis,  
Et ceux qui lui déplaisent.

Anges, qu'en dites-vous ?  
N'êtes-vous point jaloux  
Qu'un Homme vous régisse ?  
Vos répons, qui sont par concerts,  
Que nous entendons dans les airs,  
N'en sont pas les indices.

*La bible des noels, partie 1, p. 63.*

Certains cantiques présents dans le document sont encore chantés de nos jours, comme : *Ça bergers*.

NOEL NOUVEAU.

*Les Pasteurs de Bethléem reconnoissent Jesus-Christ pour le Fils de Dieu , & lui adressent leurs vœux.*

Sur l'air : *Où s'en vont ces gais Bergers.*

**Ç**A , Bergers , assemblons-nous ;  
Allons voir le Messie ,  
Cherchons cet Enfant si doux  
Dans les bras de Marie :  
Je l'entends , il nous appelle tous ;  
O sort digne d'envie !

Laiſſons-là notre troupeau ,  
Qu'il erre à l'aventure ,  
Que sans nous sur ce côteau  
Il cherche sa pâture :  
Allons voir dans un petit berceau  
L'Auteur de la nature.

Que l'hiver par ses frimats  
Ait endurci nos plaines ,  
S'il croit arrêter nos pas ,  
Cette croyance est vaine ;  
Quand on cherche un bien rempli d'appas ;  
On ne craint point de peine.

Sa naissance sur ces bords  
Ramene l'âlégresſe ,  
Répondons par nos transports  
A l'ardeur qui le presse ,  
Secondons par de nouveaux efforts  
L'excès de sa tendresse.

Nous voici près du séjour  
Qu'il a pris pour asyle ;  
C'est ici que son amour  
Nous fait un sort tranquille ;  
Ce Village vaut en ce grand jour  
La plus superbe Ville.

Dieu naissant , exaucez-nous ,  
Dissipez nos alarmes ,  
Nous tombons à vos genoux ,  
Nous les baignons de larmes ,  
Hâtez-vous de nous donner à tous  
La paix & tous les charmes.

« Ça Bergers », *La bible de noels*, partie 2, p.

58.

L'ouvrage contient aussi des chants qui ont traversé l'Atlantique et qui ont trouvé écho en Nouvelle-France comme : *Quelle réjouissance* et *Bel Astre*<sup>[9]</sup>. En revanche, ces deux titres sont maintenant plus ou moins connus de la population.

AUTRE NOËL.  
 Sur l'air : *O gué, lan la, lan lire.*  
**Q**uelle réjouissance  
 Dans ces bas lieux  
 Règne par la naissance  
 Du Roi des Cieux !  
 Tout retentit de chants nouveaux ;  
 Mille & mille échos  
 Chantent *Gloria*.  
 O la divine enfance ! Célébrons-la.  
 Sur le ton le plus tendre,  
 Parmi les airs,  
 Les Anges font entendre  
 Les plus beaux airs :  
 Pour chanter un bonheur sans prix,  
 Ces heureux Esprits  
 Chantent *Gloria* ;  
 Répondons sans attendre, *Alleluia*.  
 Tout d'une voix publie,  
 Et tour - à - tour,  
 Que l'auteur de la vie  
 Reçoit le jour :  
 Tout le monde annonce Noël,  
 La Terre & le Ciel  
 Chantent *Gloria* :  
 O la douce harmonie ! *Alleluia*.

« Quelle  
 réjouissance », *La*  
*bibles des noels*,  
 partie 1, p. 9

Pour les mortels,  
 Les fit regarder comme  
 Des criminels,  
 D'un Dieu l'ire éclata d'abord,  
 Mais l'amour plus fort  
 Enfin l'emporta :  
 Ce grand Dieu s'est fait homme, *Alleluia*.  
 O le profond mystère !  
 Un Dieu naissant !  
 Notre céleste Père,  
 Un pauvre Enfant,  
 De l'Esprit Saint un Fils conçu  
 Rien n'a prévenu  
 Qu'*Ave, Maria* ;  
 Marie est Vierge & Mère, *Alleluia*.  
 Avant qu'elle réponde,  
 Oui, j'y consens,  
 Le Ciel, la terre & l'onde  
 Sont en suspens ;  
 Mais dès-là qu'elle consentit,  
 Qu'elle répondit *Ecce ancilla* :  
 Aussitôt tout le monde se rassura.  
 O jour des plus célèbres !  
 En plein minuit,  
 Le prince des ténébres  
 Tremble & s'enfuit ;  
 Son trône redoute un berceau ;  
 Le loup craint l'agneau.  
 Qui le détruira ;  
 Du souffle de ses lèvres, il périra.

« Quelle  
 réjouissance », *La*  
*bibles des noels*,  
 partie 1, p. 9 (suite)

**B**EL Astre que j'adore ;  
 Soleil qui luit pour moi,  
 C'est toi seul que j'implore ;  
 Je veux n'aimer que toi :  
 C'est ma plus chère envie,  
 Dans ce beau jour,  
 Où je ne dois la vie  
 Qu'à ton amour.  
 Du fond de cette Crèche  
 Où tu te laisses voir,  
 Ton amour ne me prêche  
 un si tendre devoir. C'est ma plus,  
 C'est pour sauver mon âme  
 Que tu descends des Cieux ;  
 De ta divine flamme,  
 je brûle en ces lieux. C'est ma plus,  
 Du monde qui me presse,  
 Je ne suis plus charmé,  
 Je veux t'aimer sans cesse,  
 me tu m'as aimé. C'est ma plus, &  
 Ton nom de ma mémoire  
 Ne sortira jamais,  
 chanterai ta gloire

« Bel Astre », *La*  
*bibles des noels*,  
 partie 2, p. 62

Les chansons de Noël se sont transformées depuis la publication de *La bible des noels*. La fête de Noël, autrefois très religieuse, l'est beaucoup moins aujourd'hui, tout comme les chants qui y sont associés. N'étant au départ que religieux, ils sont devenus, au fil du temps, davantage centrés autour de la figure du Père Noël et de l'imaginaire qui s'y rattache. En témoignent certains hymnes se référant aux rennes et aux joies de l'hiver. Nous n'avons qu'à penser aux chansons *Au royaume du bonhomme hiver* ou *Père Noël arrive ce soir* qui tournent en boucle à la radio en cette période de l'année. Malgré tout, certains noëls ont traversé le temps et sont encore chantés dans les foyers québécois. Entonnons donc tous ensemble, comme en 1805, sur l'air d'*Où s'en vont ces gais Bergers* :

« Ça, Bergers, assemblons-nous,  
 Allons voir le messie,  
 Cherchons cet enfant si doux  
 Dans les bras de Marie,  
 Je l'entends, il nous appelle tous,  
 O fort digne envie »

Sources consultées :

*La bible des noels, vieux et nouveaux, où tous les mystères de la naissance & de l'enfance de Notre Seigneur Jésus-Christ sont expliqués d'une manière très intelligible : sur les plus beaux airs de ce temps, suivi de Pastorale sur la naissance de Jesus-Christ : avec L'adoration des bergers, et La descente de l'archange saint Michel aux lymbes*, Saint-Malo, H.-L. Hovius, 1805, 144 pages.

CLARKE, F.r.c. et GREEN, Richard. « Musique de Noël ». Dans *L'encyclopédie canadienne* (en ligne).

DUBOIS-JANDOT, Lucas (s.d.). *Traditions : découvrez l'histoire des chants de Noël*.

LAURENT, Michel (2010, 15 décembre). *Chanter Noël au fil des siècles*.

LEBEL, Jean-Marie (automne 1996). « D'où viens-tu bergère? Nos cantiques de Noël ». *Cap-aux-Diamants*, 47, 28-33.

LYNCH, Joe (2015, 25 décembre). *What's the World's Oldest Christmas Carol?*

VAILLANCOURT, Manon (2018, 11 décembre). *Histoire des cantiques de Noël*.

### **Autres ouvrages intéressants sur le sujet :**

DAULÉ, Jean-Denis, *Nouveau recueil de cantiques, à l'usage du diocèse de Québec : avec tous les airs notés en musique dans le meilleur goût moderne*, Québec, Nouvelle Imprimerie, 1819, 2 volumes.

MYRAND, Ernest, *Noëls anciens de la Nouvelle-France: étude historique*, Québec, Dussault & Proulx, imprimeurs, 1899, 199 pages.

---

1. Narcisse-Eutrope Dionne. Fonds-Chauveau [manuscrit] : catalogue. [1892?]. 1 v., p.28. [retour]

2. Narcisse-Eutrope Dionne est directeur de la Bibliothèque de 1892 à 1912  
[retour]
3. Chant religieux en langue commune [retour]
4. Jean-Marie Lebel. « D'où viens-tu bergère? Nos cantiques de Noël », *Cap-aux-Diamants*, vol. 47, automne 1996, p. 28. [retour]
5. Lucas Dubois-Jandot (s.d.). *Traditions : découvrez l'histoire des chants de Noël*.  
[retour]
6. *Ibid.* [retour]
7. Jean-Marie Lebel. *Op. cit.*, p. 29. [retour]
8. *Ibid.*, p. 29-30. [retour]
9. *Ibid.*, p. 29. [retour]



**/// BIBLIOTHÈQUE**  
ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC

